UNIVERSITY OF JORDAN LIBRARY

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 764 — 30 PAGES — SAMEDI 8 SEPTEMBRE 1979

LE MARCHÉ DES POIDS LOURDS

Daf-Trucks et Chrysler-Talbot vont coopérer

LIRE PAGE 30



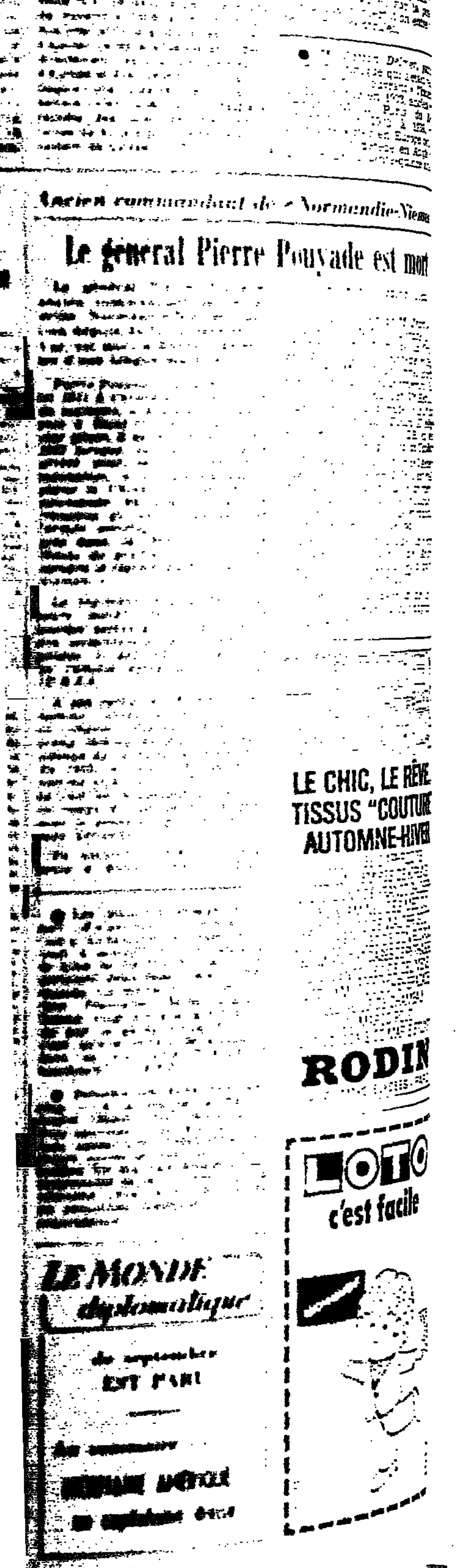
Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 rls.; Italie, 500 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 180 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23



Les difficultés économiques à l'Ouest et à l'Est

La peur du vide et l'or

Qualifier de « vertigineuse » la hausse de l'or, c'est user d'une métaphore facile, presque d'un cliché, pour décrire avec justesse une inquiétante psychose. Ce phénomène devrait être le premier souci des ministres des finances ou de l'économie des Cinq (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Japon) lors de leur réunion officieuse du 16 septembre à Paris ; c'est à cette occasion qu'ils devraient fixer le scénario de la prochaine assemblée générale du Fonds monétaire.

On n'avait encore jamais vu, au cours d'une période pourtant fertile en crises monétaires et en spéculations effrénées, un mouvement ascendant aussi rapide qui a fait monter les cours jeudi au-dessus de 340 dollars l'once.

La frénésie des achats n'a cessé de s'amplifier depuis le début du mois d'août. Les cours oscillaient encore à ce moment-là autour de 300 dollars. Ce chiffre est à comparer au niveau de 200 dollars auquel était retombé le prix, en novembre 1978, à la suite des mesures tardives de redressement du dollar prises par le président Carter : le 31 octobre 1978, jour de retraite pour la devise américaine, la cotation du métal jaune s'était établie sur le marché international à 243,65 dollars. Pour retrouver des oscillations d'ampleur à peu près comparables, il faut remonter aux années troublées de 1973 et 1974.

C'est proprement la peur du vide qui explique le mieux cette nouvelle ruée sur l'or. Tout se passe comme si, vers le printemps de cette année, une soudaine prise de conscience s'était produite du véritable piège dans lequel s'était une deuxième fois laissé enfermer le monde capitaliste.

Au moment où leur activité économique montre chaque mois de nouveaux signes de ralentissement, les Etats-Unis sont pris à la gorge par une inflation considérable. Faute d'en avoir prévu l'ordre de grandeur et les ravages, l'administration en est réduite aujourd'hui à laisser le nouveau président de la Réserve fédérale (institut d'émission) mener à peu près seul le combat comme il le peut : ses capacités sont-elles tout à fait à la hauteur de sa réputation ? M. Paul Volcker réagit — qui pourrait s'en étonner ? — avec l'arme des banquiers. Il ne se passe guère plus de semaine sans qu'on annonce de nouvelles élévations du taux de l'intérêt, mais celles-ci ont été jusqu'à présent inopérantes pour calmer une demande apparemment insatiable de crédit.

Si impressionnantes soient-elles — elles obligent les sociétés américaines les mieux placées à emprunter, tous frais compris, à un taux voisin de 15 %, — les mesures de la Réserve fédérale apparaissent toujours comme insuffisantes et comme venant trop tard. Deux facteurs semblent la condamner à une quasi-impuissance. Le premier est la crainte presque panique d'une forte récession pendant la courte période de temps qui reste au président Carter pour essayer d'obtenir une deuxième investiture du parti démocrate. Le deuxième est que les Etats-Unis ne bénéficient plus indirectement de la stabilité des monnaies fortes. Chaque fois qu'ils élèvent d'un nouveau cran le loyer de l'argent, les autorités monétaires allemandes, aux prises elles aussi avec l'inflation, sont tentées d'en faire autant, menaçant du même coup d'accentuer la baisse du dollar et, partant, la hausse de l'or.

Pour faire face à une pareille situation, que le renchérissement du pétrole n'a pas créée mais a beaucoup contribué à rendre dramatique, il faudrait un pouvoir politique doué de grandes capacités. Celui de M. Carter ne donne même plus l'impression de l'existence. La contemplation du vide conduit aussi dans ce domaine-là au vertige.

(Lire nos informations page 30.)

Les rumeurs de réforme monétaire provoquent l'inquiétude en U.R.S.S.

La persistance — pour ne pas dire l'aggravation — des difficultés économiques donne naissance en U.R.S.S. aux rumeurs les plus diverses. On parle de l'imminence d'une réforme monétaire, d'un échange de billets comme en 1961, qui aurait pour effet d'éponger une partie de la masse monétaire en excédent, et de hausses de prix. Fondées ou non, ces rumeurs sont significatives.

De notre correspondant

Moscou. — La méfiance et l'inquiétude de la population sont telles que les autorités se sont vues obligées de démentir officiellement certains bruits. Ainsi, le ministre du commerce a-t-il fait mercredi 5 septembre une longue intervention à la télévision pour mettre en garde contre toute « *nervosité* » face à la pénurie de produits textiles. Il n'y aura pas de hausses de prix, a-t-il expliqué en substance. Ceux qui font courir ces bruits sont des spéculateurs. Même si la production reste encore inférieure aux besoins, la situation s'améliorera l'année prochaine (1).

De même, un responsable de la Banque d'Etat a-t-il récemment démenti que des coupons spéciaux — comme il en existe déjà dans les magasins pour privilégiés — seraient mis en circulation au moment des Jeux olympiques. Répondant à l'inquiétude d'un lecteur du journal *la Russie soviétique*, il a affirmé que les roubles ordinaires continueraient à être acceptés dans les magasins de Moscou. L'année dernière, le comité d'Etat pour les prix avait également cru bon de démentir des bruits sur une hausse des prix des denrées de base qui n'auraient pas changé depuis trente ans.

Si l'inflation est un phénomène officiellement inconnu de l'économie soviétique, elle est tout à fait présente dans la psychologie de la population. A juste titre. En U.R.S.S., l'inflation est difficile à définir et encore plus à appréhender, en l'absence de statistiques publiques auxquelles on puisse faire confiance. De plus, elle donne lieu à des manifestations contradictoires.

Elle provoque une fuite devant la monnaie : les Soviétiques qui le peuvent achètent à n'importe quel prix des biens durables — tapis, bijoux, vaisselle — pour se protéger contre la dépréciation monétaire. En même temps, ils thésaurisent beaucoup : les dépôts dans les caisses d'épargne, faiblement rémunérés, atteignent 130 milliards de roubles (au cours officiel, le rouble vaut 6,60 F) pour plus d'une centaine de millions de livrets, et l'on estime que la masse monétaire cachée dans les « bas de laine » représente environ 70 à 80 milliards de roubles (460 à 520 milliards de francs) soit au total deux fois le montant des investissements annuels.

Pourtant, l'indice des prix reste officiellement stable. Sur la base 100 en 1965, il était de 99,30 en 1976. Sans doute cet indice n'a-t-il qu'une valeur très relative, mais il est vrai que, dans les magasins d'Etat, le prix des produits de base (viande, produits laitiers, pain) n'a pas varié depuis dix-sept ans, bien que les prix payés par l'Etat aux producteurs aient été relevés. Les loyers, qui représentent environ 3 % d'un budget familial moyen, n'ont pas été augmentés depuis cinquante ans, le prix du gaz et de l'électricité depuis 1948.

La hausse des coûts est compensée par des subventions budgétaires qui représentent, par exemple, 25 milliards de roubles (165 milliards de francs) par an pour la viande et les produits laitiers et 5 milliards (33 milliards de francs) pour l'entretien des logements.

Enfin, l'inflation soviétique n'est pas « sanctionnée » sur le marché international des devises, puisque le rouble est inconvertible. S'il est vrai, comme l'écrivait récemment la revue *Question d'économie*, que la conformité du rouble avec sa valeur or est assurée par l'équilibre global de l'offre et de la demande, on est encore loin du compte. Une mesure plus exacte de la valeur du rouble est donnée par le marché noir, où le cours est environ quatre fois inférieur au cours officiel.

Même si elles sont difficilement quantifiables, les manifestations de cette inflation sont parfaitement visibles. Il y a d'abord les hausses officielles de prix. La liste en est d'autant plus impressionnante, au cours des deux dernières années, que les prix n'évoluent pas progressivement mais que les réajustements administratifs doivent en principe « rattraper » plusieurs années de stabilité.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 26.)

(1) Au cours du premier semestre de cette année, la production a augmenté de 3,5 % contre un objectif de 5,7 % dans le plan annuel et de 6,5 % dans le plan quinquennal. La production a même diminué par rapport à la même période de 1978 dans des secteurs-clés comme les matériaux de construction, l'acier, les engrais, les matières plastiques, le papier, les chaussures, et pour certains biens de consommation courante.

La brigade soviétique à Cuba

La ratification de SALT 2 se heurte à une opposition croissante

L'affaire de la présence d'une brigade soviétique à Cuba, que les autorités américaines ont pourtant pris soin de ne pas dramatiser, risque de dégénérer en une nouvelle crise américano-soviétique. Il se confirme, en effet, que de nombreux sénateurs américains sont décidés à « geler » l'examen des accords SALT 2, toujours pas ratifiés, jusqu'à ce qu'une solution ait été trouvée.

Après avoir ironisé, par l'intermédiaire de l'agence Tass, sur les craintes américaines, Moscou observe maintenant le silence, attendant sans doute pour réagir d'avoir mesuré exactement la détermination des parlementaires américains.

La liste des sénateurs américains exigeant une solution « satisfaisante » à l'affaire de la brigade soviétique sous peine de suspendre *indéfiniment* l'examen des accords sur la limitation des armes stratégiques (SALT 2) augmente d'une manière impressionnante. Après le sénateur libéral Frank Church (démocrate, Idaho), qui est aussi président de la puissante commission des affaires étrangères, c'est le chef du groupe démocrate, M. Robert Byrd, qui vient de se prononcer en faveur de la suspension du débat sur SALT 2 si une « *solution n'est pas rapidement trouvée* ». La commission des affaires étrangères devait remettre son rapport sur SALT 2 le 25 septembre. Le sénateur républicain Robert Dole, dont les ambitions présidentielles sont connues, a déjà demandé que toute la procédure de SALT 2 soit bloquée « *tant que les Soviétiques ne nous auront pas donné l'assurance que les troupes de combat stationnées à Cuba seront repliées* ».

L'affaire de la brigade soviétique va relancer d'autre part le débat sur les insuffisances du système de renseignement américain. Il se confirme en effet que cette brigade n'a pas été envoyée récemment à Cuba mais qu'elle se trouve dans l'île au moins depuis les années 1975-1976. Comment ne s'était-on pas rendu compte de sa présence avant ? demandent déjà commentateurs et hommes politiques. Comment, dans ces conditions, faire confiance au président Carter qui se dit certain que les Etats-Unis ont les moyens techniques de déceler toute violation par les Soviétiques des accords SALT 2 ? ajoute-t-on.

Selon un « columnist » du *New-York Times*, M. William Safire, qui fut l'un des « speechwriter » de Richard Nixon et qui bénéficie de nombreuses amitiés dans les services de renseignements américains, la brigade soviétique installée à Cuba a pour tâche de protéger un complexe électronique installé à 80 kilomètres de La Havane et dont la fonction est de capter communications téléphoniques et communications entre ordinateurs aux Etats-Unis, ainsi que les informations fournies par les satellites espions américains. Cette base, dont la construction a été commencée depuis plusieurs années ne serait pas encore en fonction. M. Carter aurait soulevé en vain le problème auprès de M. Brejnev lors de la rencontre des deux chefs d'Etat à Vienne, en juin dernier.

Jeudi, d'autre part, l'amiral Moorer, ancien chef d'état-major général, a rendu publique une lettre signée par mille six cent soixante-dix-huit généraux et amiraux en retraite hostiles à Salt-2.

L'amiral Morrer a expliqué qu'il avait sollicité l'avis de généraux et d'amiraux à la retraite « *parce que les officiers supérieurs en service actif ne sont pas autorisés à s'opposer nettement à SALT 2* ». Dans leur lettre aux sénateurs, les opposants au traité déclarent que celui-ci donne un énorme avantage à l'U.R.S.S. et que les Etats-Unis ne seront pas en mesure de s'assurer qu'il n'est pas violé.

Un sommet franco-polonais « confidentiel » à Rambouillet

M. Giscard d'Estaing accueille, ce vendredi 7 septembre, à midi, à la base militaire d'Evreux, M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais. Leurs entretiens, auxquels participeront en partie les deux ministres des affaires étrangères, MM. François-Poncet et Wojtaszek, ainsi que M. Jacques Wahl, secrétaire général de l'Elysée, et M. Waszczuk, chef de la chancellerie du comité central du POUP, se dérouleront jusqu'à samedi après-midi au château de Rambouillet.

Ce sommet franco-polonais, qui a un caractère « confidentiel », est le cinquième depuis l'arrivée de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée, il y a cinq ans.

Le dialogue franco-polonais, dit-on à l'Elysée, est « *original, spécifique et de caractère exceptionnel* ». La France et la Pologne entretiennent en effet des relations uniques entre deux pays de l'Est et de l'Ouest européens, non seulement en raison de la fréquence des contacts politiques au niveau le plus élevé, mais aussi de leur discrétion. Sur les cinq rencontres Giscard d'Estaing-Gierek, deux seulement (celles de Varsovie en 1975 et de Paris en 1977) ont donné lieu à des visites officielles. Aucune information ne sera donnée sur les entretiens de Rambouillet, en dehors du communiqué de samedi.

L'intimité des relations franco-polonaises vient de ce que les intérêts nationaux des deux pays ont, dans le rapport des forces en Europe, toujours coïncidé sur l'essentiel. Paris et Varsovie peuvent ainsi se comprendre à demi-mot.

Formellement, les conversations de Rambouillet porteront sur les affaires internationales d'actualité : détente, préparation de la conférence de Madrid de 1980 sur la sécurité et la coopération en Europe, désarmement. En dehors de rapprochements ou d'arrangements de procédure, il est douteux que MM. Giscard d'Estaing et Gierek puissent prendre sur le fond des positions publiques nouvelles, mais l'intérêt de leur rencontre n'est pas là. Il réside dans les informations confidentielles, les vues, les opinions qu'ils échangeront sur la situation européenne et mondiale et notamment sur les pays avec lesquels ils entretiennent des relations actives et complémentaires : U.R.S.S., Etats-Unis, Allemagne fédérale notamment.

Les relations bi-latérales, surtout économiques, seront également discutées. Elles ont beaucoup souffert d'une certaine austérité polonaise. De 1976 à 1978, les exportations françaises sont tombées de 3,6 milliards de francs à 2,3 milliards, et le montant des contrats d'équipement français pour la Pologne de 3 milliards à 300 millions. Une reprise est cependant observée depuis le début de 1979, mais les Polonais souhaitent que la France participe plus activement à leur développement à long terme. — M. D.

(Lire nos informations page 26.)

LE DÉSENCHANTEMENT

par CLAUDE MAURIAC

Je m'interroge sur notre désenchantement.

Avec quelle ironique amertume nous réentendons désormais ces appels à l'union de la gauche. Comment osent-ils ? Croient-ils pouvoir encore nous tromper avec les mêmes mots, prononcés par les mêmes hommes, assortis, de part et d'autre, de réserves et de conditions, d'appels et de rappels, d'arrière-pensées, qui ne sont même plus telles puisqu'elles se lisent, si même elles ne se disent, en clair ?

Union de la gauche ? Réunion des voix de la gauche. Ce qui n'aurait dû être qu'un moyen est devenu une fin. Et pourtant, ils ont raison, eux qui sont seulement quelque chose au sein de leurs partis respectifs, de persévérer dans leur non-être, dans l'espoir que quelque réalité en naîtra, à la fin.

Qu'ils continuent donc leur contredanse commentée, un pas en avant, deux pas en arrière, une petite phrase de plus, des réponses qui sont de nouvelles uqestions. Mais qu'ils ne nous demandent pas de les écouter. Ni surtout de les regarder.

Nous ouvrons ou fermons notre poste, prêtons ou ne prêtons pas attention à ce qui nous est montré. Mais il faut que nous en ayons la possibilité et que le choix nous soit laissé. François Mitterrand a donc raison de protester. En France, les vitres du petit écran sont des verres grossissants pour les satisfactions du pouvoir et s'obscurcissent pour les revendications de l'opposition.

Il n'est pas sûr, de toute façon, que nous souhaitions beaucoup y voir plus François Mitterrand que ses amis et adversaires, contrairement à d'autres (l'épouvantail de charme Marchais, ou Chirac, carnassier blessé qui a encore toutes ses dents). Mitterrand n'a jamais fait partie pour nous d'un spectacle, mais de notre plus personnelle histoire. Qu'il perde ses pouvoirs sur notre sensibilité nous inquiète. Mieux vaut prendre un peu de recul et moins le voir, pour savoir.

(Lire la suite page 2.)



AU JOUR LE JOUR

Rideau

Voici le texte d'un décret publié au Journal officiel *du 7 septembre :*

Article premier. — *La société de consommation est dissoute.*

Art. 2. — *Toute personne vantant, dans ses écrits ou ses propos, les mérites de l'ancienne société sera condamnée à trois mois de sobriété forcée dans un camp de non-travail.*

Art. 3. — *La régie nationale des usines Renault est transformée en musée des temps anciens.*

Art. 4. — *Le Forum des Halles, à Paris, est fermé. Il sera remplacé par un jardin potager biologique.*

Art. 5. — *Herbert Marcuse est nommé, à titre posthume, grand-croix de la Légion l'honneur.*

BRUNO FRAPPAT.

UN ROMAN HISTORIQUE D'ALEJO CARPENTIER

Christophe Colomb était-il un saint ?

Fondamentalement Alejo Carpentier est un voyageur sur la Terre. Il appartient à cette race des grands écrivains-diplomates, ces découvreurs et ces médiateurs pour qui l'histoire est, d'abord, le récit du choc des cultures entre elles. L'Amérique latine en est riche : Pablo Neruda, Octavio Paz, Carlos Fuentes, — pour ne parler que de ce siècle... Tous ont acquis une dimension mondiale. Pourquoi ? Et pourquoi, depuis vingt ans, la meilleure, la plus puissante, la plus enrichissante création littéraire nous vient-elle précisément du *Nouveau Monde ?* Si j'étais Bernard Pivot, qui reçoit ce vendredi soir à « Apostrophes » trois écrivains latino-américains — dont Alejo Carpentier, — je poserais la question.

A tout seigneur tout honneur : Alejo, donc, qui, c'est de naissance, vit un pied en Europe, un pied là-bas, et demeure l'agent le plus intéressant, le plus accompli d'un dialogue inépuisable et passionné entre les deux mondes. Né à Cuba, en 1904, d'un père breton — un architecte dont la vieille Havane garde l'empreinte et d'une mère russe grandie en Suisse, il s'est formé loin de la culture européenne mais dans la pensée d'elle, cependant qu'il faisait l'apprentissage du « merveilleux naturel » au sein de ce carrefour prodigieux que sont les Caraïbes.

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire la suite page 25.)

Le Monde

idées

RENTRÉE

LE DÉSENCHANTEMENT

(Suite de la première page.)

Le président de la République échappe à cette saturation (qui nous donne envie de tourner le bouton dès qu'y apparaissent des visages et des voix trop connus), dans la seule mesure où nous l'y voyons peu (mais nous l'y voyons trop), et dans les seuls domaines de sa charge et de ses compétences auxquels, c'est le moins que l'on puisse dire, il ne se borne pas. Si brillant soit M. Giscard d'Estaing, moins nous le voyons, mieux cela vaut pour lui. Moins il parle, plus il y gagne. Parler, si bien parler, trop bien parler pour ne rien dire, est particulièrement vain pour un chef d'Etat. Il eût mieux fait de se taire sur les incendies de forêts, par exemple, au sujet desquels beaucoup de ses auditeurs en savaient plus que lui, qui n'en savait rien.

Nous pourrions dire que François Mitterrand est un avaleur de couleuvres comme il y a des avaleurs de sabres. Qu'il en a le visage triste et qu'il bombe le torse sans trop y croire, lui aussi. Mais voilà : nous n'avons pas envie de rire. François Mitterrand est un avaleur d'injustices, et ces injustices que lui font subir les communistes depuis tant de mois nous sont restées en travers de la gorge à nous aussi.

Il se maîtrise, minimise, essaye de faire bon visage, de prendre à la légère ce qui lui pèse si lourd et qui a fait pencher la balance en France. Eclatant, parfois, mais le moins souvent possible. Et, en un injuste retour des choses, nous agaçant un peu après nous avoir beaucoup touchés.

L'acharnement de François Mitterrand à nier l'évidence de son lent effacement pour tenter de surnager est émouvant : cet engloutissement est celui de l'âge. Il vient un moment dans la carrière des hommes politiques où ils n'ont plus de chance que si advient une grande malchance nationale. François Mitterrand n'en est pas encore là, mais il approche de cette frontière qu'a dépassée Michel Debré. Si perçante soit demeurée la vue de ce dernier, si intactes ses forces, il ne peut plus inquiéter personne. Etant entendu que, en politique, on ne fait vraiment peur qu'aux camarades de son propre parti.

François Mitterrand ne nous donne l'impression de se presser un peu trop, parfois, que parce que le temps risque de lui manquer.

Le truqueur

Le premier secrétaire du parti socialiste n'est pas responsable de son échec. Ses partenaires communistes y ont eu, en toute lucidité et volonté, une part décisive. Il en assume l'évidence mais non les conséquences. Dans l'espérance de sauver l'avenir. Son avenir. Et celui de la France. Il n'est point d'homme politique qui ne confonde en toute bonne foi le bien du pays et le sien. L'un ne va pas sans l'autre, à ses yeux, ce qui est vrai, parfois, mais peut aussi cesser de l'être. L'accession de François Mitterrand au pouvoir eût, il n'y a pas si longtemps, comblé les vœux d'une grande partie des Français comme les siens propres. Il n'est pas sûr qu'il en soit encore ainsi aujourd'hui. Mais allez le lui faire comprendre. Il n'y a aucune raison pour qu'il préfère à la sienne votre analyse (et celle de certains de ses camarades). Aussi bien est-il possible qu'il ait la France à l'usure, à la fin.

Ce qui se voit le mieux, à la télévision, c'est la suffisance et les insuffisances. C'est surtout ce que l'on essaye de cacher. Les mensonges s'y lisent en noir et blanc, ou en couleurs. Mais avec Georges Marchais le trucage est beaucoup plus subtil, plus nocif, dans la mesure où il est à peine dissimulé et où le mensonge est ostensiblement mis au service de la seule vérité reconnue, celle du parti.

Les pitreries de Georges Marchais nous attristent moins que leur relative réussite. Ceux-là mêmes qui n'en sont point dupes éprouvent pour lui une relative indulgence. Ils subissent sa séduction, qui est charme, en effet, au sens premier du mot, puisqu'il plonge dans un engourdissement euphorique ceux qui lui sont, contre toute raison (et contre la leur propre) soumis.

Se souciant peu, dans ses mensonges, de la vraisemblance, Georges Marchais est en cela justifié aux yeux des camarades et des sympathisants par cette vérité pour eux fondamentale que l'imposture des forces capitalistes au pouvoir est telle, sous ses déguisements, qu'on ne mentira jamais assez pour imposer aux yeux de tous cette vérité-là. Autrement dit, pensent-ils : ce sont de tels salauds qu'on ne sera jamais trop salaud avec eux.

Le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas tout à fait faux si on se met à la place (mais justement nous n'y sommes pas) de ceux au nom de qui parle et agit le P.C.

C'est le gant du chevalier, mais retourné. L'endroit est seulement de l'autre côté. Chevalerie inversée et qui demande, elle aussi, des sacrifices. Par d'autres voies, et de façon élargie, la défense de la veuve et de l'orphelin, toujours.

Au-delà de la mauvaise foi apparente, bonne foi profonde qui permet de faire fi de la bonne foi de tout le monde et de mentir en toute bonne conscience au nom de la seule vérité qui importe et de la seule foi qui soit bonne. La règle du jeu n'étant pas la même pour nous (et pour Mitterrand, et pour Giscard), nous nous étonnons de cet aplomb. Mais le tricheur, pour le tricheur Marchais, c'est nous (et Mitterrand, et Giscard).

Les aujourd'hui du pouvoir ne chantent plus

Puisque nous avons été naturellement amené à les nommer ensemble, Mitterrand et Giscard, c'est donc que Marchais n'a pas tout à fait tort, sans doute, de les mettre dans le même sac à malices. Comment ce qui est si différent pourra-t-il jamais être uni, sans que l'un des deux partis (ou les deux) perde jusqu'à sa raison d'être ? L'union de la gauche, union g a u c h i e, porte hélas en elle-même une insurmontable contradiction.

Autre différence : seuls à gauche les socialistes veulent le pouvoir, mais ils le veulent, il est vrai, pour deux. Le pouvoir, le P.C. ne le souhaite que sur la seule classe qu'il représente, dont il sait qu'il défend les intérêts plus efficacement et plus continûment que tout autre parti. Et qu'il les défend mieux dans l'opposition qu'au gouvernement. Quel que soit le régime, les lendemains devenus les aujourd'hui du pouvoir ne chantent plus.

Il y a longtemps que les communistes français n'ont plus l'espoir ni le désir de faire la révolution. L'habitude d'en menacer l'adversaire ne subsiste elle-même que pour la forme. Il leur importe seulement de ne jamais cesser d'exercer une pression qui rappelle aux hommes en place qu'ils sont là pour veiller et surveiller. A l'exception toutefois du temps des vacances. Georges Marchais, avec un tact admirable, gâche celles des autres, à quelque parti qu'ils appartiennent, le jour même où il a fini les siennes.

L'échec de Mitterrand fut aussi celui des hommes de gauche qui ne peuvent plus ou qui n'ont jamais pu mettre leur espoir, leur confiance, dans un parti politique institutionnalisé quel qu'il soit. Marginaux disséminés dans divers groupuscules ou réunis par la seule camaraderie et quelques petites actions communes.

Comment avons-nous pu être si naïfs ? S'il y a eu désenchantement, c'est donc qu'il y avait eu enchantement. Nous nous sommes réveillés. Pas toujours du même rêve. Car ceux que l'on appelait les gauchistes et ceux qui avaient mis leur confiance dans l'union de la gauche ne faisaient pas tous les mêmes songes. Mais nous nous sommes tous réveillés. Et nous sommes là, hébétés, un peu honteux d'avoir si follement espéré, mais espéré quoi ?

Etions-nous, avions-nous été de vrais révolutionnaires ? Révolutionnaire, moi, je n'ai jamais prétendu ni souhaité l'être, mais j'étais entré dans la même fascination et dans la même espérance. Quelque chose allait changer à la vie. L'impossible justice allait pouvoir être approchée, enfin.

Il ne s'agissait pas de mode, c o m m e on pourrait craindre, peut-être pour les moins médiocres (je n'ose pas dire les meilleurs) d'entre nous. Mais de trouées un moment ouvertes puis plus ou moins rapidement occultées dans les demi-ténèbres du possible. Perspectives historiques nouvelles (1936, 1944, 1968). Et, au-delà du possible même, des rêves nouveaux, connus comme tels par les plus lucides mais où ils espéraient trouver des forces neuves, de nouvelles espérances.

Si décevante que se soit révélée la génération des jeunes (et des moins jeunes) de 1968, les jeunes d'aujourd'hui, j'en ai eu quelques témoignages, ne les en envient pas moins.

Quelle possibilité d'exaltation est-elle laissée à une génération qui doit se convaincre que Giscard, tel qu'il est, ou n'importe quel autre Giscard, de son parti ou d'un autre (d'un autre, si possible), dans un régime où il y a encore des partis, est, avec ses qualités et ses défauts (et les qualités et défauts du régime), ce qu'il peut y avoir de moins mauvais, en France et ailleurs, aujourd'hui ? N'importe quel autre Giscard qui pourrait s'appeler Rocard et ce ne serait pas si mal.

Si relative, insuffisante, trompeuse, que soit la liberté dans le monde dit libre, si chèrement payé, par des peuples affamés, qu'ait été et que demeure le luxe de la démocratie occidentale surnourrie, il nous faut bien en reconnaître, par comparaison, les mérites. Il n'est plus sûr, en effet, que les moins favorisés eux-mêmes aient à gagner à une révolution qui, partout où elle s'est exercée dans le monde, a écrasé ceux-là mêmes qu'elle était censée délivrer.

Les temps de la lucidité sont venus. Ou, plus exactement, revenu est le temps où l'abandon aux rêves est désormais impossible. Il faut nous en accommoder et en assumer les conséquences, tant qu'une autre voie ne se sera pas imposée qui nous permettra de croire de nouveau, un moment, et pas tout à fait en vain, à la relative utilité de nos petites actions en marge d'un grand élan national.

Renoncer à ces activités, qui nous donnaient à la fois bonheur et bonne conscience, n'est pas facile. Qu'il était réconfortant de se sentir en communion avec un peuple dans ses profondeurs par l'intermédiaire de quelques camarades et en liaison quotidienne avec eux. Le téléphone s'est tu. Aussi bien personne ne peut-il désormais nous appeler de Vézelay. Mais Maurice Clavel, justement, reste présent par vivants interposés. A ses amis, dont l'un au moins dispose de quelque pouvoir, il envoie aujourd'hui encore l'un ou l'autre des naufragés dont il s'occupait. Héritage sans testament et qui est pourtant nommément distribué.

Il ne s'agit pas, en notre désaffection présente, de nous réfugier dans les joies privées de l'intelligence et du cœur. Comme Maurice Clavel, dont les éclats nous cachaient l'incandescence, comme Gilbert Cesbron qui, sans qu'on le sache (ou à peine), allait voir, depuis des années, des prisonniers (parmi tant et tant d'autres visiteurs inconnus), il nous est possible de détourner sur de modestes activités parallèles notre soif de fraternité. Interventions ponctuelles, plus ou moins efficaces, mais parfois utiles. Seule action permise, aujourd'hui, aux non-militants, et qui n'est pas petite. Elle n'est pas possible partout, elle non plus. Cela aussi c'est la démocratie et ce n'est pas si mal. Prenons notre bien en patience.

CLAUDE MAURIAC.

LE VOILE DE MAYA

par GABRIEL MATZNEFF

C'EST parce qu'ils vivent dans l'oubli continuel de l'unique nécessaire que les gens sont troublés par le brouhaha des choses sans importance. Mardi, à l'inauguration du Forum des Halles, parmi cette foule qui s'agitait en tous sens, on se surprenait à murmurer : « Que de richesses dont je n'ai pas besoin ! » *Cette profusion, ce bruit, c'est l'enfer. Il n'y a de paradis que dans le silence et le dépouillement.*

Nous n'avons pas besoin de nouveaux restaurants ni de nouvelles boutiques, non plus d'ailleurs que de nouvelle droite ou de nouvelle gauche. La nouveauté est à la mode. Pourtant, le cœur de l'homme ne se modifie pas, ni les forces mauvaises qui l'asservissent. Les adjectifs « nouveau » et « actuel » sont employés à toutes les sauces, mais il n'y a qu'une nouveauté, qui est notre combat avec l'ange, et cette actualité est éternelle.

Le rôle des intellectuels dans la cité n'est pas de distraire les gens de l'essentiel, mais de les y amener ; il n'est pas d'histrionner, mais d'éveiller. Or, éveiller les gens, c'est les aider à se délivrer des vaines ambitions, des vaines inquiétudes et des vaines pensées. Nous devons écarter le voile de Maya, disent les hindouistes ; dépouiller le vieil homme, professent les chrétiens.

Mais une telle action est-elle possible ? En novembre 1888, Tolstoï notait dans son journal intime : « Si le Christ arrivait et donnait à imprimer l'Evangile, les dames s'efforceraient d'obtenir ses autographes et ce serait tout. » *V o i l à un implacable constat. De fait, on a l'impression que l'enseignement des sages et le témoignage des saints ne servent à rien et que, de génération en génération, la légèreté, l'aveuglement et la méchanceté du monde demeurent inchangés.*

Avoir la foi, c'est croire que la vie a un sens. Mais c'est précisément ce sens qui nous échappe. Les c a u s e s pour lesquelles n o u s avons lutté s'avèrent perdues. Nos amis meurent. Les femmes qui nous ont aimés oublient les traits de notre visage et jusqu'au son de notre voix. Tout se dissout, tout s'efface. Cependant, nous ne voulons pas le savoir. Nous marchons vers la mort à reculons. Nous tenons à nos chimères.

Touchant la condition humaine, le lyrisme est insupportable. Seule est décente la sobriété spirituelle. A l'enthousiasme obscène, nous préférons la tonique lucidité. Il y a un je ne sais quoi de débraillé dans l'optimisme. Le pessimisme, lui, exclut tout avachissement. Nous pouvons agir, pourvu que ce soit sans illusion. Si nous sommes des créateurs, créons; si nous sommes des militants, militons, si nous sommes des amants, aimons, mais en ayant conscience que les torches que nous allumons ainsi dans la nuit n'éclairent personne. Les anciens Grecs, dit-on, priaient debout. Imitons-les. Soyons désespérés et magnifiques.

Vivre en France

par PIERRE MARCILHACY (*)

ON finit par se lasser de proclamer, depuis plus de vingt ans, qu'il est urgent de procéder dans notre pays à de profondes réformes si nous voulons défendre pour tous un certain art de vivre en France. Le fait que les arrogants d'hier soient obligés, aujourd'hui, de convenir que nous n'avions pas tort ne constitue qu'une amertume de plus, car, dans bien des domaines, il est trop tard pour avoir raison et c'est sans doute cela qu'ont c h e r c h é tous ces princes qui nous ont gouvernés ou plus exactement qui ont géré le pays depuis l'avènement de la Vᵉ République, avec le concours d'une administration qui est d'ailleurs d'excellente qualité et a fait ce qu'elle voulait par ministres interposés en utilisant l'arme absolue qui lui est conférée par voie r é g l e m e n t a i r e en des domaines de plus en plus étendus par suite de l'évolution économique et sociale.

C'est le rôle de l'administration de gérer, d'administrer, c'est celui du pouvoir politique de gouverner, donc de prévoir. Depuis vingt ans, le pays a été très convenablement géré. Il n'a pas été gouverné puisque r i e n n'a été prévu pendant la traversée des eaux calmes pour nous permettre d'affronter le cap des tempêtes.

Que ceux qui ont depuis trop longtemps les responsabilités du pouvoir, qu'ils soient politiciens plus ou moins chevronnés ou économistes plus ou moins distingués aient la pudeur de ne pas jouer la surprise devant les difficultés extérieures ou intérieures que nous rencontrons.

Ils savaient depuis longtemps que le pétrole deviendrait proportionnellement rare et financièrement de plus en plus cher. Ils savaient que, à la très relative actuelle paix des armes, succéderait une guerre économique impitoyable. Ils savaient qu'en poussant la nation à la dépense intérieure on donnerait aux Français des goûts, des habitudes, en un mot, des besoins dont il serait un jour bien difficile de les priver. Or ils savaient que, à très court terme, ils ne pourraient les satisfaire. Ils savaient aussi que quelques classes sociales, quelques formes dépersonnalisées d'entreprises profitaient de la prospérité infiniment plus vite que la masse de la population. Ils savaient, enfin, que les sacrifices qu'ils devraient demander pèseraient plus durement sur les classes sociales les moins favorisées que sur les autres, parce que c'est là une loi qui se vérifie à chaque époque difficile.

Or la France est le pays le plus inégalitaire de ceux qui lui sont comparables. Les statistiques les plus indiscutables le disent depuis longtemps, et cela se savait dans t o u s les milieux responsables. Qu'ont-ils fait pour y porter remède et assurer le rééquilibrage intérieur de la nation ?

Certes, ils nous ont garanti une certaine liberté dont nul ne peut méconnaître la valeur, d'autant plus essentielle que sans liberté il n'y a pas de France. Seulement, cette liberté n'est pas la même pour tous, même dans des domaines aussi personnels que la possibilité de travailler, de fonder et d'élever une famille.

Les mauvais prêtres d'une mauvaise religion

Nous savons que l'égalité totale est un leurre ou un mythe, mais nous savons aussi qu'il y a, sur une terre et dans le cadre d'une nation déterminée, des règles et des proportions à respecter. Ce qui n'est pas le cas chez nous. La justice n'est pas égale pour tous, le travail n'est pas assuré à tous, et ceux qui profitent à l'heure actuelle craintivement de moyens d'existence convenables savent qu'il leur faudra assez rapidement revenir à un état amoindri t a n d i s que d'autres, trop nombreux, n'auront même pas à économiser sur leur luxe, qui s'étale en même temps que l'impudeur et la matérialité des sentiments.

Car il est venu le temps où, sous prétexte de lutter contre l'athéisme, l'immoralité, l'internationalisme, les responsables de tous les pouvoirs ont réalisé sur notre sol la plus bassement matérielle des civilisations, toléré puis favorisé le relâchement de la morale la plus naturelle, enfin créé un internationalisme des affaires qui n'a même pas le mérite de permettre de résoudre la crise.

Alors, messieurs du pouvoir, il faut aller jusqu'au bout du chemin. Puisque cette « civilisation » matérielle est en place, il faut que vous en assuriez le partage équitable, faute de quoi après avoir trahi Dieu et votre patrie, vous trahirez vos propres desseins. Il faut aller jusqu'au bout des responsabilités qui sont les vôtres et ne sont pas celles de ceux qui depuis longtemps vous ont avertis et combattus. Si vous ne réalisez pas une équitable répartition des biens matériels, dont la nation est « droguée », si vous ne faites pas en sorte que tous, à proportion de leurs avoirs, supportent les sacrifices qu'il vous faudra demander, ces sacrifices seront insupportables au plus grand nombre, et vous serez balayés comme de mauvais prêtres d'une mauvaise religion. Il est donc de votre plus élémentaire intérêt de vous atteler à cette tâche, et il se trouve que c'est aussi la nôtre ou plus exactement celle de la nation tout entière.

En effet, et la cause en tient au développement de la culture et des connaissances, la proportion de Français taillables, corvéables ou exploitables a diminué et diminue sans cesse. On ne peut plus administrer ou gouverner dans le mépris de certaines catégories sociales. On n'a plus le droit de s'indigner de certaines réactions violentes ou maladroites de la classe ouvrière sans juger en même temps du comportement de ceux qui, depuis de nombreuses générations, ont l'habitude des congés payés et servis par ceux qui n'en avaient pas.

Il faut donc reconstruire la solidarité nationale sur des bases matérielles avant d'évoquer l'indispensable esprit national qui n'a plus eu de sens dès lors que les classes dirigeantes n'ont plus eu conscience qu'elles avaient des devoirs bien avant de posséder des droits.

Cette tâche qui s'impose, de toute urgence, à ceux qui auront le pouvoir, qui donc pourrait l'entreprendre, sinon des hommes animés par une certaine foi socialiste ? Car nous savons que les libéraux les plus avancés n'ont cultivé que l'égoïsme et tout sacrifié au dieu de l'argent.

On en revient toujours là et, par un de ces paradoxes dont la vie politique est coutumière, il nous faut créer une équité sociale en partant des bases matérielles édifiées par l'argent pour pouvoir lui faire perdre ensuite son rôle dominateur et destructeur. Ce sera la mission de ceux qui auront en charge le sort des hommes pendant la fin de notre vingtième siècle.

Pour cette mission, nous ne faisons aucune confiance à ceux qui nous gouvernent, même en faisant abstraction de la série d'échecs immédiats qu'ils enregistrent.

Venus avec l'argent et pour servir une économie qui vit de l'argent et pour l'argent, ils devront partir avant la fin de son règne. Leur départ ne se fera ni sans mal ni sans grincements de dents. Il y faudra de la part des hommes tellement de sagesse et de courage que je serais, moi, tenté de demander à Dieu, s'il en a le temps, de s'occuper de nous avant qu'il ne soit trop tard et que ne disparaisse pour tous l'art de vivre en France.

(*) Sénateur non inscrit.

éditions sociales
FELIX DAMETTE / JACQUES SCHEIBLING
pour une stratégie autogestionnaire
ENTRETIENS AVEC GILBERT WASSERMAN
Notre réalité sociale est aujourd'hui une réalité de crises, de situations nouvelles engendrant des idées nouvelles dont celles de l'autogestion.
Un livre théorique et politique d'une grande actualité.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

LE VOILE DE MAYA

par GABRIEL MATZNEFF

France

Le Monde

étranger

LE SOMMET DES PAYS NON ALIGNÉS A LA HAVANE

Le sommet des pays non alignés, qui devait se terminer ce vendredi soir 7 septembre, va se prolonger au moins de vingt-quatre heures : la longueur des interventions n'a pas permis de respecter le programme. La journée de jeudi a d'autre part été émaillée de plusieurs incidents révélateurs des luttes de tendances qui se déroulent à La Havane ; c'est ainsi que le président du Pérou, le général Morales Bermudez, a quitté subitement Cuba, jeudi, pour manifester, semble-t-il, son désaccord sur la manière dont se déroulent les débats. Le président péruvien, qui avait rencontré en tête à tête le maréchal Tito mercredi, reprocherait aux délégations proches de Cuba d'avoir utilisé trop largement leur temps de parole.

Dans une interview à l'Agence France-Presse, le ministre sénégalais des affaires étrangères, M. Niasse, s'est également plaint de ce que « la majorité silencieuse de cette conférence ait été réduite au silence ». Enfin, le maréchal Tito et le président tanzanien Nyerere, qui se sont entretenus jeudi, ont fait savoir, à l'issue de leur rencontre, que « la stricte observation d'une procédure démocratique est inaliénablement liée à l'effort général qui doit être fait pour parvenir à la démocratisation du mouvement des non-alignés ».

La journée de jeudi a été marquée par plusieurs interventions : alors que le ministre des affaires étrangères de Singapour, M. Rajaratnam, a prononcé un violent réquisitoire contre le Vietnam, le président du Pakistan, le général Zia, a pris position pour l'indépendance du mouvement à l'égard de tous les blocs. Le ministre indien des affaires étrangères, M. Shydar Sudar Mishra, a fait de même, ainsi que le représentant du Zaïre et le président de la Guinée, M. Sekou Touré. « Il faut, a notamment déclaré ce dernier, que notre mouvement ne soit jamais au service d'un bloc ou d'un autre et qu'il résiste à toute pression extérieure tendant à en modifier la ligne. »

A Madrid, enfin, le quotidien du parti communiste espagnol, « Mundo Obrero », critique M. Fidel Castro pour avoir « conseillé » à l'Espagne, dans son discours, de ne pas entrer dans l'OTAN. « Les Espagnols n'aiment pas, dit le journal, qu'on leur dicte du dehors la conduite qu'ils ont à suivre. »

POINT DE VUE

Fidel Castro, caudillo d'un tiers-monde en désarroi

par CARLOS MOORE (*)

EN accueillant le sixième sommet des pays non alignés, et en devenant ainsi, pour les trois années à venir, la Mecque du mouvement, le régime castriste est en passe de satisfaire l'une des ambitions constantes de sa politique étrangère. Dès sa prise de pouvoir en janvier 1959, l'équipe castriste a vu dans le tiers-monde son champ privilégié d'action politique. Tout en réaffirmant son indéfectible « *alignement* » idéologique, le régime est passé successivement entre 1962 (crise d'octobre) et 1968 (invasion soviétique de la Tchécoslovaquie) d'une politique prudente visant à s'intégrer dans le bloc afro-asiatique et non aligné, à une politique plus agressive. Celle-ci aboutit en 1966 au démantèlement du mouvement afro-asiatique (avec la bénédiction des Soviétiques et pour le malheur des Chinois), au profit d'une organisation tricontinentale largement acquise aux thèses castristes et ayant son siège à La Havane. Depuis, la politique extérieure du régime castriste n'avait cessé de prôner le sabordage de l'autre organisation tiers-mondiste échappant encore à son contrôle : le mouvement des non-alignés.

L'évaluation de la nature de la politique étrangère cubaine depuis le triomphe de la révolution a abouti à deux interprétations principales. L'une veut que le comportement international du régime castriste soit déterminé, depuis 1959-1961, par sa position de « satellite » de l'U.R.S.S. L'autre, que les activités internationales du régime cubain soient inspirées par les principes nobles et altruistes exprimés par le terme de « *solidarité internationale prolétarienne* ». Naturellement, les autorités cubaines ont tout fait pour accréditer cette vision idyllique.

Au lendemain de l'intervention massive des forces cubaines en Angola, par exemple, le président Fidel Castro expliquait que seul le souci constant du bien-être social et politique des Noirs africains, dans le contexte de la « *solidarité internationale prolétarienne* », guidait les actions de La Havane sur le continent africain. « *Certains impérialistes,* disait-il, *se demandent pourquoi nous aidons les Angolais, quels sont les intérêts que nous avons dans ce pays. Ils ont l'habitude de penser que lorsqu'un pays fait quelque chose, c'est parce qu'il cherche du pétrole, du cuivre, des diamants, ou une richesse naturelle. Non ! Nous n'obéissons à aucun intérêt matériel... Aussi, lorsque les impérialistes se demandent quel est notre intérêt, nous leur disons : écoutez, lisez un manuel d'internationalisme prolétarien pour que vous puissiez comprendre pourquoi nous aidons l'Angola.* » (1)

La nature des rapports de La Havane avec le monde dit sous-développé — à cause de la faible population et de l'exiguïté territoriale de l'île — contraste-t-elle vraiment par son caractère désintéressé avec la politique étrangère chinoise ou soviétique ? Le « petit Cuba » n'entretiendrait pas, dans ce cas, d'ambitions hégémoniques envers les pays moins développés du tiers-monde, pas plus qu'il ne chercherait à tirer avantage de ses relations avec eux. Cet argument suppose néanmoins qu'on accepte l'assertion selon laquelle de petits Etats ne sauraient entretenir d'ambitions nationales ou de desseins stratégiques au-delà de leurs frontières, ce qui reste à démontrer.

Une géopolitique idéale

Issu d'une révolution dirigée par le secteur le plus nationaliste de la petite-bourgeoisie hsipano-cubaine, le régime castriste s'est transformé dès 1961 en un Etat socialiste bureaucratique qui, d'emblée, a défié les canons du marxisme orthodoxe. Or, en raison de l'aggravation de la confrontation avec les Etats-Unis et de la radicalisation de la révolution dans une optique marxiste, il s'est trouvé, dès son départ, dans un état de dépendance grandissante à l'égard de l'U.R.S.S. Toutefois, en dépit de l'énorme assistance militaire et économique de Moscou, la direction cubaine réussit au cours des ans — non sans provoquer de sérieux conflits avec le Kremlin — à suivre une ligne politique indépendante. A cet effet, les dirigeants cubains se sont empressés de tirer avantage d'une position géographique et politique unique. Ayant pris le pouvoir sans assistance extérieure, ils se sont *volontairement* transformés en une classe dirigeante marxiste. Ainsi éloignés politiquement et idéologiquement des Etats-Unis, La Havane serait en mesure de défier l'hégémonie américaine sur les pays « *sous-développés* ». Eloigné de l'U.R.S.S., le pays pouvait toutefois espérer résister à la satellisation autour du chef de file de la famille socialiste.

C'est ainsi que la direction castriste s'est vite retrouvée dans une position géopolitique idéale — le schisme sino-soviétique aidant — pour revendiquer le *leadership* du tiers-monde. La Havane a fait de cette ambition un objectif éminemment *stratégique* et le levier permettant à la classe dirigeante hispano-cubaine de faire valoir sa propre volonté de puissance hégémonique sur l'ensemble du monde dit sous-développé.

Cela explique les nombreuses tentatives faites par Cuba pour exporter la révolution en Amérique du Sud durant la période 1963-1968, en dépit d'une opposition *soviétique* constante. Pour des raisons géographiques, culturelles, linguistiques et socio-économiques évidentes, l'Amérique du Sud représentait pour Cuba le tremplin naturel de ses ambitions stratégiques extra-nationales. Toutefois, les dures réalités de l'hégémonie régionale des Etats-Unis — outre la répugnance du Kremlin à la défier — contrecarrèrent le volontarisme castriste. L'adoption aveugle par les guérilleros castristes sud-américains de la conception *foquista* (des foyers) héritée de La Havane, marque la fin de l'ambitieuse offensive de Castro en Amérique du Sud, dont la mort de « Che » Guevara en Bolivie sonna symboliquement le glas.

Il fallut alors se tourner vers une autre région du monde « sous-développé » pour y trouver un point d'appui stratégique. Totalement isolée en Amérique du Sud au lendemain du fiasco bolivien, l'équipe castriste se vit condamnée à le chercher hors de sa sphère d'action naturelle.

Lorsque en 1968 La Havane décida d'abandonner définitivement ses projets continentaux, la présence cubaine en Afrique noire, quoique modeste, était déjà un fait accompli. Ce continent pouvait apparaître alors comme la *seule* région où Cuba pût aisément se tailler une place sans commune mesure avec sa situation géographique et politique. En effet, contrairement à l'Amérique du Sud, la présence des Etats-Unis en Afrique demeurait insignifiante, alors que celle de l'U.R.S.S. ne cessait de s'y renforcer. A l'opposé de la situation en Asie, il n'existait pas en Afrique noire d'Etats assez forts pour servir de pôle d'attraction des forces révolutionnaires locales. Enfin, à l'inverse du Proche-Orient, où le panarabisme a toujours freiné la pénétration idéologique extérieure, l'Afrique noire ne dispose pas d'une idée force unificatrice.

Le continent africain semblait donc être la région du monde qui offrait la moindre résistance à la pénétration extérieure et qui, de ce fait, accueillerait le mieux le volontarisme téméraire d'un régime en quête d'expansion. Dans ce sens, la profonde « africanité » de la population et de la culture cubaines dut apparaître comme un atout aux dirigeants castristes. Quatre siècles durant, Cuba et l'Afrique noire ont été liés par le constant va-et-vient des bateaux négriers espagnols. Cet élément humain, d'origine ouest-africaine, représentait déjà, au début des années 50, plus de la moitié de la population totale de l'île.

A l'arrivée au pouvoir des castristes, en 1959, la population afro-cubaine était estimée être 60 % à 65 % du total. Sa croissance naturelle pendant ces derniers vingt ans, jointe à l'exode de près d'un million de Blancs, permet d'estimer à environ 75 % et 80 % la proportion actuelle de Cubains d'origine africaine dans une population qui dépassait les dix millions en 1979. Toutefois, l'interdiction imposée par les autorités de faire référence au critère ethnique lors des recensements, entrave toute recherche en ce sens. L'amorce récente d'un dialogue entre La Havane et la communauté d'exilés hispano-cubains et l'invitation faite à celle-ci par le président Castro de « *réintégrer la communauté nationale* », pourraient traduire un souci non avoué de rééquilibrage ethno-démographique.

Dès lors que le processus de décolonisation et de lutte anti-impérialiste des peuples africains était inextricablement lié au combat contre la domination blanche, l'apartheid et le racisme, la « percée » en *Afrique* noire d'un pays dont la plupart des citoyens sont d'origine africaine fournissait à La Havane un puissant moyen de pression dans ses relations avec l'U.R.S.S. La réalisation des objectifs stratégiques du Kremlin sur ce continent dépendrait largement du concours de Cuba.

La Havane, Moscou et Pékin ont une même approche de l'Afrique noire : elles se montrent conscientes, sur le plan tactique, des particularités *ethniques* et *raciales* créées par des siècles de domination blanche, tout en déniant en public une quelconque validité politique à ces facteurs. Chacun des trois Etats exploite la question ethnique à son avantage exclusif. Dans ses tentatives pour s'attirer les sympathies du tiers-monde, par exemple, la Chine a souvent mis l'accent sur le fait que la direction soviétique est « blanche ». Grâce à la population noire, l'équipe dirigeante castriste a pu, quant à elle, surmonter le handicap que lui imposait le fait d'être presque exclusivement de descendants *blancs* des colons espagnols et se réclamer d'un Etat « latino-africain » qui se consacre à l'émancipation de la « mère patrie » du joug impérialiste blanc.

« Toute l'Afrique sera socialiste »

Pourtant, après vingt ans de révolution socialiste, sur les 112 membres du comité central du P.C. castriste, 12 seulement sont d'origine africaine. Parmi les 13 membres du bureau politique du P.C., on ne compte que 2 Noirs (Juan Almeida et Sergio del Valle). Le conseil des ministres de 23 membres ne comporte quant à lui, que 4 ministres noirs : Sergio del Valle (intérieur), Rafaél Francia Mestre (agriculture), Nora Frometa (industries légères) et Armando Torres Santaryl (justice). Quant au Conseil d'Etat de 31 membres, il ne compte qu'un Noir (Juan Almeida), tandis qu'un seul Noir (Hector Rodriguez Llompart) se retrouve parmi les 10 responsables des comités d'Etat (superministères). C'est-à-dire que, dans les instances suprêmes de direction de la révolution castriste (bureau politique, comité central, Conseil d'Etat, conseil des ministres et comités d'Etat), la proportion de dirigeants d'origine africaine ne dépasse guère 8 % alors même qu'on retrouve les mêmes hommes dans les diverses institutions citées.

Opérant dans deux perspectives différentes bien que convergentes : l'une « internationale » ou « idéologique », l'autre « nationale » ou « hégémonique », La Havane en est vite venu à justifier son interventionnisme africain en termes idéologiques. « *L'Afrique,* assure Fidel Castro, *est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme... C'est là qu'existent des perspectives excellentes pour pouvoir passer presque directement du tribalisme au socialisme sans avoir à traverser les diverses étapes qu'ont dû parcourir quelque autres régions du monde... L'Afrique revêt aujourd'hui une importance extrême. Donc, les possibilités d'une évolution fondamentale dans le continent africain sont réelles* (2). » A la journaliste américaine, Barbara Walters, il a déclaré : « *A mon avis, toute l'Afrique sera un jour socialiste. Oui, elle le sera... Elle le sera car il n'y a pas d'alternative... Si ces nations ne s'engagent pas dans un chemin socialiste, elles seront dans l'incapacité de résoudre leurs problèmes...* (4). »

Les intérêts nationaux de l'U.R.S.S. et du régime castriste ne coïncidant pas toujours, l'alliance — comme tant d'autres — n'est pas, en dépit de ses apparences, stable et à l'abri des aléas du jeu politique bipolaire ou tripolaire mondial. Les tapageuses démonstrations de fidélité du régime envers l'U.R.S.S., son empressement à emboîter le pas aux moindres détours de la politique mondiale du Kremlin, trahissent d'ailleurs la crainte inavouée de La Havane d'un éventuel « lâchage » par son puissant protecteur.

En prenant de vitesse, tour à tour, tous les chefs prestigieux du « tiers-mondisme aligné » aujourd'hui disparus ou vieillissants — Tito, Nasser, Sukarno, Sihanouk, Nehru, Ben Bella, Nkrumah, Sekou Touré — Fidel Castro s'est imposé au fil des ans comme le véritable Caudillo d'un tiers-monde en plein désarroi. Partout, le régime castriste a cherché à combler le vide, à colmater les brèches et à pallier les insuffisances des *régimes* « progressistes ». Anticipant parfois les desiderata du Kremlin (intervention en Angola), servant de bras séculier à celui-ci (guerre de l'Ogaden, intervention en Ethiopie et en Erythrée) ou le devançant même dans les situations les plus délicates (reconnaissance immédiate du régime militaro-communiste de Kaboul, offres d'envoi de troupes au Vietnam en guerre avec la Chine), Castro cherche partout à se rendre indispensable à l'U.R.S.S.

Fort de son implantation politico-militaire en Afrique et de son étoile montante dans l'hémisphère occidental, Fidel Castro peut décréter la fin d'une ère de diplomatie tapageuse et de *rhétorique* violente désormais appelée à céder progressivement le pas à une attitude internationale de plus en plus discrète — mais redoutablement efficace, — digne, à tous les égards, d'une puissance qui se veut gestionnaire des affaires du monde « *sous-développé* ». C'est bien cette image de leur *régime* qu'ont voulu ces dizaines de ministres et hauts fonctionnaires admirablement cravatés qui, pendant les six mois précédent le sommet, ont sillonné le monde, porteurs de messages personnels du « *Lider Maximo* ». Toujours est-il qu'à l'heure où sont réunis à La Havane une centaine de chefs d'Etats, de gouvernements et de *mouvements* de libération du tiers-monde, un tiers des forces armées cubaines, des Noirs pour la plupart, campe sur le continent africain, encadré *par* des généraux blancs : hispano-cubains ou est-allemands !

Par le biais de l'Afrique, le « petit Cuba » a donc réussi à renverser les conditions de dépendance le liant au puissant Etat soviétique au profit d'un pacte de fait qu'aucune des parties contractantes ne peut rompre sans mettre en question certaines données fondamentales de la stratégie mondiale.

Il est sur le point d'accomplir le tour de force qui consiste à s'aménager un statut de moyenne puissance dans un monde bi-polaire, en étroite alliance avec l'une des deux superpuissances, et à court terme en coexistence pacifique avec l'autre, tout en se proclamant le chef de file d'un tiers-monde « *non aligné* ». Ce n'est pas par hasard que les avances des forces castristes sur le continent noir ne se heurtent désormais qu'à des menaces vides de contenu de la part de Washington ou à des « avertissements » qui, en réalité, ne sont que des aveux d'impuissance.

(1) Fidel Castro, discours de clôture du premier congrès du P.C. cubain, 22 décembre 1975, in : *Bilan de la Révolution cubaine*, Paris, Maspéro, 1976, pp. 316-317.

(2) Interview avec Simon Malley : *Vingt heures d'entretiens avec Fidel Castro*, *Afrique-Asie*, nº 135, 16 au 29 mai 1977, page 13.

(3) « Castro s'explique » dans *Jeune Afrique*, nº 889, 18 janvier 1978, pp. 38, 39.

(*) Ethnologue et journaliste Cubain en exil. Ancien traducteur du département Asie-Océanie du ministère des affaires étrangères de Cuba et ancien rédacteur du service latino-américain de l'Agence France-Presse, actuellement rédacteur adjoint du mensuel politique nigérien *Afriscope*.

LA LISTE OFFICIELLE DES PARTICIPANTS

La Havane (Reuter). — Voici la liste officielle des pays et des organisations représentés en tant que membres ou observateurs au sixième sommet des non-alignés à La Havane :

MEMBRES : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahrein, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Burundi, îles du Cap-Vert, Cameroun, Chypre, Comores, Congo, Corée du Nord, Côte-d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Empire Centrafricain, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Guyana, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kampuchéa, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, îles Maldives, Malte, Maroc, île Maurice, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri-Lanka, Surinam, Syrie, SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vietnam, Yémen du Nord, Yémen du Sud, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Front patriotique du Zimbabwe.

OBSERVATEURS : Barbade, Brésil, Colombie, Equateur, El Salvador, Finlande, Mexique, Uruguay, Venezuela.

Un certain nombre de pays, comme l'Espagne, sont « invités » ; ils n'ont le statut ni de membre ni d'observateur. Rappelons enfin que le Kampuchéa, qui figure sur cette liste officielle, n'est représenté par aucune délégation.

M. Giscard d'Estaing reçoit les lettres de créance des ambassadeurs d'Israël de Mauritanie, de Hongrie et des Philippines

Le président de la République a reçu, jeudi 7 septembre, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Israël, de Mauritanie, de Hongrie et des Philippines.

ISRAEL : Simplifier les complexités.

L'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rosenne, a exprimé l'espoir que la France donne « *son appui total* » au traité israélo-égyptien. M. Rosenne s'est fixé comme mission « *dans ce beau pays de France si cher au cœur des Israéliens* » de « *continuer à simplifier quelques-unes des complexités et à faire comprendre* » la situation d'Israël et ses « *aspirations* ».

M. Giscard d'Estaing a notamment répondu :

« *L'avenir d'Israël serait plus assuré par l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient. Cette paix doit être une paix juste. Elle ne peut trouver de fondement sûr que dans un règlement d'ensemble capable d'emporter l'adhésion des Etats et des peuples de la région, et d'être consacré par la reconnaissance de la communauté internationale.*

» *Un tel règlement doit rendre justice aux aspirations légitimes de toutes les parties, qu'il s'agisse du droit à Israël de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties, de celui des Etats arabes de recouvrer leur intégrité territoriale et celui du peuple palestinien d'être reconnu comme tel et de disposer d'une patrie.* »

[*Le Monde* a publié, le 22 mai, une biographie de M. Rosenne.]

MAURITANIE : la fin d'une guerre sans intérêt.

M. Seck Mame N'Diack, ambassadeur de Mauritanie, a déclaré : « *Mon pays vient récemment de tourner définitivement une page de son histoire, en sortant d'une guerre fratricide, coûteuse et sans intérêt. Mais cette paix (...) ne remet nullement en cause les alliances, les liens naturels tissés par l'histoire, liens qui résisteront (...) aux problèmes conjoncturels. Elle traduit simplement l'option prise par la nation mauritanienne pour le rétablissement de la concorde, l'amitié avec tous les pays frères voisins, et pour la réouverture d'une ère d'espoir, de fraternelle et de fructueuse coopération. La politique actuelle de la Mauritanie est une politique de stricte neutralité.* »

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing, reprenant les thèmes exposés au dernier conseil des ministres (*le Monde* du 30 août), a déclaré :

« *Sans être en aucune façon partie au conflit du Sahara occidental, la France a toujours souhaité qu'une solution pacifique intervienne (...). La Mauritanie a souffert cruellement de cette guerre. Dans la période difficile qu'elle vient de traverser, il était normal qu'elle pût compter sur l'aide de ses amis fidèles (...). C'est ce que nous avons fait lorsque la sécurité de votre pays était gravement menacée à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. C'est ce que nous venons de faire à nouveau en vous apportant récemment un témoignage public de notre amitié et de notre solidarité.*

» *Tout en déplorant qu'une solution globale n'ait pu encore être trouvée au conflit saharien, ainsi que le souhaitait d'ailleurs votre gouvernement, nous comprenons les raisons qui l'ont amené à proclamer sa neutralité. Nous avons donc pris acte de la situation nouvelle ainsi intervenue au nord-ouest de l'Afrique et nous estimons que, dès lors que la Mauritanie a renoncé officiellement à toute revendication territoriale, son indépendance et sa souveraineté doivent être reconnues et respectées par l'ensemble de la communauté internationale.*

» *Cette prise de position doit être comprise comme l'expression du soutien que nous souhaitons apporter à un pays traditionnellement ami, la République islamique de Mauritanie, dans une période critique de son histoire.* »

M. Giscard d'Estaing indique alors qu'il examinera les 18 et 19 septembre avec le premier ministre mauritanien, M. Haidallah, les « *dispositions à prendre en commun* » pour la reconstruction du pays.

[M. Seck Mame N'Diack, né en 1932 en Mauritanie, a fait des études de sciences naturelles à Dakar et à Toulouse, où il a passé un doctorat. Professeur à Dakar, à Rosso et à Nouakchott, il a été de 1972 à 1976 inspecteur général de l'enseignement, de 1976 à 1977 député à l'Assemblée nationale et de 1977 à 1978 ministre de l'éducation nationale.]

HONGRIE : des perspectives nouvelles.

L'ambassadeur de Hongrie, M. Jozsef Bényi, a souligné que la visite de M. Kadar à Paris, en novembre dernier, et celle que projette M. Giscard d'Estaing à Budapest en 1980 « *ouvriront des perspectives nouvelles tant dans le domaine de la vie internationale que dans celui des relations bilatérales* ».

La France et la Hongrie, a répondu M. Giscard d'Estaing, ont conscience de servir « *la détente en même temps que l'intérêt d'une Europe en quête de paix, de sécurité et de progrès ; elles entendent, notamment par l'approfondissement de leur dialogue politique, favoriser la solution des grands problèmes de notre temps, au premier rang desquels (...) celui, capital, du désarmement* ».

[M. Jozsef Bényi a cinquante-deux ans. Docteur en droit et en sciences politiques, il a travaillé à la Banque de Hongrie et au ministère des finances avant d'entrer en 1954 au affaires étrangères. Il a été vice-consul à Bratislava, délégué adjoint de la Hongrie auprès des Nations unies à Genève, chef adjoint du département du droit international au ministère des affaires étrangères, puis chef du département des organisations internationales. Ambassadeur à Rome (et simultanément à Malte) de 1970 à 1975, il était depuis cette dernière date vice-ministre adjoint des affaires étrangères.]

PHILIPPINES : concertation entre l'Europe et l'ASEAN.

L'ambassadeur des Philippines, M. Felipe Mabilangan, et M. Giscard d'Estaing se sont tous deux félicités de l'action menée par l'*Association des Etats du Sud-Est asiatique* (ASEAN) et des liens établis avec la C.E.E.

[M. Felipe Mabilangan, né en 1936 à Manille, a fait ses études en Grande-Bretagne, en France et à Genève. Entré aux affaires étrangères en 1964, il a été membre de la délégation philippine auprès des Nations unies à Genève (1965), directeur général du ministère des affaires étrangères et concurremment assistant spécial du ministre (1971-1979).]

AFRIQUE

Le Burundi entre les géants

I. — UN PRINTEMPS TOUJOURS CHAUD

Le Burundi a fêté cette année le dix-septième anniversaire de son indépendance. Depuis trois ans, un régime qu'on ne peut définir ni comme « militaire » ni comme « démocratique » s'efforce de faire face aux difficultés économiques et ethniques. Non sans quelques heurts, dont l' « affaire des missionnaires », au printemps dernier, fut un des plus marquants.

De notre envoyé spécial JEAN PLANCHAIS

Bujumbura. — Derrière les fantassins et les parachutistes, tout le monde, ou presque, a défilé : les enfants des écoles, le petit séminaire, les ouvriers des entreprises, le personnel de Toyota au pas, avec des casquettes de base-ball revues et corrigées à Tokyo, le parti, enfants et femmes compris, dans un *foisonnement* de blanc et de rouge. Parmi les slogans brandis sur d'innombrables pancartes : « *Séparation de l'Eglise et de l'Etat.* » Des batteurs drapés de pourpre ont matraqué à tour de bras les grands tambours burundais et des danseurs immenses, ceints de peau de léopard, ont mimé les vieilles victoires sur les trafiquants d'esclaves.

A la tribune, un homme en complet bleu marine, cravate stricte, prend la parole en kirundi. Un débit posé, familier. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza, trente-trois ans, président de la République, n'aime pas les effets oratoires, et les Burundais ne sont pas sensibles aux harangues. Le colonel voit, assure-t-il, dans ce défilé de deux heures, coloré mais ordonné, qui marque la fête de l'indépendance, un signe d'unanimité nationale. Il montre quelque rancœur à l'égard de ceux qui ont présenté le Burundi comme un pays déchiré. L'avenir sera rude, il ne le cache pas. Personne d'ailleurs ne peut l'ignorer.

Depuis avril et en particulier depuis la conférence franco-africaine de Kigali, au Rwanda, le Burundi inquiète une opinion internationale qui ignorait jusqu'à son existence. Des tracts ont fait état de mystérieux massacres. A peine les rumeurs étaient-elles dissipées que, début juin, quatre-vingt-cinq missionnaires sur deux cent cinquante étaient expulsés du Burundi, après que les comptes des missions eussent été bloqués. Pourquoi cette mesure brutale de la part d'un régime qui refuse hautement tout alignement politique ou idéologique ? Pourquoi cette tension toujours sensible, cette peur diffuse ?

Le Burundi continue de payer le drame de 1972, malgré la révolution non sanglante qui du 1er novembre 1976 a chassé du pouvoir le président Micombero et l'a remplacé par une équipe aussi jeune que pleine de bonnes intentions. En 1972, le gouvernement de la première République, formé de Tutis et de Hutus n'a pu empêcher une partie de la population de décimer l'autre : plusieurs centaines de milliers de morts, croit-on. L'explication la plus sommaire et la plus répandue est que l'ethnie minoritaire tutsu, de taille élevée, aristocratique et détentrice de la réalité du pouvoir, aurait écrasé systématiquement la majorité hutu, paysanne, de sature généralement inférieure à la moyenne (1).

Au Rwanda, des Hutus, au contraire, avaient attaqué et massacré des Tutsis. Comme l'a montré l'ethnologue Jean-Pierre Chrétien, la réalité était moins simple, et bien d'autres éléments politiques et économiques étaient entrés en jeu. L'administration belge, dans ses dernières années, a attisé pour régner les divisions raciales. Vieille méthode que d'autres ont pratiquée en Asie et en Afrique...

Pour le président Bagaza, « *il n'y a pas eu de « massacres » au Burundi en 1972, mais une véritable guerre civile. Les Tutsis et les Hutus ne sont pas des tribus opposées. La tribu a son territoire, sa langue. Entre Tutsis et Hutus, il n'y a pas de délimitation territoriale. Ils parlent la même langue, le kirundi, et il est beaucoup plus difficile qu'on ne l'a dit de les distinguer les uns des autres. Il n'y a pas d'apartheid. C'est un problème psychologique, une question de tradition familiale. Chez nous, les Tutsis n'ont jamais dirigé les Hutus, et vice-versa. La tension provient de la concurrence au niveau des élites. Chacun recherche une clientèle dans son propre milieu. Nous avons, pour éviter le clientélisme, instauré des concours partout, pour les emplois publics et privés. Mais le nombre des places est limité...* »

Et il faut bien constater que les fonctions importantes sont encore en majorité remplies par des hommes qui appartiennent à l'ethnie tutsi ou qui lui sont rattachés.

Pourtant, tous les ans, au printemps et au début de l'été, à l'époque anniversaire du drame, le pays retient son souffle. Dans la capitale, dans ces collines qui sont l'unité territoriale de base, on s'observe. Cette année, la tension a été plus vive : la Tanzanie voisine était en guerre contre le régime ougandais d'Amin Dada. Enclavé entre l'immense anarchie zaïroise et le géant tanzanien, dont les routes — seules voies d'accès à la mer — étaient bloquées par les troupes ou barrées par des villageois que les hostilités avaient rendues soupçonneux, le Burundi était au bord de l'étouffement.

L'essence n'était plus livrée qu'au compte-gouttes, et pendant plusieurs jours disparut presque complètement, au moins pour les voitures individuelles, dans un pays sans voies ferrées ni traction animale. Les marchandises les plus banales n'arrivaient plus : il faudra qu'un pont aérien soit organisé grâce à la Communauté économique européenne pour que la survie du pays soit assurée. Faute de moyens de transport habituels, les nouvelles circulent mal, ou déformées.

(1) En réalité, s'il existe de nombreux cas très typiques, il est souvent impossible de distinguer les uns des autres, en particulier selon le seul critère de la taille, les représentants des deux ethnies qui ont contracté de nombreuses unions.

L'expulsion des missionnaires

Un incident, à l'université de Bujumbura, accroît le malaise. La publication d'une brochure, *le Flambeau*, simple recueil d'études économiques, politiques et littéraires, est considérée par des extrémistes tutsis comme une provocation d'étudiants hutus. Attaqués, menacés, ces derniers s'enfuient au Rwanda. Dans l'intérieur, des enseignants de la même ethnie prennent peur et gagnent clandestinement le pays voisin, où vivent déjà de nombreux réfugiés burundais, exilés du régime précédent (le Burundi compte, de son côté, des réfugiés rwandais). Lorsque le colonel Bagaza arrive à Kigali, pour la conférence franco-africaine, le tract sur les « massacres » est entre les mains des envoyés spéciaux. En Belgique, les milieux proches des sociaux-chrétiens, traditionnellement hostiles à toute suprématie tutsi, s'émeuvent et tentent de mettre en branle l'opinion internationale. Les bons rapports qu'entretiennent les présidents rwandais et burundais, et surtout le fait que, dans un Burundi où la situation économique s'est améliorée, aucune trace de tuerie n'ait été discernable, de l'avis même des adversaires du pouvoir, calme un peu les esprits.

Mais le gouvernement a cru discerner chez les missionnaires des nombreuses congrégations implantées au Burundi sous la colonisation belge une sympathie pour ses adversaires. « *Certains missionnaires*, assure le colonel Bagaza, *ont incité les jeunes à fuir le pays.* » Ce que les intéressés nient d'ailleurs formellement.

Mais entre la IIe République et l'Eglise catholique, le contentieux ne date pas d'hier. L'administration belge avait confié au clergé le monopole de l'éducation en échange de solides privilèges, notamment d'ordre fiscal. Les missions ont non seulement formé tous les cadres, mais créé et administré de nombreuses et puissantes entreprises agricoles, artisanales ou semi-industrielles. « *Les missionnaires sont partout, ils sont bien considérés et ils sont écoutés parce qu'ils ont plus de moyens que nous*, assure M. Bagaza. *L'Eglise catholique était naguère consultée sur des questions qui ne sont pas de son ressort. Le régime a changé. Pas elle. Elle n'accepte pas de mesures prises sans son aval. Les évêques semoncent le pouvoir et les prêtres prêchent contre les décisions qui leur déplaisent. C'est une hiérarchie parallèle à celle de l'Etat et du parti.* »

Les quatre évêques burundais auraient en effet adressé au mois de mai au président une lettre de remontrances, aussitôt rendue publique. Convoqués, ils refusèrent de rencontrer le chef de l'Etat. Sur quoi, début juin, les comptes des missions et des œuvres caritatives furent bloqués et les expulsions commencèrent sans que le choix des « victimes » ait, semble-t-il, reposé sur des griefs précis. Le président, dans une conférence de presse, s'en prenait vivement aux réunions incontrôlables des « communautés de base » créées dans les collines et dont l'interdiction avait provoqué la réaction de l'épiscopat. La semaine devait être consacrée au travail, déclarait-il, le samedi au parti et le dimanche seulement aux célébrations religieuses, « *dans les paroisses et non dans les collines* ».

Où en est-on aujourd'hui ? « *J'ai vu les quatre évêques. Ils ont accepté de revoir leur position. Aller vers une normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat ? Nous n'y allons pas. La normalisation a déjà eu lieu.* » La diplomatie d'un nonce récemment nommé facilite les choses.

Certains comptes d'œuvres ont été débloqués. Mais les sommes en jeu, significatives de la puissances acquise depuis cinquante ans par les congrégations catholiques, sont considérables.

Si, de ce côté, les choses s'arrangent lentement le jeune régime burundais, qui avait déjà mécontenté les détenteurs locaux du pouvoir économique en réformant la propriété foncière, le régime fiscal, la réglementation du commerce, en chassant ou en emprisonnant un certain nombre de trafiquants et de prévaricateurs, s'est fait de nouveaux ennemis.

Ce régime, quel est-il ? Il est issu d'une conspiration de jeunes officiers formés dans les académies militaires belges. Est-ce, comme on l'a dit, « *un régime militaire doux* » ?

« *Ce n'est*, répond le colonel Bagaza, *ni un régime militaire ni un régime doux. Les militaires ont joué un grand rôle dans son établissement, par des moyens non classiques. Mais ils ont ensuite disparu, laissant tout aux civils. Trois ministres seulement sur vingt sont des officers. Dans l'économie, il n'y en a aucun, à aucun poste. Dans le parti unique, l'UPRONA, que nous avons trouvé et que nous n'avions pas créé, il n'y en a aucun.*

» *Certes, le Conseil suprême révolutionnaire est composé de militaires. Mais il a un caractère de plus en plus effacé, et le pouvoir va progressivement aux organisations de masse, au parti. Nous organiserons des élections générales dans quelques années. Il y a actuellement des élections au sein du parti. Le congrès aura lieu dans la deuxième semaine de décembre. Il a déjà commencé par des réunions et des débats au niveau de la commune. Puis viendra l'échelon provincial qui en terminera la préparation.*

» *Un régime doux ? Je pense au contraire qu'il es tdur. Nous avons très sévèrement restructuré les administrations, la magistrature. Nous n'avons pas engagé de poursuites contre des actions politiques isolées, mais pour des détournements de fonds, des meurtres commis sous l'ancien régime. Nous continuerons à être durs à l'égard de toute mauvaise gestion. Les réformes que nous avons entreprises n'ont pas plu à tout le monde. Nous avons frappé, au profit des masses, des gens qui avaient un grand pouvoir de pression.*

» *Nous n'avons pas versé de sang. Nous n'avons pas creusé de nouvelles blessures. Mais notre attitude n'est pas douce. Et la voie que nous avons choisie, elle aussi, est dure.* »

Il est de fait qu'il n'existe aucun prisonnier politique au Burundi. Un ancien ministre de l'intérieur a certes été interné. Mais c'est, au su de tous, pour prévarication.

Rare exemple en Afrique. Et ailleurs...

Prochain article :

LES PÉRILS DE L'ENCLAVEMENT



Le Burundi a une superfice de 27 834 kilomètres carrés (la Belgique, à titre de comparaison, en compte 30 513), pour une population de l'ordre de 4 millions d'habitants — un peu plus de 150 au kilomètre carré — qui parlent tous la même langue, le kirundi. Le français, seconde langue officielle, est surtout utilisé dans l'administration. 60 % des Burundais sont chrétiens, en majorité catholiques. 1 % sont musulmans. Le pays jouit d'un climat tropical tempéré. La capitale, Bujumbura, qui tend vers les deux cent mille habitants, pourvue d'un aéroport international, est, à vol d'oiseau, à 1 100 kilomètres d'un port de l'océan Indien et à 1 426 kilomètres par la route de Dar-Es-Salaam. Mombasa est à 2 200 kilomètres. L'Atlantique, lui, se trouve à 1 900 kilomètres à vol d'oiseau.

L'Alemagne impériale imposa en 1896 un traité au roi Mwezi Gisabo, mais laissa peu de traces dans ce qui était alors le Ruanda-Urundi. Après la première guerre mondiale, la Société des Nations désigne la Belgique comme pays mandataire. L'O.N.U., en 1945, confia à ce même pays la tutelle du Burundi. Celui-ci, après de sérieux remous, notamment l'assassinat le 13 octobre 1961 du prince Louis Rwagasore, fondateur du parti Uprona (Union pour le progrès national) accéda à l'indépendance le 1er juillet 1962. La monarchie, sans pouvoirs réels, fut renversée en 1965 par des officiers dirigés par le capitaine Micombero, qui fut lui-même écarté du pouvoir le 1er novembre 1976 par un coup d'Etat militaire. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza exerce depuis lors les fonctions de président de la République et de président du Conseil suprême révolutionnaire (C.S.R.) qui joue provisoirement le rôle de comité central de l'Uprona.

Zimbabwe-Rhodésie

SALISBURY RECONNAIT POUR LA PREMIÈRE FOIS AVOIR ATTAQUÉ DES INSTALLATIONS MILITAIRES MOZAMBICAINES

Salisbury a reconnu, jeudi 6 septembre, en fin de journée, avoir mené, dans le sud-ouest du Mozambique, l'opération combinée dénoncée quelques heures plus tôt par Maputo (nos dernières éditions du 7 septembre). Pour la première fois, le commandement militaire du Zimbabwe-Rhodésie a admis avoir attaqué des installations militaires mozambicaines, en plus des bases arrière de la guérilla africaine du Zimbabwe. Il avait, jusqu'alors, toujours affirmé que les raids évitaient soigneusement les camps mozambicains. La semaine dernière, deux Africains avaient été présentés à la presse comme des « *soldats mozambicains faits prisonniers* » par Salisbury.

Au cours de cette attaque lancée mercredi et qui se poursuivait vendredi matin, les Rhodésiens ont déclaré avoir perdu un hélicoptère et tué « *un nombre important* » de guérilleros et de soldats mozambicains. Ils assurent avoir « *coupé cinq routes stratégiques* » et détruit plusieurs ponts ferroviaires dans une région située à 330 kilomètres de leur frontière.

Quelques jours avant la conférence générale sur le conflit rhodésien, qui s'ouvre lundi à Londres, Salisbury avait accusé Maputo d'avoir envoyé des troupes régulières sur son territoire (*le Monde* du 31 août). M. Smith, ancien premier ministre rhodésien et membre de la délégation qui doit gagner Londres, a, pour sa part, exigé du gouvernement britannique que ce dernier « *honore ses engagements* » à l'égard de Salisbury. — *(A.P., Reuter.)*

Tchad

Selon Radio-Mondou

LES « SUDISTES » DÉNONCENT CERTAINS POINTS DES ACCORDS DE LAGOS

Radio-Mondou, l'émetteur du sud du Tchad, a annoncé, jeudi 6 septembre, que « *les responsables du sud du pays ont rejeté la partie des accords de Lagos préconisant la dissolution des armées des différentes tendances* » et que les F.A.T. (Forces armées tchadiennes du lieutenant-colonel Kamougue) « *constituent la seule force légale* ». Ces dernières demandent aux autres « armées » de « *se dissoudre* » et de les rejoindre. De son côté, l'agence tchadienne de presse a précisé que « *les responsables de N'Djaména refusent de se prononcer sur les prises de position de M. Kamougue et ne semblent pas du tout s'en inquiéter* ».

La même agence annonce que les tendances qui contrôlent la capitale tchadienne (les Forces armées populaires de M. Goukouni Oueddei, les Forces armées du Nord de M. Hissène Habré et les Forces armées occidentales) se préparent à faire « *un premier pas dans le sens de la démilitarisation* », alors que les trois délégations des pays africains (Guinée, Bénin et Congo) pressentis pour former la « *force neutre* » prévue par les accords de Lagos sont attendues dans la capitale (*le Monde* du 23 août).

D'autre part, N'Djaména a confirmé jeudi la réouverture de sa frontière avec le Nigéria, qui avait été fermée par Lagos après l'échec de la deuxième conférence de Kano. Cette décision avait posé de graves problèmes de ravitaillement au Tchad. — *(A.F.P. Reuter.)*

Ouganda

VINGT MILLE SOLDATS TANZANIENS SE TROUVENT ENCORE DANS LE PAYS

Vingt mille soldats tanzaniens sont stationnés en Ouganda pour aider à la formation d'une nouvelle armée ougandaise, a déclaré, jeudi 6 septembre, le président Godfrey Binaisa à La Havane, où il participe au sommet des non-alignés. Selon le chef de l'Etat ougandais, quarante-six mille soldats tanzaniens au total ont contribué à renverser le régime du maréchal Idi Amin.

D'autre part, Kampala a affirmé jeudi que dix mille partisans du maréchal Amin « *terrorisaient les poulations* » dans le nord-est du pays.

Enfin, le ministre ougandais de l'intérieur, M. Paul Muwanga, a affirmé, mercredi soir, à Kampala, au cours d'une réunion de comnett, haut commissaire britannett haut-commissaire britannique, conseillait aux éventuels donateurs de différer leur assistance à l'Ouganda, indiquant que le gouvernement de Kampala était sur le point de tomber.

CORRESPONDANCE

M. Aït Ahmed et le Maghreb

Me A. Mecili, conseil de M. Aït Ahmed, nous adresse, à propos d'un article faisant référence à l'ancien dirigeant algérien (le Monde *du 31 août), la mise au point suivante :*

M. Aït Ahmed et ses amis se déclarent particulièrement indignés par le terme de « compromissions » avec la monarchie marocaine attribué aux autorités algériennes. Lesdites autorités sont particulièrement bien placées pour savoir que M. Aït Ahmed n'a jamais cessé d'être en contact avec leurs représentants dûment autorisés, et que jamais des propos désobligeants et d'une telle gravité, dans le contexte maghrébin actuel, n'ont été tenus par les émissaires du gouvernement algérien.

Bien au contraire, bien avant la mort du président Boumediène, nos interlocuteurs ont tenu à l'occasion de chaque entrevue, à rendre hommage à la prudence, à la réserve et au sens des responsabilités nationales de l'ancien chef historique de la révolution algérienne. M. Aït Ahmed, qui vit en Europe, n'a jamais été un « *jusqu'au boutiste* », il n'a fait que prêcher sans relâche la création d'un climat de dialogue et de concorde nationale ainsi que la paix et la coopération au Maghreb dans le cadre de l'exercice effectif du droit à l'autodétermination de tous les peuples de la région, lequel droit, irréductible à un suffrage, ne pourra s'exercer que dans le respect des droits de l'homme, du droit à la différence et des libertés démocratiques fondamentales.

● *M. Agostino Neto*, chef de l'Etat angolais, est arrivé jeudi 6 septembre à Moscou pour une « *visite enon officielle d'amitié* », a annoncé Radio-Moscou. — *(A.F.P.)*

● *Le président Mobutu Sese Seko* a été reçu le jeudi 6 septembre, en fin de matinée, à l'Elysée par M. Giscard d'Estaing. Venant de Bruxelles, le président de l'Etat zaïrois effectue un bref séjour privé en France.

● *M. Andrew Young*, représentant américain démissionnaire aux Nations unies, accompagné d'un groupe d'hommes d'affaires américains, est arrivé mercredi 5 septembre à Monrovia, première étape d'une tournée africaine de seize jours qu'il poursuivra à Abidjan, Lagos, Douala, Nairobi, Dar-Es-Salaam et Dakar. Ce voyage avait été organisé avant la démission, le 15 août, de M. Young, lequel occupe ses fonctions aux Nations unies jusqu'à l'approbation par le Sénat américain de la nomination de son successeur, M. Donald McHenry. — *(A.F.P.)*

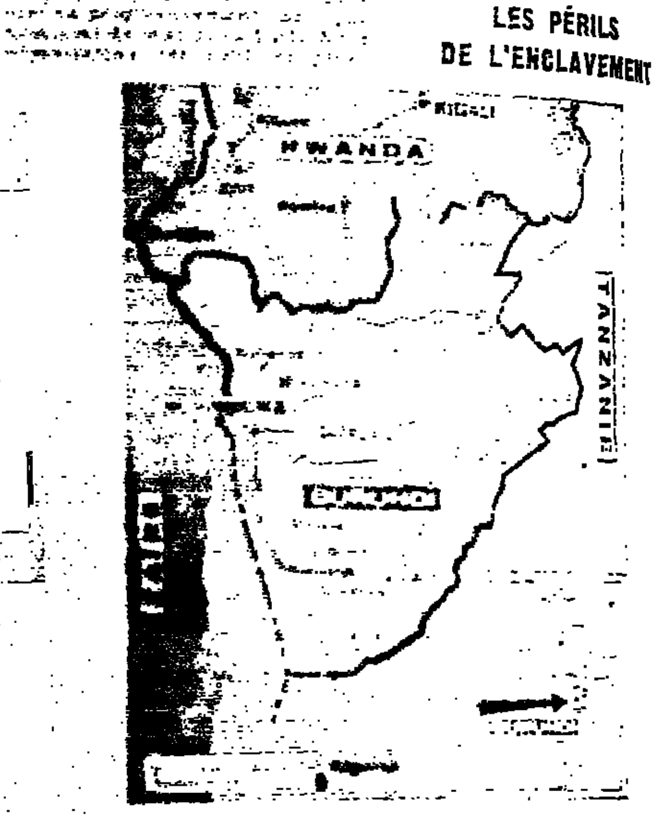
● *La Jamaïque* a reconnu officiellement la République arabe sahraouie démocratique, a annoncé, mercredi 5 septembre, l'agence algérienne A.P.S.

● *Un éboulement dans une galerie de mine d'or proche de Johannesburg* (Afrique du Sud), a tué deux mineurs et en a blessé deux autres, dans la nuit du 5 au 6 septembre. Aucun dégât n'a été signalé à la surface. Il s'agit donc probablement d'un « coup de toit » (c'est-à-dire l'effondrement de galeries minières) et non pas d'un tremblement de terre. De tels phénomènes se produisent dans les régions dont le sous-sol est percé de très nombreuses galeries de mine. — *(A.F.P., A.P.)*



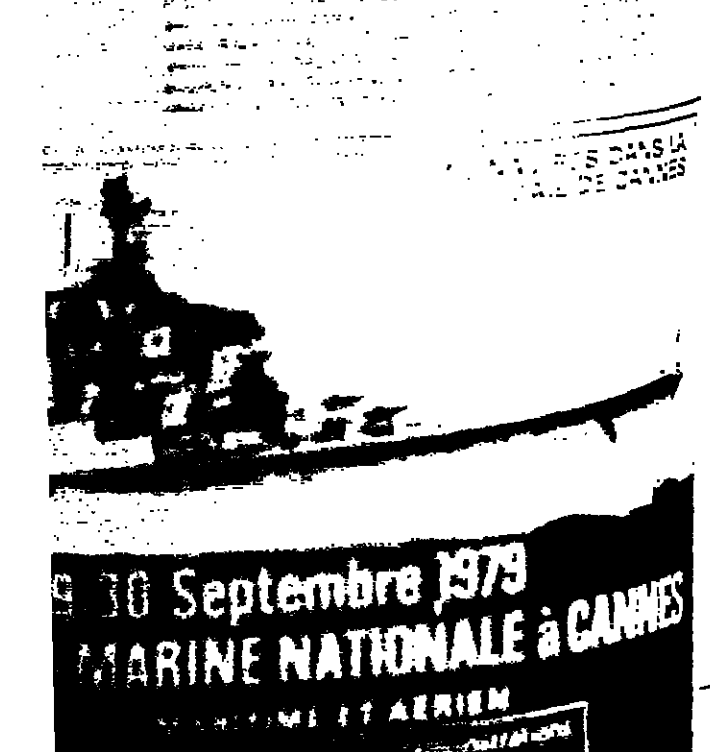
s géants

CHAUD



Prochain article :

LES PÉRILS DE L'ENCLAVEMENT



PROCHE-ORIENT

Iran

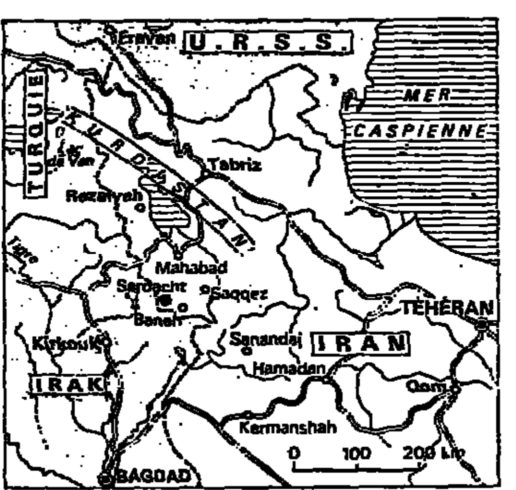
L'armée prend le contrôle de la dernière localité tenue par les insurgés kurdes

Téhéran (*A.F.P., Reuter*). — L'armée iranienne a pris, jeudi soir 6 septembre, le contrôle du bourg de Sardacht, dans l'Azerbaïdjan occidental, à quelques kilomètres seulement de la frontière irakienne. Il s'agissait de la dernière localité tenue par les insurgés. Quelques heures auparavant, des formations d'hélicoptères avaient mitraillé, pour la seconde fois dans la journée, les positions tenues par des peshmergas (combattants kurdes) aux alentours de la ville.

Au cours d'une première attaque, en début d'après-midi, quatre hélicoptères avaient attaqué la ville pour y déloger les résistants kurdes. Cette opération avait fait un mort et sept blessés dans la population. Par ailleurs, des « *affrontements sporadiques* » dans la région auraient, selon la presse iranienne, fait deux morts dans les rangs de l'armée. La radio de Téhéran assure que ce vendredi la situation est « calme ».

L'ayatollah Sadegh Kalkhali, juge itinérant dépêché par l'Imam Khomeiny au Kurdistan, est arrivé jeudi matin à Mahabad, où il a immédiatement convoqué les dignitaires religieux pour leur demander d'« *obtenir de la population qu'elle remettre les nombreuses armes en sa possession* ». L'ayatollah entend, en outre, « *examiner les besoins des habitants et assurer leur sécurité* ».

Par ailleurs, le porte-parole du gouvernement iranien a indiqué jeudi que le premier ministre, M. Bazargan, a été reçu mardi soir à Qom, avec plusieurs ministres, par l'imam Khomeiny.



Il lui a dit, au cours de cet entretien, que « *la situation dans le pays exigeait que l'imam quitte la ville sainte* (située à 120 kilomètres au sud de la capitale) *pour Téhéran, où sa présence sera de nature à faciliter la solution des problèmes auxquels le pays doit faire face* ».

Le quotidien *Etelaat*, proche du pouvoir, a annoncé jeudi que le ministre de l'éducation, M. Gholam Hossein Chokouhi, a donné sa démission pour « *raisons de santé* ». En fait, selon le journal, il aurait « *regretté de ne pas pouvoir appliquer de programmes révolutionnaires dans son département ministériel* ». Cette démission survient à quinze jours de la rentrée universitaire que certains milieux politiques redoutent.

Par ailleurs, le ministre iranien des affaires étrangères, dans une interview publiée jeudi par le quotidien koweïtien *Al Anbaa*, indique que son gouvernement souhaite « *renforcer la coopération franco-iranienne, notamment dans le domaine économique et commercial* ».

● Le parti socialiste a dénoncé jeudi à Paris « *l'écrasement de la population kurde par un régime qui remplace de plus en plus et dans tous les secteurs de la vie politique et sociale de l'Iran, la démocratie et le droit par la force et le sectarisme* ».

● *L'armée israélienne* a mis en échec la tentative d'infiltration dans la vallée du Jourdain d'un groupe de fedayin, dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 septembre. Selon le porte-parole militaire israélien, une patrouille a intercepté ce groupe dans la région du village de Beit-Yossef (près de Beisan) et l'a obligé à rebrousser chemin et à repasser la frontière jordanienne. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Clémence présidentielle pour quatre Portoricains

Le président Carter a gracié jeudi 6 septembre trois militants indépendantistes portoricains : Lolita Lebron, Rafael Miranda et Irving Flores, condamnés en 1954 à des peines allant de ving-cinq à soixante-quinze ans de prison, pour avoir tiré des coups de feu contre des membres de la Chambre des représentants. Un quatrième Portoricain, Oscar Collazo, auteur d'une tentative d'assassinat contre le président Truman en 1950, et condamné à la réclusion perpétuelle, a été également gracié.

C'étaient les plus anciens prisonniers politiques des deux Amériques. Ils s'étaient attaqués à ce qu'ils considéraient comme le « colonialisme » nord-américain. M. Fidel Castro rappelait à chaque occasion leur existence. Il a promis, s'ils étaient libérés, de relâcher quatre Américains : Lawrence Lunt, Juan Tur, Everett Jackson et Claudio Morales, détenus à Cuba depuis plus de dix ans. Assez curieusement, la grâce présidentielle peut être interprétée comme un geste de bonne volonté à l'égard de Cuba, au moment même où les Etats-Unis dénoncent la présence d'une brigade de combat soviétique dans l'île caraïbe.

Oscar Collazo, aujourd'hui âgé de soixante-sept ans, avait tenté d'assassiner le président Truman le 1er novembre 1950, alors que celui-ci résidait à Blair-House pendant les travaux de rénovation de la Maison Blanche. Un de ses complices et un policier avaient été tués, mais la vie du président n'avait pas été réellement en danger. Il s'agissait, en fait, d'une opération surtout destinée à attirer l'attention de l'opinion internationale sur Porto-Rico, à qui Washington accordait, la même année, le statut d' « *Etat libre associé aux Etats-Unis* ».

Les mêmes motifs inspiraient Lolita Lebron, Irving Flores et Rafael Miranda, qui, le 1er mars 1954, déployaient un drapeau portoricain dans la galerie du public, à la Chambre des représentants, criaient en espagnol « *Libérez Porto-Rico !* » et ouvraient le feu sur cinq députés, qui étaient blessés.

La détermination de ces quatre militants s'était manifestée lors de leur procès et ne s'est pas démentie depuis. Ils avaient notamment refusé, ces dernières années, d'être mis en liberté surveillée, estimant qu'ils étaient des prisonniers politiques des Etats-Unis et qu'ils ne pouvaient donc accepter qu'une libération pure et simple.

Ils sont devenus des héros à Porto-Rico, même pour les habitants de l'île qui n'épousent pas leurs thèses indépendantistes. La situation a en effet évolué depuis les années 50. Adoptant une méthode qui n'est pas sans rappeler celle de la France avec ses départements d'outre-mer, les Etats-Unis jouent de l'aide sociale qui permet à de nombreux Portoricains de survivre. Plusieurs centaines de milliers d'entre eux habitent à New-York et dans les grandes villes de l'Est. Le principal parti indépendantiste, de tendance socialiste, n'a obtenu que 6,5 % des voix aux élections de 1976...

La question du statut de l'île n'est pas pour autant réglée. Le président Ford avait proposé, avant de quitter ses fonctions, de faire de Porto-Rico le cinquante et unième Etat de l'Union. M. Carter préfère laisser les Portoricains en décider eux-mêmes.

M. Carter a décrit les mesures de grâce comme « *un geste humanitaire significatif qui sera perçu en tant que tel par la communauté internationale* ». Un autre militant nationaliste qui avait participé à l'attaque de 1954 contre le Congrès, Andres Cordero, atteint d'un cancer, avait bénéficié de la grâce présidentielle en octobre 1977 (il est mort en mars dernier). Certains pourront déceler dans la décision de M. Carter une arrière-pensée de politique intérieure : l'une des premières élections primaires pour l'élection présidentielle de 1980 aura lieu en mars prochain... à Porto-Rico.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A travers le monde

Bolivie

● LA VEUVE DE L'EX-AMBASSADEUR DE BOLIVIE EN FRANCE, le général Joaquim Zenteno Anaya, assassiné à Paris, le 11 mars 1976 (*le Monde* du 12 mars 1976), a demandé, jeudi 6 septembre, au Congrès, d'ouvrir une enquête sur les circonstances de la mort de son époux, estimant que le gouvernement du général Banzer n'avait pas, à l'époque, « *procédé aux investigations nécessaires* ». — *(A.F.P.)*

Chili

● UNE BOMBE A EXPLOSE, jeudi 6 septembre, devant la maison précédemment occupée par le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, le commandant Enrique Montero, provoquant la mort d'un jeune maçon, a annoncé la police. Un autre engin a éclaté jeudi à la résidence du ministre adjoint de l'éducation, M. Alfredo Prieto, ne causant que des dégâts matériels. Les deux attentats seraient, selon la police, l'œuvre du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). — *(A.F.P.)*

El Salvador

● M. JOSE ROMERO, frère du président de la République, a été assassiné, jeudi 6 septembre, dans la soirée, à Apopa, à environ 20 kilomètres de la capitale. L'attentat a été vraisemblablement commis par l'organisation d'extrême gauche Forces populaires de libération. — *(A.F.P.)*

Etats-Unis

● M. DAVID KENNEDY, fils de Robert Kennedy, l'ancien ministre de la justice assassiné en 1968, a été dévalisé mercredi 5 septembre dans le quartier noir de Harlem, à New-York, alors qu'il tentait d'acheter de la drogue, écrit, jeudi, le *New-York Post*, qui cite des témoins affirmant avoir aperçu le jeune homme à plusieurs reprises dans un hôtel de Harlem où s'exerce un trafic de drogue. La police a officiellement démenti les informations du quotidien new-yorkais, mais selon des sources proches de la police, M. David Kennedy aurait bel et bien tenté d'acheter de la cocaïne. — *(A.F.P., A.P.)*

Tchad

● LA FRANCE MAINTIENDRA DES TROUPES A N'DJAMENA en attendant la décision à leur propos du futur « gouvernement transitoire d'union nationale », a-t-on fait savoir à Paris mercredi 5 septembre. En revanche, les troupes stationnées en dehors de la capitale tchadienne seront retirées. Ces précisions font suite à diverses déclarations de dirigeants tchadiens jugeant précipité le repli amorcé dimanche (*le Monde* du 6 septembre).

Breguet



5 RAISONS POUR ACQUERIR AUJOURD'HUI UNE MAISON BREGUET PRES DE PARIS.

LA PROXIMITE IMMEDIATE DE PARIS

Les terrains où sont implantées les maisons Breguet répondent à des critères de sélection très rigoureux : facilité d'accès optimale depuis Paris (autoroutes ou voies rapides) - proximité de gares (R.E.R. ou S.N.C.F.) desservies jour et nuit par des trains fréquents et directs permettant de gagner la capitale dans les meilleures conditions de rapidité et de confort - présence d'équipements publics les plus complets possible (mairie, écoles, commerces).

D'aussi beaux terrains si près de Paris sont de plus en plus rares et recherchés : la plus-value future d'une maison est directement fonction de sa proximité de Paris.

LA GARANTIE D'UNE CONSTRUCTION DE QUALITE

Son expérience de la construction traditionnelle, sa maîtrise architecturale, ses efforts constants dans le domaine de la recherche technique ont valu à Breguet la réputation d'un grand constructeur de maisons individuelles. Nous mettons tout en œuvre pour être à la hauteur de cette réputation de solidité et de sérieux.

Nous prenons bien sûr en compte les exigences techniques les plus récentes. A l'heure où le contrôle des charges de copropriété et les coûts d'entretien minimaux sont de rigueur, l'isolation thermique renforcée, le double vitrage et le chauffage individuel gaz ou électricité permettent par exemple aux propriétaires de nos maisons de maîtriser directement leur consommation d'énergie.

UN TRES HAUT NIVEAU DE CONFORT

Le vrai confort d'une maison individuelle, c'est avant tout l'espace. C'est pourquoi Breguet ne construit que des maisons spacieuses (110 m² pour le plus petit modèle, 278 m² pour une 8 pièces). Ses architectes les ont étudiées pour que la vie s'y organise de la façon la plus agréable. Elles sont conçues pour la vie familiale tout comme pour les réceptions : vastes livings de 30 à 65 m², grandes cuisines, "suite" des parents traitée comme un appartement indépendant, nombreux rangements, grands garages etc.

LES PRIX : DE 3000 A 4500 F LE M²

La grande maîtrise de ses techniques de construction, l'importance des chantiers entrepris et une politique foncière judicieuse (Breguet a acheté en 1974 les terrains sur lesquels il construit en 1979) permettent à Breguet de proposer aujourd'hui des maisons à des prix de 3.000 à 4.500 francs le m².

Et rappelez-vous que des conditions (encore) exceptionnelles de crédits (Nouveaux Prêts Conventionnés) faciliteront votre achat.

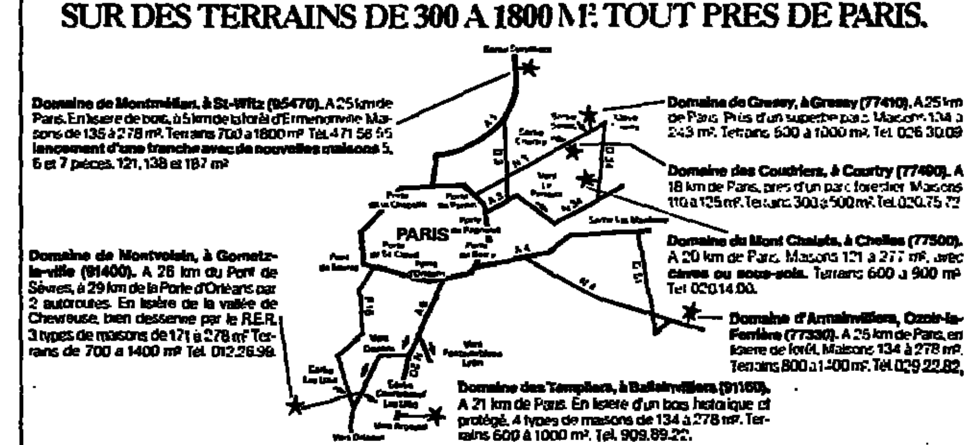
L'EXPERIENCE BREGUET

Breguet est actuellement le plus important constructeur de maisons individuelles de haute qualité dans la région parisienne.

Elles représentent une excellente garantie de votre capital (des maisons Breguet acquises en 1974 se sont revendues plus du double cette année).

Choisir une maison Breguet, c'est choisir la sécurité.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M² TOUT PRES DE PARIS.



DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAUX DE VENTE TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H. SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉRIÉS.

ÉCRIVEZ OU TÉLÉPHONEZ AUX DOMAINES POUR RECEVOIR NOTRE LUXUEUSE DOCUMENTATION GRATUITE.

1017 congélateurs de 50 à 120 L : à partir de 590 F.
(7 modèles)

971 congélateurs de 130 à 290 L : à partir de 890 F.
(23 modèles)

768 congélateurs de 300 à 490 L : à partir de 1290 F.
(21 modèles)

131 congélateurs de 500 L et plus, à partir de 1450 F.
(5 modèles)

Un choix exceptionnel de grandes marques au prix Darty : c'est vraiment le moment de vous équiper ! Mais attention. Les nombres d'appareils indiqués correspondent à la quantité disponible à la date du 6 septembre 1979 pour l'ensemble des magasins Darty de Paris, de la de la Région Parisienne, de Reims et de l'Oise. Les prix sont garantis jusqu'au 23 septembre 1979 sur les quantités annoncées. En plus du choix et du prix, vous bénéficiez pour chaque appareil de la garantie Darty gratuite et totale pendant deux ans (pièces, main-d'œuvre et déplacements gratuits).



TV. Electroménager. Hi-Fi.

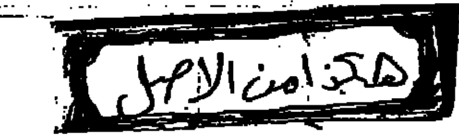
HAVAS CONSEIL

PARIS - 8e : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine. Tél. : 265.84.71. 11e : 25 à 35, boulevard de Belleville. Tél. 357.72.10. 13e : 168, avenue de Choisy. Tél. : 585.80.31. 14e : Centre Commercial Gaîté-Montparnasse. 80, avenue du Maine. Tél. 540.53.31. 15e : Front de Seine. Centre Commercial Beaugrenelle. 71, quai de Grenelle. Tél. : 575.62.85. 18e : 128, avenue de Saint-Ouen. Tél. 229.02.41.

REGION PARISIENNE - 78-Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre". Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest. Tél. : 975.79.00. 78-Parly 2 : Centre Commercial Parly 2 (Le Chesnay). Tél. : 955.25.26. 91-Les Ulis 2 : Centre Régional "Les Ulis 2". Tél. 907.54.78. 91-Morsang-sur-Orge : Autoroute du Sud. Sortie Savigny. Direction Sainte-Geneviève-des-Bois. Route de Corbeil. Tél. : 015.93.29. 92-Asnières : Carrefour des 4-Routes. 384, avenue d'Argenteuil. RN 309. Tél. : 790.45.46. 92-Châtillon : 151, avenue Marcel-Cachin. R.N. 306. Tél. 656.87.00. 92-Puteaux : Parvis de la Défense. A côté du C.N.I.T. Tél. 773.82.10. 93-Bagnolet : Porte de Bagnolet. Au pied du Novotel. Tél. 858.91.16. 93-Bondy : 123-155, avenue Gallieni. R.N. 3. Tél. 847.20.00. 93-Aubervilliers : Centre Pariféric. Porte de la Villette. 6 bis, rue Emile-Reynaud. Tél. : 834.07.29. 93-Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades". Tél. : 304.98.10. 93-Pierrefitte : 102-114, avenue Lénine. R.N. 1. Tél. 826.21.28. 94-Champigny : 10-12, avenue Roger-Salengro. La Fourchette. R.N. 4. Tél. : 283.52.53. 94-Créteil : Centre Régional "Créteil Soleil". Tél. : 898.14.12. 94-Thiais-Rungis : Centre Régional "Belle Epine". R.N. 7. Tél. : 687.34.64. 95-Cergy-Pontoise : Centre Régional "3-Fontaines". Tél. 030.44.63.

OISE - 60-Beauvais : Centre Commercial "Le Franc Marché". 2 à 4, place du Franc-Marché. Tél. 16-4-448.48.33. 60-Creil : Centre Commercial de Creil-Nogent. 10, avenue de l'Europe. Tél. 16-4-455.41.86.

MARNE - 51-Reims : Reims-Trinqueux : Zone artisanale du Moulin de l'Ecaille. Route de Dormans. Tél. 16-26-08.09.83.



ASIE

Indonésie

AMOK

Vingt-six morts et une centaine de maisons incendiées. Tel est le bilan de l'émeute qui a ravagé récemment, pendant deux jours, le petit port de pêche de Bagan - Asahan, au nord de Sumatra, en Indonésie. L'armée a été envoyée sur place pour rétablir l'ordre et soixante - douze personnes ont été arrêtées. Cet accès de folie meurtrière — l'amok des Malais, auquel Stephan Zweig avait consacré un célèbre récit — a été causé par l'« acte d'impudeur » — comme le dit pudiquement la presse locale — d'un Indonésien : il avait, précise - t - elle « toucher en public la poitrine d'une femme ».

Après l'affrontement entre parents et amis des deux héros de ce drame, la foule en colère, selon une pratique solidement établie en Indonésie, s'en est prise aux maisons des Chinois.

● A LA SUITE D'UNE INCURSION CHINOISE AU BHOUTAN, l'Inde a vigoureusement protesté contre la violation des frontières de ce royaume, a révélé le *Times of India* du jeudi 6 septembre. Le quotidien indien précise que New-Delhi, qui attache une grande importance à l'intégrité territoriale de ce pays, est gravement préoccupé par les incursions armées qu'y auraient effectuées les Chinois au cours du mois d'août. — *(A.F.P.)*

[Le Bhoutan étant un Etat indépendant, membre des Nations unies et du mouvement non aligné, on peut se demander à quel titre c'est l'Inde qui « proteste », et non le gouvernement de Thimphu.]

Japon

APRÈS LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE BASSE

Les élections générales anticipées sont fixées au 7 octobre

De notre correspondant

Tokyo. — M. Ohira, usant des prérogatives que lui confère la Constitution, a dissous la Chambre basse, ce vendredi 7 septembre. Le premier ministre a pris cette décision à la suite du dépôt par l'opposition d'une motion de censure qui, au demeurant, n'avait aucune chance d'être votée étant donnée la majorité dont dispose le Parti libéral - démocrate (P.L.D.). Avant même que le débat ait été engagé sur cette question, l'édit impérial de dissolution a été promulgué — conformément à l'article 7 de la Constitution. Les élections générales sont prévues pour le 7 octobre.

Cette dissolution exceptionnelle ne signifie en rien que le Japon traverse une « crise » politique. Ce n'est que la formalité permettant au premier ministre de provoquer des élections générales anticipées. Celles - ci, plus qu'une lutte avec l'opposition, seront surtout l'occasion pour certains clans du P.L.D. — et notamment celui du premier ministre — de tenter d'accroître leur force respective pour faire face aux rivalités internes du parti (*le Monde* du 17 août).

M. Ohira a surtout invoqué une raison « *nécessitant* », à ses yeux, des élections : la situation « *anormale* » qui existe depuis 1976. Le P.L.D. n'avait en effet obtenu qu'une faible majorité (deux cent quarante-neuf sièges, auxquels se sont ajoutés onze alliés indépendants), qui ne permettait pas un fonctionnement aisé du Parlement. Demandant des éclaircissements sur les affaires de pots-de-vin dans lesquelles sont impliquées des personnalités politiques, « *les partis d'opposition ont bloqué les travaux parlementaires, trente lois et treize traités internationaux n'ont pu être examinés* », s'est plaint M. Saito, secrétaire général du P.L.D., qui, *apparemment*, préfère des débats ordonnés aux aléas de la démocratie.

Du point de vue de la majorité, il semble effectivement que le moment soit bien choisi pour consulter la population. Les plus récents sondages révèlent que 52 % des personnes consultées sont favorables au P.L.D. — bien que le cabinet Ohira paraisse assez impopulaire.

Les conservateurs sont d'ailleurs tout à fait confiants : ils pensent pouvoir obtenir deux cent soixante et onze sièges sur cinq cent - onze. Le fait que, dans son discours d'ouverture de la session extraordinaire de la Diète, lundi 3 septembre, M. Ohira ait évoqué à nouveau la question de l'introduction d'une T.V.A. pour remédier au déficit chronique des finances publiques, indique que le P.L.D. se sent assez fort pour annoncer des mesures impopulaires peu avant un scrutin. Les sondages d'opinion montrent en général que les Japonais sont de plus en plus déçus par l'opposition, qui leur semble incompétente, ce qui explique que le soutien au P.L.D. soit à son niveau le plus élevé depuis quinze ans.

En fait, face aux conservateurs, l'opposition est émiettée. Certes les partis centristes (Komeito, d'inspiration bouddhiste, parti social-démocrate, nouveau club libéral, Fédération social-démocrate) négocient actuellement des alliances. Mais les partis de gauche sont plus que jamais en difficulté. Le P.C. a régressé aux dernières élections et le P.S. paraît de plus en plus en proie à des rivalités internes. Fait significatif, la gauche, en grande partie précisément en raison des dissensions parmi les socialistes, a perdu en avril dernier les sièges de gouverneurs des principales métropoles japonaises.

Les prochaines élections seront surtout une rude épreuve pour le P.S. qui, selon certains observateurs politiques, pourrait bien perdre sa position de premier parti d'opposition au profit d'une coalition entre sociaux - démocrates et bouddhistes.

PHILIPPE PONS.

LOTO
c'est pas cher



Vietnam

Hanoi accuse Pékin de masser quatre cent mille hommes à la frontière

Radio-Hanoï a accusé, jeudi 6 septembre, Pékin de masser le long de la frontière vietnamienne douze divisions et six corps d'armée, soit plus de quatre cent mille hommes. La radio a aussi affirmé que des « *commandos* » chinois avaient été infiltrés au Laos et que des navires chinois avaient effectué des incursions dans les eaux territoriales vietnamiennes. La situation serait « *très tendue* ». Dénonçant en outre le soutien chinois à la « *clique Pol Pot - Ieng Sary* », la radio affirme que « *tout cela prouve que la Chine prépare fiévreusement la guerre contre le Vietnam, le Laos et le Kampuchéa* ». Ces déclarations font suite à des informations de l'agence Tass, selon laquelle (*le Monde* du 7 septembre) Pékin se prépare à infliger une « *seconde leçon* » au Vietnam.

Selons les milieux militaires étrangers de Pékin, cités par l'A.F.P., une nouvelle concentration de troupes chinoises à la frontière vietnamienne n'est pas impossible compte tenu de la préparation d'une vaste offensive militaire vietnamienne au Cambodge. Elle aurait pour but d'immobiliser des forces de Hanoï, les empêchant de participer aux combats contre les Khmers rouges et les maquis nationalistes. On relève à ce propos à Bangkok la présence en Thaïlande de M. Son Sann, ancien premier ministre du prince Sihanouk et président de l'Association générale des Khmers à l'étranger (A.G.K.E.), qui tente d'unifier les forces nationalistes, évaluées entre trois mille et cinq mille hommes.

Enfin, un officiel chinois de Kunming (Yunnan) a accusé jeudi les Laotiens et les Vietnamiens de masser des troupes le long de la frontière et d'« *ouvrir le feu contre le territoire chinois* ». — *(A.F.P., U.P.I.)*.

● *Une liaison maritime entre l'Italie et la Chine.* Un accord pour la création d'une liaison maritime régulière, réservée aux marchandises, entre l'Italie et la Chine, a été signé à Pékin. Des navires italiens desserviront six fois par an le port de Wuang-Pou. — *(A.F.P.)*.

EXCEPTIONNEL
SUPER LODEN
"AUTRICHIEN"
VERT - BLEU CHARDON - BEIGE
MARINE
POUR LE COUPLE A LA MODE
HOMME 362 F
FEMME 352 F
PRIX COUPLE 669 F
JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK
HD
HERBAUT DENNEULIN
128 RUE LA FAYETTE
75010 PARIS

PANORAMA IMMOBILIER

PARIS

Particulier vend. :
16ème Muette Henri Martin
Splendide duplex 135 m² + terrasse 20 m² - Cuisine équipée
Neuf jamais habité - 7ème étage - Immeuble de luxe
Ecrire : M. SECHER - 46, rue Desbordes Valmore, 75016 PARIS

L'IMMOBILIER - Numéro de SEPTEMBRE
Supplément :
21 résidences à moins de 5000 F le m² en banlieue
Spécimen gracieux sur demande à : L'IMMOBILIER
12, rue des Lions-St-Paul - 75004 PARIS

PROVINCE

LANGUEDOC
MAS languedocien en bordure village ayant gardé tout son caractère - construction pierre apparente - gros œuvre et toiture parfait état - Cuis., séjour, salon, 3 ch. + 2 p. aménageables, gd grenier aménageable, très grande remise, écurie, dépend., hangar - E. Electr., T. à Eg. : surf. au sol couverte : 473 m² - surf. habit. totale : 173 m² - Terrain attenant 1 ha. (10.800 m²). Prix : 780.000 F
SAVRIA - 228, rue d'Avignon - 30000 NIMES - Tél. : (66) 84.88.21

A 200 mètres de l'ÉTOILE
10, 12, rue Brey
Petit immeuble de luxe
A VENDRE STUDIOS A 3 PIÈCES
LIVRAISON IMMÉDIATE
Appartement modèle Mardi - Jeudi de 11 à 18 h et sur RDV. Tél. 266-92-00

Particulier vend :
NEUILLY SAUSSAYE
Très luxueux deux pièces (60 m²) avec jardin privatif 50 m² immeuble luxueux dans avenue calme - verdure
Pierre de taille. Parking et cave : 800.000 F
Ecrire Madame AROSIO - 115, boulevard Bineau, 92200 NEUILLY

COTE D'AZUR - 20 Kms de TOULON
CHATEAU partie 11° siècle - type bastide fortifiée, entièr. restauré, grand conft., 300 m2 habit. en 10 pièces principales, site incomparable, vue panoramique exceptionnelle, salle de réception (ancien Oratoire des Templiers). Prix 3.000.000 F (doc.-photo sur demande).
REGIE PROVENCALE - 12, Avenue Colbert - 83000 TOULON
Tél. (94) 22.12.45.

SUR LA COTE D'AZUR — ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité

DOMINANT TOUT MONTE-CARLO
L'ALCAZAR
FACE AUX JARDINS DU CASINO
Il domine MONTE-CARLO, il est à 5 mn à pied du Casino... et pourtant il est en France.
Studios, 2 - 3 - 4 - 5 pièces et duplex-jardins, locaux professionnels, boutiques, cinémas, parkings privés et publics.
Appartement témoin sur place : 3, av. du Gal-Leclerc - 06240 BEAUSOLEIL

SUR L'UNE DES PLUS BELLES COLLINES DE NICE



Parmi les arbres, tout en haut de l'avenue de la Lanterne, autour d'une piscine : 8 petits immeubles de 3 étages sur rez-de-jardin.
Une vue spectaculaire, soit vers le Cap d'Antibes, soit vers le Cap-Ferrat.
Appartement témoin sur place : 252, avenue de la Lanterne - 06200 NICE

A DEUX PAS DE LA PLACE MASSENA
Pont Neuf
A deux pas de la place Masséna, le Centre Pont Neuf propose, du 2e au 7e étage, des appartements de très haute qualité.
Dans la résidence, des commerces de luxe, un patio, un jardin intérieur et une sécurité totale.
Appartement témoin sur place : 14, avenue Félix-Faure - 06000 NICE

Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 266-85-60

SERDI présente

CÔTE NORMANDE
A TOUQUES
3 km de Deauville Trouville
LES CLOS NORMANDS
MAISONS INDIVIDUELLES
3 à 6 pièces - jardin - garage
Bureau de vente, Chemin du Calvaire - tél. : (31) 88.86.57

A DEAUVILLE, sur le front de mer, une résidence luxueuse
La Commanderie
DU STUDIO AU 5 PIÈCES DUPLEX
Renseignements : CUVELIER & Cie
tél. 621.21.52
ou bureau de vente sur place
tél. : (31) 88.28.46

CÔTE D'AZUR
A THÉOULE "Balcon sur l'Azur"
Les "Mas de l'Esterel"
MAS PROVENÇAL
STUDIO AU 4 PIÈCES
Bureau de vente sur place
tél. : (93) 90.35.00

Plein centre de SAINTE-MAXIME
Le Jean Mermoz
STUDIO AU 5 PIÈCES
Bureau de vente sur place.
Renseignements : SERDI,
16 av de Friedland 75008 Paris
tél. 563.90.32

LANGUEDOC ROUSSILLON
AU GRAU DU ROI
La Baronnie de la Mer
STUDIO AU 5 PIÈCES
VILLAS STANDING
Bureau de vente sur place
tél. : 16 (66) 51.49.29

Je suis intéressé par :
Les Clos Normands ☐
La Commanderie ☐
Les Mas de l'Esterel ☐
Le Jean Mermoz ☐
La Baronnie de la Mer ☐
Nom
Adresse
Téléphone
LMo

CAP D'AGDE
LES HELIADES
Des appartements de 1 à 3 pièces sur le port et à proximité des plages
Orientation Sud
1re tranche livrable immédiatement, 2e tranche printemps 80.
Commercialisation : Cabinet MORLOT, Quai d'Azur.
34300 Cap d'Agde. Tél. (67) 94.75.50

COSTA DEL SOL
bienvenue à EL MADROÑAL



RENSEIGNEMENTS ET VENTE :
S.I.T.E.

Valmorel
Tarentaise/Savoie/1400 m
Hiver - Eté
Achetez un appartement à votre disposition 4 semaines en hiver et 3 semaines en été et toute l'inter saison (il sera loué le reste du temps).

La copropriété conventionnée
Aucune charge à payer, en bénéficiant d'un revenu net.
Renseignements :
Alpes Réservations
58, rue Maurice Ripoche
75014 Paris. Tél. 539.22.37

à NICE
le vrai luxe c'est CIMIEZ



Villa LYDIA
68, bd de Cimiez 06000 Nice
Dans un parc de 5000 m2,
quelques appartements de très grand standing
Renseignements : bureau de vente sur place et AGENCE CENTRALE (93) 76 82.40

ETRANGER

— COSTA BRAVA —
AMPURIABRAVA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS...
Appartements : à partir de 120.000 F
Maisons de Pêcheur : à partir de 3.200 F le m2.
Villa "Les pieds dans l'eau" à partir de 3.900 F le m2 clefs en main
Possibilité de crédit 80 % - Location et gestion assurées
PROMOVENT'S INTERNATIONAL
2, place Henri-Barbusse, 91350 GRIGNY 2 - Tél. (16-1) 943-26-72
47, cours Gambetta, 69003 LYON - Tél. (16-78) 60-05-44

WEEK-END au SOLEIL à ROSAS, COSTA BRAVA
• STUDIO avec garage .... 1.100.000 ptas
• VILLAS, à partir de .... 1.210.000 ptas + Terrains 700.000 ptas
• Possibilité de crédit jusqu'à 80%
Type GALICIA
FRAIS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'achat
Pour tous renseignements, retourner ce bon à :
FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Rosas, Gérona, Espagne
Tél. (19) 34-72/25-
NOM
Adresse

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine parution le 5 octobre 1979. Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.

EUROPE

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DES SYNDICATS A BLACKPOOL

Les modérés l'emportent de justesse

De notre correspondant

Londres. — Quelque peu éclipsé par les événements d'Irlande et les funérailles de lord Mountbatten, le congrès des syndicats britanniques (TUC) s'achève à Blackpool dans l'unité. Plutôt que de procéder à un examen de conscience après l'échec électoral travailliste, les délégués ont préféré tirer à boulets rouges sur le gouvernement. Ils se sont retrouvés unis dans leur détermination de combattre la politique économique et sociale de Mme Thatcher; mais les moyens de ce combat seront laissés à la discrétion de l'exécutif du TUC.

Cette décision est un succès pour M. Murray, secrétaire de l'organisation, et ses amis modérés. Mais le gouvernement ne doit pas se faire d'illusions sur l'état d'esprit des grands syndicats : ceux-ci restent bien décidés à lui mener la vie dure au cours de l'hiver. D'autant plus que la victoire des modérés a été obtenue à une petite majorité (soixante et un mille mandats sur un total de douze millions), une des plus faibles de l'histoire du TUC. S'attendant à un vote serré, M. Murray avait tenté en vain de convaincre le syndicat de l'ameublement de retirer sa motion recommandant des manifestations dans tout le pays.

Cette motion, en fait, rallia finalement les deux plus grands syndicats, celui des ouvriers du transport et les métallurgistes, ainsi que celui des employés et des travailleurs de l'imprimerie. Mais les cheminots, les ouvriers municipaux, les policiers et les électriciens assurèrent aux modérés une victoire à l'arrachée. M. Duffy, président du syndicat des métallurgistes, mis en minorité au sein de son propre exécutif, dénonça les *« infiltrations communistes »*...

Quelles seront les formes de l'action antigouvernementale ? Pour le moment, il est question seulement d'une *« campagne d'éducation du public »*. Mais si le gouvernement persiste dans sa politique, une grève nationale de vingt-quatre heures, suivie de grèves locales, est envisagée. *« Si le gouvernement nous contraint à la défensive, nous devons démontrer que nous pouvons défendre nos intérêts efficacement par tous les moyens à notre disposition »*, a déclaré M. Murray. D'autre part, la hiérarchie modérée du TUC s'est opposée avec succès aux « extrémistes » qui réclamaient l'arrêt immédiat de toute négociation avec le gouvernement.

Toujours prêt à négocier

Dans l'ensemble, le congrès de Blackpool, malgré la violence de certains discours, a fait preuve d'une relative modération. Le mouvement syndical n'a pas rompu avec le gouvernement, et il est prêt à négocier. Mais M. Murray ne manquera pas, au cours des discussions, de faire état de l'ampleur de la minorité militante pour tenter d'arracher des concessions. De toute évidence, l'exécutif du TUC ne veut pas précipiter un affrontement, bien que certains syndicats soient impatients d'engager le combat.

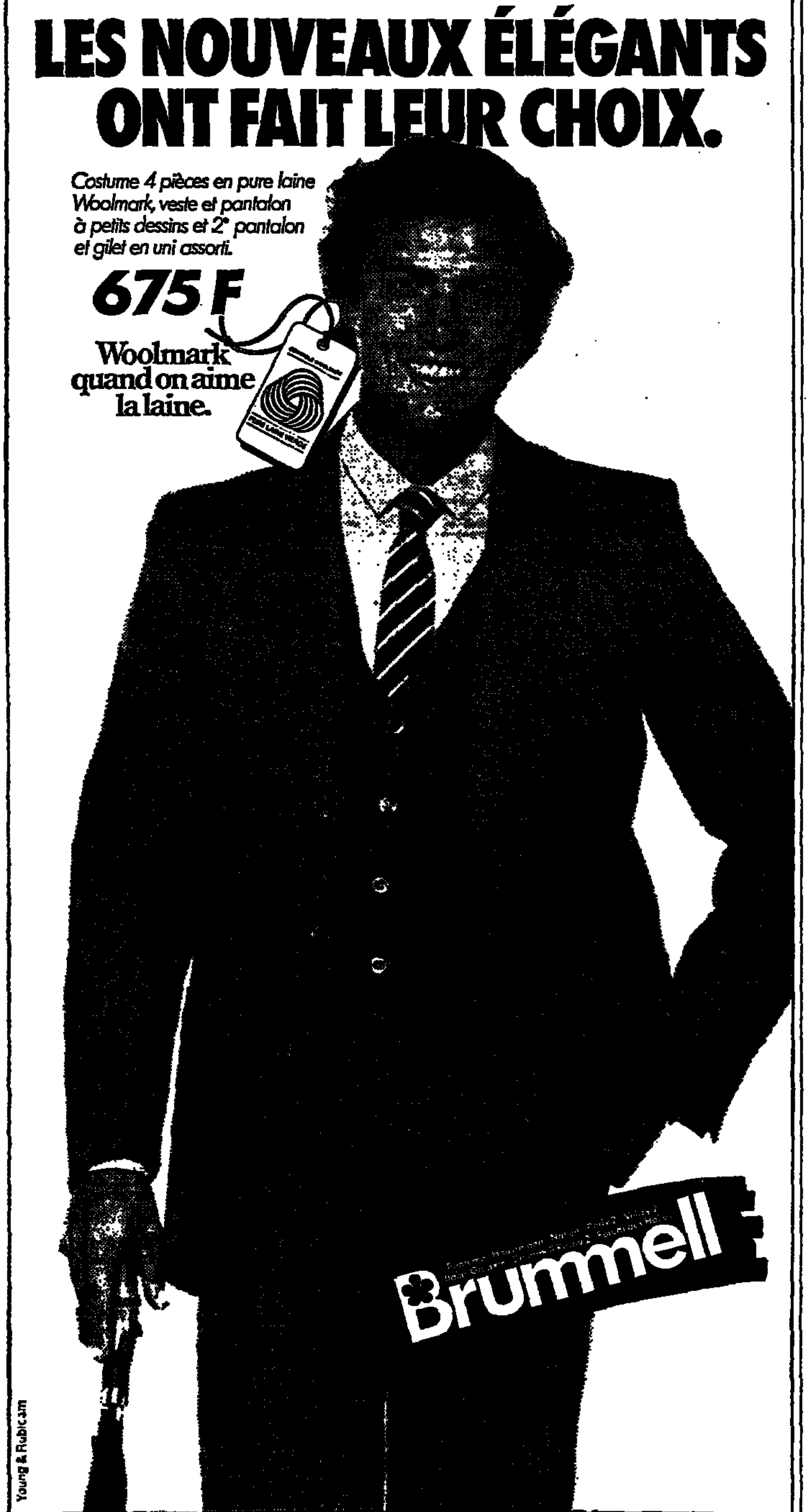
L'attitude du TUC aidera, en tout cas, M. Prior, ministre de l'emploi, qui a quelque mal à contenir ceux des éléments de droite du parti et du gouvernement conservateur qui souhaiteraient une action plus vigoureuse contre le pouvoir syndical. Néanmoins, il lui sera impossible de revenir sur le projet de loi tendant à restreindre ce pouvoir, et auquel le TUC a réaffirmé son opposition unanime.

Au cours des dernières discussions des délégués, directeurs de journaux et journalistes ont été violemment attaqués pour avoir présenté une image déformée de la situation sociale de l'hiver dernier. *« Il ne devrait pas être permis aux directeurs de journaux d'utiliser ceux-ci comme des organes de propagande »*, a dit un des leaders des ouvriers imprimeurs, en soulignant que *« la propriété privée des journaux n'assure ni la liberté de la presse, ni sa diversité, ni l'accès aux nouvelles... »*. D'où la nécessité de créer un journal qui soit favorable au mouvement syndical.

Au cours du débat économique, M. Basnett, leader modéré du syndicat des ouvriers municipaux, avait prôné une campagne nationale pour la semaine de travail de trente-cinq heures, mais en recommandant aux syndicats de faire également preuve de responsabilité en acceptant une forte réduction des heures supplémentaires. Cela aurait pour conséquence de créer deux cent cinquante mille emplois, s'ajoutant aux sept cent cinquante mille escomptés de la réduction de la semaine de travail.

Enfin, les syndicats, dans leur majorité, restent fermement opposés à toute politique des revenus, à tout contrat économique à long terme, même dans la perspective d'un retour au pouvoir des travaillistes. Ils ne veulent plus se lier par un nouveau « contrat social » ; ils estiment avoir été victimes du précédent, qui, à leur avis, explique l'explosion sociale de l'hiver dernier. Dans la plupart des discours est revenue l'idée que le TUC ne peut pas freiner les revendications syndicales et doit accepter l'éventualité d'un affrontement : *« C'est bien là le rôle des syndicats*, a, par exemple, assuré M. Jacson, leader des postiers, *dans une économie de marché que le gouvernement veut étendre, voire perpétuer. »*

HENRI PIERRE.



Irlande du Nord

L'IRA LANCE UNE MISE EN GARDE « AU PEUPLE BRITANNIQUE »

Londres *(A.P.)*. — L'IRA a mis en garde, jeudi 6 septembre, les Britanniques contre le risque d'une escalade des attentats si aucune solution n'est trouvée au problème de la présence britannique en Irlande du Nord. *« Maintenant que vous avez enterré vos morts et que la réaction d'émotion compréhensible qui a suivi les événements de la semaine dernière commence à s'estomper, nous espérons sincèrement que vous commencez à comprendre l'immense problème que la présence de votre gouvernement a créé dans notre pays »*, déclare une *« proclamation au peuple britannique »* rendue publique à Londres.

« Nous pensons sincèrement que vous, les Britanniques, devez maintenant entreprendre honnêtement et logiquement de réexaminer le rôle de votre gouvernement en Irlande, et vous rendre compte que la poursuite de l'occupation d'une partie de l'Irlande est un moyen sûr de provoquer de nouveaux déchirements de cœur et de nouvelles souffrances. »

NOS 100 BOUTEILLES DE L'ANNÉE

Spécial Vin - Gault-Millau de septembre chez tous les marchands de journaux

Luxembourg

L'installation d'un camp militaire de l'OTAN va créer près de 500 emplois

De notre correspondante

Luxembourg. — Trois cents chars et soixante-dix camions de l'armée américaine sont désormais cantonnés sur le territoire luxembourgeois, où s'est installé le premier camp militaire de l'OTAN. Les travaux, qui ont débuté au printemps, seront achevés en avril 1980.

Le Luxembourg a accueilli avec calme — à l'exception du parti communiste — l'arrivée de ce matériel, ainsi que celle d'officiers de l'armée américaine. Seuls quelques rares badauds sont accourus. Nul ne se fait cependant d'illusions sur l'utilisation du camp. Destiné pour l'instant à abriter un équipement d'infanterie classique, il est fort probable qu'il sera doté ultérieurement d'un armement perfectionné.

L'implantation du camp de l'OTAN au *Luxembourg* n'est évidemment pas un effet du hasard : la proximité des bases américaines installées en R.F.A. constitue un avantage considérable aux yeux des Américains, qui gagneraient ainsi un temps précieux en cas de mobilisation.

Du côté luxembourgeois, les choses se présentent différemment. Si les gouvernements successifs ont vu d'un bon œil l'implantation du camp militaire, c'est qu'elle contribue à la lutte contre le chômage. Mis à part une trentaine de postes réservés à des officiers américains, quatre cent soixante emplois seront créés et destinés à des Luxembourgeois. Or ce chiffre, considérable pour un petit pays, permet aux gouvernants actuels de rassurer une population inquiète devant l'évolution du chômage.

Il est vrai que les trois quarts des emplois ainsi créés iront à des travailleurs de la « division anticrise » de l'ARBED (1). Il ne s'agit donc pas d'une véritable création d'emplois, mais plutôt d'un transfert de personnel. L'ARBED, très intéressée par l'arrivée des Américains, fournit en outre l'acier nécessaire à la construction du camp.

DANIÈLE FONCK.

(1) Les « divisions anticrise » rassemblent, dans certaines grandes sociétés luxembourgeoises (dont l'ARBED, dixième groupe sidérurgique mondial), des travailleurs dont les postes sont supprimés, mais qui demeurent juridiquement dans l'entreprise, en y conservant tous leurs droits, et y travaillent à l'exécution de commandes exceptionnelles de l'État en attendant de trouver un autre emploi. — *(N.D.L.R.)*

Belgique

VIFS REMOUS APRÈS UN ÉDITORIAL DE M. OUTERS SUR L'« ÉCLATEMENT DU PAYS »

De notre correspondant

Bruxelles. — Un récent article de M. Lucien Outers, ministre du commerce extérieur belge et l'un des principaux animateurs du Front démocratique des francophones (F.D.F.), suscite de très vives réactions à Bruxelles. Bien que le bureau national de son parti se soit affirmé solidaire de ses déclarations, les propos qu'a tenus M. Outers dans un éditorial de la revue de cette formation, *Quatre millions quatre*, pourraient plonger dans un sérieux embarras ses deux collègues F.D.F. du gouvernement.

Sous le titre : *A quoi bon ?*, le ministre du commerce extérieur écrivait en effet : *« Nous allons vers l'éclatement du pays (...). Je pense que nous vivons les dernières tentatives d'un gouvernement qui essaie malgré tout d'instaurer une solution négociée (...). Il aurait fallu pour réussir que chacun, quelle que soit l'importance de son rôle social, continue à créer un climat constructif. Nous savons que c'est le contraire qui se produit dans le nord du pays. C'est aujourd'hui le dynamitage du gouvernement Martens. »* M. Outers conclut : *« Une partie du C.V.P.* (chrétiens sociaux flamands, N.D.L.R.) *veut gouverner sans nous. Soit, qu'il le fasse. Ne nous fatiguons plus à tenter la persuasion, préparons-nous à d'autres combats. »*

Dans les milieux politiques, l'avertissement de M. Outers a fait l'effet d'une bombe. Les Flamands parlent d'une *« véritable déclaration de guerre au C.V.P. »*. On remarque aussi que c'est la première fois qu'un ministre en exercice annonce la chute du gouvernement dont il est membre. — P. de V.

A l'Assemblée européenne

MM. COLOMBO ET DELORS SONT ÉLUS PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Bruxelles. — M. Colombo, ancien président italien de l'Assemblée européenne (membre du Parti populaire européen, qui rassemble les partis démocrates-chrétiens), a été élu jeudi 6 septembre président de la commission politique de ce Parlement. Les vices-présidents sont MM. Mauroy (socialiste, France), Bethell (conservateur, Royaume-Uni) et Rey (libéral, Belgique). MM. Berlinguer, Debré et Marchais n'assistaient pas à cette première réunion de la commission politique, dont ils font partie; M. Brandt, en revanche, était présent.

M. Jacques Delors (socialiste, France) a été élu président de la commission économique.

∴

D'autre part, MM. de Pasquale, communiste italien, et Nyborg, membre danois du groupe DEP (auquel sont affiliés les R.P.R.), ont été élus, lundi 3 septembre, présidents des commissions de la politique régionale et des règlements.

APRÈS L'ÉLECTION DE SIR HENRI PLUMB A LA PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION AGRICOLE

● *M. Jacques Chirac* a déclaré à la Réunion : *« Je regrette que la France se soit mise dans le cas d'accepter qu'une responsabilité aussi importante que la commission agricole de l'Assemblée des Communautés européennes soit confiée à un homme dont chacun sait qu'il est hostile à la politique agricole commune telle qu'elle s'est développée, et hostile aux intérêts de l'agriculture française. »*

● *M. Pierre Méhaignerie*, ministre de l'agriculture, a déclaré aux journées d'études organisées par le parti républicain à Vittel : *« Il n'appartient pas au gouvernement français d'interférer dans cette affaire. Il y avait un choix des groupes politiques en fonction de leur importance. C'est une vieille tradition de l'Assemblée européenne. M. Plumb sera donc très bien encadré, si jamais il venait à dévier des intérêts de la politique agricole commune. Il ne faut pas donner à cette affaire, uniquement pour des raisons de politique intérieure, une importance qu'elle n'a pas. »*

Espagne

● DEUX RESSORTISSANTS FRANÇAIS, MM. Louis Boize et Alain Pelletier, arrêtés samedi 1er septembre au cours d'une manifestation à Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol *(le Monde* du 5 septembre), ont été expulsés, mercredi 5 septembre, et remis aux autorités françaises. D'autre part, une bombe placée dans une succursale de la firme automobile Peugeot à Saint-Sébastien a été découverte mercredi. Des artificiers l'ont fait exploser à l'extérieur du bâtiment. — *(A.F.P., A.P.)*.

Pologne

● LE JOURNAL « ROBOTNIK » du Comité d'autodéfense sociale (K.O.R.) polonais a publié, le mercredi 5 septembre, une *« charte des droits des travailleurs »* revendiquant le droit à la grève, des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Le premier tirage en dix mille exemplaires sera suivi d'un second. Parmi les revendications : l'indexation des salaires sur le coût de la vie, la fin des heures supplémentaires obligatoires et du travail de nuit pour les femmes, la semaine de quarante heures au lieu de quarante-six actuellement. — *(Reuter.)*

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIXe

Le Monde

politique

A SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

M. Jacques Chirac lance un appel au regroupement des gaullistes et à l'ouverture du R.P.R.

Saint-Denis-de-la-Réunion. — M. Jacques Chirac regagne Paris samedi matin. Vendredi, il devait notamment visiter plusieurs communes de l'ouest et du sud de l'île de la Réunion, puis l'école militaire préparatoire avant de tenir une conférence de presse et de partir pour la métropole.

De notre envoyé spécial

Devant quelque trois mille personnes réunies jeudi soir 6 septembre dans un gymnase du quartier des Deux-Canons, à Saint-Denis, M. Jacques Chirac a ébauché l'esquisse de ses intentions politiques et amorcé la relance du mouvement qu'il préside. Il a, en effet, déclaré : « *Je dirai, en m'adressant à tous les Français, sans exclusive aucune, et d'abord à tous ceux, quelle que soit leur sensibilité actuelle, qui se sont reconnus dans l'ambition qui fut celle du général de Gaulle, que le moment est venu de se rassembler dans le vaste mouvement populaire que la France a toujours su tirer de ses profondeurs lorsque le destin paraît hésiter.* » M. Chirac a poursuivi : « *Ce grand rassemblement doit allier la défense intransigeante des valeurs essentielles et permanentes du gaullisme parce que ce sont les valeurs permanentes de la nation, aux aspirations légitimes de nos concitoyens pour plus de liberté, d'égalité et de justice ainsi qu'aux exigences de l'économie qui impliquent aujourd'hui l'effort, voire le sacrifice, à condition qu'ils soient justement répartis et qu'ils constituent l'expression d'une nouvelle volonté politique et populaire.* »

Cet appel, lancé trois semaines avant la réunion d'un important comité central du R.P.R., le 23 septembre, marque la volonté de M. Chirac, notamment après l'échec relatif du scrutin européen du 10 juin, de donner un essor nouveau à son action politique. Le maire de Paris semble résolu à retrouver les principes qui l'avaient inspiré au moment de la création du R.P.R., le 5 décembre 1976, et qui, pour des raisons diverses, n'ont pas pu réellement être mis en œuvre. Il s'agissait — et il s'agit de nouveau — de provoquer le « rassemblement » de tous ceux qui ont été peu ou prou gaullistes et aussi de permettre au R.P.R. de s'ouvrir plus largement.

Le rappel de la notion de rassemblement constitue ainsi une invitation implicite adressée à tous ceux qui, depuis trois ans, se sont écartés du R.P.R. au point parfois de passer à l'opposition. Ce souhait exprimé sans ambages par M. Chirac peut, en ce moment, aller au-devant de sentiments comparables manifestés tantôt en privé, tantôt publiquement, par certains anciens membres du mouvement gaulliste. C'est, par exemple, ce qu'a fait dans nos colonnes (*le Monde* du 1er septembre) M. Jean Charbonnel, ancien député U.D.R. de la Corrèze, actuel président de la Fédération des gaullistes de progrès.

Mais si, pour cette réconciliation, il pense naturellement aux gaullistes d'opposition dispersés entre divers groupuscules, M. Chirac n'oublie certainement pas non plus ceux des membres du R.P.R. qui ont pris des distances à son égard ou même qu'en d'autres temps, la direction du mouvement a elle-même écartés. On peut dans cette catégorie ranger le cas de M. Jacques Chaban-Delmas, qui avait été exclu en 1978 des instances dirigeantes du R.P.R. pour s'être présenté à la présidence de l'Assemblée nationale contre M. Edgar Faure, candidat officiel du groupe gaulliste.

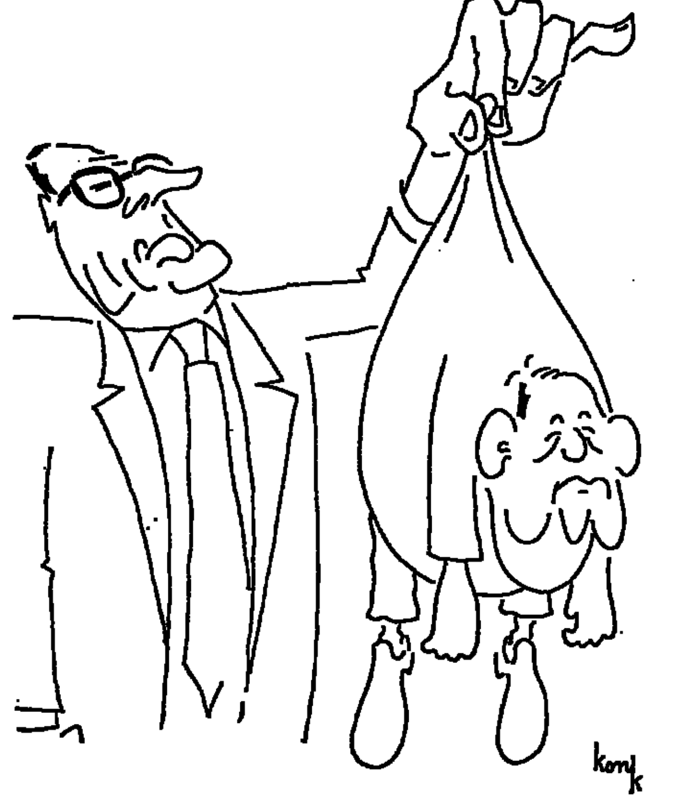
M. Chirac espère pouvoir annoncer dès le comité central du 23 septembre des décisions concernant la réorganisation du mouvement et susceptibles de donner en partie, satisfaction aux « *contestataires de bonne foi* ».

Quant à l'ouverture vers l'extérieur, M. Chirac en lançant son appel de Saint-Denis-de-la-Réunion n'a guère été explicite. Toutefois, on a pu noter dans ses déclarations qu'il refusait énergiquement d'être le « *diable* » avec lequel M. Marchais serait prêt à s'allier. Il a en effet déclaré, jeudi soir : « *Nous nous opposons aux communistes comme les communistes s'opposent à nous. Et ce n'est pas parce que nous manifestons parfois notre désaccord à l'égard de certaines orientations de la politique suivie par le gouvernement que l'on doit considérer que nous avons changé de camp ou d'idéal.* » M. Michel Debré, qui est intervenu à de nombreuses reprises, a, tout comme le président du R.P.R., dénoncé les communistes qui agiraient ici en « *séparatistes* ».

Enfin M. Chirac, au cours d'une réunion à huis clos avec les militants du R.P.R. du département, aurait adressé à la politique économique du gouvernement ses habituels sévères reproches. Il aurait également affirmé qu'entre les gaullistes et « *les centristes qui nous gouvernent, il y a une différence de comportement et d'épiderme* » et que, depuis 1974, les premiers n'auraient qu'un objectif : « *diviser et détruire le mouvement gaulliste* ». Aussi, malgré un échec relatif aux élections européennes, le fait que le R.P.R. ne se soit pas cassé constituerait « *en réalité un échec pour l'U.D.F.* »

Sa détermination renouvelée à reprendre le combat politique révèle-t-elle que M. Chirac a l'intention de se porter candidat à l'élection présidentielle de 1981 ? Le maire de Paris ne l'a laissé entendre à aucun moment. Mais, pressé de questions par les militants R.P.R., il aurait déclaré à huis clos : « *Il faudra voir, lorsque la question se posera, quel est l'équilibre des forces et quels sont les engagements pris. Selon les institutions qui sont les nôtres, il est peu probable qu'un grand mouvement politique ne soit pas représenté dans une grande élection nationale.* » M. Chirac n'a pas voulu préciser les modalités de cette éventuelle représentation dans la bataille présidentielle, mais il n'a pas voulu non plus, en répondant de cette façon, décourager les adhérents impatients dans leur ardeur militante.

ANDRÉ PASSERON.



(Dessin de KONK.)



L'ECOLE VIOLET COMMUNIQUE

L'école Violet, école d'électricité et de mécanique industrielle délivre un diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat.

Les concours d'admission, ouverts d'une part aux élèves sortant de Mathématiques Spéciales, d'autre part aux étudiants titulaires d'un D.E.U.G, d'un D.U.T ou d'un B.T.S, auront lieu les 13, 14, 15 et 17 Septembre 1979.

Attention ! Date limite d'inscription le 10 Septembre.

Pour tous renseignements ou inscription, téléphonez à l'Ecole Violet : 577.30.84 ou 577.30.88.

CONFLIT AU SEIN DE LA MUNICIPALITÉ D'UNION DE LA GAUCHE DU PRADET (Var)

(De notre correspondant.)

Toulon. — Le maire communiste du Pradet (Var), M. Alain Le Leap, et les neuf conseillers de son groupe ont démissionné. Cette décision illustre les conflits qui se font jour dans les municipalités d'union de la gauche. En mars 1977, une liste composée de treize P.S. et apparentés, et de dix P.C. avait été élue au Pradet. M. Alain Le Leap, ancien responsable national de la C.G.T., fut élu maire. Mais des divergences profondes portant sur la gestion communale l'opposèrent bientôt au groupe socialiste et notamment à son premier adjoint le docteur Noyer. Celui-ci abandonna en début d'année sa délégation, et le groupe socialiste entra pratiquement dans l'opposition. Si bien que le maire fut mis en minorité (onze voix contre dix) lors de la présentation du budget le 21 mars 1979.

Entre-temps, deux conseillers, également de tendance socialiste, MM. Malgre et Palhes, avaient démissionné respectivement en juillet 1978 et janvier 1979.

Des élections partielles portant sur ces deux sièges avaient été fixées aux 23 et 30 septembre, mais le préfet avait parallèlement demandé au conseil des ministres la dissolution du conseil municipal. La démission de M. Le Leap et de ses amis va, du coup, entraîner des élections générales.

JUSQU'OU VA LE ZÈLE DES SÉNATEURS

Trente sénateurs du groupe U.C.D.P. (Union centriste des démocrates de progrès) ont participé, mardi 4 et mercredi 5 septembre à Tahiti, à un séminaire. Ces deux journées de travail leur ont permis d'« apprécier, analyser et comprendre les problèmes économiques de la population ».

Un *tel* souci d'information « à la source » est on ne peut plus louable. D'autant que l'U.C.D.P. est, « a priori », le mieux informé des groupes du Sénat sur les problèmes polynésiens : ne compte-t-il pas dans ses rangs M. Daniel Millaud, représentant de ce territoire d'outre-mer ? Les vingt-six membres du groupe U.C.D.P., qui, restés en métropole ont été sevrés de nouvelles connaissances sur les affaires de l'archipel, n'ont aucune raison d'éprouver ressentiment ou dépit. Ce voyage d'études ne fut pas une partie de plaisir. La preuve : le séminaire fut si éprouvant pour les trente parlementaires, qu'ils doivent absolument se reposer quelques jours. Partis le 30 août avec leurs épouses ils ne regagneront Paris que le 14 *septembre*...

RENDEZ-VOUS P.C.-P.S. LE 20 SEPTEMBRE

Des délégations du P.C. et du P.S., conduites par MM. Charles Fiterman et Pierre Bérégovoy, se rencontreront le jeudi 20 septembre, au siège du P.C. On indique au P.S. que seront examinées les propositions visant à relancer l'union de la gauche faites par M. François Mitterrand, le 20 août.

Au parti socialiste on précise que M. Mitterrand rencontrera M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, le 11 septembre, à 17 h. 30, au siège de cette fédération. Le 12 septembre, à 15 h. 30, il accueillera M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, et le 18 septembre, à 11 heures, M. André Menu, secrétaire général de la Confédération générale des cadres.

Le 24 septembre, le responsable du P.S. se rendra au siège de la C.F.D.T. pour y rencontrer, à 10 heures, M. Edmond Maire.

Reste à fixer les dates de rencontre avec la C.F.T.C., l'UNAF (Union nationale des associations familiales), le Mouvement des radicaux de gauche et le P.S.U., qui en ont accepté le principe, ainsi qu'avec la C.G.T.

LES JOURNÉES D'ÉTUDES DU P.R.

(De notre correspondant.)

Epinal. — Les militants et cadres du parti républicain, réunis à Vittel, ont entendu MM. Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille, qui a fait le bilan de l'action gouvernementale en faveur des handicapés physiques et des personnes âgées, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, qui a notamment évoqué la désignation de M. Plumb à la présidence de la commission de l'agriculture de l'Assemblée européenne, comme on le verra par ailleurs, et M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique. Selon M. Dominati « *les rapatriés d'Algérie savent que le président de la République a tenu ses promesses, car l'application de la loi d'indemnisation a été traitée sous l'angle de la générosité* ».

M. Dominati a traité, aussi, des rapports avec les syndicats. Faisant allusion à la participation d'un syndicaliste C.G.T. à la réunion d'ouverture des journées-rencontres du P.R., il a conseillé à ses amis de ne pas renforcer la C.G.T. « *Militer pour militer, mieux vaut que ce soit ailleurs qu'à la C.G.T.* », a-t-il déclaré.

A LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Les débats tiendront moins de place que les années précédentes

La Fête de *l'Humanité*, qui se tient samedi 8 et dimanche 9 septembre à la Courneuve (Seine-Saint-Denis), sera, comme chaque année, un lieu de popularisation de la politique du P.C.F. Depuis plusieurs semaines, la vente de la vignette d'accès à la fête, soutenue par une page quotidienne dans *l'Humanité*, associe « *la fête et la lutte* ». M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, directeur de *l'Humanité*, a déclaré jeudi à la presse que cette manifestation, qui se déroulera « *dans une atmosphère de lutte contre l'austérité du pouvoir, de lutte pour la construction d'une union solide, enracinée, d'une union à la base* », sera « *la fête de la France qui lutte dans un monde qui change.* »

Le premier aspect sera illustré par la présence, dans des stands particuliers ou au sein des six « espaces régionaux », de représentants des entreprises ou des branches d'activité où se mènent des luttes sociales. Ces délégations convergeront, dimanche après-midi, avec banderoles et drapeaux, vers le traditionnel meeting, au cours duquel M. Claude Poperen, membre du bureau politique, prononcera un discours. M. Georges Marchais se sera exprimé samedi, sur TF 1, au cours du journal de la mi-journée.

Le « *monde qui change* » est présent à la cité internationale, que M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, inaugure samedi matin, et qui réunit plus de quatre-vingts journaux de partis communistes et de « mouvements démocratiques ». Le Front sandiniste du Nicaragua, l'Organisation de libération de la Palestine et le Front Polisario, notamment, sont représentés. M. Leroy a déclaré que la cité internationale « *illustrera ce que nous avons dit au vingt-troisième congrès sur le bilan globalement positif des pays socialistes* ».

Les désaccords provoqués, parmi les communistes, par cette appréciation positive du « socialisme réel », seront aussi illustrés au sein de la fête. Plusieurs intellectuels, invités aux débats organisés par le village du livre, ont refusé d'y prendre part. De ceux qui avaient adopté des positions critiques au moment du congrès, seuls MM. Jean Elleinstein, Georges Labica et Etienne Balibar participeront à l'une ou l'autre des sept tables rondes prévues. Beaucoup seront présents, en revanche, aux stands loués par leurs éditeurs.

*Pour les animateurs de revues ou de collections qui se consacrent à une réflexion libre sur le communisme, le village du livre est l'occasion de prendre la mesure de leur audience et d'observer l'accueil qu'ils reçoivent de la part des intellectuels proches de la direction. Le fait que la presse communiste ait rendu compte, récemment, de livres publiés dans ces collections, et dont l'un a pour auteur un ancien permanent du parti, témoigne de la volonté de ne pas se couper de courants d'idées qui, plus que sa politique actuelle, contribuent à ouvrir le P.C.F. sur l'extérieur. Cela n'est pas allé, *toutefois*, de la part du directeur de *l'Humanité*, jusqu'à accepter un placard publicitaire des éditions du Seuil pour la collection « Communistes en liberté ».

D'autres débats sont prévus, qui réuniront des journalistes communistes au stand de *l'Humanité*. Mais, à l'exception d'un débat auquel participera M. Jean Colpin, membre du secrétariat, à propos du livre *Communistes à l'entreprise* (Editions sociales), il n'est pas prévu, au contraire des années précédentes, de rencontres entre les dirigeants du P.C.F. et les participants à la fête.

Les spectacles présentés sur la grande scène feront apparaître des chanteurs comme Gilles Vigneault, Catherine Ribeiro, Bernard Lavilliers, François Béranger et Pierre Perret, des groupes de rock comme Téléphone et l'orchestre et les chœurs de Leipzig, dirigés par Wolf-Dieter Hauschild. D'autres spectacles sont organisés dans les espaces régionaux, avec notamment, à l'espace Midi, Charles Trenet. Le sport sera représenté par le palais de la moto, ainsi que par des démonstrations de gymnastique et de rugby, et une tombola qui aura pour prix le vélo sur lequel Bernard Hinault a gagné le Tour de France. Enfin, la cité commerciale, dont le chiffre d'affaires est toujours considérable, occupe cette année 25 000 mètres carrés.

La vente des vignettes a atteint dans la région parisienne, selon *M. Leroy, le chiffre de* 401 000, supérieur à celui de l'an dernier, mais inférieur à celui de 1977. La situation politique et les difficultés économiques de la rentrée donnent à penser que l'affluence à la fête de *l'Humanité* sera probablement moindre qu'il y a deux ans. — P. J.

COMMENT SE RENDRE AU PARC DE LA COURNEUVE

La desserte du parc départemental de La Courneuve où se déroulera la fête de l'Humanité les 8 et 9 septembre sera assurée dans les conditions suivantes : par le métro : les lignes 13 (Châtillon-Montrouge - Saint-Denis - Basilique), station Saint-Denis ; 7 (Porte de la Villette - Mairie d'Ivry), station Porte de la Villette ; 12 (Porte de la Chapelle - Mairie d'Issy), station Porte de la Chapelle. Par l'autobus : lignes 153, 149, 250 A, 250 B, 302, 177.

A titre exceptionnel seront également maintenues en exploitation jusqu'à 0 h 30 les lignes 143 et 250 B. Une liaison sera également assurée pendant ces deux jours entre le parc de stationnement du Bourget et les accès au parc départemental de La Courneuve.

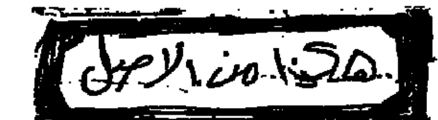
Au Conseil constitutionnel

M. ROBERT LECOURT REMPLACE M. COSTE-FLORET

M. Robert Lecourt, ancien ministre, est nommé membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de M. Paul Coste-Floret, décédé le 27 août. Cette décision de M. Alain Poher, président du Sénat, a été publiée au *Journal officiel* du 6 septembre. On sait que le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, désignés pour neuf ans. Trois sont nommés par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale et trois par le président du Sénat.

[Né le 19 septembre 1908 à Pavilly (Seine-Maritime), M. Lecourt a été avocat à Rouen, puis à Paris, de 1928 à 1973. Délégué à l'Assemblée consultative provisoire (1944-1945), membre des deux Assemblées constituantes (1945-1956). Il fut élu député de la Seine (2e secteur) en 1945 et réélu en 1946 et 1951. En janvier 1956, fut ministre de la justice et le resta durant les cabinets A. Marie (1948), Schumann (1948), Queuille (1949), F. Gaillard (1957-1958) et P. Pflimlin (14-31 mai 1958). Président du groupe du Mouvement républicain populaire (M.R.P.) de l'Assemblée nationale de 1946 à 1948 et de 1952 à 1957. Il fut élu député des Hautes-Alpes (1re circonscription) en novembre 1958. Nommé ministre d'Etat, chargé de la coopération avec les Etats africains et malgaches, en janvier 1959, il devint ministre d'Etat, chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer de février 1960 à août 1961. En 1962, M. Lecourt est juge à la Cour de justice européenne. En 1964, il est président de chambre et, en 1967, il est élu président de cette juridiction, fonction qu'il occupera jusqu'en 1976.]





Le Monde

société

BIBLIOGRAPHIE

«Juifs et Français», d'André Harris et Alain de Sédouy

La France redevient-elle antisémite ?

L'ouvrage de ces deux auteurs, dans la lignée de leurs précédentes enquêtes, est véritablement, lui aussi, un voyage à l'intérieur d'un milieu. Il ne s'agit pas cette fois des communistes ou des patrons (1), mais de la « judéité » française et, plus encore, de la vision que les juifs de France ont de leurs compatriotes.

Les juifs de France (sept cent mille environ selon la SOFRES) forment la plus importante communauté de la diaspora européenne depuis l'arrivée massive de leurs coréligionnaires d'Afrique du Nord. Mais cette communauté est loin d'être homogène. Formée de Français de très vieille souche et d'arrivants à peine francisés, ses divisions dépassent la commune mesure : vieux Européens ou Orientaux d'origine, juifs « assimilés », religieux intégristes ou libéraux, « croyants non religieux », athées, les courants (sans parler des options politiques et du clivage de la richesse et de la pauvreté ou de celui des générations) pourraient se compter par dizaines. André Harris et Alain de Sédouy se sont contentés d'un échantillonnage simplifié, mais ils ont choisi d'interroger des compagnons de « voyage » qui connaissaient le paysage et le font découvrir à travers leur propre expérience.

On ne ferme pas ce livre sans être étreint par l'angoisse : que les juifs français restent attachés à leur racine judaïque et considèrent comme vitale la survie du jeune Etat hébreu, cela ne saurait surprendre ni choquer. Nous n'avons pas été surpris non plus par ces juifs que décrivent les auteurs, « *qui ne se sentent pas juifs, mais qui, surpris d'accepter l'interrogation sur leur identité, se sont parfois découverts, chemin faisant, plus juifs qu'ils ne l'imaginaient* ». Inquiétante, en revanche, et plus neuve, semble être la confidence de juifs, Français de vieille souche, qui constatent la résurgence de l'antisémitisme, s'émeuvent des conséquences de la guerre pétrolière, de la crise et du chômage, du rôle de bouc émissaire dont ils pressentent le retour et qui se demandent si l'assimilation ne fut pas pour eux un piège.

Ces confidences donnent à réfléchir, car elles ne restent pas l'exception, et sont celles de Français qui ont prouvé leur valeur dans la science, l'industrie ou l'armée. L'ancien P.-D.G. de Renault, M. Pierre Dreyfus, polytechnicien et prototype du grand bourgeois assimilé, déclare : « *Je regrette de n'avoir pas été marqué de cette culture juive qu'on redécouvre aujourd'hui (...). J'ai le sentiment que le Français moyen et même le Français cultivé ou plus aisé sont habités par une prévention de principe (...). Regardez comment la télé et les journaux présentent la crise pétrolière... On finira par en vouloir aux juifs.* »

A la question : s'il fallait payer de quelques millions de tonnes de pétrole la survie d'Israël, feriez-vous confiance aux Français ? Pierre Dreyfus répond : « *Pas un instant ! Les Français se fichent pas mal d'Israël. Et il n'arrivent pas à se mettre dans la peau d'un juif.* »

L'ingénieur général de l'Air Munnich, qui a dirigé le Centre d'essai en vol de Brétigny, raconte son expérience de la guerre. Etant écarté comme juif de l'Ecole supérieure d'aéronautique, qui avait ouvert ses portes à Toulouse en novembre 1940, aucun de ses supérieurs ou de ses camarades n'accepte de se compromettre pour lui. Ont-ils eu au moins une réaction banale de sympathie ? lui demande-t-on. « *Franchement, je ne crois pas* », répond l'ingénieur général.

C'est par l'interview d'un juif en révolte que les auteurs terminent leur enquête sur la « *difficulté d'être juif* ». M. Charles Banoum, ingénieur des Mines, cadre supérieur dans une entreprise nantaise d'électronique (actuellement en pleine expansion), a été lui aussi « écarté » de son entreprise, mais cela se passe aujourd'hui. Et il a été écarté à la demande de ceux qui craignaient que la présence d'un juif ne fasse « *inscrire toute l'industrie de la région sur la liste noire des pays arabes* ». L'entreprise de M. Banoun traitait, en effet, avec l'Arabie Saoudite. « *Quand les problèmes de survie économique deviennent vitaux,* déclare-t-il, *l'histoire démontre que l'antisémitisme n'est pas loin. Nous qui mettions notre judaïsme de côté et qui voulions être des Français comme les autres !*

— Eh bien ?

— *Eh bien, nous partons vivre définitivement en Israël.* »

Ainsi, d'interview en interview, (le cas des jeunes est plus éloquent encore) apparaît une sorte de désillusion générale à l'égard des Français, sinon envers la France. C'est ce sentiment d'insécurité, de menace sourde pesant sur les juifs qui a impressionné les auteurs et, affirment-ils dans leur introduction, les a décidés à poursuivre l'enquête.

Permettrons-nous aux juifs de rester à la fois eux-mêmes et Français ou deviendrons-nous les alliés « objectifs » de ce militant sioniste qui comparait l'assimilation « *à la solution finale sans les chambres à gaz* » ? Tous les non-juifs devraient se sentir interpellés par cette enquête.

Certes, il est difficile d'être juif, mais sera-t-il possible à un Français non juif de rester lui aussi, à sa manière, « *différent* », si l'intolérance s'installe dans le pays et prétend couler tous les citoyens dans le même moule ?

La *difficulté d'être juif*, est aussi le sujet traité sur un autre registre, par François Debré. C'est un livre dur et tendre (2) : dur par les descriptions de la bêtise et de la cruauté humaines, tendre par l'amour que l'on y discerne pour les victimes résignées de cette méchanceté ; drôle aussi, parfois, car ces victimes, et l'auteur, ont de l'humour ; émouvant, enfin, car le rêve de Théodore Cerf, une fois réalisé, sera assombri par tant de déception et d'inquiétude que le héros, ami de l'abbé Grégoire et du comte de Clermont-Tonnerre, initiateur de la loi d'égalité en faveur des juifs, se demandera, devant le risque « d'assimilation » conséquence de cette égalité, si, en définitive, il ne s'est pas « égaré ».

Ce roman de l'émancipation des juifs — il s'agit, en effet, d'un roman, mais plus proche de la réalité que bien des pages de l'histoire, — se termine sur cette interrogation douloureuse : « *Dès l'instant où nous vivons comme les autres, comment expliquer que nous ne pensons pas comme eux (...). Qu'allait devenir les fils de tous ceux qui avaient refusé la croix au cours des siècles, qui avaient préféré l'humiliation et la pauvreté à l'abandon de la foi de leurs pères pendant des générations ? Fallait-il souhaiter que renaissent les persécutions et que se maintienne l'injustice pour qu'ils conservent le souvenir de Jérusalem ? Peut-on être à la fois juif et Français se demandait Théodore ?* »

L'auteur nous montre dans les premiers chapitres, Théodore Cerf arrivant à Paris à l'âge de seize ans et abandonnant, pour « affronter les chrétiens », les signes extérieurs de sa foi hassidique. Symbole ou vérité historique ? Le lecteur découvrira aussi, au fil des pages, une peinture de la société rurale des provinces de l'Est avant la Révolution et au moment du vote de la loi de 1791 qui abolit les servitudes réglementaires auxquelles étaient astreintes les juifs. Il aura probablement un choc devant la misérable existence, perpétuellement menacée, qui était alors celle des populations juives d'Alsace et comprendra qu'elles aient été éblouies, jusqu'à l'aveuglement peut-être, par la réussite du fils de leur compatriote Isaac Cerf dont l'entreprises abolissait inégalités et différences.

ALAIN GUICHARD.

(1) *Voyage à l'intérieur du parti communiste* (1974), *les Patrons* (1977), au Seuil.

(2) *Le Livre des égarés* (Flammarion).

POUR EN FINIR...

Voici enfin le livre d'un bon apôtre qui a une solution *Pour en finir avec l'antisémitisme* — titre de son livre paru chez Julliard. M. Alfred Fabre-Luce propose, d'abord, que les communautés juives « *soient défendues contre elles-mêmes, plus exactement,* précise-t-il, *contre les excès où les entraînent une minorité de militants* ». A propos, notamment, de la collecte effectuée par le Fonds social juif unifié et dont une partie est versée à Israël, l'auteur dénonce « *un impôt levé par les juifs de France au profit d'un gouvernement étranger* » ; entreprise, affirme-t-il, qui « *relève d'un démembrement de l'Etat* ».

Une autre condition de la disparition de l'antisémitisme, proclame-t-il, serait « *la révision de l'histoire de l'occupation* ». « *La collaboration,* proclame-t-il, *a permis de limiter le chiffre glogal des victimes.* »

Hitler est crédité d'une certaine humanité. Ce qu'il envisageait à l'origine, ce n'était que l'émigration des juifs ; « *Il n'avait pas pris de décision extrême. Il parut même désapprouver quelque temps les méthodes brutales de la Gestapo.* » Au demeurant, estime M. Fabre-Luce, quel peuple n'a jamais commis de génocide ? Les Soviétiques et leur Goulag, n'en parlons pas. Mais les Anglais eux-mêmes, peuple civilisé par excellence, ont livré à Staline de malheureux cosaques qui leur avaient fait confiance.

M. Fabre-Luce concède néanmoins que « *les atrocités allemande (...) ont été particulièrement odieuses* ». Il souligne aussi qu'il a combattu le statut des juifs de Vichy et se défend d'avoir une tendance à l'antisémitime. Ce qu'il veut, c'est le bien des juifs. « *Les juifs,* conclut-il, *ont toujours vécu, et continueront à vivre dans la tension. C'est ce qui rend leur histoire attachante.* »

UNE ASSOCIATION D'ENTRAIDE

Phénix contre le suicide

S'ils avaient cherché un lieu symbolique, ils n'auraient pas trouvé mieux. La petite maison que leur loue la Ville de Paris, au fond d'une impasse dans le treizième arrondissement, se trouve au pied d'une tour moderne qui est l'image même d'une vie déshumanisée qui peut pousser des gens au suicide.

Ce petit pavillon de quatre pièces, entouré d'un minuscule jardin, où l'association Phénix (1) a élu domicile, est un défi lancé à la grande ville, à la solitude et à l'indifférence, à l'anonymat.

« *Le nom de Phénix,* rappellent ceux qui ont créé l'association en octobre 1978, *est celui d'un oiseau mythologique qui, brûlé, renaissait toujours de ses cendres. Nous aussi nous avons brûlé et nous tentons de renaître. Phénix est composé d'hommes et de femmes qui, pour la plupart, ont un jour tenté de se suicider. Nous ne sommes ni un service social, ni un service médical, mais une porte ouverte, un lieu où chaque « suicidant » est accueilli et à son tour accueille les autres.* »

La porte est ouverte à tous le mercredi, de 19 heures à 22 heures et le samedi, de 15 heures à 22 heures — en attendant que le renforcement de l'équipe d'accueil permette de le faire les autres jours de la semaine. Un répondeur automatique est branché en permanence pour donner les renseignements et enregistrer les appels qui sont en moyenne au nombre de quatre cent cinquante par mois.

Les jours de permanence, le nouveau venu est accueilli, écouté et invité à partager le repas du samedi soir. « *L'accueil réservé à celui qui a fait une première tentative de suicide est fondamental,* explique un responsable. *Rejeté par son milieu familial, ou condamné par son entourage, il ne sera que plus porté à la récidive.* »

Dans l'association, les « suicidants » se prennent en charge. Même s'il y a une petite équipe d'animation pour veiller au bon ordre, « *chaque membre est l'égal des autres,* insiste-t-on. *Personne ne juge, ni ne condamne quelqu'un d'autre ni lui-même. Il n'y a pas de spécialistes non plus qui prétendent connaître toutes les solutions : simplement des êtres d'autant plus sensibilisés au problème du suicide qu'ils ont eux-mêmes été tentés un jour.* »

Le problème est mal connu en France, mais le but que s'est fixé Phénix est moins de renseigner sur le suicide que d'offrir une présence amicale et stable, un lieu où trouver non seulement un accueil chaleureux mais une oreille complice.

Actuellement, les « habitués » de l'association sont une centaine de tous âges — seize à soixante-dix ans — et de toute condition sociale. Ils se retrouvent rue Baudricourt une ou deux fois par semaine pour partager leur vie et surtout s'épauler en cas de coup dur. Ceux qui ne font que passer sont encore plus nombreux. Certains viennent de province.

Le but principal des fondateurs de Phénix est de sortir le « suicidant » de sa solitude et de lui faire comprendre, ainsi qu'à son entourage, que le suicide n'est pas une maladie honteuse, mais une tentation à laquelle n'importe qui peut succomber. « *Pour aider quelqu'un à la surmonter, il suffit très souvent de l'accompagner à travers une passe difficile,* dit une responsable. *Comme les alcooliques anonymes, nous apprenons aux gens à s'appuyer les uns sur les autres.* » Cela peut suffire à faire toute la différence entre la vie et la mort.

ALAIN WOODROW.

(1) Phénix, 65, rue Baudricourt, 75013 Paris, tél. 584-52-22, C.C.P. 10 967 82 K Paris.

AUTANT DE VICTIMES QUE SUR LA ROUTE

Selon les chiffres publiés par le ministère de la santé, quinze mille personnes — au moins — se tuent volontairement chaque année en France, et les tentatives de suicide sont de huit à dix fois plus nombreuses. Le suicide tue chaque année autant que la route — soit une ville de l'importance de Senlis (Oise) rayée de la carte.

Parmi les pays de l'Europe occidentale, la France vient après l'Allemagne fédérale et la Suède, mais avant les Pays-Bas, pour son taux de mortalité par suicide : soit, en 1971, 22,4 suicides masculins (pour 100 000 habitants) et 8,7 suicides féminins.

Or, si le nombre de suicides réussis est resté constant en France ces dernières années, les tentatives, selon une enquête réalisée en 1974 par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ne font que croître. D'après cette étude, un « suicidant » sur trois récidive, et le risque de récidive augmente à chaque tentative. D'autre part, le suicide frappe aujourd'hui plus souvent chez les jeunes de quinze à vingt-cinq ans : dans cette classe d'âge, 9 % des décès résultaient d'un suicide en 1975, contre 4,5 % en 1956. Et, phénomène nouveau et préoccupant, le suicide fait son apparition chez les enfants.

Les tentatives de suicide sont également conditionnées par des facteurs qui peuvent paraître insignifiants. Par exemple, on ne suicide plus au printemps qu'à d'autres moments de l'année ; en Suisse, il y a davantage de suicides les jours de foehn, ce vent du sud, chaud et sec, et à Toulouse, les jours de vent d'autan ; il y a plus de suicides pendant le week-end qu'en semaine et, chez les étudiants, avant les périodes d'examen.

CORRESPONDANCE

La législation sur les patronymes

Après la publication dans le Monde *du 28 août de l'article intitulé* « *Le gouvernement ne paraît pas disposé à laisser les enfants porter le nom de leurs deux parents* », *Mme Claire Audigier-Dufour, psychologue de l'aide sociale à l'enfance, nous écrit :*

Peut-on rappeler qu'un homme, du seul fait qu'il se marie avec une femme ayant des enfants naturels, peut les reconnaître et leur donner son nom, et ceci sans jamais les avoir vus ? Imagine-t-on ce que signifie pour un enfant, partiellement ou totalement élevé sans liens avec sa mère, intégré dans une famille nourricière depuis des années, confronté déjà à de sérieux problèmes d'identification, et auquel on annonce un jour qu'un monsieur, qu'il n'a jamais vu et dont il a pu n'avoir jamais entendu parler, vient de le déposséder de son nom pour y substituer son propre nom ?

L'absurdité de la loi vient ici ajouter une note proche de l'« ubuesque » à des situations souvent déjà bien confuses. Pour un enfant déjà dépossédé en partie de son histoire et dont le passé est souvent marqué par des abandons, des pertes, des ruptures, que peut signifier cette nouvelle marque, signe nouveau et imprévisible de la précarité de son destin ?

La loi ne serait-elle pas un peu plus sage et humaine en reconnaissant que, si le « non » est porteur de signification et d'identité, aucun homme ne pourrait donner son nom à des enfants qu'il n'a pas engendrés, et surtout s'il n'y a pas cohabitation avec eux, sans que cette démarche soit l'aboutissement d'une « bonne volonté » réelle et incarnée dans les faits, volonté de relation avec l'enfant, relation porteuse d'échanges affectifs et de solidarité ?

L'insécurité pèse lourd dans l'évolution d'un enfant. Cette question de nom n'est qu'un très petit facteur parmi d'autres, mais elle crée des drames et devrait être élucidée. Pour ces enfants, une fois de plus, et avec la caution de la loi, leur destin est, un peu plus que pour les autres, soumis au hasard et à la précarité.

● *Un milliard de dollars pour réduire l'accroissement de la population.* — La conférence sur la population et le développement, réunie pendant cinq jours à Colombo sur l'initiative des Nations unies, a clos samedi ses travaux par l'adoption d'un programme annuel d'un milliard de dollars afin de freiner la croissance de la population. Sauf actions immédiates, celle-ci pourrait atteindre plus de 10 milliards à la fin du siècle.

JUSTICE

Deux policiers inculpés de coups et blessures volontaires.

Deux gardiens de la paix de Saint-Quentin (Aisne) ont été inculpés, jeudi 6 septembre, de coups et blessures volontaires, à la suite de l'hospitalisation d'un ressortissant ghanéen, M. Kwane Ossi, le 13 août, alors qu'il se trouvait en garde à vue au commissariat de la ville (*le Monde* daté 2-3 septembre). L'un des deux policiers, M. François Marcaille, a été placé sous mandat de dépôt. Le second, M. Michel Thomas, a été laissé en liberté mais placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer sa profession.

M. Kwane Ossi, interrogé par les policiers après avoir été surpris sans billet dans un train, avait présenté une carte d'identité falsifiée. Une première procédure pour usage de faux avait alors été engagée. Une seconde fut ensuite ouverte contre lui pour « rébellion », en même temps qu'une enquête administrative au sein de la police.

M. Ossi n'avait pas déposé de plainte, mais une information judiciaire fut ouverte contre X... pour déterminer dans quelles circonstances il avait été blessé.

UN PLAT, UN VIN : MARIAGE DE RAISON OU UNION LIBRE ?
Marier un plat et un vin est une aventure difficile faisant appel à des critères subjectifs et fragiles. Comment faire pour que l'harmonie soit parfaite et quel vin boire avec un foie gras, un poisson, une viande ou une volaille ? Gault et Millau vous proposent un canevas pour réussir vos mariages.
Spécial Vin Gault-Millau de septembre chez tous les marchands de journaux

Radio-Riposte : M. Mitterrand ne pourra pas être entendu par le magistrat instructeur avant le 15 octobre.

M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction de Paris, ne pourra pas entendre, comme il l'espérait, dans le courant de la semaine prochaine, MM. François Mitterrand, Laurent Fabius et Bernard Parmantier, inculpés, le 24 août, pour avoir participé, le 28 juin, à l'émission de radio libre intitulée Radio-Riposte. Me Roland Dumas, défenseur du premier secrétaire du parti socialiste, s'est rendu, mercredi 6 septembre, au cabinet du magistrat pour convenir d'une autre date, en raison de l'emploi du temps chargé de son client. Il semble que l'interrogatoire ne pourra pas avoir lieu avant la deuxième quinzaine d'octobre.

De leur côté, MM. Jean Ducarroir et Patrick Farbiaz, les deux techniciens qui avaient réalisé l'émission du 28 juin, ne se sont pas présentés, mercredi 6 septembre, devant le doyen des juges d'instruction, qui leur avait délivré un mandat de comparution. Déjà, le 23 août, ils avaient adopté la même attitude en ne répondant pas aux simples convocations du juge. Mais le mandat de comparution qui contient le délit retenu contre eux — « *diffusion d'une émission en infraction au monopole de la radiodiffusion* » — ayant valeur d'inculpation, le magistrat peut désormais délivrer contre eux des mandats d'amener ou simplement les renvoyer devant le tribunal correctionnel sans les avoir entendus.

Aux termes de la loi, tous les inculpés sont passibles d'un mois à un an de prison et de 10 000 à 100 000 F d'amende, ou à l'une seulement des deux peines.

Arrestation de douze malfaiteurs à Marseille.

Douze malfaiteurs ont été interpellés mercredi soir par le groupe de répression du banditisme du service régional de police judiciaire. Parmi eux figure Louis Discepolo, trente-deux ans, condamné à mort par contumace en décembre 1976 poru vols qualifiés et prises d'otages. Ses deux principaux complices sont Laurent Trani, vingt-deux ans, et Abel Martini, trente et un ans, tenancier de bar.

Grâce à ces arrestations, la P.J. marseillaise pense avoir élucidé de nombreuses affaires de hold-up commis à Aubagne, Aix-en-Provence et Marseille, et recueilli des éléments concernant d'autres agressions à Toulon, Cannes, Béziers, Lyon et la région bordelaise.

● *Suicide d'un détenu.* — L'une des personnes détenues à la maison d'arrêt de Périgueux, depuis le vendredi 31 août, pour une affaire de veaux aux hormones, s'est donné la mort, mercredi 5 septembre. Il s'agit de M. Richard Miori, âgé de quarante-six ans, habitant Vitrac Dordogne).

Les Jeunes Avocats sont mécontents du projet de réforme du certificat d'aptitude professionnelle

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) vient d'écrire à M. Renaud Denoix de Saint-Marc, directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, pour « *manifester son inquiétude* » à la lecture du projet définitif de décret organisant la formation des futurs avocats et réglementant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA).

M. Pierre Moreau, président de la F.N.U.J.A., estime que ce texte, dont on parlait depuis plus d'un an sans jamais connaître les dispositions exactes (*le Monde* du 19 août 1978), « *bouleverse fondamentalement, au-delà de quelques modifications d'apparence anodine, toute l'économie d'une réforme, pourtant patiemment élaborée, au prix d'une concertation d'autant plus appréciée qu'elle est rare* ».

Les jeunes avocats se réjouissent des modifications apportées aux conditions d'accès au centre de formation professionnelle (C.F.P.), c'est-à-dire du renforcement de la qualité des épreuves, de l'examen d'entrée. Mais ils déplorent « *la disparition de l'article prévoyant la possibilité pour le C.F.P. de verser une allocation à l'élève* ». « *Cette disposition fondamentale du texte initial,* précise M. Moreau, *permettrait seule, sous une forme restant d'ailleurs à définir, la rémunération du pré-stagiaire. Cette suppression fait perdre tout son sens à une réforme qui, ainsi tronquée, se borne finalement à ajouter à la maîtrise en droit une cinquième année d'études, para-universitaire. Il est vain, dès lors, de parler d'une amélioration de la qualité de la formation des futurs avocats, quand il ne s'agit plus que d'une sélection, et la pire qui soit, celle qui s'opère par la durée des études, c'est-à-dire par l'argent.* »

En outre, le problème du financement n'est pas, selon les jeunes avocats, résolu de façon satisfaisante, « *la participation de l'Etat n'atteignant, pour 1980, qu'un montant purement symbolique de 200 000 F* ». De plus, le texte explique que, « *au-delà de cette participation, la profession, seule, ou par l'intermédiaire d'un fonds, à ce jour sans existence, devra supporter la charge des frais de formation. Or en l'état des prévisions budgétaires du C.F.P., une telle prise en charge n'est pas concevable.* »

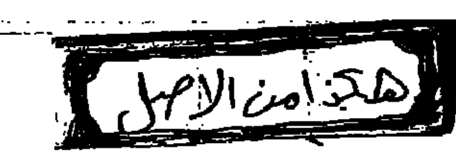
LA MORT D'UNE FEMME

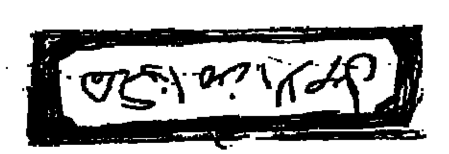
Mme Georgette Danguy, âgée de cinquante-sept ans, souffrait depuis quatre ans de troubles nerveux et se trouvait en traitement depuis plusieurs années. Le 15 juillet, elle rentrait à son domicile de Colombes (Hauts-de-Seine), après un séjour en maison de repos. Depuis son retour, son mari, M. Julien Danguy, cinquante-six ans, employé à la sécurité dans un grand magasin, ne s'occupait pas d'elle : elle était cloîtrée dans une pièce, où elle ne disposait même pas d'un lit ni d'une couverture ; jamais elle n'en sortait et elle ne s'alimentait plus. En un mois et demi, elle avait maigri de 20 kilos, n'en pesant plus que 39. De temps à autre, M. Danguy regardait par le trou de la serrure pour observer sa femme. Après l'avoir vue deux jours de suite allongée à terre dans la même position, il a ouvert la porte et (enfin) appelé un médecin.

« J'avais renoncé à m'occuper d'elle, a-t-il expliqué. Ma femme s'enfermait dans sa chambre et refusait toute nourriture. »

Il a toutefois été inculpé d'homicide volontaire et écroué.

● *Saisie d'héroïne à Orly.* — Les douaniers d'Orly ont saisi, mercredi 5 septembre, a-t-on appris jeudi, 5,5 kilos d'héroïne blanche dans les bagages d'un voyageur de nationalité néo-zélandaise, David Sargent, en provenance de Karachi (Pakistan). La quantité de drogue saisie représenterait une valeur de 5 500 000 F.





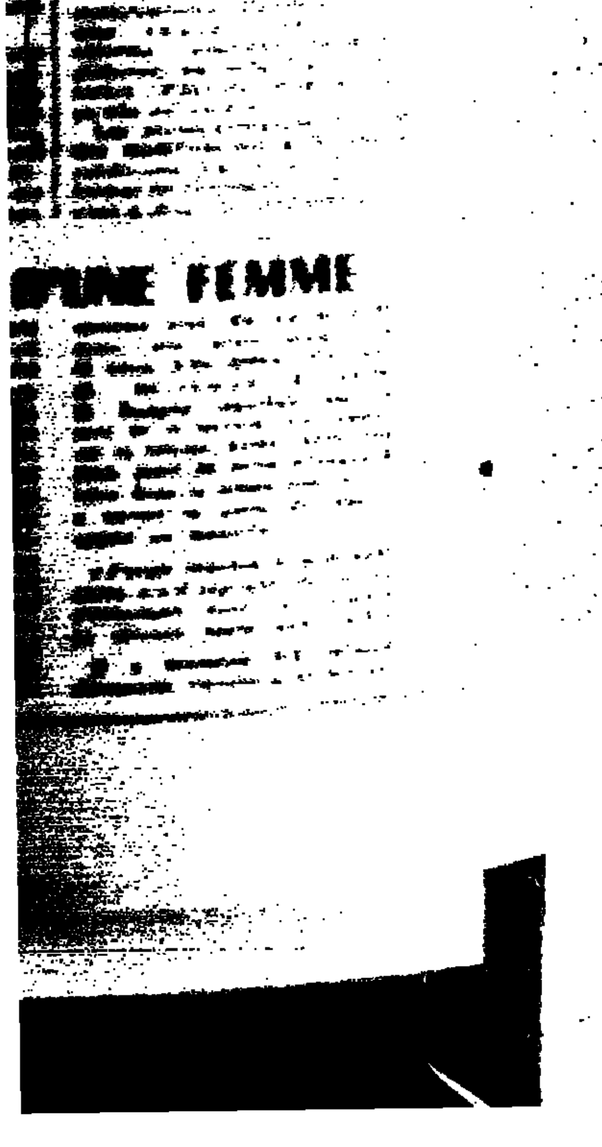
UNE ASSOCIATION D'ENTRAIDE

Phénix contre le suicide

ALAIN WOO...

AUTANT DE VICTIM...
QUE SUR LA ROU...

Les Jeunes Avocats sont mécontents du projet de reforme du certificat d'aptitude professionnel...



République Française

A l'initiative de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République,

se tiendra du 24 au 28 septembre 1979, "La Semaine Informatique et Société". Elle sera marquée à Paris, par la tenue d'un Colloque International et dans toute la France, par une série d'opérations "Portes ouvertes". Vous êtes personnellement invité à participer à cet événement.

L'informatique nous concerne tous. Elle sera ce que nous en ferons.

Programme de la Semaine Informatique et Société

Colloque International 24-28 septembre 1979

Le Colloque International a pour objectif d'engager un large débat sur les effets possibles et souhaitables de l'informatisation sur l'organisation future des sociétés.

LUNDI

Séance d'ouverture — **Présentation générale par M. le Ministre de l'Industrie. Intervention de M. le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications.**

INFORMATISATION ET CHANGEMENT ÉCONOMIQUE
- Commission 1 — Informatique et limites de la croissance industrielle.
- Commission 2 — Informatisation et efficacité des organisations.
- Commission 3 — Nouvelles activités économiques liées à l'information.
- Débat du soir — L'informatisation est-elle une variable majeure pour les stratégies de relance ?

MARDI

INFORMATIQUE, TRAVAIL ET EMPLOI
- Commission 4 — Les conditions et l'organisation du travail.
- Commission 5 — Informatisation et niveau de l'emploi.
- Débat du soir — Quel avenir pour la valeur travail ?

MERCREDI

INFORMATIQUE, TÉLÉMATIQUE ET VIE QUOTIDIENNE
- Commission 6 — Individu, enseignement et culture.
- Commission 7 — La maison du futur.
- Commission 8 — La cité du futur.
- Débat du soir — Un changement de mode de vie, pour quoi faire ?

JEUDI

INFORMATIQUE, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET INDÉPENDANCE
- Commission 9 — Stratégie industrielle et politique informatique des Etats.
- Commission 10 — Identité culturelle et coopération.
- Commission 11 — La circulation internationale des données.
- Débat du soir — L'indépendance informatique : un problème de gouvernement ou de société ?

VENDREDI

INFORMATIQUE ET DÉMOCRATIE
- Commission 12 — Informatique et libertés.
- Commission 13 — Décentraliser le pouvoir.
- Commission 14 — Qui oriente l'informatisation ?

Séance de clôture — Rapport général de synthèse sur les travaux du Colloque International. **Allocution de M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Président de la République.**

Le Colloque International aura lieu au Palais des Congrès à Paris où se tiendront également des EXPOSITIONS, le 1er FESTIVAL de FILMS INFORMATIQUES, la remise du CONCOURS MICRO, un championnat de programmation ainsi que d'autres manifestations d'animation.

"Portes Ouvertes sur l'Informatique"

Des Administrations, des Services Publics et des Entreprises présentent au public, dans une perspective d'information sociale, les applications informatiques et les projets qui le concernent dans les différents aspects de la vie quotidienne. Mettre en évidence la présence de cette technologie, expliquer le fonctionnement et l'usage des outils informatiques contribuera à lever le voile de mystère et de technicité qui masque l'informatique.

Le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Education, le Ministère des Transports, le Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications, l'Aéroport de Paris, Air France, la R.A.T.P., la S.N.C.F., l'Institut Géographique National, EDF/GDF, ainsi que des banques, des entreprises de distribution et de transport, des agences de voyage, des fédérations professionnelles et des associations organisent à Paris et en Province ces actions d'information.



SEMAINE INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

Délégation à l'organisation – Ministère de l'Industrie.

Pour tous renseignements téléphonez au 745.66.70 ou écrivez à Colloque Informatique B.P. 134 – 92205 Neuilly Cedex.

ÉDUCATION

A L'ASSEMBLÉE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES

L'ouverture aux pays de l'Est n'aura pas lieu

Helsinki. — La septième assemblée générale de la Conférence permanente des recteurs et vice-chanceliers des universités européennes a consacré ses débats à « l'université en question ». Face à l'afflux des étudiants, le visage des universités a dû profondément se modifier : fuite en avant vers les enseignements professionnels, accroissement du nombre d'enseignants et diminution de leur qualité, éclatement structurel et pédagogique.

Mais la véritable préoccupation des membres de la Conférence était ailleurs. Depuis six ans, leur association est sollicitée de s'ouvrir aux universités de l'Est. Mais une telle ouverture implique la transformation de la Conférence en organisation paragouvernementale. Chaque assemblée voit s'opposer les progressistes et les conservateurs, menés par les universitaires britanniques et allemands. C'est, une fois encore, les conservateurs qui l'ont emporté.

La crise n'aura pas lieu. La Conférence des recteurs européens (CRE) a, pour la seconde fois, renoncé à se rapprocher concrètement des universités de l'Est en refusant d'élire à sa tête celui qui incarnait cette politique. Elle célèbre son vingtième anniversaire dans l'unité préservée. M. Gerrit Vossers, ancien recteur de l'université d'Eindhoven (Pays-Bas), a été élu pour cinq ans président de la CRE, obtenant 111 voix sur 197 suffrages exprimés. M. François Luchaire, ancien président de l'université de Paris-I et vice-président sortant, principal artisan du dialogue avec l'Est, a obtenu 85 voix. N'exerçant plus de fonctions universitaires officielles, celui-ci a fait ses adieux à la Conférence.

La CRE est une association originale (1). Elle groupe à titre personnel les responsables des universités, indépendamment des Etats et des gouvernements, pour examiner les problèmes que ceux-ci rencontrent dans leurs fonctions. Suivant le pays, ils sont appelés présidents (France), recteurs (Allemagne, Italie, Hollande...) ou vice-chanceliers (Grande-Bretagne). Créée dans les années 50 et constituée officiellement en 1959, la CRE veut promouvoir la coopération universitaire. Elle se définit comme *« authentiquement universitaire et strictement non gouvernementale, sans restriction politique, idéologique ou économique »*. En dépit de ces proclamations, elle ne comprend que très peu d'universités de l'Est : la majorité des universités yougoslaves, six polonaises et une roumaine.

Pourtant, depuis 1973, les universités soviétiques et d'Europe de l'Est frappent à la porte de la CRE, encouragées en cela par les recommandations de la conférence des ministres de l'éducation réunie à cette époque à Bucarest par l'UNESCO et qui préconisaient *« le développement de la coopération entre les universités d'Europe »*. Mais elles subordonnent

De notre envoyé spécial

leur adhésion à une profonde modification des statuts de la CRE, les universités, selon elles, devant y être représentées de manière officielle, c'est-à-dire par les administrateurs désignés par les gouvernements. Ces exigences ne sont pas du goût de la majorité des membres de la CRE, qui tiennent à la participation des présidents à titre personnel. Ils y voient de surcroît le risque d'une transformation de la CRE en organisation paragouvernementale, c'est-à-dire de sa disparition.

Les modalités du rapprochement avec les universités de l'Est sont au centre des préoccupations de la CRE, bien que celle-ci ne cesse de proclamer son caractère apolitique. Thème majeur de la précédente assemblée générale réunie à Bologne en 1974, elles ont fait l'objet d'une assemblée extraordinaire convoquée un an plus tard à Vienne. Un texte de compromis y fut présenté. Faute d'accord sur celui-ci, une partie des membres de la CRE, conduite par la délégation française, quitta l'assemblée sur l'initiative de M. François Luchaire, afin que le texte ne soit pas rejeté, ce qui aurait rompu définitivement le dialogue avec les pays de l'Est.

Le recul de l'influence française

En dépit de ses discours officiels, la CRE reste hostile à un accroissement de l'intégration universitaire européenne. Elle reflète en cela le sentiment de nombreux présidents sous l'influence des Britanniques, dont on connaît d'autre part les réticences à l'égard de l'Europe. Elle témoigne aussi du recul de l'influence française, nos universités et celles de l'Europe méridionale étant plus favorables à des actions concrètes. Le français n'est plus la langue véhiculaire principale de la Conférence, bien que celle-ci ait été fondée officiellement à Dijon. Le ministère des universités et les pouvoirs publics n'ont pas de politique active de rayonnement culturel. Seules, dix-sept universités françaises sur cinquante-quatre adhérentes étaient représentées à Helsinki.

Cependant, *« l'échec de François Luchaire ne doit pas être interprété comme une réaction antifrançaise, mais comme le refus d'une certaine politique »*, nous a précisé M. Nicholas Lobkowicz, recteur de l'université de Munich et chef de file de la tendance conservatrice allemande. L'élection à l'unanimité de M. Paul Leroy, président de l'université des sciences sociales de Grenoble, à la vice-présidence de la CRE en témoigne.

L'essentiel pour la Conférence est donc de prolonger son existence sans prendre d'initiatives concrètes. Elle demeure un lieu d'échange pour les présidents, qui en ont bien besoin. Ceux-ci s'interrogent sur les établissements qu'ils dirigent et qui connaissent en tous pays une crise d'identité. *« Ce dont nous avons besoin, c'est de croire en nous-mêmes »*, a déclaré M. Ludwig Raiser, ancien recteur de l'université de Tübingen et président sortant de la CRE.

Les universités contestées

Face à l'accroissement considérable du nombre d'étudiants, les universités ont dû profondément se modifier. Elles ne sont plus les centres d'excellence de l'époque où elles étaient réservées à l'élite. Elles ont dû réduire leur activité de recherche et recruter des enseignants moins qualifiés. L'ouverture de l'accès à l'université a entraîné un accroissement du nombre des redoublements, conséquence d'une baisse de niveau des étudiants. L'utilité sociale des universités est contestée par l'opinion comme par les gouvernements (ce qui se traduit par des restrictions de crédits), qui poussent les universités à professionnaliser leurs enseignements. Tous ces éléments cumulés ont « décentré » les universités, dont les présidents ne saisissent plus exactement les raisons d'être.

Ils sont, en outre, très préoccupés par une certaine démission des professeurs. Beaucoup n'assument plus leurs responsabilités de pédagogues et se comportent en *« spécialistes bornés »*, selon l'expression d'un étudiant. Or, a expliqué le recteur de l'université de Munich, *« le professeur d'université est aussi un éducateur chargé de former des êtres qui seront des membres responsables à l'intérieur de notre société. C'est une terrible responsabilité devant laquelle nous avons trop tendance à nous esquiver »*.

Quant aux étudiants, leur politisation a fortement diminué, voire disparu, aussi bien en France qu'en Allemagne, en Espagne ou en Italie (2). Beaucoup de présidents y voient le signe, renforcé par l'absence d'idéologie mobilisatrice, de leur désintérêt pour l'université où, dans tous les pays, une attitude de consommateur apathique tend à l'emporter.

J.-M. CROISSANDEAU.

(1) La CRE regroupe trois cent cinquante deux universités et grandes écoles de vingt-trois Etats européens. Elle réunit tous les cinq ans une assemblée générale et organise, chaque année, deux conférences semestrielles. Son siège est situé 10, rue du Conseil-Général, 1 205 Genève.

(2) Voir *le Monde de l'éducation*, numéros 50 et 51 de mai et juin 1979.

Le nouveau statut des universitaires

LA LISTE DES CONCOURS POUR L'ACCÈS AU CORPS DES MAITRES-ASSISTANTS EST PUBLIÉE

Le *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation du 6 septembre publie un arrêté du ministère des universités, qui annonce l'ouverture des *« concours de recrutement pour l'accès aux corps des maîtres-assistants des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion et des maîtres-assistants de pharmacie »*.

Le nombre d'emplois mis au concours est de cent en droit, sciences économiques et gestion (correspondant au groupe I), de trois cent soixante-treize en lettres et sciences humaines (correspondant aux groupes II et X) et de vingt en pharmacie (correspondant au groupe XI). L'arrêté donne la liste des universités où ces postes sont susceptibles d'être créés au 1er octobre 1979. Les demandes d'inscription établies par les candidats doivent être adressées au plus tard le 6 octobre à la chancellerie des universités de laquelle relèvent les emplois.

Le décret *« portant statut particulier des maîtres-assistants »*, publié au *Journal officiel* du 15 août, précisait, rappelons-le, que les candidatures devaient être soumises aux commissions de spécialistes compétents chargées d'arrêter la liste de candidats retenus. Après avis du conseil restreint, le ministre *« saisit la section du conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.) »*, qui établit des rapports écrits sur chaque candidat, puis les entend. Le candidat est proposé au ministre en vue de sa nomination.

Ce texte, ainsi que celui annonçant l'ouverture des concours pour l'accès au professorat (*le Monde* du 7 septembre), est pris en application des décrets sur les carrières universitaires publiés le 15 août et entraîne la suppression des listes d'aptitude. Le nombre important des postes au concours (493 au total) s'impute sur les six cents transformations d'emplois d'assistants en emplois de maîtres-assistants prévues au budget du ministère des universités pour 1979.

SURSIS POUR L'ÉCOLE DECROLY

Un arrêté pris par le maire de Saint-Mandé (Val-de-Marne), en date du 29 mai 1979, et qui vient d'être modifié officiellement, reporte l'interdiction d'utilisation des locaux où est installée l'école Decroly. Des travaux de mise en sécurité ont été entrepris et l'utilisation provisoire des locaux est tolérée pour une période d'un an à compter du 30 mai dernier. Cette école expérimentale, qui accueille près de trois cent vingt enfants de la maternelle à la classe de troisième, pourra donc ouvrir ses portes à la rentrée.

Pendant toute la durée des vacances scolaires, des parents d'élèves, des enseignants et des élèves avaient organisé une occupation permanente des locaux (*le Monde* du 15 août).

● *Une délégation de parlementaires du parti communiste*, conduite par M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, a été reçue au ministère de l'éducation, jeudi 6 septembre. Elle y a remis une série de dix propositions destinées à *« alléger les difficultés rencontrées par les familles »* et demandé, d'autre part, le report de *« toutes les fermetures de classes, la levée des sanctions individuelles ou collectives qui ont frappé des enseignants et enseignantes »* et *« le réemploi de tous les maîtres auxiliaires »*.

A ce sujet, M. Guy Hermier a déclaré, après l'entrevue, qu'il n'avait pas du tout le sentiment que tous les maîtres auxiliaires seraient réembauchés. *« Il a été question de « priorité » dans l'attribution des postes et non pas de réembauche totale »*, a précisé Mme Chantal Leblanc, député de la Somme.

CATASTROPHES

Les effets secondaires du cyclone David

Tempêtes et inondations sur le nord-est des États-Unis

David, qui n'est plus qu'une « tempête tropicale », n'en continue pas moins sa course destructrice. Au lieu d'obliquer vers le nord-est à la hauteur du cap Hatteras, David a traversé les Etats de Virginie, du Maryland et de Pennsylvanie, le district de Columbia (où se trouve Washington), les Etats du New-Jersey et de New-York, faisant naître sur son passage des tornades, tomber des pluies très abondantes (115 millimètres à Philadelphie) et souffler des vents violents. L'alerte à la tempête a été lancée sur toute la côte nord-est jusqu'à la frontière canadienne.

Quatre personnes ont été tuées à Philadelphie et trois à Washington, à Baltimore et en Virginie. De très nombreuses rivières sont entrées en crue, de vastes régions ont été privées d'électricité, des autoroutes ont été coupées, des écoles et plusieurs aéroports ont dû fermer.

En dépit des secours américains qui arrivent, la situation en République Dominicaine est toujours tragique. D'autant plus que Frédéric (l'autre cyclone tropical, devenu lui aussi « tempête tropicale ») a fait tomber près de 400 millimètres de pluie sur des terres gorgées d'eau par le passage de David. Pour le moment, le chiffre des morts et disparus est de mille six cents, mais, lorsque les sauveteurs auront réussi à aller dans les régions encore isolées, il est possible que le nombre de morts et disparus soit doublé. Si la vie normale reprend lentement dans plusieurs secteurs d'activité de la capitale, Saint-Domingue, les habitants de nombreuses régions en sont encore à attendre qu'un hélicoptère leur apporte de la nourriture. Pour le moment, les dégâts, particulièrement importants pour l'agriculture, sont estimés à 1,5 milliard de dollars (6,45 milliards de francs).

A la Dominique, la situation est toujours aussi précaire. En dépit des avertissements répétés, les habitants consomment l'eau non potable des rivières et ils se ruent vers les hélicoptères qui apportent la nourriture, sans tenir compte du danger mortel que leur font courir les pales.

Le navire français *Francis-Garnier* et un avion Transall ont amené à Fort-de-France plus de cent vingt blessés. A La Havane, plusieurs pays participant à la conférence des non-alignés ont annoncé qu'ils allaient envoyer des secours financiers à la Dominique (observateur à cette conférence) : l'Irak et le Koweït donneraient chacun 1 million de dollars (4,3 millions de francs), les Emirats arabes unis 100 000 dollars, l'Inde 50 000 dollars, l'Organisation de libération de la Palestine 10 000 dollars, etc. Au total dix pays donneraient 3,235 millions de dollars. Quant à Cuba, *« la modestie bien connue de M. Fidel Castro »* a empêché M. Forbes Burnham, premier ministre de la Guyane, de révéler le chiffre de l'aide cubaine, *« considérable et significative »*...

A Saint-Martin, dont la moitié est une dépendance de la Guadeloupe, il se confirme que les dégâts dus aux inondations sont extrêmement importants. Une trentaine ou une quarantaine de familles sont totalement sinistrées. La route qui fait le tour de l'île est coupée en maints endroits et la piste d'atterrissage, construite sur une lagune, est sous 1 mètre d'eau.

Dans la partie néerlandaise de Saint-Martin, la capitale, Philipsburg, est complètement inondée, et la ville est envahie par les ordures du dépôt tout proche.

A Saint-Barthélemy, autre dépendance de la Guadeloupe, les dégâts sont relativement moins importants, surtout si on les compare à ceux de Saint-Martin et de la Guadeloupe.

Depuis le passage des deux cyclones, aucune nouvelle n'est venue d'Anguilla, une petite île associée à la couronne britannique proche de Saint-Martin. L'île n'a que 91 kilomètres carrés et elle est très plate. Les autorités françaises vont envoyer un navire voir ce que sont devenus les quelque 6 000 habitants.

★ La Croix-Rouge française renouvelle son appel en faveur des sinistrés des Antilles françaises de la Dominique et de la République Dominicaine. C.C.P. Paris 5000-80, en précisant « ouragan David ».

★ La mission interministérielle qui est partie le 6 septembre pour la Guadeloupe, comprend un représentant au ministère de l'intérieur, M. Casteigts et un de la direction du tourisme, M. Rotin.

● RECTIFITCATIF. — Le numéro de C.C.P. du Secours catholique que nous avons imprimé dans *le Monde* du 5 septembre (page 42), était erroné. Il fallait lire : 5620-09 K Paris.

● *La Cimade* lance un appel pour l'envoi de volontaires, de vivres et de produits médicaux en République dominicaine. Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. C.C.P. : 4088-87.

● *L'éruption du volcan Aso*, dans l'île japonaise de Kyushu, qui s'est produite le 6 août, au moment où une trentaine de touristes étaient près du cratère, a tué trois personnes et en a blessé deux autres gravement. — (*A.F.P.*)

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

L'assassinat de Darlan

M. Jacques de Launay, historien, nous écrit :

Il faut savoir gré à Alain Decaux d'avoir rendu publics les nouveaux témoignages de Mme Henri d'Astier de la Vigerie et de son fils Jean-Bernard, qui confirment clairement ce qu'avait laissé entendre, en 1975, Mario Faivre : le comte de Paris avait donné son feu vert.

Dès 1947, j'avais longuement interrogé Henri d'Astier et son frère, le général François d'Astier de la Vigerie, dont je fus quelque temps le collaborateur, sans jamais pouvoir obtenir des précisions aussi irréfutables.

Il me semble cependant qu'il est excessif de faire ainsi retomber toute la responsabilité sur le prince.

Lorsque Bonnier de la Chapelle fut appréhendé, la police trouva sur lui 2 000 dollars, sans doute destinés à faciliter sa fuite éventuelle. Or ces billets portaient des numéros voisins de ceux d'une liasse de 38 000 autres dollars, qui avait été remise le 23 décembre à Henri d'Astier par le général François pour la constitution d'un comité de propagande en faveur du général de Gaulle.

Les 40 000 dollars avaient été apportés de Londres par le général François d'Astier, qui les avait reçus du S.O.E. britannique, sur demande du B.C.R.A. Le général Guillaume détenait, en 1946, une photocopie du reçu.

Connaissant les scrupules de Henri d'Astier, il me paraît impossible que celui-ci ait distrait, pour les remettre à Bonnier, 2 000 dollars qui auraient ainsi été détournés de leur objet. Henri devait avoir acquis, outre le feu vert du prince, celui de François d'Astier et, par conséquent, celui de de Gaulle et des Anglais. Mes interlocuteurs au sein du S.O.E. n'ont jamais nié leurs intentions de l'époque.

Il me paraît donc que l'on peut conclure à une opération montée et réalisée par les monarchistes, avec l'appui des gaullistes et la bénédiction anglaise, car Churchill ne voulait pas laisser aux Américains l'initiative politique en Afrique du Nord.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
préparation au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
- Examen PROBATOIRE (Octobre à Avril)
- DECS : trois certificats (Novembre à Juin)
12
AUTEUIL 6, Av. Leon-Heuzey 75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 585.59.35

LES OLYMPIADES GAULT-MILLAU DU VIN
États-Unis, Allemagne, Italie mais aussi Australie, Chili et Chine : 34 pays et 300 vins jugés par 62 experts de 10 nationalités différentes et Gault et Millau. Un test jamais réalisé pour répondre à la question : les vins français sont-ils les meilleurs au monde ?
« Spécial Vin » Gault-Millau de septembre chez tous les marchands de journaux

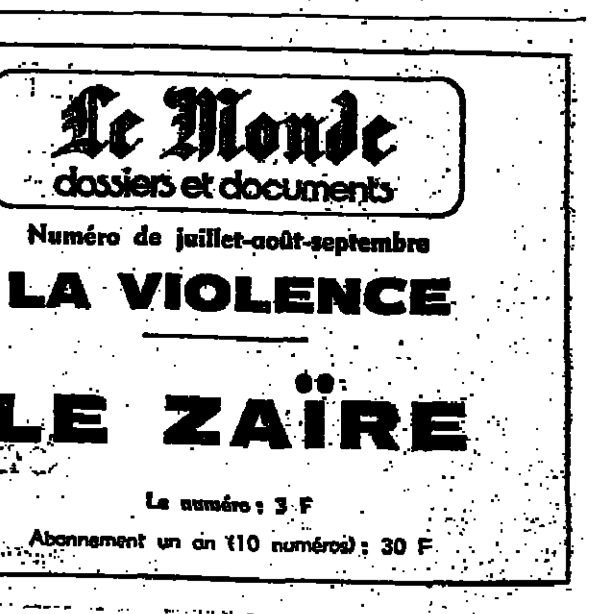
BLOC CUBE
Publicité pour votre article
Joustra Joustra Joustra Joustra Joustra Joustra
« L'EXPÉDITEUR »
67086 Strasbourg Cedex
12, Rue Marcel Weinum
Tél. : (88) 34 31 31

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse
Cours directs (1re et 2e année)
Cours par correspondance (1re année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

ECOLE INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS
Etablissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire, agréé par l'Office du Baccalauréat International
• Préparation au bilinguisme dès les classes élémentaires
• Préparation au baccalauréat français (A.B.C.D.) et au baccalauréat international
• Sections franco-étrangères (anglais, allemand, néerlandais)
• Laboratoires (sciences et langues)
• Activités sportives et culturelles
Situation exceptionnelle en bordure de la forêt de Sénart
Calme et plein air
Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. 903.70.03
INTERNAT — DEMI-PENSION — EXTERNAT



Etablissement Privé d'Enseignement Technique Supérieur
propose un enseignement de professionnels pour les carrières de
DELEGUE-MEDICAL
NEGOCIATEUR-COMMERCIAL
ACHETEUR
Admission :
Bac toutes séries
3 années d'enseignement
Bac + 2 années
Enseignement supérieur :
Année de spécialisation
Renseignements et inscriptions :
ESACI
rue de la Petite Pierre
75011 PARIS - Tél. 379.97.68



Le Monde dossiers et documents
Numéro de juillet-août-septembre
LA VIOLENCE
LE ZAÏRE
Le numéro : 3 F
Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

SCIENCES

AVEC LE DERNIER MODÈLE DE HEWLETT-PACKARD

Les calculatrices de poche ressemblent de plus en plus à des ordinateurs

La société américaine Hewlett-Packard a présenté, jeudi 6 août, un nouveau modèle de calculateur de poche programmable. Doté de capacités qui n'existaient pas encore pour des machines de poche, ce calculateur est un jalon dans la voie actuellement suivie par les constructeurs et qui les conduit à fabriquer des appareils qui ressemblent de plus en plus à de vrais ordinateurs. Comme les fabricants d'ordinateurs — souvent les mêmes — réduisent la taille et le coût de leurs machines et proposent des ordinateurs individuels, la césure entre ordinateurs et calculateurs paraît vouée à la disparition.

Les premiers calculateurs de poche étaient des règles à calcul perfectionnées. Ensuite vinrent les machines programmables, qui prenaient déjà un petit air d'ordinateur. Cette tendance sur le *calculateur HP-41 que Hewlett-Packard* met sur le marché et qui introduit deux nouveautés : les touches du clavier permettent non seulement d'afficher des chiffres et d'exécuter des fonctions, mais aussi de mettre en mémoire les lettres de l'alphabet et divers signes de ponctuation ou d'opération mathématique. L'alphabet sert principalement à nommer les programmes que construit l'utilisateur ; on peut ensuite les exécuter en les appelant par leur nom, ce qui permet à un programme d'en appeler d'autres et facilite grandement la fabrication de programmes complexes. On peut aussi affecter une touche aux programmes d'usage fréquent, chaque touche du clavier pouvant ainsi voir son rôle entièrement redéfini par l'utilisateur.

L'affichage des lettres et des signes est peu commode avec des diodes électroluminescentes. Cela a conduit la firme de Palo-Alto, jusqu'ici réticente, à adopter l'affichage par cristaux liquides. Il en résulte une forte diminution de la consommation, qui autorise plusieurs mois de fonctionnement sans changement des piles. La mémoire est permanente : les programmes ne s'effacent pas quand on arrête le calculateur, ni même quand on remplace les piles. Enfin on peut brancher sur le calculateur deux « périphériques », un lecteur de cartes magnétiques et une petite imprimante. Un troisième périphérique est prévu, un lecteur optique de « codes barres » — suite de raies inégalement réparties utilisées par exemple pour indiquer sur certains produits (conserves) des indications que le fabricant ne veut pas écrire « en clair ». On peut aussi brancher des modules accroissant la mémoire ou contenant des programmes fournis par le constructeur. Par rapport à un ordinateur, il ne manque guère qu'un langage de programmation et un compilateur.

Avec le HP-41, vendu à moins de 2 000 F — 5 000 F avec le lecteur de cartes et l'imprimante — Hewlett-Packard reprend en matériel de haut de gamme un leadership que Texas-Instruments *lui avait contesté avec ses calculateurs* TI-58 et TI-59. Cette dernière firme a annoncé il y a quelques mois un ordinateur individuel. Hewlett-Packard devrait y venir au début de l'an prochain.

L'INTERPRÉTATION DES INFORMATIONS FOURNIES PAR PIONEER-11

• Pas de vie sur Titan
• Saturne aurait un sixième anneau

Il se confirme que la Terre est bien une exception dans le système solaire. Les mesures faites par Pioneer-11 lors de son survol de Titan ont définitivement tué l'espoir, bien ténu à dire vrai, de trouver sur ce satellite de Saturne une forme primitive de vie. La composition de son atmosphère rendait la chose envisageable par hypothèse. Il était en revanche à peu près sûr que le sol de Titan était beaucoup trop froid — le flux de rayonnement solaire est, à cette distance, cent fois plus faible que sur la Terre. *Mais on pouvait espérer* qu'un effet de serre créerait en haute atmosphère des températures permettant une activité biologique. Les mesures faites excluent cette possibilité.

Certaines informations qu'a envoyées Pioneer-11 ont malheureusement été perdues, la faible émission radioélectrique de la sonde ayant été brouillée par une source beaucoup plus intense. Les responsables de la mission ont d'abord incriminé une perturbation solaire, puis un satellite soviétique. Ce dernier a été mis hors de cause, et c'est bien au soleil qu'on doit cet incident.

L'étude des données reçues semble indiquer l'existence d'un sixième anneau, très éloigné des autres puisqu'il serait situé entre *les orbites de Rhéa et de Titan.* Cela pourrait en faire, pour le système des satellites de Saturne, un analogue de la ceinture d'astéroïdes située dans le système solaire entre Mars et Jupiter.

DÉFENSE

Une suggestion de M. Yvon Bourges

UN PÉCULE EN FIN DE SERVICE NATIONAL POURRAIT ÊTRE DISTRIBUÉ AUX APPELÉS

En réponse à une question des jeunes giscardiens du mouvement Autrement, réunis en campus d'été à Saint-Pol-de-Léon (Finistère), M. Yvon Bourges, ministre de la défense, n'a pas écarté l'idée de distribuer un pécule aux appelés à la fin de leur service national. Encore faudrait-il que cette suggestion fasse l'objet d'un projet concret sur lequel les parlementaires auraient à se prononcer.

Une telle mesure, si elle entrait en vigueur l'année prochaine, serait inscrite au budget de la défense 1980 pour 85 millions de francs. Elle pourrait être distribuée, selon M. Bourges, sous la forme d'un treizième mois de prêt au soldat et financée à partir de l'économie réalisée en n'augmentant pas le prêt.

A l'heure actuelle, le prêt journalier des appelés du contingent, qui a été relevé à partir du 1er juillet (*le Monde* du 30 juin), est de francs pour un aspirant, 12,70 francs pour un sergent, 11 francs pour un caporal-chef, 10 francs pour un caporal, 9 francs pour un homme du rang (soldat de première et de deuxième classe). Cette augmentation de qui concerne l'homme du rang — 50 centimes par jour — pour ce représente pour les six derniers mois de 1979 une dépense budgétaire de près de 26 millions de francs.

● *L'appelé du contingent, Marc Lauras, vingt-trois ans, qui depuis le 2 août observe une grève de la faim* pour protester contre le refus opposé à sa demande de statut d'objecteur de conscience, a été changé d'unité. Il a, en effet, été transféré du 35e RIMCA (régiment d'infanterie mécanisée) de Belfort au 5e Régiment de dragons de Valdahon, dans le Doubs. Marc Lauras venait notamment de recevoir le soutien de M. Jean-Pierre Chevènement, député P.S. du Territoire de Belfort, qui a fait deux demandes en sa faveur auprès du président de la République et du ministre de la défense.

L'expérimentation du plan de mobilisation

« LE RAPPEL DES RÉSERVISTES POSE UN PROBLÈME D'INDEMNISATION »

souligne le général Lagarde

Le nouveau plan français de *mobilisation, conçu en 1976, a été* partiellement testé à l'occasion d'un exercice mené en Bretagne par la 109e division d'infanterie. Au cours de ces opérations qui consistaient à rappeler les réservistes, cadres et hommes de troupe provenant de toutes les régions de Bretagne, Basse-Normandie et Pays de la Loire, 75 % des effectifs de la 109e division ont pu être mobilisés : 2 800 hommes, 800 sous-officiers et 270 officiers.

Un précédent exercice avait eu lieu l'an dernier à Limoges, un autre est prévu fin septembre, dans la région de Lyon. Ce type de manœuvres soulève le problème de l'indemnisation des rappelés. Sur ce point, le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, considère que *« la France est en retard et (...) que le dévouement des Français n'est pas inépuisable ».*

MÉDECINE

LES SUITES D'UN CAS D'EUTHANASIE AU DANEMARK

Un médecin acquitté aux assises

De notre correspondante

Copenhague. — A Nykoebing Falster (Danemark méridional, un jury d'assises a relaxé, mercredi 5 septembre, le docteur Mogens Hilden, médecin-chef à l'hôpital de Maribo (petite vilei de la région), accusé d'avoir provoqué volotairement, le 28 août 1978, la mort d'une de ses patientes, Ida Jensen, vingt-six ans, atteinte d'un mal incurable. Cette affaire d'euthanasie, la première de ce genre au Danemark — alors que la Suède en a déjà connu plusieurs — avait ces derniers mois passionné et divisé l'opinion et les mileiux médicaux du pays.

L'acquittement du docteur Hilden a fait pousser un soupir de soulagement à nombre de ses confrères. « *Combien d'entre nous*, disilt l'un de ceux-ci, *oseraient, s'il était condamné, apporter dorénavant leurs soins ultimes aux mourants.* » Mais ce verdict ne semble pas cependant avoir convaincu et tranquillisé tout le monde. « *Nous ne pourrons plus avoir désormais confiance dans la justice* », ont déclaré les parents de la défunte et plusieurs de leurs amis.

Le docteur Hilden avait déconnecté l'appareil de réanimation où Ida Jensen gisait inconsciente et lui avait administré ensuite trois piqûres de morphine (en tout, 6 millilitres), après avoir estimé qu'elle était morte psychiquement. Il a soutenu qu'il n'avait en cela fait que se conformer aux instructions que la Direction générale de la santé a publiées en 1974 au sujet de l'*aide passive* aux mourants. Les jurés ont estimé que tel était bien le cas. Cependant, le docteur Hilden avait omis, d'abord, d'informer au préalable, la famille de la jeune fille que l'état de cele-ci, qui souffrait d'un cancer du sang mais se trouvait encore le mois précédent apparemment en bonne santé, était désespéré ; ensuite, de consulter qui que ce soit avant de prendre une décision aussi grave. Il est vrai qu'il a agi un samedi soir et que, de ce fait, le personnel de l'établissement était des plus réduit. En tout cas, la Direction générale de la santé a déjà fait savoir qu'elle entendait diffuser rapidement un texte plus rigoureux et plus précis sur les modalités de l'aide passive aux mourants, qui, semble-t-il n'ont pas encore été suffisamment définies.

CAMILLE OLSEN.

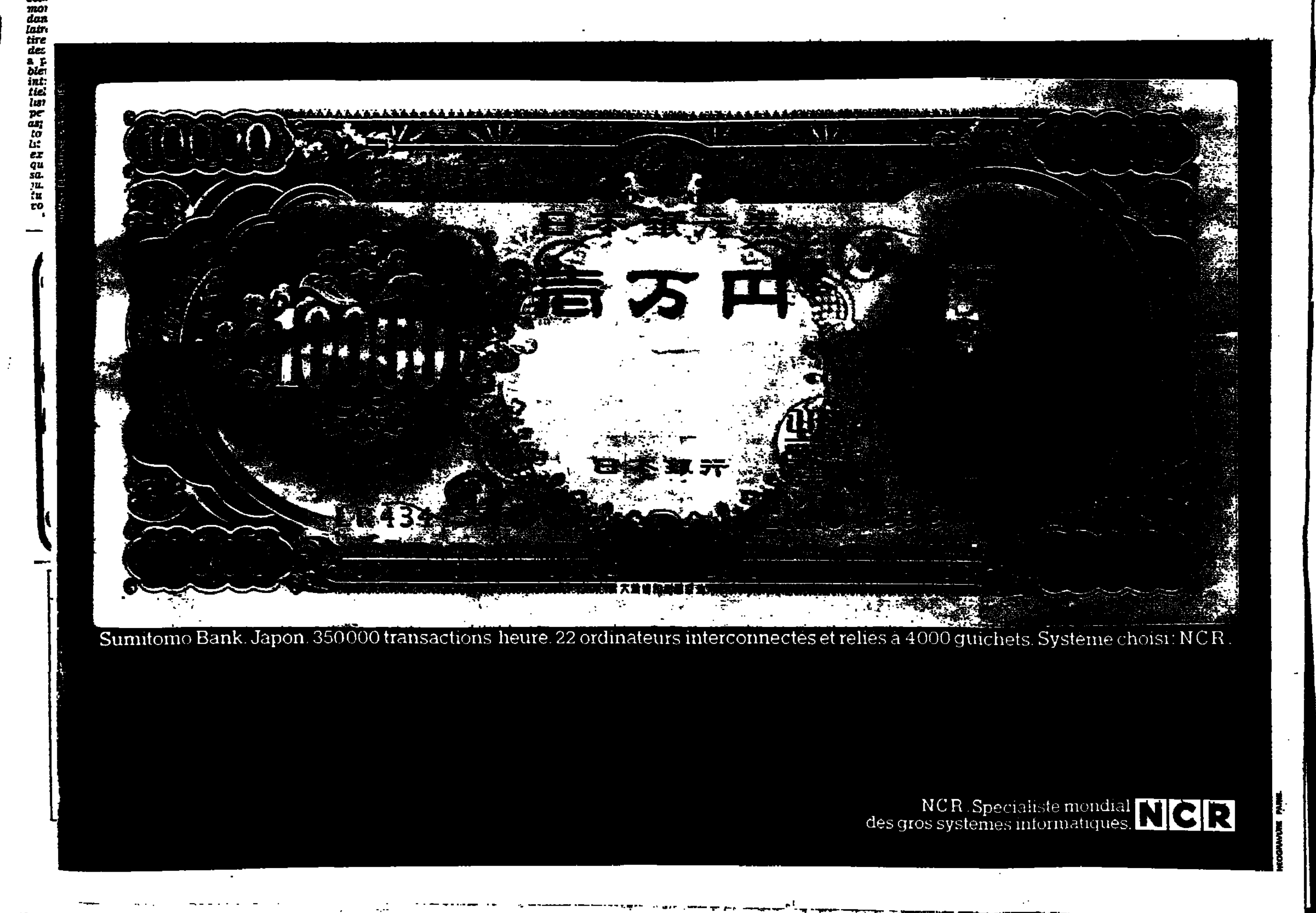
LE CHOLÉRA AURAIT FAIT TROIS MILLE CINQ CENTS MORTS AU ZAÏRE

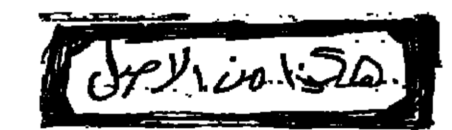
Bruxelles (*A.P., Reuter*). — L'épidémie de choléra qui sévit au Zaïre aurait fait trois mille cinq cents morts et atteint trente-six mille personnes depuis le début de l'année, ont annoncé, jeudi 6 septembre, des responsables belges, qui ont ajouté que l'épidémie a atteint Kinshasa, la capitale, le mois dernier. La Belgique, la Grande-Bretagne, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Alemagne ont envoyé des vaccins au Zaïre tandis que les Etats-Unis lui accordaient un prêt de 2 millions de zaïres (environ 1 million de dollars) pour enrayer cette épidémie.

● *Protestations d'administrateurs socialistes d'hôpitaux en Bretagne.* — Les présidents socialistes des conseils d'administration d'hôpitaux de Bretagne, réunis jeudi 6 septembre a Pontivy (Morbihan) se sont élevés contre les mesures gouvernementales qui, « *sous prétexte de réduire les dépenses de santé, mettent en péril de fonctionnement des hôpitaux publics* ». Ils ont notamment estimé que « *les budgets 1979 ont été établis, sur ordre gouvernemental, en fonction d'une inflation inférieure à la réalité, ce qui va aggraver sérieusement le fonctionnement des hôpitaux d'ici à la fin de l'année et contraindre à refuser des malades en raison de l'insuffisance de personnel* ».

● *Au cours d'une assemblée générale, le 6 septembre, les internes des hôpitaux de Paris* ont décidé de reprendre, le 13 septembre, le choix de leurs postes pour le semestre d'octobre 1979 à avril 1980. Des incidents entre les internes et des représentants de l'Assistance publique à Paris avaient empêché le déroulement normal de ce choix le 3 septembre et les jours suivants. Les internes voulaient manifester leur opposition à la décision ministérielle qui supprime deux cent dix postes en chirurgie en cinq ans.

L'administration de l'Assistance publique a rappelé que les internes avaient un représentant qui avait été étroitement associé, au cours de ces derniers mois, à la détermination des postes qui ne figurent plus au choix de ce semestre.





SPORTS

L'annulation de la tournée des Springboks en France

Libres opinions

Aller à Moscou ?

par HERVÉ LAVENIR (*)

LA décision du gouvernement d'interdire la venue des Springboks n'est pas populaire, c'est le moins qu'on puisse dire, et la preuve en est que, jusqu'à présent, parmi les hommes politiques, seul M. Marchais s'en est félicité bien hautement. On ne s'en loue guère dans les *chaumières* — qu'on en croie l'élu local que je suis — et peu de Français, à la vérité, peuvent être fiers de constater que leur gouvernement, sans grande justification, a cédé à la double pression des Soviétiques, d'un côté, de certains Africains, de l'autre, sans que l'on puisse invoquer, de bonne foi, ni l'efficacité pour la cause que l'on dit défendre, ni la logique dans l'argumentation invoquée, ni, enfin, les intérêts matériels du pays — tant s'en faut.

Il n'est certainement ni grand ni très honorable de s'incliner devant la menace — d'ailleurs vaine — d'un M. Novikov, d'empêcher la France de participer aux *Jeux olympiques de Moscou, si elle* accueillait l'équipe des Springboks. Il ne l'est pas davantage, par *crainte ou démagogie*, de se laisser dicter une attitude — on ne saurait dire une politique — *par certains Africains qui, en dépit* de tout ce qui se déclare hautement — n'hésitent aucunement à multiplier les échanges de tous ordres avec les Sud-Africains, car les faits sont là.

Il n'est pas heureux non plus, au moment précis où *quelque* chose change vraiment en Afrique du Sud — et dans le bon sens, *j'ai pu le constater*, — de prendre une mesure injuste, qui ne saurait que braquer l'électorat blanc, au lieu de soutenir, *comme il le faudrait*, l'action réformiste de M. Botha, nouveau *premier ministre* de l'Afrique du Sud.

Et que nous vaut de nous être inclinés, de l'aveu même de notre ministre des affaires étrangères, devant une sorte de chantage ? Nul avantage. Au contraire. Celui de pouvoir aller à Moscou sans difficulté ? Mais le faut-il vraiment ?

Si l'on veut admettre et si l'on proclame, — ce qui est fort contestable — que des *rencontres* sportives ne *sont* acceptables pour des Français qu'avec des équipes venues de pays *irréprochables* quant au *respect* des droits de l'homme, il faut ériger ce principe (ou ce *prétexte*) en règle, et ne pas l'appliquer de façon sélective. Il faut se poser, maintenant, la question de savoir si la France, *désormais*, peut se permettre logiquement, dignement, d'envoyer une équipe aux Jeux de Moscou, pour y rencontrer des Russes, des Tchèques, des Cubains... On ne saurait, de bonne foi et en bonne logique, sachant ce que l'on sait, affirmer que oui et prétendre que notre politique étrangère demeure vraiment libre. Finlandisation ?

Céder aux menaces, perdre son prestige, faire preuve de faiblesse, de peu de caractère..., tout cela, de plus en plus, *déplaît* aux Français. Car ils sentent fort bien que nous n'y gagnons rien, y perdons beaucoup. Et que la politique de notre pays ne devrait être — en Afrique australe, *pas* plus qu'en Iran — d'emboîter le pas à nos adversaires.

(*) Président du Centre d'études et d'action européennes et de l'Union chrétienne-démocrate.

TENNIS

AU TOURNOI DES ÉTATS-UNIS

Kriek battu par Gerulaitis et par l'arbitrage

De notre envoyé spécial

New-York. — Quatre Américains, Tanner, Gerulaitis, McEnroe et Connors, devaient disputer les demi-finales masculines de l'open des Etats-Unis, le dernier étranger en lice, le Sud-Africain Kriek, ayant été éliminé jeudi 6 septembre par Gerulaitis au cours d'un match dénaturé par l'arbitrage. Chez les dames, l'apatride Martina Navratilova a seule réussi à forcer le blocus américain. Elle rencontrera en demi-finale la jeune Tracy Austin, tandis que Chris Evert-Lloyd affrontera Billie-Jean King.

La journée de jeudi a été plus ou moins gâchée. D'abord, par la pluie et le vent. Ensuite par la blessure d'Eddie Dibbs qui n'a pas pu défendre ses chances contre John McEnroe. Ainsi, le jeune Américain se retrouve-t-il en demi-finale du tournoi en ayant disputé seulement dix sets puisque le Britannique John Lloyd avait déjà déclaré forfait contre lui au troisième tour.

Enfin, la partie la plus passionnante de la soirée a été complètement perturbée par un arbitrage contestable. Mercredi, les juges de ligne avaient manifestement mal apprécié le point de chute de plusieurs balles importantes pour le Suédois Bjorn Borg. Mais, jeudi soir, l'accumulation des bévues a dépassé l'entendement, dénaturant la rencontre Gerulaitis-Kriek.

C'était aussi un match revanche. L'an dernier, le Sud-Africain avait créé la surprise du premier tournoi disputé à Flushing Meadow en accédant en quart de finale. Toutefois, à ce stade, l'Américain lui avait donné une leçon sévère (6-1, 6-2, 6-1). Depuis Kriek a fait de gros progrès, ce qui lui a permis de battre successivement ces derniers jours, Victor Pecci et Yannick Noah. Jeudi, il s'est attaqué à Gerulaitis avec la même détermination.

Vainqueur du premier set (7-5), battu dans le deuxième (3-6), le Sud-Africain réagit au troisième. Il était manifestement inspiré et jouait pour inscrire à la marque 3-0 lorsque, tantôt les juges de ligne, tantôt l'arbitre, virent des fautes sur les balles rasant les lignes. C'était d'autant plus surprenant que, pour apprécier les coups, les juges font ici comme leurs collègues de baseball, ils s'aplatissent par terre en fixant intensément les limites du jeu. Bref, les revers de volée de Kriek n'y suffirent plus. Il perdit encore le set (4-6).

Un match « sur terrain adverse »

La quatrième manche fut une mauvaise répétition de la précédente. Une fois, Kriek perdit son calme sur une balle comptée faute. Il jeta alors balles et raquette pour protester, mais rien n'y fit. Après quelques échanges spectaculaires, il s'inclina 3-6. Il n'était pas possible, jeudi soir, de battre à la fois les juges et Vitas Gerulaitis. Dix fois, vingt fois, les échanges au filet entre les deux joueurs ont arraché des acclamations aux dix-huit mille spectateurs époustouflés.

Si la partie n'avait pas été ainsi faussée, elle aurait pu s'inscrire dans les annales de l'Open tant les deux hommes ont fait des prodiges d'adresse. Mais on s'en souviendra comme d'un match joué par Kriek « sur terrain adverse », ce qui n'est pas à l'honneur du tennis américain.

ALAIN GIRAUDO.

RESULTATS

SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale. — Gerulaitis (E.-U.) b. Kriek (Afr. du Sud), 5-7, 6-3, 6-4, 6-4 ; McEnroe (E.-U.) b. Dibbs, 2-1 et abandon.

SIMPLE DAMES

Quarts de finale. — Austin (E.-U.) b. Hanika (R. F. A.), 6-1, 6-1 ; Mauranilova (apatride) b. Reid (Aust.), 6-4, 6-1.

OMNISPORTS

Les premiers Jeux des îles de l'océan Indien se sont achevés à la Réunion

Correspondance

Saint-Denis-de-la-Réunion. — *Les premiers Jeux des îles de l'océan Indien, commencés le 25 août, se sont achevés dimanche 2 septembre au stade régional de Saint-Paul-de-la-Réunion. Ces Jeux ont rassemblé près de huit cents sportifs venus des Comores, des Maldives, de Maurice, des Seychelles et de la Réunion pour concourir dans quatorze disciplines.*

L'intérêt de la manifestation sportive n'a guère dépassé celui des traditionnelles rencontres triangulaires entre Maurice, les Seychelles et la Réunion. Les absences de Madagascar, qui n'a jamais donné le moindre signe d'intérêt pour ces Jeux, et de Sri-Lanka, qui, à deux jours de l'ouverture des cérémonies, annonçait son retrait définitif, se sont fait cruellement sentir. Les résultats sont donc sans surprise. La Réunion a décroché cent soixante-deux médailles, dont soixante-huit d'or, et l'île Maurice cent huit, dont trente et une d'or. Les Seychelles arrivent loin derrière, avec vingt-neuf médailles, dont onze d'or. Les Comores ont obtenu neuf médailles, dont une d'or, une d'argent et sept de bronze. Les Maldives repartent avec trois médailles : une d'argent et deux de bronze.

Seule la Réunion disposait d'installations et des moyens financiers nécessaires à une telle préparation. Cent quatre athlètes ont pu bénéficier d'un stage d'une quinzaine de jours en métropole, tandis qu'une trentaine de conseillers techniques sont venus tout spécialement dans l'île. C'est ainsi qu'en natation, la Réunion a remporté toutes les épreuves des Jeux. Les Mauriciens, qui partaient favoris en athlétisme, n'ont pas rencontré le succès espéré malgré une bonne prestation, et l'une des grosses surprises de ces Jeux a été, en football, la défaite des Mauriciens face à l'équipe seychelloise.

Les Comores ont obtenu une médaille d'or en basket-ball et cinq de bronze en boxe. Venue d'un archipel de deux mille îles, dont deux cents habitées par cent trente mille personnes, la délégation des Maldives, qui participa sans prétentions mais avec enthousiasme, fut très nettement dépassée par le niveau de la rencontre.

Mis en place avec insistance par les pouvoirs publics, ces Jeux commencés avec un enthousiasme d'emprunt, se sont clos en laissant un sentiment de malaise. Malgré la campagne de *fair play* lancée par les organisateurs des incidents faillirent remettre en cause le déroulement de plusieurs rencontres. Le dernier jour, un match de football et un match de basket n'ont pu être joués, une seule équipe étant sur le terrain à l'heure du coup d'envoi.

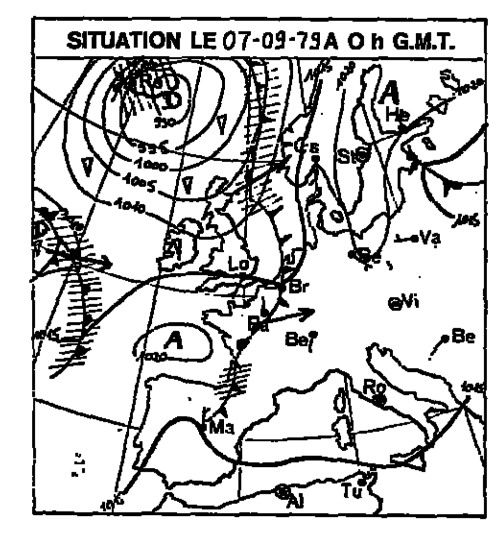
Pour l'élite sportive réunionnaise, ces premiers Jeux ont, certes, représenté un bond en avant, mais l'on peut s'interroger sur les retombées de ces manifestations. A quoi et à qui ont servi ces Jeux ? A titre d'exemple, le stade de quinze mille places construit spécialement pour la circonstance, à Saint-Paul, n'a pas atteint les 60 % de remplissage lors des cérémonies d'ouverture et de clôture. Les infrastructures mises en place sont certes un acquis, même si l'on peut s'interroger sur l'utilité de deux stades de plus de dix milles places à 30 kilomètres de distance. Pour l'heure, beaucoup s'interrogent sur les arrière-pensées politiques et les intérêts financiers qui, semble-t-il, n'ont pas été absents de la mise en œuvre de ces Jeux tandis que va se retirer la vague des conseillers, des techniciens et de l'encadrement qui les portés à bout de bras, à l'aide des 3,5 millions de francs utilisés pour le fonctionnement du comité régional olympique et sportif et la préparation des Jeux mauriciens.

(Intérim.)

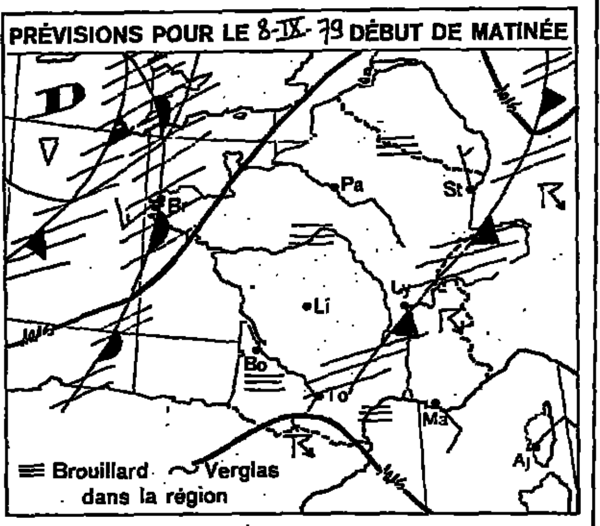
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07-09-79 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8-IX-79 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 7 septembre à 0 heure et le samedi 8 septembre à 24 heures :

La perturbation située au travers de la France vendredi matin, et surtout active dans le Sud-Ouest, ne se déplacera que très peu vers l'est et s'affaiblira dans un champ de pression qui restera élevé. La perturbation du nord des Açores progressera vers l'Europe occidentale. Elle commencera d'affecter nos régions occidentales sous une forme également atténuée.

Samedi, des éclaircies en général assez belles persisteront sur la Provence, le sud des Alpes et la Corse.

Sur le reste de la France, le temps sera souvent brumeux le matin, soit avec des nuages bas soit avec des brouillards, ce qui n'exclura pas des zones d'éclaircies isolées. On notera quelques pluies éparses ou orages des Vosges au nord des Alpes et au Massif Central, ainsi que près des Pyrénées centrales. Dans la journée, ces précipitations s'atténueront et des éclaircies se développeront. Cependant, avec l'arrivée de la nouvelle perturbation du large, le ciel deviendra de nouveau très nuageux de la Bretagne et du Cotentin aux côtes de l'Atlantique.

Les vents resteront faibles, sauf sur la Bretagne, où ils s'orienteront au secteur sud en devenant modérés.

Vendredi 7 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 018,3 millibars, soit 763,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 septembre ; le second le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 22 et 17 ; Brest, 21 et 12 ; Caen, 23 et 14 ; Cherbourg, 18 et 9 ; Clermont-Ferrand, 28 et 13 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 27 et 13 ; Lille, 25 et 13 ; Lyon, 27 et 14 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 26 et 12 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice, 24 et 19 ; Paris - Le Bourget, 27 et 13 ; Pau, 21 et 17 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 25 et 11 ; Tours, 24 et 16 ; Toulouse, 24 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 16 degrés ; Amsterdam, 23 et 14 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 23 et 11 ; Bonn, 25 et 12 ; Bruxelles, 25 et 15 ; îles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 21 et 10 ; Genève, 25 et 11 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 26 et 13 ; Madrid, 28 et 14 ; Moscou, 19 et 9 ; Nairobi, 27 et 18 ; New-York, 26 et 22 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 20 et 7.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	135 F	270 F	385 F	500 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	260 F	480 F	700 F	920 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	183 F	325 F	468 F	610 F
II. — SUISSE - TUNISIE	230 F	420 F	612 F	800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 7 septembre 1979 :

DES DECRETS

● Portant création de la réserve naturelle dite des Contamine-Montjoie (Haute-Savoie) ;

● Portant création au sein du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles d'un conseil spécialisé dénommé Conseil interprofessionnel national de l'économie porcine (CINEP) ;

● Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de service en ce qui concerne l'indication d'origine à apposer sur certains produits textiles et les vêtements, de même que sur certains moteurs électriques polyphasés.

LOTO

TIRAGE N° 36
DU 5 SEPTEMBRE 1979

13 17 26 30 43 49

NUMERO COMPLEMENTAIRE 4

	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	591 094,10 F
5 BONS NUMEROS + numéro complémentaire	45 788,90 F
5 BONS NUMEROS	4 257,10 F
4 BONS NUMEROS	93,70 F
3 BONS NUMEROS	8,80 F

PROCHAIN TIRAGE LE 12 SEPTEMBRE 1979

VALIDATION JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE 1979 APRES-MIDI

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 483

HORIZONTALEMENT

I. Moins on est lavé et plus elle est *lourde* ; Qui est donc resté sans relations. — II. Peut être amélioré par plusieurs garnitures ; Est particulièrement lourd quand il est grand. — III. Pronom ; Entre lesquels on devrait donc trouver des ressemblances ; Dans une série d'interdictions. — IV. Peut faire penser à la lune ; Il peut n'y en avoir qu'une dans un trou ; Instrument pour percer. — V. Un mot qui occupe toute la ligne ; Qui pénètre facilement. — VI. Abréviation qui marque le début de la révolution ; Evitent une contamination ; Sous le pied d'un cheval. — VII. Pas comblé ; Entre deux propositions ; Pas du tout épatés. — VIII. Contribue à la valeur de la perle ; D'un auxiliaire. — IX. Vit sur un grand pied ; Son symbole, c'est le credo ; Mot qui peut marquer un recul. — X. Vagabonda (épelé) ; Peut qualifier un mauvais coup ; Quand il monte, c'est qu'il va se sauver. — XI. Un bon fromage ; Est avalée plus facilement quand elle est bien dorée. — XII. Richelieu y conclut un traité ; Son herbe est bonne à brûler ; Ne sont trouvés bons que lorsqu'ils sont bien chauds. — XIII. Imite un bossu ; Reste généralement froid en été ; Sont toujours en train de regarder. — XIV. Qui n'a donc pas bavé ; Qualifie une artère. — XV. Mauvaises conseillères d'autrefois ; République ; Préposition.

VERTICALEMENT

1. Spécialistes des opérations délicates ; Comme un bouquet pour le chef. — 2. Endroit où l'on peut faire des confidences ; Fournir une couverture. — 3. Abréviation ; Article étranger ; Raccourcit quand on tire dessus. — 4. Faire la conversation ; On peut traiter de mollusque celui qui n'en a pas. — 5. Causent de graves outrages ; Sans effets ; Circulaient à Rome. — 6. Maison de campagne ; Dessous de table. — 7. S'exprimèrent comme des innocents ; On en fait de la poudre. — 8. Devait être complétée par une bonne salade ; Qui n'est donc pas du tout mouillé. — 9. Monts en Algérie ; Queue d'habit ; Négation étrangère. — 10. Peut justifier un accusé. — 11. Monument qui a été mis en place ; N'est pas toujours naturel. — 12. Au monde ; On n'y expose que des articles bien repassés. — 13. Peut qualifier une mauvaise imitation ; Vient généralement du Sud. — 14. Qui ne partent donc pas tout de suite ; Comme une vis. — 15. Pas superflu ; Se mettent en boîte.

Solution du problème n° 2 482

Horizontalement

I. Typomètre (cf. point). — II. Erronées. — III. Nue ; Tu. — IV. Axe ; OT ; Né. — V. Magasin. — VI. Uppsala. — VII. Rat ; Moule. — VIII. Ili ; Envie. — IX. Sion ; AT. — X. Ténifuges. — XI. Er ; Dosera.

Verticalement

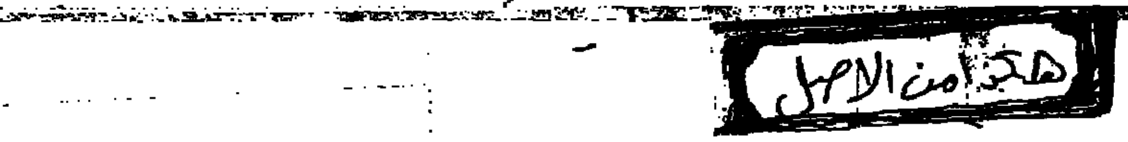
1. Naturiste. — 2. Yeux ; Palier. — 3. Préemption. — 4. Or ; As ; Nid. — 5. Monogame ; Fô. — 6. En ; Talon ; Us. — 7. Têt ; Sauvage. — 8. Réuni ; Liter. — 9. Es ; Entée ; SA.

GUY BROUTY.

PRESSE

● *L'inspection du travail* a refusé le licenciement de sept journalistes de l'hebdomadaire de football *Onze*, édité par les Editions de France, annonce le Syndicat des journalistes C.F.D.T., qui précise que le motif économique invoqué par la direction du magazine n'a pas été retenu. La direction des Editions de France voulait licencier sept de ses quinze journalistes et en embaucher trois autres, avec des salaires plus élevés, et augmenter considérablement de nombre de ses pigistes, selon le S.J.F.-C.F.D.T.





Le Monde des loisirs et du tourisme

Lhassa, Tibet, 3 600 mètres d'altitude

A PAS PRUDENTS SUR LE TOIT DU MONDE

Le Tibet est déjà ouvert au tourisme. C'est du moins ce que disent les responsables locaux recontrés à Lhassa, qui affirment qu'un « petit nombre » de touristes, hors de toute délégation officielle, ont déjà été admis à faire le voyage et qu'il en sera de même l'an prochain. Mais les places sont rares, car la capitale tibétaine ne dispose que d'une unique « maison d'hôtes », et aucun nouvel hôtel n'y est encore en construction. On dément d'ailleurs, toujours à Lhassa, les informations selon lesquelles des excursions pourraient prochainement être organisées à partir de Katmandou. Enfin, si les places sont rares, elles sont également chères : on parle d'un « tout compris » de l'ordre de 400 yuans — soit un peu plus de 110 F — par jour.

Mais les projets vont d'autant plus vite en Chine qu'ils peuvent être source de devises étrangères. Un nombre croissant de privilégiés pourront sans doute, d'ici peu, se lancer dans l'aventure. Ces quelques notes permettront d'éclairer le début de leur itinéraire... et de faire rêver ceux que leurs moyens contraignent à attendre une ouverture plus démocratique du tourisme tibétain.

LE voyage commence normalement à Chengdu, capitale de la province du Sichuan, puisque c'est de là que s'envole quotidiennement, sauf le dimanche, le vol régulier pour Lhassa. C'est d'ailleurs à Chengdu, si cela n'a pas été fait plus tôt, qu'on vous fera subir les contrôles médicaux qui constituent le premier examen de passage pour le Tibet. Ce n'est pas une plaisanterie, et les médecins chinois se montrent inflexibles devant les candidats dont le cœur est un peu trop fragile ou qui souffrent de troubles de tension. Si tout va bien de ce côté-là, le réveil sonne avant l'aube le jour du départ pour prendre le chemin de l'aérodrome.

6 h. 45. — *Sous réserve d'une météo favorable, l'avion décolle dans l'aube naissante. Il fait assez clair déjà pour apercevoir dans les environs de Chengdu les petites fermes sichuannaises, noyées dans leurs bosquets et coiffées chacune d'un petit filet de fumée : c'est l'heure où, dans les chaumières, se prépare le petit déjeuner.*

7 h. 15. — *A travers les nuages qui s'effilochent, quelques pics noirs et aigus se dressent sous les ailes de l'appareil. Brève apparition sans suite, car les pics sont suivis par les larges formes de montagnes s'élevant lentement vers l'ouest. Comme nous continuons à prendre de l'altitude, le vol se poursuit au-dessus d'un tapis de coton blanc parfaitement opaque, illuminé par un soleil éclatant.*

8 h. 20. — *Les nuages s'éclaircissent tout à coup pour laisser apparaître les premiers sommets couverts de neige. Les arêtes paraissent extrêmement vives. C'est un paysage déchiqueté où l'œil plonge au fond de vallées aussi blanches que les cimes. n'était de temps à autre un petit lac bleu-vert niché entre les pentes.*

8 h. 45. — *De hautes cimes, à l'horizon, s'élèvent nettement au-dessus des nuages et paraissent atteindre la hauteur de l'appareil. Nous volons à plus de 8 700 mètres, et le commandant de bord annonce que nous pouvons apercevoir à gauche (c'est-à-dire au sud) la chaîne de l'Himalaya, à droite celle du Gangdise. A l'intérieur de ce très large couloir se déroule un paysage de vastes massifs, dominé par des crêtes aiguës entre lesquelles s'étendent de larges méplats arrondis d'une blancheur immaculée et brillante au soleil. De vieux souvenirs des livres de géographie reviennent à l'esprit à la vue d'une moraine parfaitement distincte qui, poussée par son glacier, s'avance le long d'une vallée en rabotant les bords*

9 h. — *Nous commençons la descente vers Lhassa. Par moments, un flanc de montagnes exposé au soleil tranche par sa couleur sombre sur le fond neigeux. Beaucoup plus bas, un soupçon de verdure commence à apparaître, en même temps qu'un sentier bien net, signe de présence humaine, et bientôt quelques pâturages aux couleurs plus tendres.*

9 h. 30. — *Après un quart d'heure de vol dans le coton, l'avion débouche soudain entre deux flancs de montagnes brunes au-dessus d'une rivière boueuse qui serpente entre des bancs de sable. La descente est très rapide (gare aux oreilles !), l'atterrissage sans problème au milieu d'une large vallée. Aucune trace de neige sur les sommets environnants auxquels s'accrochent en revanche de longs nuages poussés par le vent.*

Le palais des dalaïs-lamas

Aucun doute, en posant pied à terre, que l'endroit a quelque chose de très spécial. Rien de déplaisant pour l'instant, simplement un sentiment de légèreté inaccoutumée, les jambes un peu molles tout au plus, comme lorsqu'on touche la terre ferme après plusieurs jours en bateau. Vos hôtes multiplient les recommandations : pas d'effort inconsidéré, même si votre valise paraît curieusement moins lourde qu'elle n'était au départ de Chengdu. Quelques ballons d'oxygène disposés à titre de précaution dans l'autocar où vous prenez place montrent que les avertissements doivent être pris au sérieux.

10 h. 40. — *Nous roulons depuis plus d'une heure le long d'une petite rivière qui rejoint plus loin celle qui coule à Lhassa et dont les eaux se fondront plus loin encore — cela aussi fait rêver — à celles du Brahmapoutre.*

Le dépaysement est immédiat. Dans les champs de blé et d'orge qui bordent la route ou derrière les troupeaux de moutons et de chèvres à poils longs que double l'autocar, paysans et bergers tibétains sont habillés des costumes les plus traditionnels, chapeaux bruns ou bleus à larges bords, longues robes ou tuniques sombres souvent en haillons mais presque toujours éclairés par la note vive d'une ceinture vermillon ou d'un foulard bleu turquoise. Le sobre uniforme vert des militaires chinois, fréquemment rencontrés, paraît presque incongru et en tout cas clairement importé dans cet autre monde.

Les maisons, les attelages, sont du même style. Quelques touches de peinture claire, presque psychédélique, sont posées à l'auvent des fenêtres, et le chanfrein des chevaux est largement pomponné de laine rouge. Tout cela frappe d'autant plus que la montagne environnante est d'un gris de plomb sous un ciel bas et que les taches vertes des cultures n'éveillent qu'à peine les couleurs du paysage.

12 h. — *La vallée s'est beaucoup élargie et un rayon de soleil vient parfois l'éclairer. Le temps est doux, d'ailleurs, et des enfants tout nus s'en donnent à cœur joie dans l'eau de la rivière. Un peu plus de maisons, un peu plus de cultures, mais la rocaille s'élève aussitôt à la limite du dernier champ à peu près plat. Dans notre autocar, les premiers effets de l'altitude commencent à se faire sentir : un peu partout les yeux se ferment irrésistiblement et une douce somnolence conduit à des poses de plus en plus abandonnées.*

12 h. 15. — *Première vision, très loin, du Potala, l'ancien palais des dalaïs-lamas. Tout le monde est réveillé et les cous se tendent pour reconnaître la majestueuse façade, vue sur combien d'images, dressée au flanc de la montagne.*

A vrai dire, la première impression est un peu déroutante. Aperçu de profil et à plus de 10 kilomètres de distance, le Potala apparaît d'abord comme une construction modeste, perchée sur un piton rocheux, mais écrasée par les masses montagneuses qui la dominent de très haut et l'entourent de toutes parts. Un autre petit piton, sans renommée et qui se dresse également au milieu de la vallée, prend presque autant d'importance.

Au bord de la route, c'est l'heure du déjeuner. Les travailleurs des champs, les cantonniers (nous roulons sur une piste de terre mais dont l'entretien nécessite visiblement une nombreuse main-d'œuvre), sont réunis en cercle autour de larges marmites posées sur des feux allumés entre quelques pierres et où se réchauffe la soupe commune. Parfois, un isolé, son cheval entravé à côté de lui, regarde lui aussi réchauffer son fricht individuel à la chaleur de quelques tisons.

12 h. 40. — *Un peu fourbus par les cahots de la route, nous débarquons à la maison d'hôtes, les jambes encore un peu molles et avec un sentiment croissant d'incertitude dans les mouvements. Vous êtes prévenus et vous mesurez vos gestes. Cela n'empêche pas d'avoir le souffle court en arrivant au premier étage et même d'éprouver une légère tendance à s'appuyer aux meubles.*

Lhassa est à quelque 3 600 m d'altitude et il n'est pas question de tricher. Les réactions sont plus ou moins vives et prolongées, mais on y coupe difficilement, le premier jour, d'un mal de tête soigné et que toute imprudence ne peut qu'aggraver et rendre plus douloureux encore. Vos hôtes chinois tiennent à votre disposition les ballons d'oxygène et les analgésiques nécessaires, mais il dépend de vous et de votre modération de ne pas avoir trop longtemps à en faire usage.

Mais quelle prudence tiendrait, le jour même où l'on arrive à Lhassa, devant la tentation, tout de suite, d'une première découverte ? Le Potala est là, à portée de la main, et il a repris toutes ses dimensions. Dans la lumière du soir, il se dresse comme une immense muraille blanche au sommet de laquelle le soleil fait rougeoyer les murs sang de bœuf du palais et briller l'or des balcons. C'est tout une ville verticale, flanquée de ses tours, vers laquelle montent des escaliers monumentaux.

Pas question, ce soir, de se lancer dans une telle ascension. Mais prenez donc la rue qui, d'ouest en est, conduit vers la vieille ville. De sages trottoirs d'abord, ombragés de peupliers à larges feuilles, un carrefour qui fait frontière, où se retrouvent cordonniers ambulants et petits commerçants en plein air, une rue plus étroite ensuite bordée de quelques vieilles maisons tibétaines aux terrasses carrées, et, tout à coup, c'est le choc, celui qu'on peut avoir devant les hauts lieux saints d'un monde inconnu. A vrai dire, ce ne sont pas tant les toits dorés du monastère de Jokhang ni ses tentures flottant au vent qui provoquent la plus forte émotion. C'est la foule qui entoure le temple et à laquelle, si préparé soit-on, on ne peut s'attendre. Car aux habitants de Lhassa se mêlent des pèlerins venus de plusieurs centaines de kilomètres. Hommes aux longs cheveux parfois rassemblés en petites tresses sur le sommet du crâne, parfois tombant sur les épaules, femmes courbées sous le poids des marmots ficelés sur leur dos, robes de bure et hautes bottes de montagnards, larges manches remontées sur les bras nus, bustes ornés de colliers et dégagés au-dessus de lourds manteaux noués autour de la taille, cela n'a plus rien à voir avec la Chine...

Des perles bleues aux oreilles, le visage plus noir de crasse que de soleil, la main passée dans une ceinture à large boucle d'argent, un homme vous fixe avec une curiosité qui pourrait être inquiétante au milieu de cette foule si, tout d'un coup, à votre timide bonjour ne répondait un large sourire découvrant des dents éclatantes de blancheur. C'est votre laissez-passer, la main tendue que vous n'avez qu'à saisir.

ALAIN JACOB.

ENTRETIEN

On a perdu le « France » pas les croisières...

Les travaux de transformation du « Norway » — ex-« France » — viennent de débuter dans les chantiers de Brême, en Allemagne fédérale. M. Claude Dexidour, directeur des croisières Paquet, seul armement français à organiser des croisières, explique les caractéristiques de ce marché et dit quelles sont ses chances et ses difficultés.

« Quelle est la situation générale du marché de la croisière ?

— Sur le marché international, les derniers chiffres disponibles font état d'environ un million cinq cent mille passagers chaque année. Sur ce total, le marché américain, c'est-à-dire essentiellement les îles de la mer Caraïbe, avec huit cent mille passagers (dont 90 % d'Américains), représente la moitié du marché mondial. Compte tenu de la baisse du dollar et donc de leur pouvoir d'achat, les Américains cherchent donc à passer leurs vacances en zone dollar.

» Cela veut dire que les armateurs doivent avant tout offrir un genre de croisière adapté à une clientèle disposant de revenus moyens. Les prix de vente doivent s'échelonner entre 100 et 110 dollars par jour, pas davantage. Toutes les compagnies étrangères savent qu'il y a là un marché en pleine expansion qui devrait même augmenter de 30 à 40 % dans les prochaines années.

— Face à cet immense marché américain, quelle place occupent les européens ?

— On compte à peu près cinq cent mille passagers européens. Les principaux pays « fournisseurs » de touristes, sont l'Angleterre et l'Italie avec cent trente mille passagers annuels, l'Allemagne (cent vingt mille) et la France (quatre-vingt-cinq mille). Ce marché-là est très saisonnier : d'avril à novembre.

Propos recueillis par DOMINIQUE MIRAS.

(Lire la suite page 16.)

CET ÉTÉ AU PAYS BASQUE

Les touristes ont forcé le blocus

« QUAND *on ne vit que du tourisme, on ne fait pas tout pour décourager ou faire fuir les touristes.* » Ce vacancier français, qui a choisi « malgré tout » de revenir dans son habituel camping de Saint-Jean-de-Luz, ne mâche pas ses mots. Fût-ce au prix d'une certaine exagération : heureusement pour lui, le Pays basque ne vit pas que du tourisme, même du côté français, et à plus forte raison du côté espagnol. « *Il est vrai,* ajoute-t-il, fataliste, *qu'avant de devenir un habitué au Pays j'allais régulièrement camper en Corse. Alors, autant revenir ici. Après tout, qu'est-ce qu'on risque, nous ? C'est surtout le climat politique qui est déplaisant et agaçant.* »

Un certain nombre d'autres, pourtant, semblent avoir, cette année, boudé le Pays basque. En attendant des jours sinon meilleurs du moins plus calmes. Sans doute est-il encore un peu tôt pour mesurer, chiffres en main, l'ampleur du « manque à gagner ».

BERNARD BRIGOULEIX.

(Lire la suite page 16.)



(Dessin de PLANTU.)



« LES ILES DU MONDE »

Vols secs valable 1 an pour tous AU DEPART DE BRUXELLES

		A/S	A/R
AUCKLAND	=	3.490	5.235
HAITI	=	1.710	3.190
HONOLULU	=	2.230	4.170
MADAGASCAR	=	2.325	5.080
MAURICE	=	2.580	4.880
NAIROBI	=	2.050	3.870
NOUMEA	=	4.625	6.135
PAPEETE (Tahiti)	=	4.025	5.225
REUNION	=	2.925	5.170
SEYCHELLES	=	3.129	5.290
SYDNEY	=	2.740	3.940

NOUVEAU MONDE, 8, r. Mabillon 75006 PARIS - Tél. : 329-40-40 Licence n° 1171.

Consultez-nous pour le sens contraire si votre famille réside là-bas.

YOUGOSLAVIE
une autre façon de partir au soleil



- retrouvez le soleil et l'été à 2 heures de vol de Paris
- l'automne : période idéale pour découvrir ses 1200 km de côte et son pittoresque arrière-pays
- agréables hôtels avec des réductions de tarifs hors-saisons atteignant jusqu'à 50 %
- camping-caravaning : 250.000 places vous attendent et 300.000 lits chez l'habitant
- essence avec bons de réduction de 20 %
- la carte d'identité suffit pour un séjour d'un mois

Renseignements et documentation dans les agences de voyages ou :
Office de Tourisme Yougoslave Tél. 297.57.56
Cie aérienne JAT Tél. 297.43.03
31, boulevard des Italiens - 75002 PARIS.



Les touristes ont forcé le blocus

(Suite de la page 15.)

D'autant plus que le mois de septembre connaît traditionnellement une certaine faveur dans la région. Mais la fréquentation touristique du Pays basque a indéniablement souffert, cette année, des événements politiques.

Du côté français, le phénomène n'a pas eu le caractère massif qu'il a revêtu du côté espagnol. Mais quand même : des riverains de la nationale 10 aux C.R.S., des hôteliers aux loueurs de tentes sur les plages, en passant par les restaurateurs, les employés du péage de l'autoroute et les douaniers, tout le monde convient de cette baisse de la fréquentation touristique. Même si on ne le crie pas trop fort chez ceux qui vivent effectivement du tourisme, de crainte d'amplifier cette baisse en en reconnaissant l'existence... *« L'ETA nous casse la baraque,* explique crûment l'un d'eux. *Et le pire, c'est que plus nous le dirons, plus le phénomène s'accentuera. D'autant plus que les gens confondent Pays basque espagnol et Pays basque français. »*

Ce restaurateur mécontent n'a pas tort, au moins sur ce dernier point. Pour s'en convaincre, il suffit de constater avec quel étonnement soulagé de nombreux touristes séjournant *« au nord »*, comme disent les autonomistes pour parler du Pays basque français, découvrent que la tension qui règne *« au sud »* ne franchit guère la frontière.

Il est vrai que nombre d'entre eux aimaient, les années précédentes, s'offrir de temps à autre *« une petite virée en Espagne »*. C'est-à-dire, le plus souvent, quelques embouteillages jusqu'à Saint-Sébastien, où ils promenaient leurs coups de soleil et demandaient fièrement à une terrasse de café *« una cerveza, por favor »*, à quoi un serveur affairé répondait par un *« tout de suite, monsieur »* sans accent. Cet été, ils n'ont plus guère franchi la frontière. Si ce n'est, de temps à autre, pour aller faire leurs achats alimentaires (sans parler de quelques souvenirs de grande série, du genre « made in Hongkong ») dans l'un de ces magasins spécialisés qui se sont multipliés, ces dernières années, juste de l'autre côté des postes de douane, à l'intention quasi exclusive des étrangers de passage.

D'autant plus que, pour appliquer les consignes de l'ETA politico-militaire, qui avait entamé, au début de l'été, sa « guerre des vacances », plusieurs restaurants, à Irun ou à Saint-Sébastien, affichaient : *« Ici, on ne sert pas les Français. »* Quant au Pays basque espagnol, il jouissait traditionnellement, dans la Péninsule, d'une réputation touristique très flatteuse, et assez aristocratique. Pendant des lustres, le gouvernement ibérique se transportait à Saint-Sébastien chaque été. Certaines ambassades madrilènes y disposaient d'une résidence estivale. De nombreuses stations balnéaires d' « Euskadi-Sud », ou même de simples petits ports, ont gardé les traces de cette vogue mondaine.

Depuis quelques années, avec la hausse du pouvoir d'achat espagnol et l'augmentation de la durée des congés, cette particularité tendait à s'estomper. Il sera, d'ailleurs, intéressant de mesurer, lorsque la situation politique se sera clarifiée en Euskadi, où l'on en est à cet égard. En tout cas, cette année, la désaffection estivale a pris, au Pays basque espagnol, l'allure d'un véritable désastre. Les plus optimistes parlent d'une baisse de la fréquentation touristique de l'ordre de 40 % par rapport aux étés précédents. D'autres avancent le chiffre de 60 %. Certains hôteliers, là aussi, se refusent à évoquer le phénomène. Mais ils étaient nombreux, en plein mois de juillet ou d'août — pour ne pas parler de septembre, — à répondre avec empressement que *« oui, ils avaient des chambres libres... »*

Les gares des principales villes du Pays basque espagnol n'auront pas connu, cet été, leur animation et même leur cohue habituelles en cette saison. Quant aux aéroports, si celui de Bilbao n'a guère fait relâche, c'est probablement que sa clientèle appartient davantage au monde des affaires qu'à celui des vacanciers. Mais, dans le hall de celui de Fontarrabie, qui dessert Saint-Sébastien et sa région, quel calme ! Et quelle facilité pour réserver une place, au dernier moment pourtant, sur l'avion de Madrid !

Une région fortement touristique, confrontée à un problème politique majeur, a au moins l'avantage de fournir un excellent observatoire pour sonder les réactions de l'homme de la rue — qui n'y demeure pas habituellement — devant ce problème. Non, certes, que la « question basque » occupe l'essentiel des préoccupations des estivants.

« Je ne connais pas le dossier, je ne peux pas juger », répondent certains avec une belle modestie lorsqu'on les interroge. D'autres coupent court, du tranchant de leur jugement — généralement très hostile à l'autonomisme basque. *« Il y a déjà le chômage et la hausse des prix chez nous, la rentrée qui s'annonce dure, le mauvais temps et tous les soucis personnels que je peux avoir. Ce n'est déjà pas facile d'essayer de faire le vide pendant un mois ! Et vous voudriez que je m'intéresse au problème basque, si problème il y a ? Merci, très peu pour moi »*, s'insurge un père de famille venu pour un mois de la banlieue parisienne.

Les inconditionnels

Il y a aussi ceux qui tentent courageusement de comprendre enfin quelque chose, *« tant qu'on est là »*, à une question qui leur a toujours semblé passablement obscure mais dont leurs journaux leur parlent souvent. Et qui se désolent généralement de n'y pas parvenir, faute de relations sur place, tout simplement.

Chez ceux qui arrivent au Pays basque avec un minimum d'information, de *« sensibilité au problème »*, comme on dit, ou qui essaient de la trouver sur place, on constate le plus souvent une certaine incompréhension devant la persistance du terrorisme : *« Mais qu'est-ce qu'ils veulent de plus ? »* est la question qui revient le plus fréquemment. *« Sous Franco, d'accord. Mais aujourd'hui ? Ils ont la démocratie, ils sont en plein développement économique, ils vont avoir l'autonomie. Alors, quoi ? »*

Et puis, le Pays basque a ses inconditionnels de part et d'autre de la frontière franco-espagnole. Pour ceux-là, la question de savoir s'ils iraient *« là-bas »* ou non ne se posait même pas. Parce qu'ils aiment d'amour ce pays compliqué, mystérieux, insaisissable et trilingue. Et peut-on aimer un pays de cette façon sans aimer aussi ses problèmes, voire ses drames ?

Cette passion pour l'Euskadi ne signifie pas nécessairement que l'on épouse toutes ses querelles. Mais elle implique de considérer les protagonistes de ces drames autrement que comme des empêcheurs de nager en rond, des gâcheurs de vacances, d'irresponsables trouble-fête *« pour-moi-qui-travaille-dur-toute-l'année-Monsieur »*. Oui, les inconditionnels du Pays basque ne veulent pas « bronzer idiots », ou en tout cas indifférents.

A la limite, il ne leur déplaît pas que ce pays d'entre Adour et Ebre soit un peu agité, et que cette agitation fasse fuir les profanes. Ils sont plus nombreux qu'on ne croit, ces Français et ces Espagnols venus d'ailleurs souvent par hasard, et dont le cœur a jeté l'ancre au large de la corniche cantabrique ou à quelques encâblures du Rocher de la Vierge.

« Seulement, ce n'est pas avec eux que je peux faire ma saison », se désole un hôtelier de Biarritz. D'autant moins, même qu'un certain nombre de ces aficionados (ou leurs parents...) ont pu y acheter des maisons dans les années 50, quand la côte basque était, si l'on ose dire, au creux de la vague.

BERNARD BRIGOULEIX.

On a perdu le « France » pas les croisières...

(Suite de la page 15.)

— Y a-t-il des possibilités d'expansion sur le marché européen ?

— Tout à fait. Les bateaux travaillent très « confortablement » en Europe. Leur coefficient de remplissage s'améliore de 10 à 12 % chaque année. Ce genre de produit touristique, qui était jusqu'à ces dernières années réservé à une clientèle relativement fortunée, devient désormais très compétitif compte tenu des augmentations des prix des voyages aériens ou des frais de séjour en hôtel.

— La France se trouve nettement en retrait. A quoi cela est-il dû ?

Incontestablement, les plus grands bénéficiaires sont les armements étrangers, qui ont des prix actuellement mieux adaptés et plus bas que les armements français. Les coûts d'exploitation sont nettement inférieurs aux nôtres dans toutes les compagnies étrangères, sans même parler des pavillons de complaisance. Sur les armements nordiques, il est admis que l'on emploie un nombre important de main-d'œuvre étrangère.

Dans le cas des navires soviétiques, la notion de coût d'exploitation n'a pas de sens. La plupart des paquebots de croisière russes sont susceptibles d'être transformés en transports de troupes. D'autre part, la plus grosse partie du personnel n'est pas rémunérée puisque les équipages sont employés dans le cadre de leur service civil. Enfin — il s'agit là d'une question de prestige, — le nombre de bateaux russes qui organisent des croisières vers les Caraïbes pour la clientèle américaine est considérable, ce qui permet de faire rentrer en U.R.S.S. des devises étrangères.

— Dans ces conditions, comment l'armement français peut-il se maintenir à flot ?

— Il est vrai que les compagnies françaises se sont trouvées défavorisées par rapport aux autres armements. Sachant que la clientèle française était naturellement moins tournée vers ce genre de voyage, contrairement aux Britanniques ou aux Italiens, et compte tenu des handicaps économiques que nous avons déjà évoqués, les compagnies françaises n'ont pas cherché à exploiter ce marché. J'ajouterais même qu'elles ont manqué d'imagination.

» La compagnie Paquet, pour sa part, a tout de suite réalisé que le paquebot, moyen de transport, devait devenir lieu de loisir. Notre compagnie à elle seule transporte 50 % des Français qui partent en croisière.

Il est établi que les équipages français sont plus chers. Dans le compte d'exploitation d'un bateau français, les frais d'équipage représentent à peu près 30 % contre 12 % pour les pavillons étrangers ou de complaisance. Par conséquent, nos navires doivent avoir un coefficient de remplissage maximal sur toute l'année, ce qui rend l'équilibre des compagnies très fragile. Depuis 1976, l'Etat nous a autorisé à employer des marins étrangers, qui représentent 25 % de notre personnel hôtelier.

— Quel est le genre de croisière actuellement le mieux adapté à la clientèle française ?

— Les Français s'accommodent plus mal que leurs voisins du dépaysement. Avec nos croisières, ils ont trouvé la possibilité d'aller à l'étranger tout en restant chez eux. Ils restent fidèles au produit français. Nous leur offrons deux genres de croisière : d'abord un produit relativement cher qui s'adresse à une clientèle assez âgée, essentiellement les passagers du *Mermoz*.

Notre clientèle, aux trois quarts, correspond à celle que l'on trouve habituellement sur le marché général du tourisme. Nous proposons des croisières plus économiques à bord de paquebots comme l'*Azur* ou le *Massalia*, à 110 dollars par jour.

Propos recueillis par
DOMINIQUE MIRAS.

TROP DE REFUGES « TROIS ÉTOILES » EN MONTAGNE

LA haute montagne et la moyenne montagne sont désormais bien équipées en refuges et en gîtes d'étape. La chaîne du Mont-Blanc, le massif des Ecrins, disposent actuellement d'installations qui comptent parmi les plus modernes d'Europe. Le Club alpin français (C.A.F.) fut, jusqu'à une date récente, le constructeur presque exclusif des refuges.

Aujourd'hui les parcs nationaux, mais aussi la grande traversée des Alpes françaises parsèment la montagne de nouvelles installations plus modestes. Leur nombre est-il toutefois suffisant pour répondre au développement de l'urbanisme et de la randonnée ? *« Devant la foule qui se presse toujours plus nombreuse aux portes de la montagne, faudra-t-il un jour construire des refuges de cinq cents ou de mille places... ou concevoir d'autres méthodes d'approche ? »* demandait déjà en 1974, dans la revue du Club alpin français le président de la commission des travaux en montagne du C.A.F.

Il semble que les avis demeurent encore très partagés sur l'opportunité d'édifier au-dessus de 2 000 mètres d'altitude des bâtiments de grande capacité. M. François Gros, chargé de mission auprès du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs pour les problèmes de montagne, pense que les grands refuges de cent à cent cinquante places constituent des *« points de fixation »* qui ne résolvent ni les problèmes de sécurité ni les problèmes de pollution, amplifiant bien au contraire ces derniers. *« Il serait souhaitable de limiter à vingt ou trente places, voire quarante places dans certains cas, la capacité des refuges afin de recréer un véritable accueil montagnard »*, précise M. François Gros qui regrette, par ailleurs, que les refuges ne soient gardés le plus souvent que du 15 juin au 15 septembre, c'est-à-dire pendant la période la plus *« rentable »*.

Le statut de gardien n'est pas étranger à ce type de comportement, souvent mal accepté par la clientèle qui fréquente les refuges. Beaucoup critiquent le fait que certains se soient progressivement transformés en *« refuges - hôtels - restaurants »*, où l'on pratique une *« escalade sur la carte des repas »* entraînant une *« véritable sélection par l'argent »*.

Le chargé de mission pour la montagne voudrait que les gardiens de refuges limitent l'exercice de leurs prestations à une *« soupe et un plat du jour »*, mais surtout que le contrat qui les lie au Club alpin français ou aux responsables des parcs nationaux soit modifié. Actuellement, les gardiens reversent la totalité des nuitées aux propriétaires des refuges, mais ils conservent les bénéfices de la restauration, ce qui les encourage, notent de nombreux alpinistes, à se comporter comme des *« gargotiers énervés, recevant le grimpeur non comme un ami auquel on offre la soupe, mais comme un touriste à qui il faut prendre son argent »*.

Les gardiens répondent qu'il est nécessaire de prendre en compte les difficultés inhérentes à leur métier ainsi que les frais très importants qu'engendre le transport par hélicoptère du ravitaillement des refuges. De nombreux alpinistes pensent qu'il serait préférable d'assurer aux gardiens un *« salaire minimum »* et un pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé au cours de la saison estivale... Une formule qui n'en redonnera probablement pas plus de *« pureté »* à la montagne...

CLAUDE FRANCILLON.

● **Six cents gîtes en Haute-Loire.** — Le six centième gîte rural de la Haute-Loire a été inauguré le 2 septembre à Grèzes, dans le canton de Saugues, par M. Raymond-Julien Pagès, président de la Fédération nationale des gîtes ruraux de France. Cet organisme fête cette année son vingt-cinquième anniversaire.

Aujourd'hui, vingt-cinq mille gîtes totalisant quelque cent vingt-cinq mille lits assurent les vacances d'environ soixante-quinze mille familles, dans des conditions économiques très satisfaisantes.

Il se crée actuellement un millier de nouveaux gîtes chaque année en France, mais si l'on en juge par la demande — tant française qu'étrangère — ce rythme pourrait être doublé. (Corr.)

★ Fédération des gîtes ruraux : 34, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. Tél. 073-23-16.



Une tradition coréenne: soigner nos invités.

En Corée, il existe une coutume ancestrale : un visiteur est toujours considéré comme un hôte de marque, et cette coutume vous l'apprécierez sur Korean Air Lines.

Pour qu'une compagnie aérienne connaisse un succès aussi spectaculaire que le nôtre en seulement 10 ans, il faut qu'il y ait des raisons.

Soyez notre hôte.

Et vous serez agréablement surpris de découvrir pourquoi la plus jeune compagnie internationale Asiatique est déjà la nº 2 en Asie.

KOREAN AIR LINES
Soyez notre hôte.

RÉSIDENCES | secondaires ou principales
Campagne • Mer • Montagne

ANCIEN MOULIN A VENT
restauré avec goût. Caractère des Causses, 700 m. altit., Nord Hérault. 3 chambres, séjour avec cheminée, salle d'eau, w.-c., cuisine. 16.000 m2 terrain. Indépendance et calme.
CABINET REVERBEL
34700 Lodève - Tél. (67) 44-02-30.

LOIRET - 70 km PARIS
Graineterie murs et fonds.
Appartement 5 pièces tout confort.
Dépendances, caves, magasin 50 m2.
Possibilité 80 m2 pour adjoindre magasin fleuriste.
Mme Compagne - Tél. (38) 85-41-76.

BELLE-ILE-EN-MER
Terrains constructibles
600 à 6.000 m2 - Vue sur mer.
PERILLEUX - Propriétaire
21, rue du Calvaire
44000 NANTES.
Tél : 48-66-36 - 73-25-20.

NIÈVRE 200 kilomètres PARIS
dans village 3 km ville
JOLIE MAISON 4 pièces, 25 m2 cave voûtée. Grenier aménageable. Garage, cour et jardin, 1.900 m2.
PRIX : 150.000 FRANCS.
DUCREUX IMMOBILIER
58500 CLAMECY
Téléphone : (16-86) 27-04-56.

Côte d'Emeraude. A SAINT-MALO. Bord de mer, vue imprenable, dans petite propriété, bel appartement de 6 pièces, surf. 200 m2, garage et parc. Libre.

A CANCALE. Jolie propriété pierres rénovée de 6 pièces, Dépendances, jardin. Libre.
Autre belle propriété pierres de 6 p. Jardin. Libre. — Près Dol-de-Bret. ancien moulin avec terrain et étang de 4 hectares. Beau site.

S'adresser AGENCE TARDIVEL. 35120 Dol-de-Bretagne. Tél. 48-02-74.

TOURISME
HOTELS RECOMMANDES

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

Les Chalets du Villard (92) 45-82-06
Ch. grand confort avec cuisinettes. piscine, tennis. Px spéc. juin et sept.

Stations thermales

66160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La Station du Foie et de la Vésicule, migraine, allergies, séquelles d'hépatite, goutte, diabète, eczémas.
HOTEL DES SOURCES ** N.N.
HOTEL DU GRILLON D'OR ** N.N.
HOTEL DU CANIGOU * N.N.

Angleterre

KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington et Harrods. 90 F. Breakfast anglais, taxe incluse. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Dir. E. THOM. 01-589-8288.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA - Semaines forfaitaires en montagne dès 320 F. Piscine couverte et plein air. 4 courts tennis. Télex : 74232.

Le Périgord, les estivants et le juste équilibre

LE *Périgord se penche sur son tourisme*. Intérêt amplement justifié. Cette activité est l'un des trois piliers (avec la petite industrie et l'agriculture) de la vie économique du département. Pourtant ses capacités, ses revenus et ses effets sont encore très mal connus. Après les assises départementales du tourisme, qui s'étaient déroulées l'an passé à Périgueux, la préfecture vient de publier une « *étude sur le tourisme en Dordogne (1)* » qui apporte nombre d'informations.

Première constatation : le Périgord (*380 000 habitants*) peut accueillir simultanément environ 115 000 visiteurs. La proportion semble raisonnable. La gentillesse et la tolérance des autochtones font le reste. Ce qui explique que dans la plupart des cantons on n'enregistre guère ce fameux phénomène de rejet que l'on commence à percevoir dans les régions de France les plus « envahies ».

En Dordogne, les visiteurs ont le choix. Les seize mille résidences *secondaires du département* leur offrent 47 800 places, les cousins restés au pays 28 000, les 115 terrains de camping 22 500 places, les hôtels 10 800 lits, les colonies de vacances 5 000 et les 700 gites ruraux près de 4 000 *places*.

A l'exception de quelques vastes châteaux et d'une demi-douzaine de grands campings, tout cela reste de taille modeste. Les hôtels n'ont en moyenne que 17 chambres, la plupart des campings-caravanings moins de 200 places. Là encore on sait garder la mesure.

L'utilisation de ces capacités d'accueil offre davantage de surprise et d'inconnues. Les campings assurent 900 000 *nuitées* et les gites ruraux à eux seuls 400 000. Si les campings une étoile ne sont occupés que 25 jours par an les quatre étoiles le sont pendant 72 jours et les gites durant plus de 100 jours. Il est *dommage que l'étude* préfectorale n'ait pas poussé plus avant sur ce chapitre. Si on avait tenté d'évaluer le nombre de nuitées assurées par les hôtels (1 million ?), les résidences secondaires (1 million ?) et les familles (300 000 ?) *on aurait discerné* quel est l'investissement le plus rentable pour le département.

Étaler...

Il est probable que les hôtels de *moyen confort, les campings* de bon standing et les gites ruraux sont les équipements d'accueil les mieux utilisés. En revanche, les campings trop rustiques et les résidences secondaires sont un capital sous-*employé. Il faudrait donc inciter* les uns à se moderniser et les autres à se louer pendant les mois où les propriétaires n'occupent pas leurs fermes restaurées.

Troisième constatation plus inquiétante : le tourisme est *géographiquement mal réparti.* Sur les rives de la Dordogne, de la Vezère et autour de Sarlat, on approche de la saturation. Dans le Bergeracois et surtout aux environs de Nontron, il n'y à pas grand-monde. Situation *d'autant plus dommageable que* ce canton est aussi en difficulté dans les secteurs agricoles et industriels.

Pourtant, si on y compte peut-être moins de grottes préhistoriques et de châteaux, le Périgord blanc et le Périgord vert n'en recèlent pas moins d'innombrables trésors. L'architecture, les paysages, la cuisine, l'amabilité des habitants, n'y sont pas de moins bonne qualité que dans le Périgord noir.

Les Périgourdins ont pris conscience de ce déséquilibre : ils veulent le corriger. « *Notre tourisme doit s'étaler à la fois dans le temps et sur l'ensemble de notre territoire* », dit avec *sagesse Me Michel* Labroue, président de l'Office du tourisme. Les participants aux assises de Périgueux de même que M. Gérard Bélorgey, le préfet du département, sont d'accord. L'étalement de la saison, la dissémination des visiteurs, permettent d'éviter la plupart des maux du tourisme : flambée des prix, mauvaise humeur des autochtones, engorgement des équipements, destruction de l'environnement.

Pour attirer les vacanciers hors des sentiers battus, le département est en train de dessiner un réseau d'itinéraires « de découverte ». Thèmes des circuits : l'architecture religieuse, les bastides, les villes fortifiées, les châteaux résidentiels, les hauts lieux littéraires, etc. Ces circuits pourront se parcourir *en voiture, mais inciteront aussi* à la marche, à la chevauchée, à la randonnée cycliste. L'étude de la préfecture plaide pour un tourisme intelligent, écologique et de qualité.

Cela devra conduire à développer dans les cantons « sous-fréquentés » gites ruraux, campings à étoiles, mais aussi *piscines* et tennis. On veut pousser l'initiation au canoë-kayak, à l'artisanat, à la cuisine locale, à la préhistoire. Et, comme on ne néglige pas les facilités de l'électronique, on va faire fonctionner à plein une centrale de réservation qui gère déjà trois cent cinquante gites ruraux, des hôtels, des campings et mêmes des stages.

Conclusion du préfet, M. Gérard Bélorgey : « *Ces mesures doivent permettre d'atteindre le but poursuivi en Périgord : un tourisme diffus, équilibré, discret et à dimension humaine.* »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Préfecture de la Dordogne, service de l'environnement : 1, rue Paul-Louis-Courier, 24016 Périgueux.

44 000 bornes dans les pédales

« *J'aurais pu inventer ce livre. J'ai préféré le vivre* » : dès la première ligne, Alain Guigny donne le ton. Venu des Côtes-du-Nord faire sa vie à Paris, il a vingt-quatre ans et s'ennuie beaucoup. Sa profession ? Chômeur... Avril 1974, c'est le miracle : à force d'écrire pour solliciter des aides en vue d'un périple hors des sentiers battus, un mécène lui offre 12 000 F, et « sans contrepartie ». Alors il s'achète un vélo : « *Pour aller où ?* », interroge le vendeur. — « *Pour faire un tour !* » Mais il s'agit d'un tour du monde...

Printemps 1975, Guigny abandonne sans regret la capitale avec 30 kilos sur son porte-bagages, franchit l'Arlberg et, les jambes un peu lourdes, dévale sur l'Italie. A la question : « *Où allez-vous ?* », il répond : « *En Yougoslavie* ». Il y va, mais ensuite il y aura Istanbul, Téhéran, Kaboul, Delhi, Bombay, Dar-es-Salaam, Livingstone, Durban, Montréal, Vancouver, San-Francisco, Mexico, Panama, Bogota, Quito, Lima, La Paz, Manaus, Cayenne, Rio, Bahia, Dakar, Ouarzazate et... Pordic, le village natal ! Cela, traduit en chiffres, signifie : 34 pays, 44 000 kilomètres, 3 178 heures de vélo, 740 nuits à la belle étoile, 110 crevaisons, 339 rayons cassés.

Pour les passionnés de l'aventure, cela veut dire aussi des centaines de rencontres inoubliables, l'ascension du Kilimandjaro (avec le vélo), le franchissement des Andes à 4 893 mètres d'altitude, des traversées de déserts. Plus d'une fois notre cycliste devra à son solide coup de pédale d'échapper aux pires embûches : chiens sauvages en Turquie, charge d'éléphants en Rhodésie.

« *Avant de partir, je pensais qu'un tel voyage ne serait possible que pour quelqu'un de « bien né ». A ma grande surprise, je me suis rendu compte qu'il était réalisable pour quelqu'un né « pas de pot ! »* » Inutile d'avoir un entraînement considérable, pas la peine d'être fils à papa : chacun (ou presque) peut dépasser l'horizon étroit de la Porte Clichy ou des collines de Saint-Cloud, grâce à la bicyclette.

MICHEL DELORE.

★ *La Terre sur deux roues*, par Alain Guigny, 270 p. illustrées, Flammarion.

● **Eclipse au Kenya.** — L'office du tourisme du Kenya, à Paris, a ouvert un registre où peuvent d'ores et déjà s'inscrire les per*sonnes désireuses de se rendre au* Kenya pour assister, le 6 février 1980, à une éclipse solaire.

L'office déclare qu'il peut « se charger du logement, du transport et obtenir des devis d'agents de voyages ».

★ *OT* du Kenya, 5, rue Volney, 75002 Paris.

EN SEPTEMBRE « TOURISME S.N.C.F. »
vous propose
DES SÉJOURS A NAJAC, en AVEYRON

MARDIS 4, 11, 18, 25 SEPTEMBRE 1979
— Départ de PARIS-AUSTERLITZ par train de 2e classe, place assise.
— Arrivée à NAJAC.
— Séjour en pension complète, sauf boisson, jusqu'au lundi :
10, 17, 24 SEPTEMBRE et 1er OCTOBRE 1979.
— PRIX 790 F PAR PERSONNE.

Comprenant :
— Le train 2e classe, place assise, PARIS-NAJAC et Retour.
— La pension complète du mardi 1er jour de séjour-dîner au lundi 7e jour de séjour-dîner (sauf vin aux repas).
— Les transferts en autocar gare de NAJAC et retour.

SEMAINE SUPPLÉMENTAIRE : 593 F.
— Possibilité de départ : de toutes les gares de FRANCE.
Renseignements et inscriptions : TOURISME S.N.C.F. LAV 17 A.
Gare S.N.C.F. de province et de Paris.
Gares R.E.R. de Nanterre, Saint-Germain-en-Laye, Vincennes, Châtelet-Halles.
Gare S.N.C.F. d'Evry-Courcouronnes.
59, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.
46, rue du Général-de-Gaulle, 78120 Rambouillet.
16, boulevard des Capucines, 75008 Paris.
127, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.
11, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.
116, avenue du Président-Kennedy (Maison de la radio), 75016 Paris.
17, boulevard de Vaugirard (Service excursions), 75015 Paris.
V.P.C., boîte postale 130, 75023 Paris Cedex 01.

Comment devenir hôtelier ?

Il faut — entre autres... — six cents draps de *coton, quarante* théières, vingt salières pour équiper un hôtel deux étoiles de quarante chambres. Encore n'est-ce pas suffisant pour ouvrir un tel établissement. Quelles sont les possibilités de financement ? Où s'installer ? Quel statut juridique choisir ? Quelles sont les formalités à remplir au moment de l'ouverture ? Existe-t-il des ratios de gestion ? Quelles sont les particularités dans le domaine de la législation sociale ?

C'est à ces innombrables questions qui se posent à l'apprenti hôtelier que le Centre d'études du commerce et de la distribution (CECOD), bureau d'études de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, a cherché à répondre. Le CECOD vient, d'autre part, de publier sous la signature de M. Bernard Theumann, chef du service hôtellerie-tourisme, un fascicule de cent trente et une pages qui présente un tableau général de l'hôtellerie française.

« *Nous recevons de plus en plus de demandes de renseignements sur l'hôtellerie émanant de personnes qui n'en sont pas issues,* explique M. Theumann. *Le chômage, un petit capital, le désir de se reconvertir dans un secteur économique dynamique, les poussent à ouvrir un hôtel. Mais ce n'est pas si simple ! En effet, il ne suffit pas pour réussir que l'épouse se révèle un parfait cordon bleu dans sa résidence secondaire de Montfort-l'Amaury ! Encore convient-il de savoir commander et former son personnel, de développer son sens des relations publiques et de savoir gérer ses stocks...* »

Dans le même but, le CECOD organise, à partir du 16 octobre et jusqu'au mois de mars 1980, un stage de longue durée conventionné par l'Etat et destiné à tous ceux qui souhaitent se *reconvertir en créant leur propre* entreprise dans l'hôtellerie ou la restauration.

★ *Ouvrir un hôtel*, 131 pages, 95 F. CECOD, service Hôtellerie-Tourisme, 2, place de la Bourse, 75002 Paris. Tél. 233-21-61.

Votre
BAIGNOIRE
REMISE *à neuf!*

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoire, douche, lavabo, bidet, w.c., etc. Application par spécialistes.

— Réémaillage à froid.
— Polissage de baignoires rugueuses ou entartrées.

NOS AVANTAGES: travail effectué dans la journée, pas de démontage ni de gravats.

GARANTIE 3 ANS

SUR SIMPLE APPEL:
DEVIS GRATUIT (sans engagement)
DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE
SAMOTEC, 31, rue Froidevaux,
75014 PARIS - 322.71.45

Hippisme

L'accélérateur de chromosomes

VOICI venu le temps des grandes manœuvres. Il s'agit, pour l'état-major de chaque champion, de trouver, dans le calendrier des courses, une épreuve où son représentant peut, sans trop *de risques — donc, sans se heurter* à d'autres chevaux vedettes — affûter ses sabots pour l'Arc de Triomphe, le 7 octobre.

Le pharamineux *Troy* — dont la syndication sur une base de 7 200 000 livres sterling est, dit-on, *sur le point d'être achevée* — a choisi, pour cette bataille d'avant-poste, York et sa « Benson and Hedges Gold up », ce qu'apprenant, « nos » *Gay Mécène* et *Northern Baby* ont aussitôt annulé leur voyage. Il a vaincu, certes, mais *sans convaincre : une petite longueur* d'écart, au lieu des quatre auxquelles il nous avait accoutumés, à Epsom et au Curragh. Baisse de *forme ? Modestie* de celui qui n'a plus à prouver et qui, chargé de gloire, peut faire fi d'elle ?

Belles passes d'armes

Reine de Saba s'était apparemment munie d'une loupe avant de se pencher sur sa propre carte d'état-major. Elle a déniché le plus *modeste des champs de tir* : le prix du Calvaire, à Clairefontaine. Une année presque entière d'inactivité, consécutive à une opération du genou — confiée à des vétérinaires des Etats-Unis — imposait, il est vrai, dans son cas, une par*ticulière prudence. A celle du délai,* Freddy Head a ajouté la sollicitude d'une monte toute de complice tendresse, et la jument n'a terminé que troisième. Mais elle a montré depuis, par une deuxième place dans le prix Ridgway, où la ten*dresse, déjà s'est faite plus insistante*, que, chez elle non plus, il ne manquera pas un bouton de guêtre.

Hélas ! toutes les ressources de la logistique ne peuvent empêcher que certaines voies ne se recoupent. *Ainsi,* le programme de dimanche nous offrira-t-il deux carrefours : le prix Niel avec *le Marmot* et *Top Ville ;* le prix Foy, où sont engagés *Frère Basile, Trillion* et *Gay Mécène.* On croit entendre, comme si on y était, les dernières consignes aux jockeys, à la minute, nimbée de mystère, des « ordres » : « *Tu donneras au cheval un bon galop régulier. Tu le tâtes au pavillon. Si tu vois que tu ne peux pas gagner, tu n'insistes pas. La vraie course, c'est le 7 octobre.* »

D'ici là, on aura revu aussi, dans le prix Vermeille, le 16 septembre, *Three Troikas* et *Dunette, et Ile de Bourbon* aura déraidi ses jambes vieillissantes — mais combien puis*santes — à Sandown-Park.* Il est même un canadien qui, dit-on, s'essaie du côté de Toron. Allons, la bataille sera grande...

Déjà, dimanche, nous avons assisté à de belles passes d'armes, sans arrière-pensées celles-là, puis*que n'ayant pas le 7 octobre pour* horizon.

Pitasia a eu une malchance dans sa vie, *mais irrémédiable : elle est née la même année que Three Troikas.* Sans celle-ci, on se souviendrait, avec admiration, qu'elle a *toujours été égale à elle-même,* c'est-à-dire excellente, sur toutes les pistes et toutes les distances, depuis sa victoire, toute jeunette, dans le prix Robert-Papin : on vanterait le courage avec lequel, dimanche, elle a *repoussé,* à l'arri*vée du prix de la* Nonette, l'attaque de la bonne mais nerveuse *Salpinx* et de la robuste *Producer.* Hélas ! probablement plus courageuse que *Three Troikas*, plus constante aussi, puisqu'on l'a vue dix fois dans le temps où la reine ne laissait entre*voir que cinq de ses fabuleuses* foulées. Elle a moins d'éclat. Et seul l'éclat éblouit le spectateur. Il lui faut de la poudre aux jumelles.

Quand la mécanique tourne à rebours

Apprêtons-nous à régler les nôtres sur *Shape*. Ce débutant, très attardé en début de parcours, alors que, d'évidence, il ne comprenait pas encore ce qu'on lui demandait, a *ensuite déployé de très belles foulées* et a battu très sûrement les six autres concurrents — tous bien nés — du prix de Fontenoy. Le second, *Corvaro*, un fils de *Vaguely Noble*, a fait également grande impression. Il y a de la graine de crack sous les sabots de ces deux poulains-là. Au passage, une parenthèse pour éclairer un rouage de la loterie hippique. Le 19 août, une yearling, demi-sœur de *Shape, Green Summer*, passait en vente à Deauville. Elle était petite et, surtout, personne ne savait encore que son demi-frère était aussi bon. Elle fut rachetée par sa propriétaire — l'épouse du député des Yvelines, Pierre Ribes — 170 000 F. Il est probable que Mme Ribes aurait aussitôt acquiescé à une offre de 130 000 à 150 000 francs. Quinze jours après, *Shape* s'étant révélé un probable poulain de Jockey-Club, voire de Derby, sa demi-sœur, sans même avoir, entre-temps, posé le pied sur une piste, vaut le double. L'anneau de Longchamp ? Un accélérateur de chromosomes et de millions...

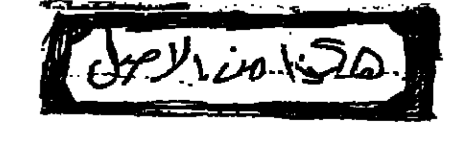
Mais il arrive que la mécanique marche à rebours et soit en décélération. Les passionnés de chro*mosomes augustes ont pu assister,* le 28 août, à la course la plus détestable qui soit. Au départ, des demi-sœurs de *Lyphard, Prodice, Royaltex, Kamicia, Satingo, Regal Exception* et autres gloires : un bon milliard de centimes en se repor*tant deux ans en arrière,* quand tous les espoirs étaient permis à ces illustres demoiselles. Or elles se retrouvaient pour un « maiden » de trois ans : parvenue à l'âge où au moins un de ses frères ou une de ses sœurs s'était couvert de gloire, *aucune n'avait encore gagné* un seul picotin. La plus glorieuse d'entre elles, la sœur de *Lyphard* et de *Nobiliary*, refusa même d'entrer dans les boîtes de départ et dut être retirée de la course. Si bon sang ment...

LOUIS DÉNIEL.



TARIF ÉTÉ
PARIS-PALMA
750 F.*
RETOUR
COMPRIS.
Départ tous les jours d'Orly Sud
à 12 H 45 par vol régulier.
Séjour : 6 jours minimum • 1 mois maximum.
Renseignements - Réservation :
Iberia - 261.57.40 - 31, avenue Montaigne - 75008 Paris
742.38.60 - 1, rue Scribe - 75009 Paris
686.46.60 - Aérogare d'Orly
Et dans votre Agence de voyages habituelle.
* 750 F jusqu'au 30.9.79
645 F du 1.10.79 au 31.10.79.





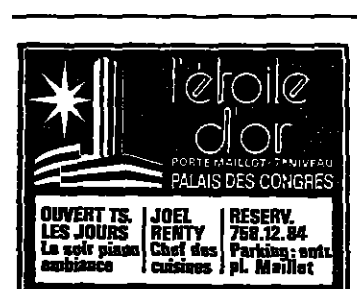
Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRES TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC 354.79.34
FRUITS de MER, FOIE FRAIS, VINS de PAYS
LE FURSTEMBERG 354.79.51
André PERSIANY et son trio • Roger PARA-BOSCHI à la batterie et Roland LOBLIGEOIS à la basse
Le Muniche 633.62.09
HUITRES, COQUILLAGES, SPECIALITÉS
25, rue de Buci • Paris 6e

Rive droite

PRUNIER MADELEINE
107e ANNIVERSAIRE
(1872-1979)
« Une vieille maison toute neuve »
SALONS PARTICULIERS
de 4 à 50 couverts
9, r. Duphot-1er - 260-36-04

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécial. provençales
4, av. George-V - ELY. 71-78, BAL. 84-37
A partir du 28/9 changement de téléphone : 723-41-88 et 723-84-36



OUVERT TS. LES JOURS La soir piano ambiance | JOEL RENTY Chef des cuisines | RESERV. 758.12.84 Parking: entr. pl. Maillet

L'ÉPICERIE RUSSE
3, rue Gustave-Courbet
PARIS-16e - 553-46-46
spécialités russes
Dégustation sur place et vente à emporter
Ouvert de 9 h. à 19 h. 30.
Fermé le dimanche

CHEZ GEORGES
SES PLATS DU JOUR, SON PETIT SALE
SON GIGOT et SES PIECES TRANCHEES DEVANT VOUS
273, Bd PEREIRE - 574.31.00
FERMÉ SAMEDI
PORTE MAILLOT

« La côte de bœuf »
4, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris.
Fermé samedi soir et dimanche.
227-73-50

LES TROIS LIMOUSINS
8, rue de Berri (8e)
Salle climatisée.
256-35-97. F. dimanche
LE SPECIALISTE PARISIEN DE GRILLADES DE BŒUF
OUVERT après le SPECTACLE

LE CORSAIRE 1, bd Exelmans. Tél. : 525-53-25
LE RESTAURANT DU XVIe
MENU 80 F (s.c.) — CARTE spéc.
Une formule qui vous enchantera

YVONNE 13, rue Bassano 720-98-15
La vieille cuisine française
RÉOUVERTURE
Fermé vendredi soir et dimanche

Le Train Bleu ★★★★
Albert CHAZAL, concessionnaire
Spécialités Lyonnaises et Foréziennes
dans le décor classé
« Salle Époque »
le plus étonnant de Paris
GARE DE PARIS-LYON 1er étage
RÉSERVATION ☎ 343.09.06

LES TROIS MOUTONS
63, av. F.-Roosevelt-8e Salle climatisée
225-26-95 Fermé dimanche
le spécialiste parisien des
GRILLADES D'AGNEAU
Ouvert après le spectacle

LE CONGRÈS
PORTE MAILLOT 574-17-24
— 80, av. Gde-Armée - T.l.j. —
BANC D'HUITRES
SES POISSONS
Spécialité de Viandes de de 1er choix grillées à l'os BŒUF
de 12 à 2 h. mat. - Cadre confort.

les vacances continuent en Septembre au totem
Diner Haïtien, des épices un peu folles
des Viandes savoureuses, des fruits si doux...
MUSEE DE L'HOMME PLACE DU TROCADERO 553.90.49

"LA CRÉMAILLÈRE 1900"
A MONTMARTRE - 15, PLACE DU TERTRE
Vivier d'eau de mer - Huîtres et coquillages TOUTE L'ANNÉE
DEJEUNERS - DINERS - 606-58-59 - Tous les jours jusqu'à 24 h.

Dessirier
MAÎTRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, place Pereire. Paris 17e — 754-74-14


Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (9e) - 874-49-64 et 65 (face Wepler)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Les viandes parmi les meilleures de France...
Les 5 de la Villette
du 182 au 192 avenue Jean Jaurès
AU PETIT NORMAND 208.14.57 / F. vend. soir et sam.
FERME DE LA VILLETTE 607.60.96 / F. dimanche
AU BŒUF COURONNE 607.89.52 / F. dimanche
DAGORNO 607.02.29 / F. sam.
AU COCHON D'OR 208.39.81 / ouv. t. les j.
LA MER 607.23.51 / ouv. t. les j.
Porte de Pantin
PARKING / 211, avenue Jean-Jaurès

Environs de Paris

— SAINT-MANDE —
Le Ruisseau
137, avenue Gallieni
Sa Brasserie - Son Restaurant
— 374-02-39 - 328-32-74 —

A Neuvy-sur-Loire (Nièvre)
Nationale 7
RESTAURANT DE LA LOIRE
8, rue du Port
Tél. (86) 39-21-67
Chef des cuisines : Daniel Martin.




Plaisirs de la table

Dites-le simplement...

JE parlais l'autre jour de cette « Montgolfière de poisson » un peu bien ridicule sur la carte de *Bonaventure* (rue Jean-Goujon). J'ai sous les yeux une autre carte parfaitement démente. Jugez-en.

L'étoile de melon et de mangue ; la crème d'avocats en vichyssoise à l'orange (lorsque l'on sait que la vichyssoise est une soupe poireaux-pommes de terre crémée, froide, parfaitement codifiée par son créateur, le chef Diat, on peut s'interroger sur cette déviation inattendue !), les rillettes de bœuf à la crème d'ail et à la mousse de tomates (c'est bien, mais, en dessous, en explication, il est précisé « sorbet à la tomate ». Alors, est-ce *mousse* ou *sorbet* ?); le mariné de saumon cru au citron vert (le dictionnaire est formel : *mariné* est un adjectif); le chaud-froid de homard au brin de persil et de pêches (un seul brin de persil ? C'est peu. Mais vous m'expliquerez ce que sont des brins de pêches !) ; le suprême de volaille aux amandes à la mousse de blanc de poireaux (un seul blanc pour plusieurs poireaux, passe encore, mais à lire attentivement on peut conclure que ce sont les amandes qui sont à la mousse de blanc de poireaux !) ; poulet de Bresse parfumé à l'estragon rôti à la broche (essayez de faire rôtir de l'estragon à la broche !); les pétales de rognon de veau à la moelle (après avoir effeuillé le rognon, probablement ?) ; la chiffonnade de Parme et, plus loin, l'effeuillade de Parme au cavaillon (alors, quoi, ce jambon, on le chiffonne où on l'effeuille ?) ; la terrine des trois poissons aux deux sœurs (quelles sont ces deux sœurs, mystère !) ; la langue de sole du Cotentin aux épinards (je sais bien que les Romains snobs se faisaient servir des langues de rossignol, mais une langue de sole, ça ne doit pas peser bien lourd !) ; le cœur de filet en bouchée (au singulier, ce qui fait un bien petit cœur ou une bien grosse bouchée, n'est-ce pas ?).

Etc., etc... Dommage que Carzou ait dessiné le menu de ce *Coq Hardi* de Bougival. Singulièrement hardi, on le voit... Mais, tout de même, tant de sottise prétentieuse à la fois sur la carte d'un restaurant qui fait partie de Tradition et Qualité, ce semble gageure...

LA REYNIÈRE.

LA BONNE DAME DE BUSSET

LE malheur des uns fait, disent les bonnes gens, le bonheur des autres. La Normandie a perdu un bon restaurant avec le Tournebride, le Bourbonnais en a gagné un avec le Haut-Tournebride (tél. 41-26-87).

Notons en passant que l'expulsion des Lemaire du Pin au haras et sous prétexte que l'administration avait besoin des locaux ne saurait entrer dans le cadre de la lutte contre le Gaspi. Deux ans après, l'ancien Tournebride, resté inoccupé, se délabre. Ceux-ci ont déjà touché, à titre d'indemnité, de confortables avances et le manque à gagner (loyer et pourcentage sur chiffre d'affaires) est également considérable.

Donc, à l'ombre du château de Busset, berceau des Bourbons, cette maison de maître est devenue un beau relais gourmand de cuisine de femme. On passe par le jardin, et devant la cuisine où, aidée d'une jeune élève, Simonne Lemaire prépare en femme des plats à la fois simples et savoureux, pleins de gentillesse et d'imagination, à base de produits du marché ou du jardin : un merveilleux foie de canard (on commence l'élevage des canards gras dans l'Allier) ; une terrine à la gelée aux zestes d'orange ; le caneton aux navets confits ; le steak de lotte à la vapeur d'anis ; la côte de bœuf aux carottes en gelée ; un mesclun de salade au chavignol rôti et de nombreux desserts, dont d'inoubliables feuilletages aux fruits et un sorbet aux roses du jardin.

Les deux petites salles bourgeoisement décorées, les tables du jardin, l'ensemble « sage » de cette halte pas comme les autres, sont reposants en diable. Sans doute est-on ici (la présence de l'aimable M. Lemaire, efficace, notamment à propos de la cave et des cigares, reste discrète) dans une maison féminine. Certains trouveront que le service est lent. C'est que tout se prépare, en cuisine, à la commande, et que chaque détail en est pesé. Les connaisseurs apprécieront...

Et je sais des Normands, privés de leur Tournebride, qui viendront ici chercher son souvenir au Haut-Tournebride de Busset. A quelque chose malheur est bon !

L. R.

● *Selon un des chroniqueurs gastronomes*, voici quelques prix de la *Côte Saint-Jacques* à Joigny : salade de pigeonneaux aux champignons des bois et queues d'écrevisses : 85 F ; râble de lapereau sauce aux aromates : 75 F ; plateau de fromages : 22 F.

Seraient-ils, en province, encore plus fous qu'à Paris ? Heureusement les prix sont moins « éblouissants » chez Godard (*Modern Hôtel*) que nous signale un lecteur satisfait.

Philatélie

N° 1601

Au Musée de la poste

Le guichet philatélique du Musée postal transféré, depuis le début des travaux de transformation de la façade et du hall, au bureau de poste Paris-102 (« le Monde » du 2 juin), réintégrera sa place — dès le 10 septembre — dans le hall d'entrée du Musée de la poste (nouvelle dénomination), au 34, boulevard Vaugirard, 75015 Paris. Ouvert de 10 à 17 heures, tous les jours, sauf les jeudi, dimanche et les jours fériés.

Nouvelles brèves

● AUTRICHE : *en septembre, inauguration du Théâtre du Festival de Bregenz, 1979, 2,50 sch. et « Economisez l'énergie », 2,50 sch.*

● GRANDE-BRETAGNE : *Centenaire de la mort de Sir Rowland Hill, série de quatre valeurs, 10, 11 1/2, 13 et 15 pence.*

● NORVEGE : *en octobre. Art norvégien de constructions, digue, pont et plate-forme de forage pétrolier, 125 öre, 2 krn et 10 krn. Taille-douce.*

● PAYS-BAS : *centenaire de l'introduction du football organisé, 45 cents, et soixantième anniversaire du droit de vote des femmes, 55 cents.*

● SAINT-MARIN : *XIIIe Congrès international « Stomatologie », 170 lires, et Championnat d'Europe « Ski nautique », 150 lires. Tirage : 700 000 exemplaires.*

● SAINT-MARIN : *en octobre, sauvegarde de la nature, 5, 10, 35, 50, 70, 90, 100, 120, 150 et 170 lires.*

FRANCE : « TELECOM 79 ».

L'émission du timbre que nous annonçons aujourd'hui a pour but de souligner l'intérêt de la troisième exposition mondiale des télécommunications qui se tiendra à Genève, du 20 au 26 septembre. Vente générale le 24 septembre (36e/79). — Retrait prévu pour le 4 avril 1980.

1,10 F, bleu, brun et vert.

Format 22 × 36 mm. Dessiné et gravé par Jacques Combet. Tirage : 7 000 000 d'exemplaires. Impression taille-douce : Atelier du timbre de Périgueux.

Mise en vente anticipée :

— *Les 22 et 23 septembre, de 9 h. à 18 h.*, au bureau de poste temporaire, ouvert place Verlaine, Paris-13e (angle des rues Simonet et du Moulin-des-Prés). — Oblitération « P.J. ».

— *Le 22 septembre, de 8 h. à 12 h.*, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1er, et de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15e. — Boîte aux lettres spéciales pour « P.J. ».

Les bureaux temporaires des manifestations.

⊙ 36000 Châteauroux (salle des Cordeliers), le 16 septembre. — Salon national de la rose.

⊙ 21000 Dijon (synagogue), les 16 et 17 septembre. — Commémoration de son centenaire.

⊙ 25000 Besançon (Parc des expos), du 15 au 23 septembre. — 10e Salon comtois des antiquaires.

⊙ 37000 Tours (parc des expositions de Rochepinard), du 17 au 25 septembre. — XVIIe Foire agricole de l'Ouest européen.

⊙ 92800 Puteaux (palais du CNIT), du 19 au 28 septembre (sauf le 23). — 30e Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation du bureau.

■ Une exposition philatélique franco-allemande placée sous le signe « La philatélie au service de l'Europe » est organisée, les 22 et 23 septembre, par le détachement de la Liphi de Baden-Baden conjointement avec la Société philatélique de Rastatt à la Fruchthalle, Kaiserstrasse. Un triptyque sera vendu à 7 F. — S'adresser à R. Zeller, S.P. 69.517/B (C.C.P. 757-59 Strasbourg.

ADALBERT VITALYOS.



103, rue de Turenne 75003 PARIS 277.58.27
Magasins informations-commandes
51 Av. Motte Picquet 75015 PARIS
FORUM DES HALLES – Niveau 1 – Porte Berger

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA
LA BONNE TABLE, 42, rue Friant. 539-74-91. - Spécialités poissons

AVRON
RIBATEJO, 6, r. Planchat. F/Mardi 370-41-03. Spéc. port. P.M.R. 80 F.

BLANCHE
PIZZERIA CAMPO VERDE, place Blanche, 606-07-97 Jr et nuit Spéc

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
L'HUITRIERE. Dégustation d'huîtres. Park. Pisc. Deligny - 705-49-90.

CHAMPS-ÉLYSÉES
MAIS. QUEBECOISE, 20, r Q.-Bauchart, 720-30-14. F/dim. Canadien.
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franç.-Ier 359-33-01. Jusq. 22 h Cadre éléq. Fermé du 28 juillet au 2 septembre.

Avenue des Champs-Élysées
N° 142 COPENHAGUE, 1er étage, FLORA DANICA, sur son agréable jardin. ELY. 20-41.

Rue du Colisée
N° 5 ELYSEES MANDARIN, 225-49-73. Entrée cinéma Paramount 1er étage, tous les jours

CHERCHE-MIDI
LA ROTISSERIE « Chez Dumontet » 117, rue Cherche-Midi, 222-81-19 Fermé lundi et mardi soir Broche au feu de bois

CONVENTION
LE CLOS DOMBASLE, 531-39-09. Cuisine de qualité, 6, r. Dombasle.

CLICHY - BLANCHE
LA CLOCHE D'OR, 3, rue Mansart, 874-48-88. Déj., dîn., soup. jusq. 4 h.

ÉTOILE
LE RUDE, 11, av Gde-Armée, 500-13-21. F/dim soir. Menu 30 F T.C.

FAUBOURG MONTMARTRE
Rue du Faubourg-Montmartre
N° 12 AUBERGE DE RIQUEWIHR, 770-62-39 Déjeuners Dîners. Soup. Fermé du 30-7 au 31-8.

GARE DE LYON
L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière 343-14-96 Spéc F/dim.

GARE DU NORD
A deux pas de la GARE DU NORD, restaurez-vous de 11 h. à 2 h. du matin dans les cabines d'un célèbre transatlantique. P.M.R. 65 F. T.l.j.
A LA VILLE DE DUNKERQUE, 24, r de Dunkerque (10e). 878-03-47
TERMINUS NORD, 23, rue de Dunkerque, 824-47-73. Spés. alsaciennes.

GRANDS BOULEVARDS
L'EMIR, 8, r Hauteville. 770-51-00. F/dim. Spéc Orient. Menu 40 F s.c. Fermé en août

INVALIDES
NUIT DE ST-JEAN, 29, r. Surcouf. 551-61-49 F/d Cassoul. coq au vin.

JUSSIEU
LE PUITS DES ARENES, 9, rue des Boulangers. 633-17-79. Fermé dim

LES HALLES
ILE DE LA REUNION, 119, r. St-Honoré, 233-30-95. F/lundi. Spéc. de carry
CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec. 236-10-92 Ses caves du XIIIe.

Rue Coquillière
N° 16 - ALSACE AUX HALLES, 236-74-24. Jour et nuit. Spécialités régionales.

Rue Étienne-Marcel
N° 18 CHEZ PIERROT (ex-Monteil) même cuisine. 508-17-64.

MADELEINE
LA MENARA, 8, bd de la Madeleine, 742-06-92. F/dim Spéc. marocaines

MABILLON
LA FOUX, 2, rue Clément (6e). F/dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux

MONTPARNASSE
CHEZ HANSI, 3, place du 18-Juin, 548-96-42. Grande brasserie alsac.

OPÉRA
PIERRE, place Gaillon, 265-87-04. F/dim Spéc. Sud-Ouest Menu 69 F

PLACE CLICHY
WEPLER, 14, pl. Clichy, 522-53-29. Son banc d'huîtres, ses poissons.
LA BOUDINE ROSE, 387-64-79. Cuis. inventive, 8, r. Caulaincourt.

PLACE PÉREIRE
N° 9 DESSIRIER, maître écailler Jusqu'à 1 h du matin. 754-74-14. T.l.jrs Poissons, grillades, ses spéc. Fermé en août

PLACE DU TERTRE
N° 15 LA CRÉMAILLERE 1900. Sous les tonnelles de la guingu 606-58-59

PORTE D'ORLÉANS
LE MONIAGE GUILLAUME, 88, r. Tombe-Issoire. 327-09-88. 322-96-15 Toute la fraîcheur de la mer. Huîtres, crustacés Fermé le dim

RÉPUBLIQUE
LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta. 208-17-28. Spéc. alsac.-lorr.

RÉPUBLIQUE-BASTILLE
LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 700-25-86. 8, bd F.-du-Calvaire-XIe. Fermé le dimanche.

SAINT-AUGUSTIN
LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62 Cassoul 40 F Conf 40 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
GUY, 6, rue Mabillon, 354-87-61. Brésilien, de 20 h. à 2 h. du matin.
LE PETIT ZINC, 25, r de Buci, 6e ODE. 77-34 Huît. Poiss. Vin pays
ECHAUDE, 21, rue de l'Echaudé. 033-79-02, 19 h à 2 h. mat., sf dim. Foie gras.
Fermé du 29-7 au 30-8.
PETITE CHAISE, 36, rue Grenelle. 222-13-25. Menu 39 F.
AU CHARBON DE BOIS, 16, rue Dragon. 548-57-04 Fermé dimanche. Fermé en août

SAINT-GEORGES
Rue Saint-Georges
N° 35 TY COZ, 878-42-95 Tous les poissons Fermé le dimanche. Fermé du 29-7 au 28-8.

SAINT-MICHEL
LAPEROUSE, 51, qu. Gd-Augustins, 326-68-04 Menu d'aff. 100 F S.C.

SÈVRES-DUROC
LES 9 EPIS, 18, r. Mayet, 734-91-61.
F/dim. + sam. midi. Cartes de crédit. Cuisine du Sud-Ouest.

TERNES
AL GOLDENBERG, 69, av. Wagram 227-34-79. Sur place et à emporter. Produits Yiddish et d'Europe Centrale. Ouvert dimanches et fêtes. Terrasse d'été.

VICTOR-HUGO
BRASSERIE CROMWELL, 727-97-75 T.l.jrs, 131, avenue Victor-Hugo.

VILLIERS
EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87. F/mardi soir, mercredi Jusqu'à 100 couv. Paella, zarzuela.

Environs de Paris

BOIS DE BOULOGNE
VIEUX GALION *** LON. 28-20 ● Une table raffinée à bord d'un navire du 19e siècle ●. Réceptions ● Cocktails ● Séminaires ● Présentations Parking

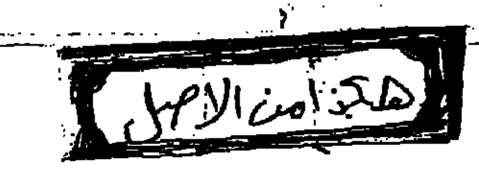
CLICHY
LA COLOMBE D'OR (chef Irène Carini), 16, bd Général-Leclerc. 731-73-61 Fermé dimanche

ASNIÈRES
ZERMATI, 8, Grande-Rue, 733-20-08 Marmite d'Or de la Gastronomie. Salles pr ttes récept. Ouv t.l.jrs

NEUILLY (métro Sablons)
MOMMATON J. STORNE, 79, av. C.-de-Gaulle, 747-43-64. Pois. Crustac. Fermé en août

ORMOY-LA-RIVIÈRE
RELAIS MOULIN, route de Saclas, 4 km d'Etampes, Ormoy-la-Rivière. 494-34-36. Menu 45 F. Carte 75 F. Ouvert tous les jours. Banquets. Sémin Soirée dansante le samedi

HALLES DE RUNGIS
GRAND PAVILLON, 686-98-84. Pois. crust., fruits mer. Ouv. lun F/dim



Jeux

échecs N° 830

UNE TOUR MAL PLACÉE

(Championnat du monde des juniors, 1979.)

Blancs : A. TCHERNIN
Noirs : P. NIKOLITCH

Début Réti.

1. Cf3	d5	18. b×a5 !	F×a5
2. g3	Cf6	19. F×a5	T×ç1
3. Fg2	ç6	20. T×ç1	Ta5
4. d3	Ff5 (a)	21. Tç8+	Rf8
5. Cb-d2	é6	22. Cd4 ! (m)	
6. 0-0	h6 (b)		Ff5 (n)
7. b3	Fé7	23. Cç6 ! !	Dç5 (o)
8. Fb2	0-0	24. T×f8+	R×f8
9. ç4 (c)	a5	25. C×a5	Dç1+
10. a3	Cb-d7	26. Ff1	Fh3
11. Dç2(d)	Fh7(é)	27. Db4+	Rg8
12. Fç3 !	b5 ! (f)	28. Cd2	Dé1
13. ç×b5	ç×b5	29. Db1 ! (p)	
14. b4 (g)	Dç7 (h)		D×d2
15. Db3 (i)	Tf-ç8	30. Cb3	Dg5
16. Ta-ç1	Dd6 (j)	31. F×h3	Dh5
17. Cb1 !(k)	Fd8(l)	32. Ff1. Aband. (q)	

NOTES

a) On reconnaît là l'idée stratégique du « système de New-York », adopté pour la première fois par Lasker contre Réti en 1924. Les Noirs choisissent la structure des pions centraux ç6-d5-é6, en donnant au F-D la diagonale h7-b1.

b) Evitant l'échange du F-D, ce coup de pion est nécessaire, sinon les Blancs peuvent poursuivre par Ch4 (si Fg4 ; h3 et g4).

ç) Par interversion de coups, la position fondamentale du « système de New-York » se reproduit (1. Cf3, d5 ; 2. ç4, ç6 ; 3. b3, Cf6 ; 4. g3, Ff5 ; 5. Fg2, é6 ; 6. 0-0, Cb-d7 ; 7. Fb2, *Fé7 ; 8. d3, h6 ; 9. Cb-d2, 0-0.* Comme dans la partie Capablanca-Lilienthal, Moscou, 1936. A noter que la célèbre partie Réti-Lasker donne lieu à une autre conception, le F-R noir étant en d6 (1. Cf3, d5 ; 2. ç4, ç6 ; 3. b3, Cf6 ; 4. g3, Ff5 ; 5. Fg2, é6 ; 6. Fb2, Cb-d7 ; 7. 0-0, Fd6 ; 8. d3, 0-0 ; 9. Cb-d2, é5 ; 10. ç×d5, ç×d5 ; 11. Tç1, Dé7 ; 12. Tç2, a5 ; 13. a4, h6 ; 14. Da1, Tf-é8 ; 15. Tf-ç1, Fh7 une superbe position critique).

d) Capablanca poursuivit ici différemment : *11. Tç1, Fh7 ; 12. Tç2, Tf-é8 ; 13. Da1, Ff8 ; 14. Tf-é1, Db6 ;* 15. Fh3, Fç5 ; 16. Tf1, Ff8 ; 17. Tç2-ç1, Ta-d8 ; 18. Tf-é1, Fç5 ; 19. Tf1, Ff8 ; 20. Fg2, Fd6 ; 21. Cé5, F×é5 ; 22. F×é5, C×é5 ; 23. D×é5, Cd7 ; 24. Db2, Cf6 ; 25. b4 !, a×b4 ; 26. D×b4 ; 27. a×b4, Ta8 ; 28. Ta1, Cd7. Ayant un certain avantage de position, il gagna de manière éblouissante la finale après 29. Cb3, Rf8 ; 30. Ta5, d×ç4 ; 31. d×ç4, Cb6 ; 32. T×a8, T×a8 ; 33. Ca5, Ta7 ; 34. Td1 !, Ré8 ; 35. C×b7 !, T×b7 !, 36. F×ç6+, Td7 ; 37. ç5, Ré7 ; 38. F×d7, C×d7 ; 39. ç6, etc., les Noirs résistant jusqu'au cinquante-quatrième coup.

é) 11..., Db6 semble faible : 12. Fç3, Tf-d8 ; 13. Db2, Cç5 ; 14. Fd4, d×ç4 ; 15. d×ç4, Dç7 ; 16. b4 ! avec initiative des Blancs (Smyslov-Durasevic, match U.R.S.S.-Yougoslavie, 1956).

f) Une réaction énergique qui donne aux Noirs du contre-jeu.

g) C'est ainsi que joua Botwinnik contre Smyslov lors du match-revanche pour le titre de 1958. Cependant, Botwinnik indique dans ses commentaires qu'il s'agit d'une maladresse et qu'il vaut mieux poursuivre par 14. Fd4 (si 14..., b4 ; 15. a4 ! et si 14..., Cé8 ; 15. Fh3).

h) Menaçant 15...,Tf-ç8 !

i) Après 15. Db2, Cb6 ; 16. Fé5, Dd7; 17. Cb3, a×b4; 18. a×b4, T×a1; 19. T×a1, Ca4 (si 19..., F×b4 ; 20. F×f6 et 21. Dd4 !), le jeu est à peu près égal, ce qui n'empêcha pas *Botwinnik de gagner la partie contre* Smyslov au quarante-troisième coup.

j) Probablement une erreur, 16..., a4 paraît meilleur.

k) Défend le pion a3 et menace toujours 18. b×a5.

l) Une faute sérieuse. Naturellement si 17..., a×b4 ? ; 18. F×b4.

m) Les échanges précédents ont laissé la T noire mal placée. Le pion b5 est attaqué.

n) Espérant la suite 23. C×f5, é×f5 ou 23. C×b5, Da6 ; 24. Tb8, Cd7 ; 25. Cç7, Dç7 ; 26. Tb7, Dç1+.

o) Si 23..., Tb4 (Ta6) ; 24. D×b5 et si 23..., Dd7; 24. T×f8+ et 25. C×a5.

p) Simple et efficace.

q) Les Noirs ont une pièce en moins. Si 32..., Cg4 ; 33. h3.

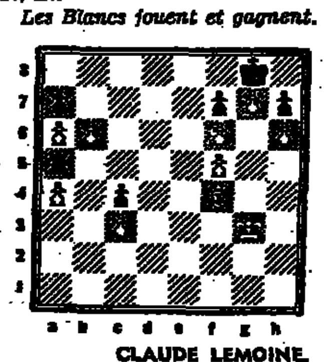
SOLUTION DE L'ETUDE N° 829.
M. HENNEBERGER.
« Basler Nachrichten », 1930

1. ç7, Tg8+ ; 2. Rf7, Tç8 ; 3. ç×b8+F!, Tf8+ ; 4. Ré6, Té8+ ; 5. Rd5, Td8+ ; 6. Rç4, Tç8+ ; 7. Rd4! (et non 7. Rb3?, T×b8! ; 8. T×b8, pat ni 7. Rd3?, Tç3+!), Td8+; 8. Rç3, Tç8+; 9. Rb2!, Tç2+; 10. Rb3, Tb2+! ; 11. Rç4, Tç2+ ; 12. Rd5, Tç5+ ; 13. Rd4, Td5+ ; 14. Rç4, Tç5+ ; 15. Rb3, Tç3+ ; 16. Ra2, T×a3+ ; 17. Rb2!, R×b4 ; 18. Fd6+ et les Blancs gagnent.

A. KAKOVIN
1937

BLANCS (10 : Rg3, Ff4, Pa4, a6, b6, ç3, f5, f6, g7, h6.
NOIRS (6) : Rg8, Ta5, Pa7, ç4, f7, h7.

Les Blancs jouent et gagnent.



CLAUDE LEMOINE.

bridge N° 827

LA CONTRE-ATTAQUE AU CROCODILE

Le jeu de flanc exige une reconstitution rigoureuse des mains adverses afin de jouer comme si les quatre jeux étaient étalés sur la table.

♠ A R 9 7
♥ A 7 5
♦ 3 2
♣ A D 10 6

♠ D
♥ R 10 8 3 2
♦ *D* 4
♣ R 8 7 5 2

♠ 4
♥ V 6
♦ A *10 8 7 6 5*
♣ V 9 4 3

♠ V 10 8 6 5 3 2
♥ D 9 4
♦ R V 9
♣ —

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
3 ♠	passe	6 ♠	passe...

Ouest ayant entamé la dame de pique pour le roi du mort, le déclarant a joué le 2 de carreau pour le 7 et le roi de Sud, qui a continué avec le 9 de carreau pris par la dame d'Ouest. *Comment Est peut-il faire chuter* ce PETIT CHELEM A PIQUE ?

Réponse :

Ouest sait que le déclarant, qui a *ouvert de 3 piques, a sept cartes* à pique par le valet et trois carreaux par roi valet (car s'il avait eu D V 4, Ouest n'aurait pas fourni la dame au second tour). Il reste ainsi en Sud trois autres cartes, *mais,* si parmi ces trois cartes il y a un trèfle, le chelem ne peut être battu, puisque l'impasse à trèfle réussira et que le déclarant réalisera deux trèfles, l'as de cœur, le roi de carreau, une coupe à carreau (avec un atout du mort) et sept atouts. Le seul espoir de chute est donc que le déclarant ne puisse faire deux trèfles *parce qu'il n'a pas de trèfle* pour faire l'impasse.

Attention, cependant, même dans ce cas, le déclarant peut encore gagner s'il a la dame de cœur car à la fin *Ouest sera squeezé* dans cette position :

♥ A 7 ♣ A D

♥ R 10 ♣ R 8

♠ 8 ♥ D 9 4

Si, sur le 8 de pique, Ouest défausse un trèfle, le mort jette le 7 de cœur et fait le reste. Si Ouest préfère jeter le 10 de cœur (la meilleure défense, car Est ne peut avoir la dame de cœur), le mort défausse la dame de trèfle et le déclarant réalise l'as de cœur, l'as de trèfle et la dame de cœur.

Est-il possible d'éviter cette fin de coup ?

Il faut prendre la dame de carreau avec l'as et jouer *cœur* qui détruit cette communication indispensable au squeeze. Bien entendu, si Sud a dame 10 de cœur, il gagnera encore son chelem s'il fournit le 10 de cœur, mais, de toute façon, il n'y avait pas d'autre chance.

Remarque : en avalant la dame de carreau, le Coup du crocodile libère le valet de carreau de Sud, mais cette carte maîtresse n'est d'aucune utilité.

La sécurité de Rohan

Savoir prendre toutes les précautions requises pour assurer son contrat exige parfois une technique très sûre. Voici un exemple tiré d'une donne d'un tournoi à La Haye.

♠ 9 8 6
♥ V 7 6 3 2
♦ R V 7 6
♣ A

♠ R 5 3
♥ R
♦ A D 9 4
♣ R D 9 7 6

♠ V 10 7 2
♥ 5 4
♦ 10 5
♣ V 10 8 4 2

♠ A D 4
♥ A *D* 10 9 8
♦ 8 3 2
♣ 5 3

Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
1 ♥	contre	4 ♥	passe...

Ouest a entamé le roi de trèfle, *le déclarant a mis l'as sec du mort* et il a essayé l'impasse au roi de cœur (car Ouest pouvait avoir chicane ou le 4 et le 5). Ouest a pris avec le roi sec et il a contre-attaqué le 4 de carreau pour le valet resté maître. *Le déclarant* a tiré l'as de cœur (Ouest défaussant un trèfle), et il a rejoué le 3 de carreau. Ouest a pris avec l'as et a continué avec la dame *de carreau pour le roi du mort* et un trèfle d'Est. *Comment le champion autrichien Karl Rohan, en Sud, a-t-il gagné* QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Sur le contre d'appel, le partenaire de l'ouvreur avait plusieurs enchères à sa disposition. Mais la plus logique était de bondir à la manche car, après le contre d'appel d'Ouest, il n'y avait aucun espoir de chelem, et il y avait intérêt à barrer les adversaires. Nord en tout cas était trop beau pour faire l'enchère de faiblesse de « 3 ♥ ». En revanche, il aurait pu déclarer « 2 SA », une annonce conventionnelle qui (sur le contre d'appel) garantit une dizaine de points d'honneurs avec un soutien d'au moins quatre *cartes à cœur.*

Quant au « surcontre » (sous prétexte que la main vaut au moins 12 points en comptant la distribution), il faciliterait la tâche d'Est.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble N° 67

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

STATION JUPITER,
SUR LA MER NOIRE,
ROUMANIE.

17 AOUT 1979.

Si l'affirmation du narrateur d'Ada, de Nabokof, que le scrabble est un jeu inventé par les Russes au siècle dernier semble être une plaisante affabulation, il n'en reste pas moins que la langue russe se prête bien au jeu : une expérience effectuée au lycée de Corbeil par un jeune professeur de russe s'est avérée intéressante et enrichissante pour les élèves (elle a été rendue possible grâce à un jeu made in U.S.A. (1) pour les émigrés russes). Et il semble que dans un avenir assez proche le scrabble soit appelé à pénétrer en Union soviétique par la grande porte. En attendant, nous vous proposons aujourd'hui une très belle partie jouée au mois d'août près de Constanza, en Roumanie.

Le dictionnaire en vigueur est le PLI (Petit Larousse illustré) de l'année. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	POINTS
1	V E N N D U E	VENDU	H 4	26
2	B N + E N O J U	JUBE	5 E	26
3	N O R N + I E T	VINERONT (a)	4 H	74
4	A E R L S I V	VIRALES (b)	9 C	76
5	S S E A T O E	BOTTASSE	O 1	140
6	I E C Y F A T	AY	10 E	64
7	F I T C E + I S	FICTIVES	C 4	67
8	I X E L R D E	ELIXIR	8 A	111
9	E D + M E O N L	MENDOLE (c)	N 8	75
10	K S U E Q R E	KORES	M 3	30
11	Q U E + ? C R I	CIRQUE(S)	15 H	107
12	Z A P O T E N	ZETA (d)	D 1	56
13	O P N + I E F R	FIEZ	1 A	48
14	P R O N + S A T	TAPERONS (e)	K 1	70
15	O W A T E G U	WATT	1 H	39
16	G U E O + L A D	DAGUE	B 10	31
17	L O + U E M G E	HOU	J 6	31
18	E L G M + U O ?	JOUIRA(S)	E 5	26
19	M G L E + I A P	GIN	N 2	26
20	M L E A P + N E	EMPALE	L 2	24
21	N + M A H L	HAN	O 12	23
22			TOTAL	1 170

NOTES

(a) DINERONT, 7 H, 61 ; NIERONT, 9 F, 69 ; NEUTRINO, F 3, 62 ; (b) ou ELINVARS, N 1 ; (c) poisson osseux peu comestible ; (d) ou ZONA ; (e) ou RETAPONS ou REPOSANT ; coup améliorable : TARPONS, L 6, 74.

Résultats : 1. Colonna, 1 104 ; 2. Charlemagne, 1 044 ; 3. Raymond, 1 029.

PENTASCRABBLE N° 67
de Mme PERROT
(Jouy-en-Josas)

Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de sept lettres, le premier mot passant obligatoirement par l'étoile rose. Les cinq mots à trouver doivent utiliser toutes les lettres de chaque tirage.

CEEFIL? - EELRSUV - EEENRST - EILNOSS - ABEMOSY.

Solution proposée : plus de 700 points.

SOLUTION DU PROBLEME N° 66

ELE(G)IES, H 2, 64 - NASILLEZ, 3 C, 88 - GRIBICHE, 7 A, 71 - AN(A)TEXIE, 2 A, 160 - GAMBERGEA, A 1, 203 - TOTAL, 586. Les trois derniers mots sont entrés au P.L.I. en 1979 : ANATEXIE, fusion partielle de la croûte terrestre, donnant lieu à un magma granitique. GRIBICHE (sauce), vinaigrette avec œufs durs et fines herbes. GAMBERGER, v.t., pop., imaginer, réfléchir.

● Tournoi de Vittel homologué : 21-23 septembre. Simple et double. Séjour (facultatif), 440 F. Club Méditerranée, tél. 261-85-00, p. 3 576.

● Les résultats du championnat de France de scrabble, qui aura lieu à Lille, les 8 et 9 septembre, seront publiés dans « le Monde » du mardi 11 septembre.

MICHEL CHARLEMAGNE.

★ Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, F.F.Sc., 137, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

(1) On trouve de tels jeux à la Farandole, 48, avenue Victor-Hugo, Paris-16°.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 57

Horizontalement

I. Toujours louée depuis deux siècles. — II. Figaro l'était ; Un ancien. — III. Du même sang ; Donner quelque couleur. — IV. Saint ; Toujours verts ; Solide. — V. Voyelles ; Modifia. — VI. Pour le matérialiste ; Note. — VII. Sûrs ; Dans la tige ; Descend de Jacob. — VIII. Participe ; Possessif ; Fit taire ; Zimri l'assassina. — IX Obstacle ; Mère de Cosima. — X. Echéances.

Verticalement

1. Exercices ou exécutent. — 2. Dirige l'exercice. — 3. Il en faut une pour les deux précédents ; Voyelles ; Poussé de bas en haut. — 4. Retirée au profane. — 5. C'est un encouragement ; Jouais. — 6. Négatif chez le voisin, positif beaucoup plus loin ; Scandale ; Dans un litre. — 7. Volait, volait. — 8. Retins. — 9. Faire savoir; Tendre à un bout, grand à l'autre. — 10. Ecrivit un journal et des romans ; Une âme bouleversée ; Un saint de bas en haut. — 11. Au Liban, surtout ; Sans autre. — 12. Vole ou piste les voleurs. — 13. On essaie, à grands frais, de les faire bouger un peu.

SOLUTION DU N° 56

Horizontalement

I. Villégiaturer. — II. Adouci ; Zonure. — III. Gêner ; Fumiers. — IV. Unguifères ; Ao. — V. Etirées ; Md. — VI. Lit ; Rie ; Têtu. — VII. Equarris ; Os. — VIII. Tudy ; Aventure. — IX. Tee ; Gratteron. — X. Essorillement.

Verticalement

1. Vaguelette. — 2. Identiques. — 3. Longitudes. — 4. Lueur ; Ay. — 5. Ecrie ; Gr. — 6. Gi ; Ferrari. — 7. Festival. — 8. Azur ; Esett. — 9. Tomes ; Nte. — 10. Unis ; Totem. — 11. Rue ; Mesure. — 12. Errait ; Ron. — 13. Résolument.

FRANÇOIS DORLET.

ANA-CROISÉS (★)

N° 57

Horizontalement

1. ACEHIRST (+ 2). — 2. EEENNOPR (+ 1). — 3. ADEESUV. — 4. AAIKSSTV. — 5. AEFFLRU (+ 1). — 6. ADIIORR. — 7. AGILORS (+ 2). — 8. EEGIMNOR. — 9. EELOPRST (+ 2). — 10. AEEQRSU (+ 1). — 11. EEHOPRST (+ 1). — 12. AFGNORS. — 13. CEEENTU. — 14. AEIMRRRU (+ 1).

Verticalement

15. AGMNORST. — 16. DEEMOORT. — 17. AEIKLORT. — 18. AEIIMPRT (+ 5). — 19. GINORTTT. — 20. EEEILNNO. — 21. EEEFNRRT (+ 2). — 22. EFFILNSU. — 23. ADEEFLO. — 24. AEELRTUV. — 25. CEILNNTU. — 26. IMRSSTU.

(*) Jeu déposé.

SOLUTION DU N° 56

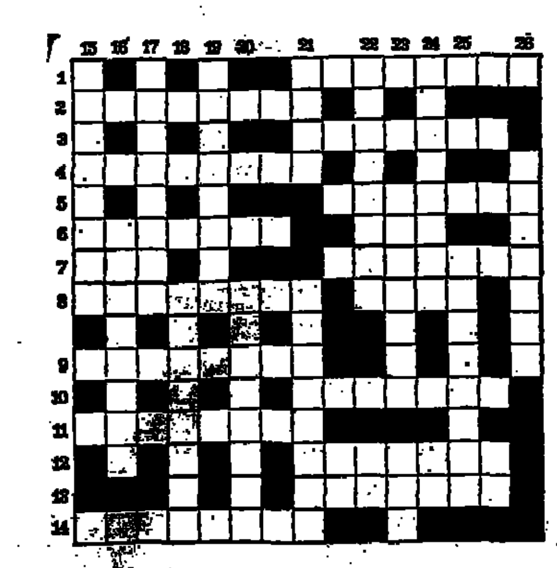
Horizontalement

1. PHTISIE. — 2. MALOTRU. — 3. ANEMONE. — 4. PLETHORE. — 5. PYTHIEN. — 6. FRETERA (FERRATE, REFERAT). — 7. NIVELEE. — 8. BEDOUIN (BOUDINE). — 9. ADEXTRE (DETAXER, EXTRADE). — 10. NOUMENE. — 11. GREDINE (DENIGRE, GEINDRE). — 12. TRESSER (RESSERT). — 13. QUECHUA. — 14. MEETING. — 15. KONZERN. — 16. NIELLER.

Verticalement

17. PHARAON. — 18. BIFTECK. — *19. SUSVISE.* — *20. EVIDAGE.* — 21. SECOURS (COURSES, SOURCES). — 22. IMPAYEE. — 23. INDEXER. — 24. EOLITHE. — 25. RAMEQUIN. — 26. LIONNES (ENLIONS, LEONINS). — 27. ENNEIGE. — 28. TREPIED (DEPERIT, DEPITER, DIPTERE, PREDITE, TREPIDE). — 29. PREMUNIE. — 30. UNGUEAL.

MICHEL CHARLEMAGNE
et CATHERINE TOFFIER.



Le Monde

culture

Cinéma

« UN RABBIN AU FAR-WEST » de Robert Aldrich

Candide découvrant l'Amérique

Le titre français inspire la méfiance : on craint vaguement une grossière parodie de western. Puis on se dit que, malgré une carrière en dents de scie, Robert Aldrich reste le cinéaste de « Vera-Cruz » et de « Bronco Apache », et que Gene Wilder nous a fait beaucoup rire dans « Frankenstein Junior » et dans « le Frère le plus futé de Sherlock Holmes ». Deux talents qui rassurent...

Rassuré, on peut l'être. « Un rabbin au Far-West » est une excellente comédie, truffée de gags désopilants et parfois même empreinte d'émotion. L'histoire ? Un prétexte à évoquer les temps légendaires de la « nouvelle frontière ». Parti de Pologne, un jeune rabbin, apparemment peu dégourdi, a pour mission d'atteindre San-Francisco, où il doit apporter à la communauté juive de la ville (presque encore un village) la Torah et la bonne parole. Chemin faisant, il est dépouillé de son viatique par des brigands, devient le compagnon d'aventures (et bientôt l'ami) d'un pilleur de banques, manque d'être brûlé vif par des Indiens, affronte au pistolet un homme dont il a tué le frère et, finalement, arrivé à bon port, épouse une délicieuse jeune fille.

« Un rabbin au Far-West », c'est un peu Candide découvrant l'Amérique. Mais un Candide profondément pieux, et qui, quoi qu'il arrive, respecte scrupuleusement la loi. Pas question pour lui, par exemple, de monter à cheval le jour du Sabbat ou de manger de la nourriture non kaschère. Pas question davantage de profiter de l'argent mal acquis par son copain, le hors-la-loi, ou de se laisser prendre aux charmes des demoiselles de « saloon ».

Avec sa barbe broussailleuse et ses bons yeux globuleux, Gene Wilder dessine de ce personnage innocent, mais intraitable, un délicieux portrait. Sans cesser d'être drôle, il sait éviter le piège de la caricature... Quant à Robert Aldrich, il joue ironiquement de tous les stéréotypes du western. On lui a souvent reproché la lourdeur de son style. Mêlant l'humour yiddish de Mel Brooks au sentimentalisme de John Ford, il fait preuve ici (surtout dans la seconde moitié du film) d'une verve et d'un entrain qui nous ravissent.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

ARGOS FILMS ET LE KINOPANORAMA
invitent les lecteurs du « MONDE » à une projection exceptionnelle en avant-première du film
de Volker SCHLONDORFF
LE TAMBOUR
PALME D'OR XXXII[e] FESTIVAL DE CANNES
avec
David BENNENT, Mario ADORF, Angela WINKLER, Daniel OLBRYCHSKI, Charles AZNAVOUR
d'après le roman de Günter GRASS
le mardi 18 septembre 1979, à 20 h 45, au Kinopanorama
Les invitations devront être retirées les jeudi 13 septembre, de 15 heures à 18 heures, et samedi 15 septembre, de 15 heures à 17 heures, au guichet du Kinopanorama : 60, avenue de la Motte-Piquet, 75015 PARIS, dans la limite des places disponibles.
Interdit aux moins de 13 ans

A PARTIR DU 12 SEPTEMBRE
La Vedette
Un film de REINHARD HAUFF
le réalisateur du « COUTEAU DANS LA TÊTE »
Interdit aux moins de 18 ans

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE VO • PUBLICIS St GERMAIN VO
STUDIO MEDICIS VO • PARAMOUNT MAILLOT VF
PARAMOUNT MARIVAUX VF • MAX LINDER VF
PARAMOUNT MONTPARNASSE VF • PARAMOUNT ORLEANS VF
PARAMOUNT GOBELINS VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF
CONVENTION St CHARLES VF
PARAMOUNT La Varenne • PARAMOUNT Orly
PARAMOUNT Elysées 2 La Celle St Cloud • BUXY Val d'Yerres
STUDIO Parly 2 • FLANADES Sarcelles • MELIES Montreuil
ALPHA Argenteuil • ARTEL Villeneuve • ARTEL Nogent
CARREFOUR Pantin



« CHARLES ET LUCIE », de Nelly Kaplan

Le bonheur d'être un couple

En 1969, alors que ce n'était pas encore la mode, Nelly Kaplan, dans son premier long métrage, *la Fiancée du pirate*, exaltait joyeusement, lyriquement, la révolte contre la loi des hommes, la liberté sexuelle et morale de la femme. Ni théoricienne ni militante ostentatoire, elle a suivi, depuis, son propre chemin dans le cinéma français. Comme *la Fiancée du pirate*, *Papa les petits bateaux* et *Néa* (celle-ci avec un ton plus grave) étalent des fables sociales où l'humour, la poésie étaient liés à un sens très précis de l'énergie, de l'indépendance féminine. Au fond, Nelly Kaplan, cinéaste, aime raconter des histoires qui sont des contes de fées modernes, qui incitent à l'optimisme. C'est encore le cas de *Charles et Lucie* (écrit avec Claude Makovski et Jean Chapot) mais cette fois, ô surprise, il s'agit du bonheur d'un couple à la dérive qui se retrouve, se ressoude et donne, en quelque sorte, l'exemple de ce que peut être une vie à deux, reconsidérée par l'aventure, les épreuves affrontées en commun.

Charles et Lucie sont mariés et quinquagénaires. Mais pas de ces quinquagénaires bien astiqués et portant beau (les hommes surtout) de nos films psychologiques à cadres moyens et bourgeoisie libérale. Charles (Daniel Ceccaldi), vaguement brocanteur dans un coin miteux du marché aux puces, est surtout « abonné à la Sécurité sociale » ; Lucie (Ginette Garcin) est concierge et femme de ménage à Saint-Ouen. Usés par l'habitude, aigris par la médiocrité, ils se chamaillent et s'enlisent dans le renoncement.

Brusquement, Lucie fait un héritage fabuleux. On se dit : ça y est, la comédie américaine, le bohème ringard et la concierge en goguette dans le luxe. Mais non... Charles et Lucie ont été victimes d'une sordide escroquerie et, du côté de Hyères, Marseille et alentours, ils vont fuir la police, détourner un autobus, se cacher, être peu à peu dépouillés de tout, tomber à la cloche. Leurs aventures sont extravagantes, mais le film est drôle, émouvant et tonique car ces deux êtres qui ne pouvaient plus se supporter redécouvrent l'entraide, la tendresse, la complicité de l'amour en luttant ensemble, pour survivre.

Tout se joue, dans la réalisation de Nelly Kaplan, sur des scènes d'apparence dramatique (une, entre autres, fort belle, filmée en un seul plan, où Lucie veut se noyer dans la mer et où Charles, qui ne sait pas nager, va la rechercher dans les vagues et s'essouffle à la porter sur la grève) qui, par rebondissements cocasses, forment l'itinéraire d'un retour au bonheur réel, aux valeurs essentielles de l'existence. Nelly Kaplan aime manier le gag surréaliste. Elle place un tueur fou dans un confessionnal, se transforme elle-même en voyante (Nostradama) pour dire l'importance de la « bonne aventure » et retourne le mythe biblique d'Adam, Eve, la pomme et le serpent, pour faire entrer ses personnages dans le vrai paradis terrestre, celui où l'on n'est jamais trop vieux pour s'aimer, lutter, continuer la vie. Elle a merveilleusement dirigé Daniel Ceccaldi, acteur populaire et fin comédien qui n'a pas toujours les rôles qu'il mérite, et Ginette Garcin, petite bonne femme capable de fantaisie et d'émotion, qui ne cherche pas à se rajeunir, ne joue pas avec des trucs de métier mais avec un talent naturel, à fleur de peau, et dont on peut dire qu'elle est, enfin, révélée au cinéma.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

AU FESTIVAL DE DEAUVILLE

La gloire de William Wyler

Invité d'honneur du Festival de Deauville, William Wyler est aujourd'hui presque ignoré des deux dernières générations de cinéphiles, et aussi bien de la critique : aucun livre, aucune analyse sérieuse, ne lui a été consacré en France depuis les pages paradoxales d'André Bazin en 1948, notamment son étude intitulée *le Style sans style*. Il mérite pourtant, un jour proche, de bénéficier d'une véritable réévaluation de ses qualités et défauts.

Né le 1[er] juillet 1902 à Mulhouse — alors terre allemande, — d'un père suisse et d'une mère juive allemande, William Wyler partage ses études entre Lausanne et Paris. Il se dirige ensuite vers la musique, subvient à ses besoins en travaillant comme vendeur aux Cent Mille Chemises. En 1920, il part rejoindre, en Amérique, un oncle fabuleux, Carl Leammle, le fondateur d'Universal. Il grimpe tous les échelons, tourne à vingt-trois ans son premier long métrage, mais réalise en même temps, de 1925 à 1927, vingt et un films de deux bobines.

Il connaît ses premiers succès au début du parlant, et s'affirme vraiment en 1936 avec *Ils étaient trois*, d'après un sujet de Lillian Hellman, et surtout *Dodsworth*, d'après le très beau roman de Sinclair Lewis : il a choisi un thème audacieux pour l'époque, la découverte de l'Europe, de sa culture, par un Américain du Middle-West soudain lancé sur une autre planète. En même temps que Jean Renoir, et avant Orson Welles, il fait l'expérience de la profondeur de champ, qui permet de suivre une action sur plusieurs niveaux.

Rue sans issue, drame naturaliste, l'impose en 1937, puis, en 1938, c'est *l'Insoumise*, spécimen accompli de cinéma « psychologique », avec une Bette Davis admirable d'insolence. Avec Bette Davis encore, il tourne, en 1941, son film peut-être le plus important, *la Vipère (The Little Foxes)*, à nouveau d'après un sujet de Lillian Hellman. « *Eisenstein*, affirme Lillian Hellman, *le tenait en une telle estime que, lors de ma visite pendant la guerre, nous avons passé plusieurs heures ensemble, où je répondais à ses questions sur les méthodes de travail de Wyler.* » Il admirait particulièrement *la Vipère*.

Les Plus Belles Années de notre vie (1946), au lendemain de la guerre, le place à nouveau au premier rang d'Hollywood. La « neutralité » du style de Wyler, le travail très poussé sur le contenu, servi par une science du découpage qui « objective » le moindre recoin du scénario, un art de la direction d'acteur qui sait extraire du comédien, au bord de l'épuisement, la minute de vérité rare, sont à leur apogée. Par la suite, de comédies *(Vacances romaines)* en drames *(la Maison des otages)*, jusqu'à *Ben Hur* (1959), ressorti cet été sur nos écrans, l'art de William Wyler perd de son mordant, sa rigueur mathématique devient routine. La machine hollywoodienne l'absorbe progressivement.

Considéré par ses pairs d'Hollywood à l'égal des meilleurs, traînant avec lui l'aura d'une certaine culture européenne, William Wyler a longtemps représenté « l'artiste » tel qu'on l'imaginait en Californie. Il aurait mieux valu parler de « l'artisan », le travailleurs infatigable, qui sut aussi faire certains choix politiques, rejeta le maccarthysme, et, avant 1939, fut reconnu, avec John Ford, King Vidor et Frank Capra, comme l'un des quatre « grands » d'Hollywood. Il fut, après John Ford, James Cagney et Orson Welles, le quatrième homme de cinéma américain à être honoré, en 1976, par l'American Film Institute pour l'ensemble de sa carrière.

LOUIS MARCORELLES.

Théâtre

« Marie de l'Incarnation » au Lucernaire

La guerre aux Iroquois et le salut des âmes

Dans l'ordre des narrateurs de l'expérience mystique, la Mère Marie de l'Incarnation, qui n'a pas été canonisée, détient une place particulière.

Née à Tours en 1599, où son père gérait une grande boulangerie, Marie Guyart eut à l'âge de sept ans un rêve : dans la cour d'une école, à la campagne, Jésus-Christ, l'embrassant amoureusement, lui disait : « *Voulez-vous être à moi ?* »

A dix-sept ans, elle épouse Claude Martin, propriétaire d'un atelier de soieries. Elle donne naissance à un fils et devient veuve à dix-neuf ans. Elle va débrouiller la succession, peu brillante, de son époux, puis gérer au mieux les affaires de sons beau-frère — une entreprise de transport.

La première expérience mystique lui vient en 1620 (elle a vingt et un ans). En 1631, elle entre au couvent des ursulines, à Tours, « abandonnant » son fils Claude, qui prend mal la chose et qui, avec des camarades d'école, tente le siège du monastère pour récupérer sa mère. Elle ira fonder en 1639, pour répondre à un appel de Dieu, un monastère d'ursulines au Canada, à Québec, où elle mourra en 1672.

Marie de l'Incarnation est une âme forte et une femme forte. Elle sait administrer, trouver des fonds, aménager son couvent en forteresse contre les Iroquois, diriger une défense ; elle sait aussi faire des charpentes, des portes, la cuisine, des draps. Elle est d'un courage physique à toute épreuve. Elle est aussi une politique : au-delà des mers, elle sait unir la grâce de Dieu et les intérêts du roi, elle voit pourquoi il faut souffler aux Hollandais l'exportation des fourrures, pourquoi il faut tenir tête aux expéditions anglaises, bref, empêcher que, comme elle dit, « *le pays ne tombe sous la domination des infidèles* ».

Il est d'autant plus étonnant de voir avec quelle délicatesse, quelle poésie, quel génie, cette Tourangelle chef d'entreprise décrit les moindres nuances de l'expérience mystique, dont elle a vécu passionnément tous les stades : parfait dénuement, jalousie exquise, pureté suréminente, purgation de la partie sensitivie, suspension de l'entendement, amoureux respirs, possession divine, silence intérieur, sommeil spirituel, oraison d'amour, touches divines, extases, mariages mystique, air intime, perte de l'épouse..., expériences que, certes, saint Jean-de-la-Croix, sainte Thérèse d'Avila, d'autres, ont racontées aussi, mais que l'écriture directe et sensible de Marie Guyart rend plus lumineuses, plus saisissables.

D'autre part, aucun mystique n'est aussi franc et précis que Marie de l'Incarnation dans le récit des contre-expériences, des passages de dépresion nerveuse, de cyclothymie, des tentations suicidaires ; elle seule explique clairement comment le mystique en vient à « haïr » et à « mépriser » Dieu, et cela aussi est précieux.

Il n'est pas possible de lire Marie de l'Incarnation sans être frappé, enfin, par l'extrémisme de ses attitudes devant les violences des Français et devant les actes, sanglants certes, mais défensifs, des Iroquois. Marie de l'Incarnation en vient constamment à justifier les pires horreurs par la bienfaisance de Dieu.

C'est un fait historique que les missions des jésuites, dans le milieu du dix-septième siècle, au Canada, provoquèrent des quantités de décès chez les Indiens, soit parce que les Européens apportèrent des maladies contagieuses, soit parce que les Indiens tuaient les enfants et les femmes qui avaient été imprudemment baptisés. Marie de l'Incarnation commente ce fait ainsi : « *Partout où ils* (les pères missionnaires) *allaient, Dieu permettait que la mortalité les accompagnât, pour rendre plus pure la foi de ceux qu'ils convertissaient.* » Les termes employés sont calmes, mais il est permis de trouver l'idée exprimée aberrante.

Les militaires français mettent-ils le feu à des villages, après en avoir chassé les habitants, Marie commente : « *La première chose que l'on fit fut de chanter le* Te Deum, *pour louer Dieu d'avoir surmonté lui-même ses ennemis par la frayeur. Les quatre ecclésiastiques qui accompagnaient l'armée dirent la sainte messe ; après quoi l'on planta partout la sainte croix avec les armes de France, pour prendre possession de toutes ces contrées pour Sa Majesté. Pour feu de joie, l'on mit le feu aux quatre bourgs, dans toutes les cabanes, dans tous le sforts, et dans tous les grains, tant ceux qui étaient amassés que ceux qui étaient encore sur pied dans les campagnes... Notre Seigneur a exaucé par sa bonté les prières que nous faisions ici pour le succès de cette guerre.* »

« *Tous les Iroquois sont si petits et si humiliés depuis que les Français les ont brûlés*, écrit ensuite Marie, *que dans la crainte qu'ils ne le fassent encore ils sont doux comme des agneaux, et se laissent instruire comme des enfants. Dieu se sert de tout pour le salut des âmes.* »

MICHEL COURNOT.

★ L'abbaye de Solesmes a publié la *Correspondance* de Marie de l'Incarnation, un volume, 1971. Les citations ci-dessus figurent aux pages 118, 735, 326, 619, 773, 939 de cette édition.

MARCEL BOZONNET HORS DU TEMPS

Marie de l'Incarnation est enveloppée de lourds plis blancs. N'apparaissent que ses pieds et ses mains, enveloppés de bandelettes, son visage, profil d'oiseau, tenu par une mentionnière, blanc et rose comme celui d'un cadavre fardé.

Marcel Bozonnet (mis en scène par Jean-Louis Jacopin), seul dans des rideaux noirs — et quelques planches de gros bois, un buste en plâtre, — joue Marie de l'Incarnation. Il n'est ni homme ni femme, il est un être sans pesanteur, hors du temps, matérialisé par les regards des spectateurs. Sa voix est si douce qu'elle paraît venir de très loin, de très longtemps.

Il n'y a rien d'équivoque chez Marcel Bozonnet. Il est une image vivante, pure jusqu'à l'abstraction. Peut-être un peu trop abstrait encore, comme si l'acteur était inti- Pourtant, c'est l'une des rai- Pourtant c'est l'une des raisons qui l'ont amené à choisir ce texte : interpréter un rôle de femme. Surtout pas quelque chose qui puisse faire penser à un travesti. La suite d'un travail en deux parties. La première, classique, est celle de l'étudiant dijonnais qui participe à des spectacles d'amateurs, passe une audition pour Victor Garcia, est engagé pour le Cimetière des voitures, *est remarqué par Marcel Maréchal, qui le fait venir à Lyon. Là il joue dans* le Sang, la Mort de Danton, En attendant Godot, *étrange ballet d'elfes. Puis dans* les Soldats *avec Patrice Chéreau.*

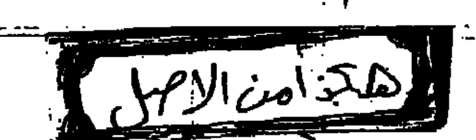
1968 : Marcel Bozonnet change de dispositions. Il ne se veut plus seulement acteur. Il lit, il écrit (une pièce, le Corps à refaire, *qu'il souhaite monter). Il joue quand même, avec Jean-Marie Villegier, Antoine Vitez* (les Miracles), *Bruno Bayen* (la Mouette), *Michel Dubois* (Lenz), *Petrika Ionesco,* (le Prince de Hombourg). *Des personnages que l'on a peur de voir disparaître si on les frôle et pourtant indestructibles, durs. Des personnages d'ailleurs. On dit : des fous. Des êtres qui n'appartiennent pas au temps, qui voyagent dangereusement aux frontières de l'immatériel.* — C. G.

★ Lucernaire, 20 h. 30.

■ Les vingt-quatre mille techniciens de cinéma d'Hollywood menacent d'interrompre toute la production de films, y compris leur travail pour la télévision, s'ils n'obtiennent pas une augmentation de salaire. Un mouvement de ce type serait exceptionnel : la dernière grève à Hollywood remonte à 1946.

■ Le concours international de chant de la ville de Toulouse aura lieu du 30 septembre au 6 octobre au Théâtre du Capitole.

■ Un exemplaire dédicacé de « Mein Kampf » datant de 1925 et une photo de Hitler, également signée par lui, ont atteint les prix respectifs de 18 000 et 3 600 dollars lors d'une vente aux enchères à New-York, le 6 septembre. Nouveaux « records » pour des souvenirs nazis.



AU FESTIVAL DE DEAUVILLE
La gloire de William Wyler

LOUIS MARCORELLES

« ...ation » au Lucernaire
...uois et le salut des âmes

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 7 septembre

théâtres

Les théâtres de Paris

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Que n'eau, que n'eau.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : le Pont japonais.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Chantiers de la gloire.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Tête d'or.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : le Charlatan.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées (256-02-15), 20 h. 30 : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
Ecole de l'Acteur-Florent (329-60-22), 21 h. : les Précieuses ridicules.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : l'Epouse prudente.
Lucernaire (544-57-34). — I, 18 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 20 h. 30 : Supplément au voyage de Cook ; 22 h. 15 : Roméo et Georgette. — II, 18 h. 30 : Toi l'artiste, dis-moi quelque chose ; 20 h. 30 : Marie de l'Incarnation ; 22 h. 30 : Un cœur simple.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 30 : le Préféré.
Michodière (742-95-22), 21 h. : Coup de chapeau.
Michel (265-35-02), 21 h. : Duos sur canapé.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : C'est à c't'heure-ci que tu rentres ?
Œuvre (874-42-52), 21 h. : les Aiguilleurs.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Je veux voir Mioussov.
Plateau Saint-Merri (222-95-38), 21 h. : la Passion de Jeanne d'Arc selon Gilles de Rais.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 21 h. : les Belges.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 21 h. : Sylvie Joly.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : les Morosophes
Tristan-Bernard (522-08-40), 20 h. 30 : l'Avocat du diable.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : les Europophages.

Les cafés-théâtre

Au Bec fin (296-29-35), 21 h. : Marie Bizet ; 22 h. 15 : le Futur aux herbes ; 23 h. 30 : Ces vilains bonshommes.
Blancs-Manteaux (887-97-58), 20 h. 15 : E. Rondo ; 21 h. 15 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : Pierre Triboulet.
Café d'Edgar (322-11-02), I. 20 h. 30 : Signé Francis Blanche ; 22 h. : Deux Suisses ; 23 h. 15 : E. Garcin. — II. 22 h. 30 : Popeck.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : Marianne Sargent ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Coupe-Chou (272-11-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : B. Magdane ; 21 h. 30 : Commissaire Nicole Bouton ; 22 h. 30 : Elle voit des nains partout
L'Ecume-Club (542-71-16), 22 h. : J.-J. Blanger et J. Remignard.
Le Fanal, 19 h. 45 : Florence Brunold ; 21 h. : le Président.
Lucernaire - Forum (544-57-34), 20 h. 30 : Arlette Mirapeu ; 22 h. 30 : Show Bizz' Art (J.-L. Debattice).
Mirandière (229-11-13), 19 h. 30 : A la rencontre de Marcel Proust.
Petit Casino (278-36-50), 20 h. 45 : Florence Blot ; 22 h. 15 : Douby.
Les Petits-Pavés (607-30-15), 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchère et J.-P. Mahé.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Festival de musique brésilienne.
Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : La baleine rit jaune ; 21 h. 30 : On vous écrira ; 22 h. 30 : Cause à mon c..., ma télé est malade.

Jazz, pop', folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 22 h. : Hal Singer, J.-P. Sasson Quartet.
Riverbop (325-93-71), 21 h. 30 : Daunik Lazro Group.
Chapelle des Lombards (263-65-11), 20 h. 30 : Djamel Allam ; 22 h. 30 : Azuquiata y su Melao « Pura Salsa ».
Campagne-Première (322-75-93), 20 h. 30 : Vince Taylor ; 22 h. 30 : Dave Burrell, Michaël Zwerin et Sam Woodyard.
Le Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Maxime Saury Jazz Fanfare.
Petit Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Urban Sax.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Reporter.

Festival estival

(633-61-77)
Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : Trio de l'English Consort (Bach).

Dans la région parisienne

Nanterre, Théâtre-par-le-bas (775-91-64), 20 h. 30 : les Ecrits de Laure.
Fontainebleau, Automne musical, chapelle de la Trinité, 21 h. : Quatuor Loewenguth (Haydn, Françaix, Schubert).
Sceaux, XIe Festival, orangerie du château (660-07-79), 20 h. 45 : U. Studer, W. Christie, J. Ter Linden (Purcell, Blow, Couperin, Rameau, Geminiani, Caldara, Haendel).

Festival de Montmartre

(586-10-71)
Théâtre des Jeunes de la Butte (6, rue de la Bonne), 20 h. 30 : C. Breteau, violoncelle, et le Horla, de G. de Maupassant.

Les concerts

Lucernaire (544-57-34), 19 h. : Katia Koleva, piano (Brahms, Beethoven, Debussy, Chopin).

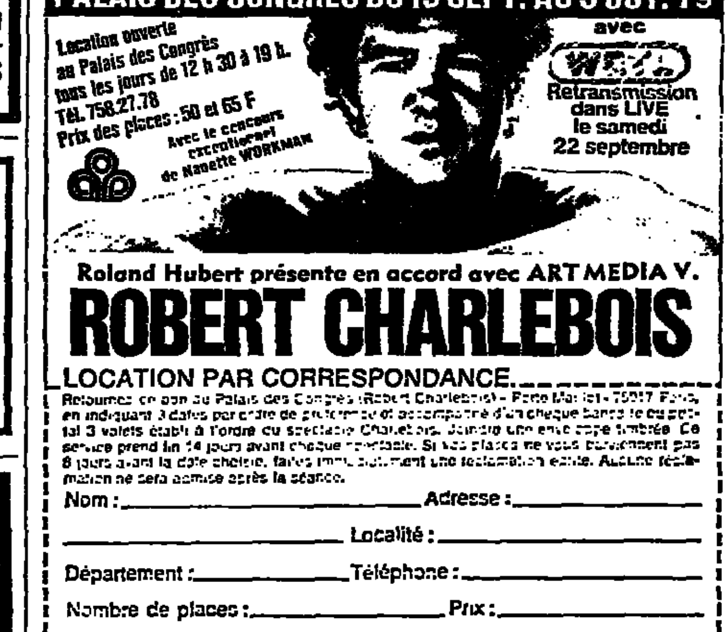
Le THÉÂTRE ANTOINE annonce que son grand succès comique actuel — LE PONT JAPONAIS — avec JACQUELINE MAILLAN sera représenté dorénavant tous les dimanches à la fois en matinée à 15 heures et en soirée à 20 h 30. Location au théâtre et en agences

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE
JACQUES DUFILHO — GEORGES WILSON
les aiguilleurs
de BRIAN PHELAN
FABRICE EBERHARD
Prix Gérard Philipe 1978
C'EST UN RÉGAL - LA PERFECTION
Pierre Marcabru (Le Figaro).
EFFICACITÉ TOTALE, PERFECTION
Jacqueline Cartier (France-Soir).
UN TRIO D'ACTEURS SUPERBES
Dominique Jamet (L'Aurore).

THEATRE DE LA MICHODIERE
FRANÇOIS PERIER
dans
"COUP DE CHAPEAU"
de BERNARD SLADE
Adaptation : BARILLET et GREDY
Mise en scène : PIERRE MONDY
Location : 742.95.22

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX présente
LA PLUS GRANDE CHANTEUSE DU MONDE ARABE
WARDA
Du 10 au 17 septembre
Tous les soirs à 21 h. / Dimanche 17 à 19 h.
Location au théâtre de 11 à 22 h. Par téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

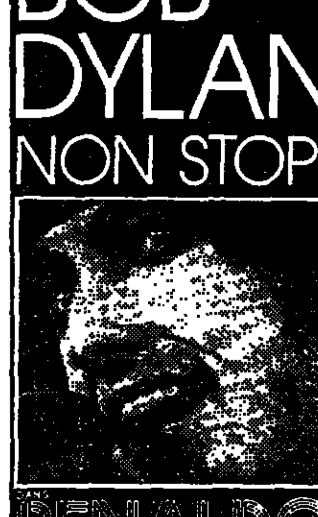
PALAIS DES CONGRES DU 15 SEPT. AU 3 OCT. 79


Roland Hubert présente en accord avec ART MEDIA V.
ROBERT CHARLEBOIS
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Retournez ce bon au Palais des Congrès (Robert Charlebois) - Porte Maillot - 75017 Paris, en indiquant 3 dates par ordre de préférence et accompagné d'un chèque bancaire ou postal établi à l'ordre du spectacle Charlebois. Joindre une enveloppe timbrée. Ce service prend fin 14 jours avant chaque spectacle. Si vos places ne vous parviennent pas 8 jours avant la date choisie, faites immédiatement une réclamation écrite. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.
Nom : ______ Adresse : ______
______ Localité : ______
Département : ______ Téléphone : ______
Nombre de places : ______ Prix : ______
Date : le ______ le ______ ou le ______

THÉÂTRE NATIONAL OPERA DE PARIS
ADMINISTRATEUR GENERAL : ROLF LIEBERMANN
RÉOUVERTURE
DU THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS
MARDI 11 SEPTEMBRE 20 H 30
CONCERT EXCEPTIONNEL
HECTOR BERLIOZ
HAROLD EN ITALIE
SOLISTE : BRUNO PASQUIER
LES NUITS D'ÉTÉ
SOLISTE : GRACE MELZIA BUMBRY
ROMÉO ET JULIETTE
ORCHESTRE DU THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA
DIRECTION : SYLVAIN CAMBRELING
LOCATION ouverte tous les jours aux guichets de L'OPÉRA, à partir du 4 septembre de 11 h à 18 h 30.

Théâtre du Gymnase / Marie Bell
38, boul. BONNE-NOUVELLE Tél. : 246-79-74
A PARTIR DU 11 SEPTEMBRE
JEAN BOUISE / MICHEL BOUQUET
ANDRE MARCON / GUY TREJAN.
NO MAN'S LAND
de HAROLD PINTER mise en scène : ROGER PLANCHON
location ouverte théâtre et agences

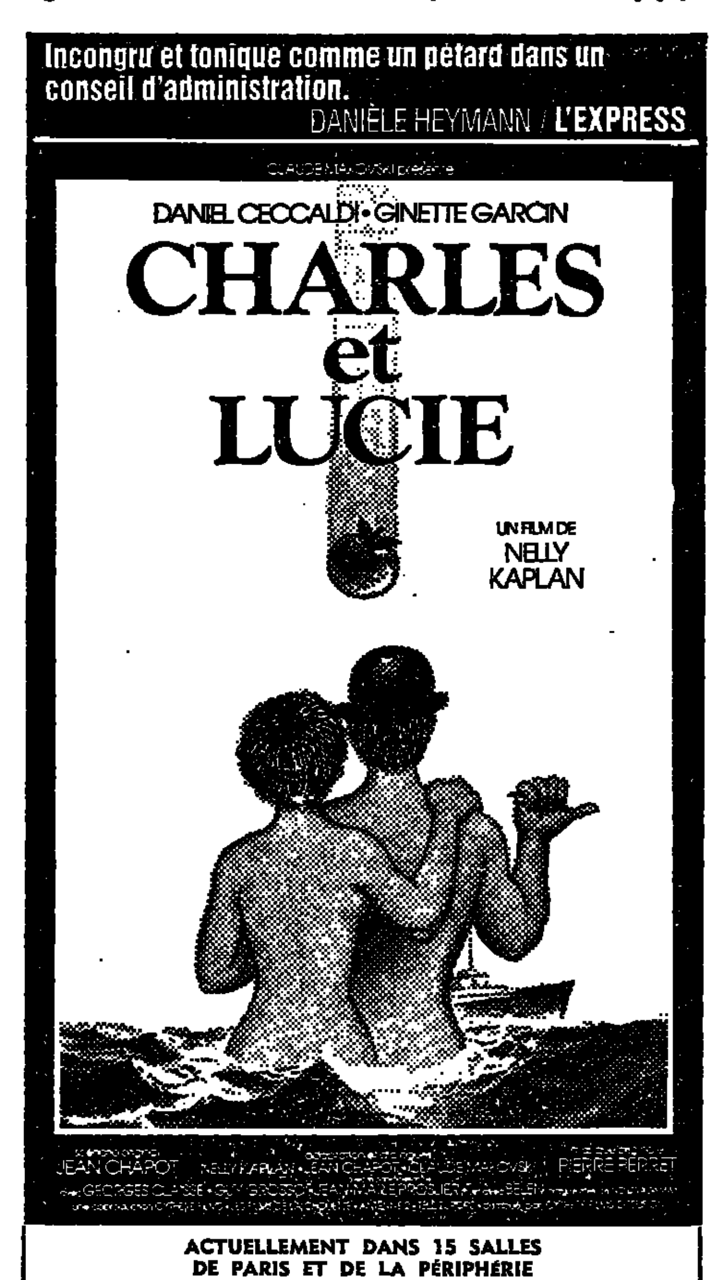
PRIX DU JEUNE CINÉMA CANNES 79
La drôlesse
un film de JACQUES DOILLON
SEUL A PARIS à L'ÉPÉE DE BOIS

ÉLYSÉES LINCOLN (son stéréophonique)
GAUMONT RIVE GAUCHE
HAUTEFEUILLE (son stéréophonique)
OLYMPIC ENTREPOT
SHELTER DISTRIBUTION présente
BOB DYLAN
NON STOP!





"Un neveu silencieux", film de Robert Enrico, tiré du roman de Paul Savatier dans le climat heureux des vacances en famille d'une bourgeoisie provinciale, le thème de l'intolérance, autour d'un enfant pas comme les autres, traité avec l'intelligence du cœur.
LA FONDATION — PHILIP MORRIS — POUR LE CINEMA

MONTE-CARLO - SAINT-LAZARE PASQUIER - IMPÉRIAL PATHÉ - STUDIO SAINT-GERMAIN - LA PAGODE - 7 PARNASSIENS - NATION
OLYMPIQUE ENTREPOT - ALPHA Argenteuil
Egalement à : BORDEAUX, LIMOGES, GRENOBLE

UGC ERMITAGE VO • UGC DANTON VO • UGC OPERA VF • BIG OPERA VF
LA MAXEVILLE VF • LA ROTONDE VF • MISTRAL VF • MAGIC CONVENTION VF
UGC GARE DE LYON VF • 3 SECRETAN VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF
UGC GOBELINS VF • 3 MURAT VF
STUDIO Parly 2 • ARTEL Villeneuve • ARTEL Port Nogent
CARREFOUR Pantin • MELIES Montreuil • FLANADES Sarcelles
ALPHA Argenteuil • ULIS 2 Orsay



GAUMONT COLISÉE v.o. - QUINTETTE v.o. - BERLITZ v.f.
MONTPARNASSE 83 v.f. - CLICHY PATHÉ v.f. - FAUVETTE v.f.
CAMBRONNE v.f.

FRANÇAIS Enghien - C2L Saint-Germain - CYRANO Versailles
FLANADES Sarcelles

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 16 h. : la Mère, de V. Poudovkine, d'après Gorki ; 18 h. : Enamorada, d'E. Fernandez ; 20 h. : l'Etang tragique, de J. Renoir ; 21 h. 30 : l'Idiot, d'A. Kurosawa.

Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Tabou, de F. W. Murnau ; 17 h. : le Retour de Topper, de R. Del Ruth ; 19 h. : les Massacreurs du Kansas, d'A. de Toth ; 21 h. : les Gangsters, de S. Hayers.

Les exclusivités

L'ASSOCIE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33)

AVALANCHE EXPRESS (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44)

AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

BETE, MAIS DISCIPLINE (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nations, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathe, 18e (522-37-41).

BOB DYLAN, RENALDO ET CLARA (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).

CEDDO (Sén., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).

CLAIR DE FEMME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65).

CORPS A CŒUR (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99) ; Templiers, 3e (272-94-56).

LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Parnassien, 14e (329-83-11) ; (V.f.) 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)

LE DIVORCEMENT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40). Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82), Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LA DROLESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : J. Renoir, 9e (874-40-75).

ET LA TENDRESSE ?... BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). Français, 9e (770-33-88).

FAUT TROUVER LE JOINT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; (V.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

FELICITE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; (V.f.) : Impérial, 2e (742-72-52)

HAMBURGER, FILM-SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).

HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : le Seine (325-95-99).

L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).

I LOVE YOU, JE T'AIME (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47)

LA LETTRE ECARLATE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA LIBERTE SAUVAGE (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE (All., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

MELANCOLY BABY (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

MEURTRE PAR DECRET (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

MEURTRES SOUS CONTROLE (A., v.f.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90)

MICKEY JUBILE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).

MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

NORMA RAE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)

NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

NOW VOYAGER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

OURAGAN (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11)

PASSEUR D'HOMMES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Tourelles, 20e (636-51-98).

LA PERCEE D'AVRANCHES (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Monsparnasse, 14e (329-90-10).

PERSONNALITE REDUITE DE TOUTES PARTS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

PHANTASM (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

PROPHECY (A., v.o.) (*) : Publicis-Champs - Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Calypso, 17e (754-10-68).

ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LE ROMAN D'ELVIS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON - BIENVENUE MONTPARNASSE



I love you je t'aime

D'après le livre de PATRICK CAUVIN "E = MC², MON AMOUR"



Un vrai et grand film d'amour, qui ne ressemble à aucun autre film d'amour.

Remo Forlani - RTL

Distribué par WARNER COLUMBIA FILM



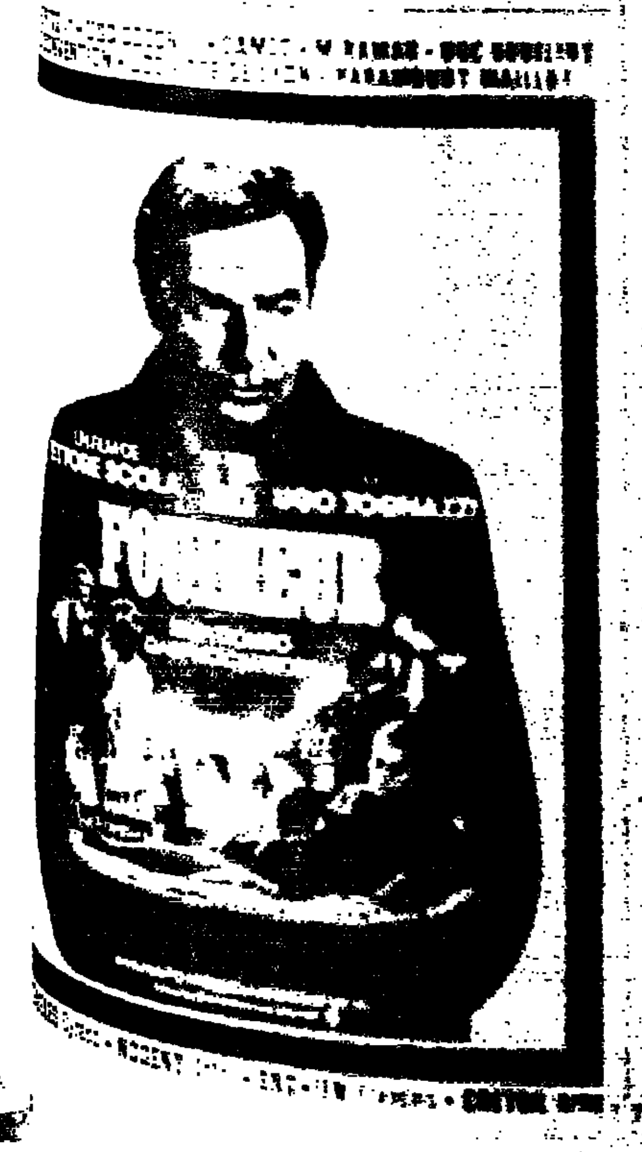
ACTUELLEMENT DANS 21 SALLES PARIS ET PÉRIPHÉRIE

VOIR LIGNES PROGRAMMES



MERCREDI







SPECTACLES

cinémas

SPECTACLES

LA SECTE DE MARRAKECH (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18)) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
SERIE NOIRE (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).
LE SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
TOTO, MISERE ET NOBLESSE (It., v.o.) : Git-le-cœur, 6e (326-80-25).
UTOPIA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
ZOO ZERO (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), 20 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 30.

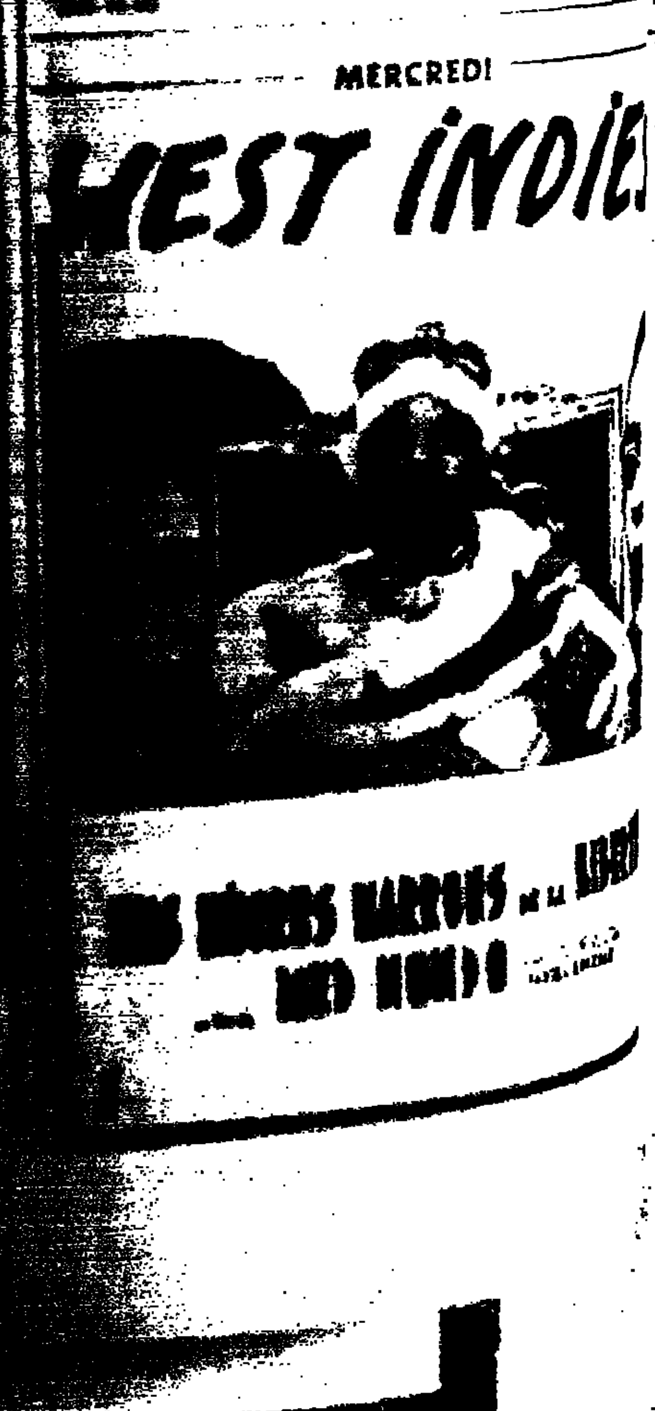
Les films nouveaux

CHARLES ET LUCIE, film français de Nelly Kaplan : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain - Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).
UN NEVEU SILENCIEUX, film français de Robert Enrico : la Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).
LE FOUINEUR, film italien d'Ettore Scola (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828 - 20 - 64) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24).
THE BIG FIX, film américain de Jeremy Paul Kagan (v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Parnassien, 14e (329-83-11). V.o./v.f. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées - Point Show, 8e (225-67-29).
NE TIREZ PAS SUR LE DENTISTE, film américain d'Arthur Hiller (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rio - Opéra, 2e (742 - 82 - 54) ; La Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maréville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE RABBIN AU FAR-WEST, film américain de Robert Aldrich (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis-Saint - Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount - City, 8e (225-45-76). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Gobelins, 13e (707 - 12 - 28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LE DERNIER SECRET DU POSEIDON, film américain de Irwin Allen (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74) ; Wepler, 18e (387-50-70).

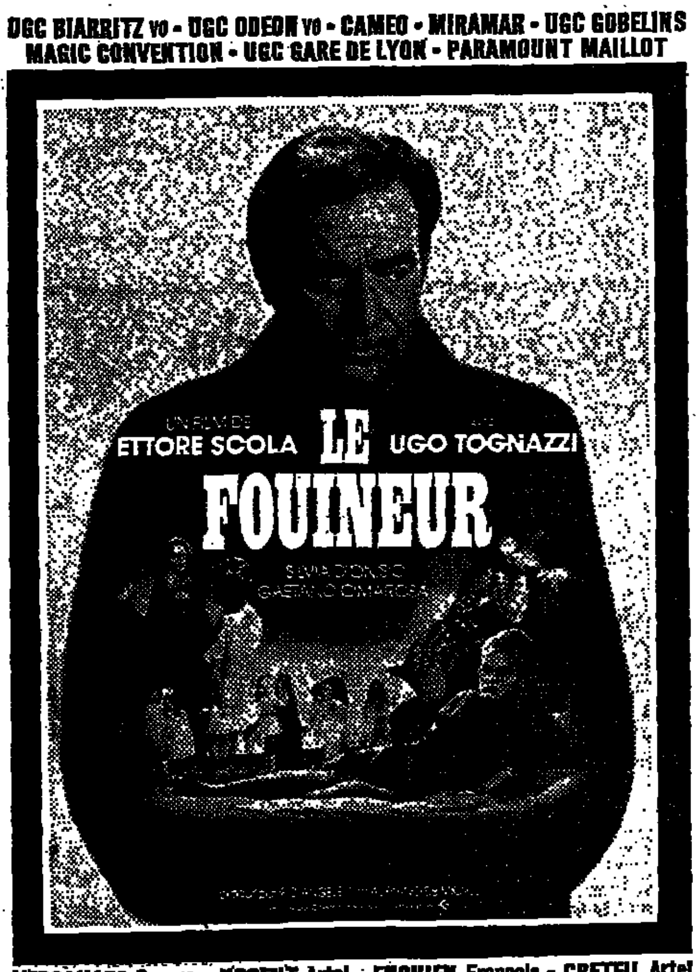
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LIFE BOAT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MATA HARI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LA MONTAGNE SACREE (Mex., (V.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 30.
NATHALIE GRANGER (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
WOMEN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

Les festivals

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 16 h. 5 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 20 : J'ai même rencontré des Tziganes heureux; 20 h. : Cabaret; 22 h. 10 et 0 h. 30 : Orange mécanique — II, 16 h. 15 : A bout de souffle ; 18 h. : A la recherche de Mr. Goodbar ; 20 h. 20 : Easy Rider ; 22 h. 20 : Pierrot le Fou ; 0 h. 20 : l'Œuf du Serpent.
HOMMAGE A BETTE DAVIS (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90) : Chut ! Chut ! Chère Charlotte !
CINE-ROCK FESTIVAL (v.o.), Vidéostone, 6e (325-60-34).
ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), en alternance : le Ballon rouge ; Crin Blanc.
MIZOGUCHI (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : la Vie d'O'Haru, femme galante.
WIM WENDERS (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Alice dans les villes.
MARILYN MONROE (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Chérie, je me sens rajeunir.
HOMMAGE A RENE CLAIR, Palais des arts, 3e (272-62-98) : A nous la liberté.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16). 15 h. 15 : Alice au pays des merveilles ; 16 h. 45 : les Aventures de Robin des Bois ; 18 h. 30 : Tex Avery ; 20 h. 10 : le Locataire ; 22 h. : Marathon Man.
STUDIO 28 (v. o.), 18e (606-36-07) : Boulevard Night.
HOMMAGE A JEAN RENOIR, Action République, 11e (805-51-33) : les Bas-Fonds.
HOMMAGE A LA RKO (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : les Garçons aux cheveux verts.
COMEDIES MUSICALES U.S.A. (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Gigi.
B. WILDER, V. MINNELLI (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : la Vie privée de Sherlock Holmes.
A. HITCHCOCK (v. o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Number 17.
MARX BROTHERS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'Opéra.
MUSIQUE (v. o.), Acacias, 17e (754-97-83), 16 h. 45 : Dancing Lady ; 18 h. 30 : Ziegfield Follies ; 20 h. : Cabaret ; 22 h. : Jimi Hendrix.
H. BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : les Passagers de la nuit.
H. HUSTON (v.o.), Dominique, 7e (705-04-55) : Reflets dans un œil d'or.
STUDIO DE L'ETOILE, 17e (380-19-93), 17 h. 15 : Casanova de Fellini ; 20 h. : les Clowns ; 22 h. : les Trente-Neuf Marches (H.)
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50) (v. o.), I, 15 h. 10 : Jeremiah Johnson ; 17 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 19 h. 50 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Phantom of the Paradise ; 23 h. 50 : Orange mécanique. — II, 15 h. 45 : Easy Rider ; 17 h. 45 : Un après-midi de chien ; 20 h. 5 : Taxi Driver ; 22 h. : Chiens de paille ; 24 h. : Roller Ball.
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71), 13 h. 35 : Un tramway nommé Désir ; 18 h. 5 : Retour ; 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 : Rocky Horror Picture Show ; 24 h. : Panique à Needle-Park.
CINEMA ALLEMAND (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Les nains aussi ont commencé petits.
J. LOSEY (v. o.), New-Yorker, 9e (770-63-40) : Cérémonie secrète.



UGC BIARRITZ VO - UGC ODEON VO - CAMEO - MIRAMAR - UGC GOBELINS
MAGIC CONVENTION - UGC GARE DE LYON - PARAMOUNT MAILLOT



VERSAILLES Cyrano - NOGENT Artel - ENGHIEN Français - CRETEIL Artel

TOUS EN DIRECT DE PÉKIN...

A l'occasion de la prochaine visite en France de M. Hua Guo Feng, premier ministre de la République populaire de Chine, Antenne 2 émettra en direct de Pékin le 8 octobre, proposant une série de programmes spéciaux consacrés à ce pays. C'est ce qu'a annoncé Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information de cette chaîne, le 5 septembre.

Les diverses autorisations nécessaires ont été données par les responsables de la télévision chinoise le samedi 1er septembre, à la suite de longues négociations menées par Patrick Clément, auteur d'un reportage déjà diffusé le 28 janvier dernier et qui sera, à nouveau, montré le 8 octobre.

Apprenant ce projet, la direction de TF 1, qui déjà, l'été dernier, avait signé un accord de coopération avec la télévision chinoise, puis obtenu, ces derniers temps, la promesse de pouvoir émettre en direct de Pékin (promesse officiellement confirmée le 5 septembre), a fait savoir qu'Antenne 2 ne sera pas la seule chaîne à présenter une telle « exclusivité » : la première chaîne envisageait de retransmettre ses journaux télévisés des 8, 9 et 10 octobre, en direct de la capitale chinoise. Egalement. « Pourquoi pas une telle concurrence ? », dit-on à Antenne 2, où l'on ajoute que les visas sont pratiquement prêts et les billets d'avion retenus. « *Nous veillerons du coup à être vraiment les premiers* », explique-t-on à TF 1, où l'on songe à avancer la date prévue. Pas question de faire la même chose le même jour. La course est donc engagée, mais il y a comme une amertume dans les services de l'information de la première chaîne.

Il y a de la place pour tout le monde, disent les philosophes, la Chine est grande et ceux qui s'y intéressent très nombreux. Les ratiocineurs avancent l'inévitable mot « harmonisation » et disent : « *pas tous à la fois* » et se demandent si ça ne va pas, « *de plus en plus, se passer comme cela* » entre sociétés sœurs puisque nationales.

A propos d'événement et de tractations à la chinoise, la première coproduction cinématographique sino-américaine — une histoire d'amour — va commencer d'être tournée en Mongolie au printemps prochain, avec un budget de 5,5 millions de dollars. C'est la romancière Han Suyn qui l'a annoncé, le jeudi 30 août, à Pékin. Elle est l'auteur du scénario qui a pour titre : *Le Mongol merveilleux* et qui comporte des scènes situées en France. — M. L. B.

A propos du procès de Toukhatchevsky

« L'HUMANITÉ » : le pouvoir sans contrôle de Staline.

Dans *l'Humanité* du vendredi 7 septembre, Roger Maria revient sur l'émission « L'histoire en jugement » consacrée mercredi soir au maréchal Toukhatchevsky, dont le procès fut, dit-il, le résultat d'« *une provocation parfaitement réussie des services allemands avec la complicité d'officiers russes blancs* ».

Il ajoute : « *Or, on doit se poser la question : comment un tel crime d'Etat — de l'Etat socialiste — aussi préjudiciable aux intérêts véritables du pouvoir soviétique a-t-il été possible ? Pourquoi les services spéciaux de l'U.R.S., dont c'était la mission de sécurité, n'ont-ils pas décelé que ces documents accusateurs étaient des faux ?*

» *On est obligé de répondre qu'elle telle intoxication au sommet n'a été réalisable que parce que le pouvoir s'était concentré entre les mains du principal dirigeant du parti et de l'Etat, sans contrôle collectif comme c'était pourtant la règle dans la période léniniste. Staline redoutait un complot des chefs militaires. Et il a fait plus que le prévenir...* »

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

— *Mme Anne d'Ornano*, maire P.R. de Deauville, est la rédactrice en chef du journal inattendu, en direct de Deauville, à 13 h., sur R.T.L. ;

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C., est l'invité du journal de 13 heures, en direct de la Fête de *l'Humanité*, sur TF 1.

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 30, Un, rue Sésame : 18 h. 55, C'est arrivé un jour : 19 h. 10, Une minute pour les femmes : 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

Combiné de Cuisine
STECA
C'est le moment
de vous faire une opinion !

J'ai vu le film STECA à la Télévision.
Tout le monde parle de cet appareil.
Je désirerai donc essayer cette machine
sans aucune espèce d'engagement de ma part
et tout à fait gratuitement.

Nom
Adresse
Code Postal
Ville

A retourner à : STECA Réf. n° 2
185, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY

20 h. 35, Au théâtre ce soir : Tout dans le jardin, d'E. Albee, d'après G. Cooper.

Satire à l'américaine, pimentée de l'amer-tume propre à l'auteur de Zoo Story et de Qui a peur de V. Woolf ? : dans une banlieue résidentielle, un couple se démantèle pour maintenir le « standing » social obligé.

22 h. 30, A bout portant : Alice Dona.
23 h. 15, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h., Récré A 2 : 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été : 20 h., Journal.

SOUS-VÊTEMENTS
AB'S D'ABSORBA.
POUR LES GRANDS, C'EST SUPER.
ab's d'absorba

20 h. 35, Feuilleton : Il y a plusieurs locataires à l'adresse indiquée (Le bal de la débutante), de N. Cortal, réal. F. Chatel.

21 h. 35, Magazine littéraire : Apostrophes (Amériques ! Amériques !).

Avec A. Maillet (Pélagie-la-Charrette), C. Fuentes (Terra Nostra), M. Scorza (le Cavalier insomniaque, Roulements de tambours pour Rancas), A. Carpentier (la Harpe et l'Ombre, Cops (La vie est un tango).

22 h. 45, Journal.

23 h., Ciné-club, FILM : LES COLTS BRILLENT AU SOLEIL, de S. Merolle (1968), avec A. Giordana, J. Ireland, R. Pellegrin, E. Bell, B. Corazzari.

Les bas-fonds du western italien. Une violence gratuite.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes : 18 h. 55, Tribune libre : Fédération française des associations culturelles d'éducation permanente ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales : 19 h. 55, Dessin animé : 20 h., Les jeux.

20 h. 30, V 3 — Le nouveau vendredi : Dialogue entre MM. Begin et Sadate enregistré à Haïfa et dirigé par Jean-Marie Cavada.

21 h. 30, Variétés : Alors... chante !

Les artistes de Strasbourg, du chef d'orchestre Alain Lombard à la comédienne du T.N.S. Michèle Foucher.

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Mini-passeport », de Tybor ; 19 h. 30, Sciences : le darwisme aujourd'hui ;

20 h., Magazine médical en liaison avec TF 1 ; 21 h. 30, Black and blue ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Le film noir.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5 Jazz ;
20 h., *Informations - festivals* ; 20 h. 30, Les chants de la terre ;
21 h. 20, Orchestre de Baden-Baden : Haydn, Rachmaninov, Stravinski ; 23 h. 15, Ouvert la nuit : en revenant de Nantes (Rossini, Meyerbeer, Weber) ; 0 h. 5, Le Poitou : chants de la Vendée militaire, avec l'Agali d'Aubigny ; 1 h. 15, Douces musiques.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Cuisine légère ; 12 h. 45, Devenir ; 13 h., Journal ; 13 h. 30, Le monde de l'accordéon ; 13 h. 45, Au plaisir du samedi.

18 h. 9, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Variétés : Numéro un (Francis Perrin).

21 h. 40, Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 22 h. 30, Télé-foot 1.

23 h. 35, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 15, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 30, Sports.

18 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Dramatique : Brigade des mineurs (Didier), réal. C. Jortner.

22 h. 15, Variétés : Bayanihan (les Ballets philippins).

23 h. 10, Festival du cinéma à Deauville.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Retransmission théâtrale : les Mouches, de J.-P. Sartre, réal. M. Hermant, mise en scène R. Santon. Avec : M. de Coninck, H. Delmas, R. Faure, A. Medina, etc.

Les mouches, ce sont les Erinyes poursuivant Oreste, vues par Jean-Paul Sartre à une époque où il utilisait les mythes pour démontrer sa conception existentialiste de la condition humaine et où le metteur en scène Régis Santon n'était pas né. Que peut dire aujourd'hui un homme de trente ans avec cette pièce à thèse ?

23 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science ; 8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'Allemagne ; 9 h. 7, Matinée du monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches avec... J. Monory ; 11 h. 2, La musique prend la parole : Beethoven ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h., Festival de Bayreuth 1979 : « Siegfried », de Wagner, par l'Orchestre du Festival, dir. : P. Boulez, mise en scène : P. Chéreau ;

19 h. 30, Sciences : le darwinisme aujourd'hui (rediff.) ;

20 h., « Feu M. le Duc », d'après Paul Morand, adapt. : P. Derrez ; 21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques ; 7 h. 40, Musiciens pour demain ; 9 h. 2, Actualité du disque ; 11 h. 30, Magazine des musiciens amateurs ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz s'il vous plaît ; 13 h. 30, Chasseurs de son : Ensemble choral universitaire de Lyon (Haendel) ;

14 h., Critiques-auditeurs (Mozart) ; 15 h. 30, Présentation en direct des nouveautés discographiques du mois par des auditeurs ; 16 h., Matinée lyrique : Orchestre et Chœurs du Théâtre Bolchoï de Moscou (Tchaïkovsky) ;

19 h., Concert-lecture : Chœurs de Radio-France (Schubert) ;

20 h. 5, Concours international de guitare ; 20 h. 30, Orchestre de chambre national de Toulouse (Bartok) ; 21 h., Semaines internationales de musique de Lucerne 1979 : Orchestre philharmonique d'Israël, direction Z. Mehta, en direct du Kunsthaus (Verdi, Beethoven, Mahler) ; 23 h. 15, Ouvert la nuit : les chants de la terre.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, Foi et traditions des chrétiens orientaux ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h., Messe au Carmel de Domont (Val-d'Oise), préd. P. Turquet (transmise à l'intention spéciale des sourds et malentendants).

12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, TF 1 - TF 1 ; 13 h., Journal ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 10, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Tiercé ; 15 h. 35, Série : La chute des aigles ; 16 h. 25, Sports première.

18 h., FILM : LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES, de H. Hawks (1953), avec J. Russell, M. Monroe, C. Coburn, E. Reid, T. Nooman, G. Winslow. (Rediffusion.)

Pour amener l'amoureux — milliardaire — de l'une d'elles au mariage, deux chanteuses de cabaret américaines s'embarquent sur un bateau pour la France.

Comédie musicale tirée d'un roman de mœurs, 1925, d'Anita Loos. Une satire des « chercheuses d'or » et la rencontre de Jane Russell et de Marilyn Monroe.

19 h. 25, Les animaux du monde : 20 h., Journal.

20 h. 35, FILM : LE GRAND MEAULNES, de J.-G. Albicocco (1967), avec B. Fossey, J. Blaise, A. Libolt, A. Noury, J. Villard, C. de Tilière. (Rediffusion.)

Au début du siècle, en Sologne, un adolescent rencontre, dans un château mystérieux, une jeune fille qui va être l'amour de sa vie. Poursuivant son rêve, il se heurte, adulte, aux réalités de l'existence.

Adaptation du roman (devenu mythique), d'Alain Fournier, perdue dans les artifices esthétiques, une poésie artificielle.

22 h. 25, Arthur Rubinstein ; 22 h. 55, Journal ; 23 h., Tennis : Tournoi open des Etats-Unis à Flushing-Meadow (sous réserves).

CHAINE II : A 2

12 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 12 h. 50, Dessin animé.

13 h., Quinze minutes avec... ; 13 h. 15, Journal ; 13 h. 40, Série : Hawaï police d'Etat ; 14 h. 35, Sports : Internationaux de tennis des U.S.A. ; 16 h. 30, Documentaire : Le jardin derrière le mur (Le sanglier) ; 17 h., Série : L'homme de quarante ans ; 18 h., Sports : Aviron ; 19 h., Stade 2 ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Jeux sans frontière.

22 h. 5, Feuilleton : Splendeurs et Misères des courtisanes, d'après H. de Balzac. Adapt et réal. M. Cazeneuve. (Rediffusion.)

23 h. 50, Journal.

CHAINE III : FR 3

16 h. 35, Prélude à l'après-midi : Ensemble Ad Artem ; 17 h. 30, Il n'y a pas qu'à Paris ; 18 h. 30, L'invité de FR 3 : Guignol ; 19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., Grande parade du jazz : Helen Humes Blues.

20 h. 30, Emission de l'INA : Rue des Archives (Destin).

Images de mort et de guerre. Mosaïque macabre. Réalisation Gérard Patris (à partir de documents d'archives).

21 h. 20, Journal ; 21 h. 30, Court métrage : Dud Kosi, d'A. Vaugham.

22 h., Hollywood-U.S.A. : Jack Lemmon.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle cinéma français d'avant-guerre) : LE COUPABLE, de R. Bernard (1936), avec P. Blanchar, M. Ozeray, M. Moreno, G. Signoret, S. Mais, G. Gil, J. Astor. (N. Rediffusion.)

Le fils d'un magistrat de Caen est séparé par celui-ci d'une fille du peuple qu'il a séduite et qui a eu un enfant de lui. Cet enfant, devenu orphelin, tourne mal et c'est son père qui, en cour d'assises, doit requérir contre lui.

Considéré comme un mélodrame à cause de son intrigue, ce film est, en fait, une violente critique sociale de la bourgeoisie, du système des maisons de correction et de la justice de classe. A redécouvrir.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Verdi, avec le chef d'orchestre Nello Santi (musique enregistrée par Toscanini) ;

23 h., Musique de chambre : S. Leonardi, piano (Schubert), Quatuor Parrenin (Roussel).

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30, jusqu'à 22 h., En direct du Royal Albert Hall à Londres, « le Messie » (Haendel), par les chœurs de la cathédrale d'Oxford et l'Academy of Ancien Music, avec Judith Nelson, E. Kirby et M. Hill ;

22 h., Festival de Sceaux 78 : récital de hautbois et guitare (Purcell, Vivaldi, Telemann, Ravel, Haendel...) ; 23 h., Ouvert la nuit : portrait en petites touches (Beethoven) ; 0 h. 5, En hommage.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Association de tourisme social
recherche
UN CHEF DE PRODUIT
spécialiste de l'Europe de l'Est

Le (ou la) candidat (e) devra pouvoir répondre au profil suivant :
— minimum 5 ans expérience dans le domaine des forfaits ;
— capacité réelle de négociateur ;
— parlant anglais ;
— disponible pour déplacements fréquents ;
— libre immédiatement.

Envoyer C.V. à O.P.F. (n° 4.235)
2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

Entreprise 500 personnes
EST PARISIEN
recherche
CHEF SERVICE INFORMATIQUE
2 unités I.B.M. 34
Etudes et exploitation.
120.000 F AN +
Envoyer C.V. détaillé et photo à N° 31.227 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Société Nationale
ELF AQUITAINE
PRODUCTION
recherche
INGENIEURS
DIPLOMES GRANDES ECOLES
(déjà technico-commerciaux ou désirant s'orienter vers le commerce international).
Ayant connaissances en calculs économiques et si possible dans le domaine pétrolier (production et transport).
Anglais courant et quelques années d'expérience professionnelle indispensables.
Aptitudes à des déplacements fréquents et ultérieurement à l'expatriation.
Adresser CV et photo à SNEAP 21 bis, avenue des Lilas Service Recrutement 64000 PAU.

Ecole technique privée rech. un Technicien BTS froid et climatisation, 3 ans expérience dépannage. Dégagé O.M. - Envoyer C.V. manuscrit à ORT, 43, rue Raspail, 93100 Montreuil.

STYLISTE PRÊT-A-PORTER
féminin et fillette rech.
ASSISTANTE
ayant déjà bonne formation, connaissant anglais préfér.
INNOVATIS - 233-84-22

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE-MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche
à titre temporaire
ASSISTANTE DENTAIRE AU FAUTEUIL
pour CENTRE de SANTE
3, rue du Maroc, Paris (19e)
Adresser lettre et C.V. détaillé à Mme le Chef du Personnel
17-19, rue de Flandre, 75935 Paris Cedex 19.

Pour région PONTOISE
ANALYSTE PROGRAMMEUR
de bon niveau, connaissance GAP 2 sur IBM 3/15
Libre de suite. Haut salaire si compétent. Se présenter :
POINT Z E. T. T.
51, rue Turbigo, Paris 3e - 271-71-71

A.G.F. cherche 5 bons vendeurs HMES
+ 21 ans, stage formation, avec minim. garanti, puis commission + commission frais. Ecrire à SIPEP/5060, 3, r. Choiseul (2e)

CABINET DE COMMISSARIAT aux COMPTES ET d'EXPERTISE COMPTABLE
recherche
ASSISTANT RÉVISEUR
Format. enseignem. supérieur souhaitée, D.E.C.S.
Tél. : 328-24-70 pour rendez-vous.

Société d'Expertise Comptable rech. collaborateurs Experts-Comptables ou Commissaires inscrits avec résidence à PARIS ou différentes villes de province. Ecr. n° 8482, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

SOCIETE PARIS CENTRE
recherche
Responsable Informatique
Matériel IBM 360 - 50 avec T.P.
Evolution IBM 4300.
De formation Ingénieur, 35 ans minimum, ayant participé à toutes les étapes du développement et de l'exploitation d'un système de moyenne puissance.
Nombreux avantages sociaux.
Adresser CV avec prétentions et photo sous référence 8704 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

emplois régionaux



GROUPE PHOTOGRAPHIQUE
INTERNATIONAL
recherche pour le Siège de son
unité lyonnaise
sous l'autorité du Directeur Financier,
le RESPONSABLE de
— LA COMPTABILITÉ FINANCIÈRE
— LA GESTION TRÉSORERIE

Il devra :
- être âgé de 30 ans minimum ;
- avoir bénéficié d'une formation supérieure : Sup. de Co + DECS ;
- avoir une expérience de quelques années dans fonction similaire ;
- avoir une connaissance indispensable de l'anglais et souhaitable de l'allemand ;
- être particulièrement averti de toutes les réglementations fiscales et administratives ;
- être apte au commandement (15 personnes) ;

Il sera affecté à :
- la tenue de la comptabilité générale ;
- la préparation du bilan légal et des déclarations fiscales ;
- la gestion de la trésorerie (cash et crédit management) ;
- la préparation des plans de trésorerie et de financement.

Nous offrons : une rémunération liée à la valeur et à l'expérience ; une formation permanente dans le cadre du Groupe ; une large autonomie d'action ; la plus absolue discrétion.

Nous demandons : l'envoi de la candidature manuscrite, du curriculum vitae détaillé et d'une photo récente ; les duplicata de référence morale et professionnelle ; les prétentions de salaire.

Ecrire HAVAS LYON N° 1.641.

T.I.T.N.
Société d'ingénierie en
INFORMATIQUE
rech. pour région
PROVENCE COTE D'AZUR
1) UN INGENIEUR
LOGICIEL
grande école, ayant 2 à 6 ans d'expérience en logiciel de base ou temps réel sur mini ou *micro-ordinateur*.
2) UN INGENIEUR
ÉLECTRONICIEN
grande école, ayant 2 à 6 ans d'expérience en électronique numérique et d'interface, ayant si possible des connaissances en soft de base.
3) UN AGENT TECHNIQUE
ÉLECTRONICIEN
ayant 4 à 6 ans d'expérience en électronique numérique.
Envoyer C.V., photo, prétentions et référence poste à :
T.I.T.N. PROVENCE
7, rue Louis-Armand
Z.I. 13290 Aix-les-Milles

Ecole Normale Sociale de l'Ouest
6, route de Saint-Clément
ANGERS 49000, rech.
CADRE PEDAGOGIQUE
(poste 3/4 de temps) pour un remplacement d'une année à compter du 1-9-79. Dipl. d'Etat Assistant (e) de service social exigé. Formal. complémentaire souhaitée.
Ecrire ou téléphoner à : Madame la Directrice.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour contrat à durée déterminée, avec quelques placements à l'étranger :
INGÉNIEUR DE PROJET REF. 431
NATURE DES TRAVAUX :
Suivi des structures métalliques off shore, ossature de modules. Connaissances techniq. classiq. de ce type de structure et des techniq. annexes, soit corrosion, habill. des modules serrurerie.
5 ans d'expérience exigée
Anglais exigé
Formation souhaitée :
E.C.T. - A.M. - E.S.T.P. et INSA
Les réponses sont à adresser, ss référence indiquée, à SODINO CONSEIL, 43, rue Gambetta, 31000 TOULOUSE.

S.C.P. SANS Ph. AMIGUES
Conseils juridiques
7 bis rue du Général-Céraz
87000 Limoges
Rech. spécial. droit des sociétés au min. 2 à 3 ans d'expérience professionn. - Intéress. perspect. d'avenir. Indiq. prét. et joindre C.V. dét., 1 photo. Discr. gar.

Entreprise région de COGNAC rech. CHEF de SERVICE TRANSPORT ROUTIER ayant bonne connaissance questions commerciales. - S'adresser au journal qui transmettra.
Ecr. n° 8481, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

représent. offre

Recherchons V.R.P.
Région parisienne,
30 ans minimum, bonnes connaissances des marchés phytosanitaires.
Ecrire : Sté - Phytosan, B.P. 56 - Lagny 77400

MAISON ITALIENNE
Fabricant linge de maison
recherche
REPRÉSENTANTS MULTICARTES
dynamiques et bien introduits G.M., détails et V.P.C. dans les régions suivantes : Paris et Région Parisienne, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Rhône, Isère, Loire-Provence, Alpes, Var, Vaucluse.
Ecr. s/n° 816421 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

demandes d'emploi

Américain 35 ans, diplômé Histoire de l'Art, parlant français, allemand, italien, étudierait proposition : Enseignement, publications, administrations, collections, musées. - Préférerait France sinon Europe.
WALKER
127, bis, bd Voltaire, PARIS-11e
Téléph. : 569-22-93

BTS Biochimie
Libéré Obligations militaires, je suis à la rech. d'un 1er emploi (industrie ou labo).
Je lis et parle anglais.
JOURDAN J.-J., 9, rue du Château - 92600 Asnières - 733-30-11

Homme Marketing - Merchandising confirmé, 36 a., 12 a. exp., rech. situation stable, poste à resp. Région : Lyon-St-Etienne-Roanne-Valence. - Ecr. n° 51700, HAVAS SAINT-ETIENNE

J.H. 20 ans, dég. O.M., Bac D, 1 année Sc. Eco, ét. ttes propos. Ecr. : M. Gilles PARIS, 8, rue Eugène-Manuel, 75016

J.H. 28 a., 6 a. expér. enseign. lettres + expér. librairie, rech. poste ds édit. Libre immédiat. Ecr. n° 1311, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Couple 1 enfant ch. gardiennage ou conciergerie, pl. stable, références, région indifférente. Ecr. n° T 015247 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Militaire retraité, marié sans enfant, 50 ans, ch. pl. gardiennage imm. ou ind. ou régisseur de ppté région Côte d'Azur. Tél. (22) 24-23-27, à part. 8 h.

SUISSE - 36 ans
Form. techniq. + univ. exp. internat. gestion projets multidiscipl., rech. mission ponctuelle ou situation
MANAGER ou PROJECT MANAGER
dans Eng. contracting. General ou Main contractor ou entr. agricole. Français + anglais + italien + allemand.
Tél. : 0041.22/51.19.45
Chiffre A 18-115408
PUBLICITAS CH-1211 GENEVE 3.

capitaux ou proposit. com.

COTE d'AZUR - Affaire importante 2-roues. P.-D.G. céderait actions à collaborateur capable succéder, capitaux importants exigés. Modalités à discuter.
Ecrire : HAVAS TOULON 54554

CONFECTIONS STOCKS
Shirts Flanell, T-Shirts, Sweatshirts, etc.
ESPINHEIRAS
PORTO - PORTUGAL
Télex : 24.177/22558

cours et leçons

Cours de Yoga chez vous. Groupe possible. - Téléphoner au 806-46-39, de préférence : lundi, mardi, de 11 h. à 13 h.

occasions

SUPER SOLDES moquettes
Laine et synthétique, gros stock, belle qualité - 757-19-19

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

Part. vd 304 S Peugeot, gold, verres triplex, sièges simili cuir marron, toit ouvrant. 93.000 km. Prix Argus. Tél. H.B. 772-31-32, poste 41-96 ; dom. : 775-03-10.

12 à 16 C.V.

PART. vend, cause dble emploi, PEUGEOT 604 - Année 1976 75.000 km. Pierre de lune, int. cuir beige, vitres teintées, toit ouvrant. Très soignée, 26.800 F. Tél. M. Jordan 491-02-32 ap. 18 h.

+ de 16 C.V.

Part. vend B.M.W. 730 - 78
22.000 km - Peinture métallisée
Climatiseur - Roues alliage
85.000 F - Tél. : (22) 76-46-20.

divers

B.M.W. OCCASIONS
316 - 320 - 520 - 525 - 528 - 728
EX TT 79, peu roulé, garanties.
Auto Paris-XV — 533-69-95
63, rue Desnouettes, Paris-15e.

NEUBAUER PEUGEOT
vend quelques 504 DISEL ESS. Neuves d'exposition - 0 km
PRIX TRES INTERESSANT
Tél. : M. ROLAND 766-02-44

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt.

BASTILLE, 3, rue Castex, beau duplex r.-de-ch. + 1er, 110 m2, charme. Samedi 14-17 h.

5e arrdt.

190 m2
QUAI DE LA SEINE
Enorme appt flottant, tt confort et téléphone à bord.
Prix : 450.000 F net.
Téléphone : 344-77-66.

6e arrdt.

M° ODEON BON IMMEUBLE CALME
2 PCES + 1 PCE en DUPLEX, entrée, cuis., bains, w.-c., tél., chauff. centr. PRIX INTERESS.
16, rue GREGOIRE-DE-TOURS
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

8e arrdt.

Près PARC MONCEAU
Bd Malesherbes même
APPT 156 m2. Possib. profess. libér. 1.100.000 F - 766-03-18.

12e arrdt.

NATION. Beau 2 P. cuis., s. eau 40 m2, bel imm. Samedi 14-17 h., 92, rue de Montreuil.

13e arrdt.

M° GOBELINS ou PL.-ITALIE
Imm. récent tt cft., 3e ét. s/rue SÉJ. + 1 chbre, cuis., bains, vue dégagée. PX INTERESS.
1, rue des RECULETTES, sam., dimanche, lundi de 15 à 18 h.

16e arrdt.

M° CHARDON-LAGACHE
Imm. pierre de taille, chff. cent.
3 P. entrée, petite cuisine, salle d'eau, w.-c., balcon, tél.
Prix intéressant. Calme. Soleil.
139 bis, av. de VERSAILLES
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

XVIe MUETTE
DANS BEL IMM. STANDING 6e ETAGE, VUE IMPRENABLE
GRAND 5 P. CONFORT + 2 salles de bains
REFAIT NEUF
+ 2 CHAMBRES DE SERVICE
PRIX 1.250.000 F
Me voir vend., sam., 14-18 h :
8, RUE DES MARRONNIERS ou 723-91-28

M° JASMIN IMMEUBLE RECENT
TT CFT. PRIX INTERESSANT
SEJOUR + 1 chambre, entrée, petite cuis., bains. Sur jardin :
15, *rue* HENRI-HEINE
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

78 - Yvelines

LE PECQ/LE VESINET
part. vd 2 Pces, 52 m2 + loggia 16 m2, vue sur Seine et terrasse Saint-Germain, résid. stdg., pisc. 8' à pied R.E.R. Tél. 976-86-18.

91 - Essonne

ORSAY
4 P. 75 m2. Tout confort. Calme. Prox. centre ville. 310.000 F. 928-68-00

LES ULIS
STUDIO 30 m2
Cuis. indépendante, s. de bns, cave, park. souterrain. - Idéal investisseur. Prix 151.000 F dont 18.000 F C.F. - Tél. 928-68-00.

PALAISEAU
4 PCES. 97 m2. Sud. 3e étage. Box. Cave. 475.000 F dont C.F. 928-68-00

ORSAY
2 P. 50 m2. Tout confort. Centre ville. 200.000 F. 928-68-00

92 Hauts-de-Seine

COURBEVOIE, FACE
SEINE VUE PANORAMIQ., ét. élevé, DUPLEX, séjour 50 m2 + 2 chbr., 2 bns, terrasse plantée, 2 park. PARF. ETAT. Sur place le 8 sept. (14-18 h)
LES GEMEAUX, n° 1, place Charras, 19e ét., COURBEVOIE

PLACEMENT
NEUILLY PLEIN CENTRE
Vue imprenable -125 m2 - Loué rendement 4,8 % (hors ts frais)
Tél. : 750-28-21 ou 534-75-83

115.000 F et 185.000 F
CREDIT 80 % en 15 ans
ASNIERES BOURGUIGNONS
Pr. station M° en construction
Bel immeuble 1930, chff. centr.
1°) 2 pces, cuis., wc, s. d'eau,
2°) 3 pces, cuisine, wc, bains.
Idéal pour habitat. ou locat.
Voir pptaire samedi, dimanche, lundi, 14 h. 30 à 18 h. 30 :
3, r. Boudarie-Lefure, Asnières.

SURESNES CENTRE
proche BOIS de BOULOGNE
Appts 4.700 F le m2
Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures.
Téléphone : 728-07-37

94 Val-de-Marne

BOIS VINCENNES près R.E.R. ét. élevé, asc., gd 3 P., entrée, cuis., w.-c., s. bns., balc., chauf. Park. 415.000 F. Tél. 345-82-72.

Région parisienne

60 - Oise

CHANTILLY - GOUVIEUX
Lisière forêt, proche golf et chevaux, 28 mn Paris-Nord, INVESTISS. SUR ET SOLIDE
Petit immeuble à la Mansart
Construction haute qualité
Appartements de 1 à 6 pièces, quelques duplex, 4.500 F le m2.
Piscine en cours + 3 tennis sur le domaine. PARC des AIGLES
TELEPH. : (4) 457-32-62

Etranger

A vendre de suite à Crans - Vermala
6 PIECES EN DUPLEX
dans chalet résidentiel.
Piscine, sauna, tennis à disposition. Ecrire sous chiffre P. 115.658 à PUBLICITAS CH-1002 Lausanne/Suisse.

hôtels-partic.

CHATOU - PROX. R.E.R.
HOTEL PART. MANSART. Parf. état, récept. 4/5 ch., 2 bains. Tt cft. mazt. Jdin clos 600 m2.
AGENCE de la TERRASSE
LE VESINET - 976-85-90

locations non meublées Offre

paris

PARIS (17e)
Importante société loue SANS COMMISSION dans immeuble bon standing
5 PCES 100 m2 - *Loyer* 3.376 F Charges 964. Park. 232.
S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Levis, Paris (17e)
Tél. : 924-46-45

PARIS (13e)
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing
4 PIECES, 81 m2, loyer 2.087 F charges 479 F, park. 210 F
S'adresser au gardien :
205, boul. Vincent-Auriol
Tél. 589-44-67

PARIS (19e)
Métro : Place-des-Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
4-5 PIECES, 87 m2, loyer de 1.815 F à 1.955 F selon l'étage, charg. 507 F, park. 157 F
S'adresser au régisseur :
25-29, rue des Lilas, Paris
Tél. 202-05-88
de 9 à 12 h et 14 à 17 h.

13e PLACE D'ITALIE
Immeuble récent confort
SANS COMMISSION
5 PCES, 105 m2, loyer 2.540 F, charges 621 F, park. 210 F
S'adresser au gardien :
17, rue Albert-Bayet, Paris (13e)
Tél. 589-15-21

---

5 P. PRES NATION
Calme, soleil, à louer urgent. 307-90-76, après 19 h.

Près Gambetta propriétaire loue directe appartement meublé Régency, 3 Pces cuis., s. de bains, 6e étage avec ascens., vide-ordures, tél.
Px. 2.300 C. C. Tél. : 360-21-54, h. burx ou 885-40-29, le soir.

Région parisienne

MASSY (ESSONNE)
APPARTEMENT A LOUER
SANS COMMISSION
3 PIECES, 76 m2 + 13 m2 loggia, loyer 1.290 F, charges 278 F.
4 PIECES, 90 m2 + 13 m2 loggia, loyer 1.491 F, charges 347 F.
5 PIECES, 105 m2 + 13 m2 loggia, loyer 1.732 F, charges 417 F.
6 PIECES, 128 m2 + 30 m2 loggia, loyer 1.990 F, charges 486 F.
S'adresser au gérant :
7, allée de Suède
Tél. 920-48-91 (le matin),
ou au gardien :
1, rue Nationale
Tél. 920-48-90 ou 920-45-92

MONTFORT près, villa anc. 8 P. gd jdin, près ttes com. 3.950 F. Versailles, gares, stud. 1.390 F. MAT IMMOBILIER. 953-22-27.

Etranger

A louer de ste à Crans-Vermala
6 PIECES EN DUPLEX
dans chalet résidentiel. Piscine, sauna, tennis à disposition.
Ecrire sous chiffre P 115.657 à Publicitas, CH-1002 Lausanne/Suisse.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavill. ttes banl. Loyers garantis 4.000 maxi. 283-57-02.

Cherche F 2 à louer à Palaiseau ou région. 1.000 F maximum. Libre de suite.
Ecr. n° 6.086 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

terrains

ORSAY
600 m2 - 15 m façade
Toute viabilité - Cos 0,25
270.000 F - 928-68-00

PARC MAISONS-LAFFITTE, 1.700 m2, façade 35 m. Vendredi, samedi, 34, rue Eglé, 11 à 19 h.

Morbihan sur océan, terrain bâtir envir. Très except. Tennis. Bastard, 2, rue Meissonier, 75017 PARIS.

appartem. achat

Rech. appts 2 à 4 pces PARIS avec ou sans travx, préférence rive gauche, près facultés. Ecr. Lapache, 16, av. Dame-Blanche, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

INVESTISSEUR ACH. CPT. Logements 20 à 120 M2 PARIS, Rég. P. 543-58-74, SIERUS.

L'AGENCE DU XVIe cherche BEAUX APPARTS préférence dans le 16e. 704-40-27.

bureaux

Domicil., Artis. et Commerc., Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes, statuts. Informations juridiques, Secrét., Tél., Télex, Bur. A partir de 100 F par mois.
Paris 10e - 11e - 15e - 17e
355-70-88 - 229-13-04

A PARIS 8e, DANS LE QUARTIER DES AFFAIRES
pour vos rendez-vous, pour vos contacts, pour vos séminaires, un bureau de prestige à l'heure, à la demi-journée :
Secrétariat, domiciliations, services multiples :
GAM, 24, rue de Liège (8e)
Téléph. : 292-21-87

LOCATIONS salles - bureaux
TOUTES DOMICILIATIONS
TOUS SERVICES et TELEX
Téléph. : 524-43-85

fonds de commerce

050 - HOTEL - RESTAURANT. Murs et fonds entièrem. équipé, sur route tr. passagère, à 60 km de ROYAN, 550.000 F. Téléph. : (46) 26-14-34

MENTON - COTE D'AZUR
Part. vd murs et fonds Hôtel pension, 35 nos, important bénéfice. - Prix : 2.500.000 F. Téléph. apr. 20 h : (93) 35-74-69

Paris-16e - A vdre cause décès tr. belle librairie-papeterie-journaux, av. MOZART. Pour tous rens. et visite, tél. au 090-80-07.

locaux commerciaux

Cède bail magasin 50 m2, proximité Buttes-Chaumont, tous commerces - 208-66-94

pavillons

LA VARENNE Sur 1.000 m2 VILLA
GD SEJOUR + 4 CHBRES
tout confort, garage 2 voitures. Prix 1.050.000 F. Visite vendredi-samedi, 14 h 30 à 19 h :
97 BIS, BD DE LA MARNE

CHOISY-LE-ROI
Dans quartier pavillonnaire, gd pavill. bon état, séjour dble + 5 chbres, tt cft, chauff. cent. neuf, garage 2 places, sous-sol aménagé, jardin. Sur place vendredi 7, samedi 8, - de 14 h 30 à 18 h 30 :
65, rue Mirabeau

PALAISEAU
prox. M° - 330 m2 terrain 3-4 pièces, cuis. équipée, sous-sol complet. 506.000 F dont 30.000 F - 928-68-00

LIMOURS
Sur 1.800 m2, PAVILL. meulière 6-7 pièces, tt confort. Idéal prof. libérale. 800.000 F. 928-68-00

GIF-SUR-YVETTE
7 pièces, 5 chbres, séjour dble, cuis. équipée, sous-sol complet, 558 m2 terrain, 840.000 F dont C.F. - 928-68-00.

ORSAY
Pavillon de plain-pied, 480 m2 terrain, 2 chambres, séjour 50 m2, garage, 527.000 F. 928-68-00

VOIR LA SUITE DE NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

constructions neuves

HABITEZ NEUILLY
« L'ILE DE LA JATTE »
212, BOULEVARD BINEAU
2/3 PIECES : 74 m2
DANS UN IMMEUBLE STANDING
DERNIERS JOURS : vendredi, samedi, de 11 à 19 h.
747-05-37

---

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 – de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

LETTRES

Christophe Colomb était-il un saint ?

(Suite de la première page.)

Dans l'entre-deux guerres, Carpentier sort des prisons cubaines du dictateur Machado grâce à l'aide de Desnos et vient s'installer à Paris. Il y vivra onze ans, devenant l'ami des surréalistes, surtout d'Artaud et de Prévert, des peintres et des musiciens. Ce Paris, il l'a retrouvé depuis plusieurs années qu'il y représente son pays.

Nous n'allons pas revenir sur l'œuvre romanesque d'Alejo Carpentier. *Elle est considérable.* Depuis quelque temps, Alejo, comme Virginia Woolf — c'est d'ailleurs le seul lien évident entre eux ! — fait alterner dans sa création les romans substantiels et les « divertissements » : après « Le recours de la méthode », sa somme sur la dictature dont *Miguel Littin a récemment tiré* un film, il y eut « Concert baroque ». L'écrivain, comme pour se détendre, l'avait écrit en huit jours. Résultat : un petit chef-d'œuvre, pétillant, exquis, qui nous transportait dans la Venise du dix-huitième siècle, au cœur du Carnaval et qui nous faisait assister à la rencontre entre Vivaldi et un grand seigneur mexicain. Tout cela était beaucoup plus sérieux qu'il y paraissait : Alejo transposait en littérature un de ses « dadas » de musicologue, sa recherche depuis 1937 — recherche couronnée de succès — du livret d'un opéra du Prêtre Roux, son « Montezuma », qui, c'était la première fois en Europe, prenait pour thème un moment d'histoire latino-américaine.

Canoniser l'Amiral

De même aujourd'hui : Alejo *nous donne, comme pour se reposer* de son imposant « Sacre du printemps » — non encore traduit en français et qui se passe en partie dans le Paris de sa jeunesse, — une fantaisie consacrée à Christophe Colomb. Un sujet qui lui va bien parce qu'il recoupe ses préoccupations profondes et lui *permet de porter un regard euro*péen sur une Amérique vierge. Qui plus est, Alejo a dû beaucoup s'amuser à cerner les contours un peu flous de cette figure mal connue de l'Amiral gênois, grand Découvreur par excellence et initiateur du dialogue transatlantique.

Méfions-nous de Carpentier ! Sous des allures de pochade, son livre joliment intitulé « La Harpe et l'Ombre » restera comme un surprenant roman historique. L'écrivain s'appuie sur les lettres de Colomb, sur son testament, sur les rapports qu'il adressait aux Rois Catholiques lors de ses periples. On sait qu'au siècle dernier, l'un des papes les plus marquants de l'histoire, celui du « Syllabus », inspiré par l'Amérique latine qu'il avait parcourue dans son jeune temps, s'était mis en tête de faire canoniser l'Amiral. Il avait *commandé à un mauvais historien* français, le comte Roselly de Lorgues, une biographie du grand homme. Elle vit le jour, édifiante et sulpicienne à souhait, mais Pie IX mourut avant d'avoir pu auréoler Colomb. La procédure de béatification fut déclenchée sous son successeur, Léon XIII. Léon Bloy *s'en méla* — *furieusement pour*, — Jules Verne aussi — résolument contre, — et rien n'advint.

Dommage ! C'eût été cocasse ! Car, à la vérité, Colomb était tout sauf un petit — encore moins un grand — saint. Carpentier nous montre à quoi pouvait ressembler le navigateur : rien à voir avec les panégyriques de ses supporters vaticanesques. Colomb était un mécréant, un *paillard*, un imposteur sans feu ni lieu (« Nous, les Génois, sommes de partout »), obsédé par l'or et toujours prêt à se vendre à la couronne la plus offrante. Si l'Amérique centrale est hispanique, c'est tout simplement parce qu'Isabelle la Catholique, par peur d'être coiffée au poteau par les Portugais et d'y perdre un peu de son prestige, s'est résignée à financer ce marin à la langue bien pendue dont elle avait fait son amant.

Si Colomb était moins compétent que ses seconds — toujours prêts à soulever les équipages contre lui, — s'il confondait les milles arabes et les milles italiens, s'il n'avait aucune parole — il rafle au passage la prime allouée au premier homme qui signalerait la terre, — et ce, pour en doter sa concubine ! — s'il était prêt à tous les trafics y compris celui de la « chair indigène » comme il le suggère à la reine Isabelle — qui d'ailleurs s'y oppose, — Colomb, direz-vous, avait pour lui son audace.

Il est vrai qu'à voir dans le port de Barcelone la réplique exacte de la « Santa-Maria », la caravelle amirale de ses expéditions, une coque de noix que vous ne prendriez pas pour aller vous promener deux heures en Méditerranée par temps calme, on se dit qu'il avait un courage formidable. Indéniable, mais il y a mieux : Colomb ne s'embarquait *pas pour l'inconnu. Il savait même à peu près où il allait.* Depuis son voyage en Islande, il connaissait les découvertes des marins nordiques, il savait qu'en naviguant « avec » le soleil, il finirait par boucler la boucle et arrondir la terre...

Une écriture tropicale

Bref ! Imaginant ce qu'aurait été la confession générale du Génois à l'heure de sa mort s'il avait été sincère, Carpentier pénètre une personnalité fascinante et contrastée, parcourt un paysage intérieur tourmenté, fait de vastes rêves et d'exactions sordides, de remords aussi et de tremblement à l'approche de l'échéance...

Ce livre bien articulé, en trois pans comme un rétable, s'achève sur une note burlesque : le ratage du procès de béatification auquel le fantôme impatient de l'Amiral assiste comme à un match de boxe et la consolation que lui apporte un autre fantôme, un autre grand Génois, Andrea Doria. « Andrea, lui dit finalement Colomb, tu as été un grand amiral et l'on n'a voulu honorer ta mémoire que comme la mémoire d'un grand amiral. Moi aussi j'ai *été un grand* mais comme on a voulu trop me grandir, on a rabaissé ma stature de grand amiral. — Console-toi, lui répond l'autre, en te disant qu'on t'élèvera des statues dans le monde entier ! »

S'il vaut par sa substance, ce livre vaut aussi par ses emportements de plume si typiques chez Carpentier, emportements baroques, colorés, capiteux, et pour tout dire tropicaux, mais savamment maîtrisés (et très bien rendus par l'habituel traducteur de l'écrivain cubain). Carpentier nous entraîne là dans une de ses *aventures les plus réussies et* les plus séduisantes et nous fait le suivre jusqu'au bout sans escale. Quel écrivain !

FRANÇOISE WAGENER.

★ *La Harpe et l'Ombre*, traduit de l'espagnol par René L. F. Durand, Gallimard, 206 pages.

NEUILLY-SUR-SEINE

SALLE de VENTE, 185, av. Ch.-de-Gaulle, 745-55-55
de gré à gré tous les jours de 10 à 12 h. et de 15 h. à 19 h. 30

VENDREDI 7 AU DIMANCHE 9 SEPTEMBRE INCLUS

250 TAPIS d'ORIENT et CHINOIS

1 LOT, ORIENT, Salon dep. 2.500 F., salle à manger, depuis 3.000 F. | 1 LOT, TAPIS PAKISTAN 1,90 × 1,10, depuis 1.100 F.

Salle 2 - Exposition ART CHINE JAPON
Ivoires, pierres dures, bronzes
Restauration - Achat - Vente - Expertise

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Bulgarie, M. Konstantin Atanasov, a donné une réception jeudi à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

— Le docteur Alain Seussan et Mme, née Christiane Vasseur, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Arnaud.

Paris, le 14 août 1979.

Mariages

Jean-Marc ARRACHART
et
Mégumi EIKAWA
font part de leur mariage célébré dans l'intimité le 27 août et non le 27 juin comme indiqué dans « le Monde » du 5 septembre.

Décès

— Mme Georges Cathala, son épouse,
Bernadette et Suzanne, ses filles,
Jean-Pierre Baroult, son gendre, et Olivier, son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès du
Lieutenant-Colonel
Georges CATHALA (C.R.),
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 30 août 1979.
L'inhumation a eu lieu le samedi 1er septembre en l'église de Névian (Aude).

— Mme Marc Jean Convert et ses enfants,
M. et Mme Vincent Convert,
Mme veuve Léonce Dussarrat, ses enfants et petits-enfants, parents et alliés,
font part du décès de
M. Jean Marc CONVERT,
directeur de l'école Sully de Dax,
artiste peintre,
survenu à l'âge de quarante-cinq ans.
Ses obsèques ont eu lieu le mercredi 5 septembre 1979 en l'église Saint-Vincent-de-Xaintes à Dax.
Ecole Sully, Dax.

— M. et Mme Guy David,
M. et Mme Pierre David,
M. et Mme Gilbert David,
ses enfants,
Ses onze petits-enfants et ses deux arrière-petits-enfants,
M. Ludovic David, son frère et ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Renée Eymery, sa belle-sœur et ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Geneviève Barleaza,
La direction, les cadres et le personnel des laboratoires Boots-Dacour,
ont la douleur de faire part du décès, le 25 août 1979 à son domicile, dans sa quatre-vingt-huitième année de
M. Henry DAVID,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918.
Ses obsèques ont été célébrées à Compiègne, dans l'intimité, en l'église Saint-Germain.
Cet avis tient lieu de faire-part.
13, rue Pauline-Borghèse,
92200 Neuilly-sur-Seine.
27360 Pont-Saint-Pierre.
130, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

— M. et Mme Edouard Hauser ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Léon HAUSER.
Les obsèques ont eu lieu le 6 septembre dans la plus stricte intimité.
33, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Renée Denise MENETRAT,
née de Lavaisière de Verduzan,
survenu le 14 août 1979 au centre hospitalier de Limeil-Brévannes.
Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu le 18 août à Pommard (Côte-d'Or).
32, bd de Vaugirard, 75015 Paris.

— Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, le conseil de l'ordre et les compagnons de la Libération,
ont la douleur de faire part du décès survenu à Bandol, le 5 septembre, à l'âge de soixante-huit ans du
Général Pierre POUYADE,
ancien commandant du régiment d'aviation « Normandie-Niemen », grand-croix de la Légion d'honneur, croix d guerre 39-45 (13 citations),
(rosette de la Résistance,
commandeur du Victoriam order et de l'ordre du Drapeau rouge soviétique.
Le service religieux aura lieu le samedi 8 septembre à 11 heures en la cathédrale de Toulon dans l'intimité.
Une cérémonie religieuse sera célébrée à Paris à une date ultérieure.
Villa Plein-Sud, rue Marcais, 83150 Bandol.
« Le Monde » du 7 septembre.

— Montpellier, Constantine.
M. et Mme Jacques Rossat,
Leur fils Jean-Michel et Alain les familles Attard, Clementi, Verdan, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Eugène ROSSAT,
née Berthe Attard.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le lundi 3 septembre 1979.
3, boulevard de Verdun,
86000 Poitiers.

— Mme Paul Sutter,
Mlle Odile Sutter,
M. et Mme Bernard Sutter et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Sutter et leurs enfants,
Mme André Rivé et ses enfants,
M. et Mme Pierre Rivé et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
M. Paul SUTTER,
ingénieur chimiste,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
leur époux, père, grand-père, beau-frère et oncle,
survenu à Neuilly-sur-Seine dans sa quatre-vingt-dix-septième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée *en l'église* Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, le samedi 8 septembre 1979, à 9 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
105, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly.



Foulez la pure laine !
... au prix du synthétique.
Moquette 100 % pure laine label Woolmark, T3-T4.
50 % réduction. 98F M2.
334, rue de Vaugirard, Paris 15e.
Métro Convention.
Tel. 842.42.62 ou 250.41.85.

Anniversaire

— Le 8 septembre, pour le neuvième anniversaire du décès de
Edmond WELLHOFF,
une pensée affectueuse est demandée *à tous ceux qui ne l'ont pas oublié.*

Visites et conférences

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 8 h. 30, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Garnier-Ahlberg : « Richesses *médiévales de Laon* ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Hôtel de Sully, dix-septième siècle ».

15 h., entrée de l'église, Mme Zujovic : « L'église de la Madeleine, son quartier ».

15 h. 30, entrée hall gauche, côté parc Mme Pennec : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Quatre couvents sur la Montagne » (Paris inconnu).

21 h. 30, devant l'église Saint-Paul : « Hôtels du Marais illuminés » (Visages de Paris).

15 h. 15, 24, rue des Archives, Mme Barbier : « Hôtels Le Rebours, de Montmor, de Braque, Aigle d'or ».

15 h., devant la grille, à droite du parvis, M. Rageneau : « Les parties hautes de Notre-Dame ».

21 h. 30, métro Pont-Marie, M. Jaslet : « Hôtels du Marais illuminés » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., Musée des monuments français, M. Boulo : « La Bourgogne romane ».

15 h., métro Saint-Paul, M. Guasco : « Hôtels, églises, ruelles du Marais inconnu ».

18 h., métro Saint-Paul, M. Guasco : « Hôtels célèbres du Marais ».

15 h., 2, rue de Sévigné, M. Teurnier : « Vieux Marais inconnu, abbaye de Maubuisson ».

20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville, M. Teurnier : « Hôtels du Marais illuminés ».

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 8, place du Palais-Bourbon, Mme Camus : « Palais Bourbon ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine : « Hôtel de Sully », XVIIe siècle.

15 h., métro Volontaires : « Jardins cachés de Vaugirard » (Paris inconnu).

15 h., métro Pont-Marie : « De l'hôtel de Sens à celui de Le Bainvilliers » (Visages de Paris).

15 h. 15, 4, quai des Célestins, Mme Barbier : « L'Ile Saint-Louis ».

10 h. 30, métro Monge, M. Jaslet : « Mouffetard et ses secrets ».

15 h., métro Abbesses, M. Rageneau : « Montmartre ».

15 h., métro Mabillon, M. Jaslet : « Le passé de Saint-Germain-des-Prés » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

16 h. 30, angle rue des Petits-Champs et rue Radziwill, Mme Ferrand : « Galerie Dorée de la Banque de France ».

15 h. 35, rue de Picpus, Mme Ferrand : « L'enclos tragique de Picpus ».

14 h. 45, métro Abbesses, Mme Haulier : « Vieux Montmartre ».

15 h., 93, rue de Rivoli, M. Boulo : « Second Empire dans les salons du ministère des finances ».

15 h., métro Saint-Paul - Le Marais, M. Guasco : « Marais inconnu, visite de quinze hôtels ».

18 h., métro Saint-Paul - Le Marais, M. Guasco : « Hôtels célèbres du Marais ».

16 h., 3, rue Malher, M. Teurnier : « Synagogues du quartier israélite, le couvent des Blancs-Manteaux ».

20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville, M. Teurnier : « Hôtels du Marais illuminés ».

SCHWEPPES Lemon chez soi, « Indian Tonic » ailleurs, SCHWEPPES partout.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

maisons de campagne

PÉRIGORD
Belle maison de hameau
Très indépendante - Vue dégagée Joli jard. 165 000. Doc. s dem. PROPINTER S.A. B.P. 33 24123 Bergerac. - Tél. : (53) 57-53-75.

Vallée du Loir. Site calme. Maison de campagne, 3 pièces chauf., s. d'eau, w.-c., grenier aménageable. Terrain clos boisé 1.500 m2. Libre à la vente. Cabinet GARNIER, 72500 Château-du-Loir. Tél. (43) 44-00-32.

40 km DEAUVILLE
maison normande restaurée. 150 m2 sur 4 400 m2 terrain. 330.000 F. Tél. tous les jours sauf mercredi : (32) 41-81-84.

PROVENCE, maison pied du Luberon, 6 P. + terrasse, soleil, calme. Tél. (91) 79-59-34.

27 km DEAUVILLE.
maison normande restaurée. 130 m2 sur 2.000 m2 terrain, 230.300 F. Tél. tous les jours sauf mercredi : (32) 41-81-83.

PR. DE NOGENT-LE-ROTROU (E.-et-Loir) à 1 h. 31 de Paris SORTIE BOURG TOUS COMMERCES
habit. de suite, maison de campagne entièrement restaurée comprenant : grande cuisine, salle à manger, grand salon av. poutres apparentes et cheminée, chambre, superbe terrasse vitrée, salle de bains, w.-c., chff central, grand garage, terrain attenant, exposition plein sud et beau panorama. Px 230.000 F. Pour renseignements et visite : A. BUSSONNIER, 1, rue de la Libération, 61260 CETON. Tél. : 16 37-29-77-75 de préférence avant 9 h ou après 20 h.

23 Canton EVAUX-LES-BAINS, belle mais. granit, 125 m2 habit. site agréable, S.N.C.F. 125.300. BEZARD, B.P. 96 37021 TOURS.

fermettes

150 KM SUD PARIS
sur 2.000 m2, vue dégagée, prox. bourg, solide fermette, 4 P. Ppales, bns, w.-c., poutres, cheminée, grenier, gar 235.000 F AGENCE TIR, (38) 95-64-94 ou (38) 67-07-87.

villas

CROISSY-SUR-SEINE
MAISON NEUVE 1973. Récept. 50 m2, bureau, 4 chbr., 2 bains, gar. 2 voitures. Jardin 780 m2. PRIX : 950.000 F
AGENCE de la TERRASSE
Le Vésinet - 976-05-90

CHANTILLY - GOUVIEUX
Lisière forêt - Proche golf et chevaux - 25 mn Paris-Nord
RESIDENCE SECONDAIRE ou PRINCIPALE
Maison à la française Architecture élégante - Choix de modèles - Grands terrains de 600.000 à 725 000 F
Piscine prévue et tennis sur le domaine. PARC DES AIGLES Tél. : (4) 457-32-42

HAUTS DE CHEVREUSE (78) site protégé en lisière de forêt R.E.R. 5 mn, ravissante villa à l'état de neuf, 7 P. ppales, 2 s. de bains, gar. pr 2 voitures 850.000 F. TEL. le LUNDI 18 au 878-97-52.

VAUCLUSE
Mazan, 7 km de Carpentras, villa F 4, gar., surf. hab. 120 m2 sur 1.100 m2 de terr. Px 450.000 à débattre. Pour ts renseig. écr. « le Monde » Pub., n° 6.388 qui transmettra.

VERRIERE-LE-BUISSON
Très agréable. Près centre, magnifique parc 1 500 m2. Belle maison récente, séjour, gde cuis., 4 ch., s. bns., s. eau, ch. maz., gar., dép. + possib. Px. 960 000 F. 660-44-66 - 350-58-66

LIMOURS
Sur 1.800 m2 PAVIL. meulière 6-7 pces. Tt confort. Idéal prof. libérale. - Prix : 800 000 F. 928-68 00

URGENT CAUSE DEPART
Part. à Part., vends :
MERVEILLEUSE VILLA
DANS
PARC PRIVÉ DU PERREUX
très résid., 15 mn centre Paris Aucun trav. à faire Décoration de luxe Tt conf mod. 300 m2 envir. habit. S/jardin 600 m2. Prix 1.630 000 F.
Pr ts renseign., tél. de 10 h à 14 h. et après 19 h. au 324-34-71

propriétés

ENTRE SENLIS et CHANTILLY
PETITE GENTILHOMMIERE de CARACTERE, ds site protégé et pittoresque de la vallée de la NONETTE, comprenant : entrée, salon avec cheminée, 3 chbres, bains, cave, tt cft + maison d'amis de 3 chbr., bains, garage. Sur 1.200 m2 de parc clos de hauts murs. - Exposé sud. Environnement et calme exceptionnels. - Prix 1.050.000 F.
DEVIQ 104, r. de la République 60300 SENLIS Tél. : 16 (4) 453-05-05 et 14-85

AGCE BEL-AIR
61, av. Dr-A.-Netter, 75012 Paris
SPECIALISTE VILLAS et PAVILLONS SUR VAL-DE-MARNE met à votre disposition son équipe - 340-72-06

100 km PARIS - Superbe propr. longue et basse sur 3.000 m2. Gd liv., 5 ch., cuis., tt cft Gde dépend. Prix 830 000 F. COTY Pont-sur-Yonne. T. (86) 67-02-31.

LANDES - Cœur village vert Entre autoroute et ROCHEFORT Beau F 5 sur 1.200 m2. 185.000 F. BEZARD B.P. 96 37021 TOURS.

25 KM Ouest, pr. Forêt, belle demeure de caractère et parc, 780.000 F. 330-73-37.

15 km ST-TROPEZ Sur terrain 25.000 m2, mas 120 m2 tt confort. 222-02-53.

EXCEPTIONNEL
Dans campagne à 15' de Paris, calme vue protégée, PARC de MALMAISON
425 m2 bâtis plein sud, terrain 3.000 m2, 4 gdes chambres, 2 petites, grande réception, présentation unique. Mise à prix 2.400.000 F. 751-16-96

6017 : à 50 km LA ROCHELLE et 75 km de ROYAN, très belle propriété, tt conft, terrasse, parc 6 000 m2, maison invités (à rénover). 680.000 F. Tél. (46) 24-14-34.

Petite péniche hollandaise, 100 m2 aménagés, mobile autonome, confortable. Px 250.000 F Tel. 16-90-82-58-92, de 12 à 16 h.

propriétés

70 km BORDEAUX, ravissante FERME LANDAISE XVIIIe S Colombages, poutres, 9 P. ppIes cuis. aménag., parf. rénover sur 6.500 m2 boisé, tennis. De LA BORIE, 45 Clémenceau, Bordeaux. T. (56) 44-93-53.

CHALO SAINT-MARS
Splendide vallée, 8 km Etampes, Adorable Gentilhommière 18e S, luxueus. rénovée pr décorateur. Tr. gd living, poutres apparent., cheminée d'époque, wc, bns. s. d'eau + 4 ch. Grenier à aménager av. fenêtre. Gar. S/PARC BOISE, 3.250 m2 bordé pr riv. à truites. Prix total : 870.000 F. TRES GRAND STANDING LESIEUR - 495-47-56

MAS A RESTAURER
Région Carpentras (84) Téléph. : (90) 62-68-08

LA VARENNE
R.E.R. - Commerces à 3 min. S/sous-sol tot., 6 p. principales. TT CFT. Garage. Beau jardin 483 m2. - Prix : 858.000 F. 883-15-50

CHEVREUSE
Belle maison anc. sur 800 m2 de terrain clos de murs, sans vis-à-vis. Entrée, cuis., salon av. poutres, salle à m., bureau, 4 chbres, s. bains, salle d'eau. Prix : 820.000F.
050-03-36 050-98-01

châteaux

A 3 km d'ORLEANS.
Magnifique demeure 10 pièces ppales, état parfait, gd conft. Maison gardien, parc 9.000 m2. Prix justifié.
Ag. LES TOURELLES, Orléans, 1, av. Dauphine. T. (38) 66-70-90

A 50 KM DE DEAUVILLE
CHATEAU NORMAND
en parfait état sur 5 hectares, avec écuries, bergeries.
Prix : 1.750.000 F.
Immobilière Victor-Hugo. (848-54-55).

l'agenda du Monde

Cours et leçons

Licenciée lettres modernes, 4 ans enseignement, donne cours de français : MORIN, 18, rue Campo-Formio, Paris-13e.

Psychologie

Amélioration du contact. Prise de conscience du corps. Travail du rêve. GROUPES DE GESTALT THERAPIE. Week-end et soirée. Travail individuel et couple. Marie Petit Dr. Hubert Bidault, Centre d'évolution, 14, r. des Sts-Pères, Paris-6e. 260-20-50.

Répondeur téléphonique

RÉPONDEURS
avec ou sans INTERROGATION A DISTANCE. Tél. : 574-11-15.

Philatélie

Retraité cède collection 1.700 timbres France. Cote 1979 11.010. Net 2.700. Ecr. CARRE, 8, r. Seüle, 27500 Pont-Audemer.

Rencontres

A. RUCKEBUSCH
Mariage de l'élite
reçoit tous les jours *sur rendez-vous.*
Tél. 720-02-76 - 720-02-97.
5, rue du Cirque, Rond-Point-Champs-Elysées.

Artisans

RENOV' APPART'S
Rénovation de l'habitat tous corps d'état. Devis gratuit. Téléphone : 937-46-40.

Nettoyage moquettes, tentures, *travail soigné, garanti*, délais rapides. Tél. : 739-55-44.

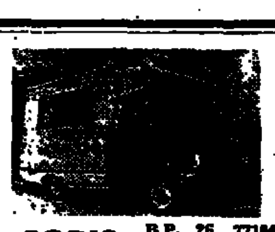
CHAUFFAGE TOUTES ENERGIES INSTALLATIONS SANITAIRES Tél. : 068-09-71 (après 19 h.).

ENTREPRISE de CHAUFFAGE mazout, gaz, sérieuses références, effectue rapidement installations, assure montage, dépannage, entretien région parisienne (spécialiste Oil-o-Matic) et brûleurs toutes marques. Devis gratuits. Treccani, 5, avenue Louise-Eugénie, 95120 Ermont. - Téléphone : 959-20-50 et 416-24-63.

Spécialités régionales (vins)

VOUS RECHERCHEZ UN VIN DE PAYS !
De la propriété !
En vrac ou en bouteille !
Dépôts à PARIS : 2, r. Leblanc, 75015 Paris. Tél. : 554-19-89.
A ST-OUEN : 41, r. des Rosiers. Tél. : 258-15-56.
LILLE-VILLENEUVE-D'ASCQ Immeuble Péricentre. Tél. (20) 56-85-76.
CAVE COOPÉRATIVE 81150 LABASTIDE-DE LEVIS (TARN)

VACANCES - TOURISME - LOISIRS
Mer - Montagne - Campagne



Nombreux camping-cars Occasions disponibles, faible kilométrage, garantie usine constructeur. Liste contre 5 F en timbres.
SODIS B.P. 26, 77104 MEAUX CEDEX R.N. 330, 77 PENCHARD MEAUX. TÉL. : 434-41-18.

Part. vd Camping-Car 1976, RENAULT ESTAFETTE 26.000 KM
Etat général impeccable, équipement STAR + frigo, chauf. catalyse et isolation. Disponible fin octobre. Prix : 36.000 F. Tél. de 18 h. à 20 h. : 728-43-60.

Rech. J. H. ou J. F. skipper, non professionnel mais expérimenté (e) pour Ketch alu 13 m, Sardaigne et Tunisie, du 23-9 au 28-10.
Ec. n° T 015172 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Vacances d'hiver louez un
TOURING-CAR MILLEVILLE
LES TOURING-CARS MILLEVILLE
2-3 ou 4-5 places se louent à la journée. Carrosserie
ISOTHERMIQUE, CHAUFFAGE,
w.-c., eau courante, etc. Mise à disposition dans plus de 100 villes de France sur *simple appel téléphonique.* Conduite facile, permis tourisme. Réservation, documentation, liste du réseau :
MILLEVILLE Centre routier,
14, rue des Routiers à RUNGIS. Tél. : (1) 687-18-57.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Pologne

Le ralentissement des investissements et les intempéries ont pratiquement arrêté la croissance industrielle

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La Pologne connaîtra-t-elle cette année une croissance zéro ? Cette éventualité n'est plus à exclure depuis que sont connus les résultats de l'activité économique au cours du premier semestre. Durant les six premiers mois de l'année, la production industrielle n'a augmenté en effet que de 0,6 % par rapport à juin 1978, alors qu'un taux de croissance proche de 5 % était prévu.

Etant donné d'autre part que la campagne agricole ne devrait pas être plus brillante que celle de ces dernières années, il n'est plus inimaginable que l'objectif pourtant modeste d'une augmentation de 2,8 % du produit national ne puisse être atteint. En 1976, première année du plan quinquennal en cours, le taux de croissance avait été encore de 7,1 %.

Ce ralentissement très net de l'activité est en premier lieu la conséquence de la politique gouvernementale. Après l'expansion incontrôlée dans la première moitié de la décennie, l'équipe actuelle a donné, depuis 1976, un coup de frein qui était devenu indispensable si elle voulait rétablir les principaux équilibres économiques. Au cours du premier semestre de cette année, les investissements dans l'économie socialisée ont diminué de presque 14 % par rapoprt à la même période de l'an dernier. Ce chiffre étant une moyenne, cela signifie que, dans certains secteurs, la baisse des investissements a être de l'ordre de 30 %.

L'économie polonaise a été, de plus, durement frappée cet hiver et au printemps par des conditions climatiques particulièrement rigoureuses : après les chutes de neige abondantes qui ont gravement perturbé, en janvier et février, les transports et l'industrie énergétique, le pays a connu des inondations impressionnantes (le quart du territoire s'est trouvé sous l'eau), puis une forte sécheresse en mai et en juin. Ces caprices atmosphériques n'expliquent pas tout, mais ils ont, selon l'expression du ministre des transports en personne, *« dévoilé d'une manière plus flagrante les faiblesses et les insuffisances ».*

A ces deux facteurs — décélération volontaire de l'activité économique, conditions climatiques — s'en ajoute un troisième qui, semble-t-il, n'avait pas été entièrement prévu : le renchérissement du coût pétrolier. Pour les quatre cinquièmes de ses besoins, la Pologne s'approvisionne en U.R.S.S. Il lui faut donc acheter 20 % de sa consommation auprès d'autres producteurs (Venezuela, Irak, Libye) aux prix mondiaux. L'alourdissement de l'addition pétrolière pèse, comme partout ailleurs, sur la balance des paiements et sur les coûts intérieurs.

Les planificateurs polonais pourraient néanmoins essayer de tenir le cap qu'ils se sont fixé, si la baisse des investissements et les obstacles supplémentaires surgis sur la voie du développement étaient compensés par un accroissement de la productivité. Or il n'est est rien. Au cours du premier semestre, le taux d'accroissement en ce domaine a été de 0,8 %, alors qu'une augmentation de 5,3 % était envisagée.

Une lourde dette extérieure

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que l'inflation galope. Le taux record de l'an dernier (+ 8,5 %) sera pour le moins atteint, voire dépassé. Si les principe), en revanche, les prix la viande, le pain, le lait, restent bloqués pour des raisons politiques (encore que l'ouverture de magasins parallèles à prix dits commerciaux apporte un correctif notable à cette position de principe), en revanche les prix de beaucoup d'autres produits s'envolent littéralement. Il en résulte que, malgré une hausse importante des salaires et du fonds des primes des entreprises, le pouvoir d'achat a tendance à stagner.

Dans le domaine du commerce extérieur, la situation, à première vue, est un peu plus encourageante. Les exportations augmentent plus rapidement que les importations, ce qui permet d'améliorer légèrement la balance commerciale, fortement déficitaire. Mais la progression est beaucoup plus nette dans les ventes avec les pays socialistes (+ 10,2 %) que vers les pays occidentaux (+ 2,7 %). Cette disproportion est accrue par le fait que la Pologne réalise maintenant près de 60 % de ses échanges extérieurs avec le bloc communiste contre 57 % l'an dernier à la même époque.

Le coup d'arrêt brutal porté aux achats en Occident à amené récemment le gouvernement de Varsovie à stopper la réalisation d'un très important contrat avec la firme ouest-allemande Krupp (2,5 milliards de deutschemarks) sur un projet de gazéification du charbon. Parallèlement, les responsables polonais s'efforcent de trouver sur les places ouest-européennes et aux Etats-Unis de nouvelles liquidités financières afin de faire face à leurs engagements. Le service de la dette dépasse cette année 4 milliards de dollars, ce qui représente plus de la moitié des rentrées commerciales en devises du pays. Au total, l'endettement de la Pologne est estimé à environ 15 milliards de dollars.

Ces difficultés posent plus que jamais la question des problèmes de structure de l'économie polonaise: nécessité d'accélérer la productivité, de modifier le statut de la propriété agricole et de réformer le système des planifications. Si les dirigeants actuels reconnaissent aujourd'hui ouvertement le caractère parfois inquiétant de ces obstacles au développement, ils ne semblent, en revanche, par encore prêts à prendre les mesures qui s'imposeraient pour tenter de les surmonter. Rien dans la préparation du congrès du parti, prévu pour le début de 1980, n'indique, en tout cas pour le moment, que des changements radicaux interviendront à ce sujet dans les prochains mois.

MANUEL LUCBERT.

Les rumeurs de réforme monétaire en U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

Ainsi, depuis le 1er janvier 1977, les transports aériens ont-ils augtaxis de 100 %, les soiries de 40 %. menté de 20 % (en moyenne), les taxis de 100 %, les soieries de 40 %, la vaisselle et les livres d'art de 80 %, la confection de 15 %, les bijoux en or et en argent, ainsi que les tapis de 110 % (en deux fois), les voitures de tourisme de 18 % en moyenne (en fait de 50 % pour les modèles les plus recherchés), les restaurants de 50 % le soir, le chocolat de 30 %, l'essence de 100 %, tandis que le prix du café a été multiplié d'un seul coup par quatre.

Il y a ensuite les hausses déguisées, selon une technique bien connue des firmes capitalistes. Un produit bon marché disparait des magasins au profit d'un produit plus cher à peine différent du précédent. Cette pratique est parfois dénoncée par la presse soviétique, mais elle est souvent appliquée, surtout avec les produits en provenance de « pays frères ».

L'inflation se manifeste encore sur les marchés libres, où les paysans viennent vendre le produit de leur lopin individuel. Les hausses, qui atteignent 10 à 15 % par an, sont d'autant plus fortes que la pénurie des mêmes produits est grande dans le commerce d'Etat. Les ventes sur les marchés kolkhoziens ne représentent certes que 2,5 % de la valeur totale des transactions commerciales, mais elles assurent plus d'un tiers de l'approvisionnement de la population en fruits, légumes et viande.

Les autorités s'inquiètent d'ailleurs de ce flux monétaire, qui passe à travers les régions et les catégories sociales sans être pratiquement contrôlé. Il existe aussi un marché du logement pour ceux qui peuvent acheter des appartements en copropriété, dont le prix peut atteindre jusqu'à 950 roubles le mètre carré dans le centre de Moscou (environ 6 300 francs).

A côté du marché libre officiel, se développe un marché parallèle qui permet non seulement aux individus mais aussi aux entreprises de se procurer des produits, voire des machines, introuvables dans les circuits officiels. Sur ces marchés, la loi de l'offre et de la demande joue à plein, mais peut fonctionner encore sous la forme primitive du troc, *« un service en valant un autre ».*

La cause de l'inflation soviétique réside évidemment, comme dans les économies capitalistes, dans un excès global de la demande sur l'offre. Malgré un niveau de vie encore relativement bas (2), les Soviétiques ne souffrent pas en général d'un manque de liquidités. Dans le commerce de détail, l'insuffisance de l'offre peut prendre parfois la forme de véritable pénurie temporaire ou permanente, ne provoquant pas d'augmentation de prix, mais un allongement des files d'attente. Dans l'économie soviétique, la demande n'est pas régularisée par lec prix, mais par les queues : trois à quatre heures d'attente, à Moscou, pour obtenir une viande de bonne qualité. Au cours des trois derniers plans quinquennaux, le revenu moyen disponible par habitant a augmenté plus vie que la production. Cette évolution s'est poursuivie au cours du premier semestre de cette année, où les résultats économiques sont particulièrement médiocres.

S'il est vrai que les investissements sont dans une premier temps toujours inflationnistes, puisqu'ils correspondent à une distribution de revenus sans création immédiate de bien matériels, le phénomène prend une ampleur particulière en U.R.S.S., où les délais de construction et de mise en route de nouveaux objectifs industriels sont encore beaucoup plus long qu'à l'Ouest. En 1977 le volume des investissements placés dans des chantiers inachevés — et qui donc ne pouvaient fournir une production correspondant à la masse monétaire distribuée — atteignait 85 % du montant global des investissements.

D'autre part il est probable, bien qu'aucun chiffre ne soit disponible, que les dépenses improductives liées au développement de la bureaucratie et aux dépenses militaires ont un effet inflationniste supérieur à celui constaté dans les pays capitalistes. Enfin, l'U.R.S.S. souffre d'une inflation « importée » à la suite de l'augmentation des prix des biens d'équipement qu'elle achète en Occident. Cette hausse des prix est officieusement estimée par les Soviétiques à 30 % au cours des trois dernières années. Le commerce avec l'Occident ne représente que 3 % du revenu national, l'incidence de cette inflation est sans doute faible, mais réelle.

Les tensions inflationnistes ne pourraient qu'être renforcées si les principes de la réforme économique décidée en 1965 étaient réellement appliqués, comme semblent le souhaiter un certain nombre d'économistes soviétiques. En effet, cette réforme, dont quelques principes ont été repris dans la récente résolution du comité central, devrait accorder une plus grande autonomie aux entreprises dans la fixation des prix et autoriser certaines hausses pour encourager la production de marchandises de qualité. Elle devrait également faciliter le crédit à moyen terme et augmenter les possibilités d'autofinancement des entreprises.

Enfin, en prévoyant une augmentation des primes destinées à stimuler les salariés, elle concourrait à une augmentation de la masse monétaire. L'accroissement de ces tensions inflationnistes pourrait ne pas conduire nécessairement à des hausses spectaculaires des prix, le système soviétique permettant en effet d'en masquer les effets jusqu'au moment où il ne peut plus les contenir.

DANIEL VERNET.

(2) Le salaire minimum s'élève à 70 roubles (462 F) ; le salaire moyen à 160 roubles (1 056 F). En 1976, 38 % de la population vivaient dans des familles disposant d'un revenu supérieur à 100 roubles par mois (660 F) et par membre de la famille.

● *Pour la première fois depuis dix mois*, le coût de la vie a baissé en Suisse : de 0,2 % en août par rapport à juillet. En juin et juillet, les prix de détail avaient augmenté de 1,4 % et de 0,2 respectivement.

Le très bon résultat d'août ramène à 4 % le taux de hausse en un an (août 1979 comparé à août 1978) contre 4,3 % en juillet. Selon l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (O.F.I.A.M.T.), la baisse de 0,2 % enregistrée en août *« est essentiellement due au recul de l'indice du groupe « chauffage et éclairage »* (—6,9 %), les prix du mazout ayant baissé de 8,8 % par rapport à juillet. Cette baisse du mazout a eu une répercussion de 0,4 % sur l'indice général d'août et, sans elle, le coût de la vie aurait augmenté de 0,2 % par rapport à juillet. La Suisse s'approvisionne sur le marché libre de Rotterdam. — *(A.F.P.)*

FORTE PARTICIPATION FRANÇAISE A LA FOIRE D'ALGER

La relance des échanges commerciaux entre les deux pays aura-t-elle lieu ?

Alger. — Accompagné des ministres du commerce et de l'information, MM. Akbi et Mebri, ainsi que du lieutenant-colonel Merbah, secrétaire général du ministre de la défense, le premier ministre, M. Abdelghani, a inauguré, mercredi 5 septembre, aux Pins-Maritimes, la XVIe Foire internationale d'Alger. Trente-huit pays, dont la République arabe sarahouie démocratique et la Palestine participent à cette manifestation, l'une des plus importantes du Bassin méditerranéen. Ce chiffre est sensiblement égal à celui de l'an dernier, et la Foire semble bien avoir trouvé à cet égard son rythme de croisière. On note la présence de deux nouveaux venus, le Luxembourg et la *Côte-d'Ivoire*, le retour après plusieurs années d'éclipse de l'Inde, l'absence enfin de la Chine et du Vietnam, dont l'abstention cette année ne semble pas revêtir de signification politique.

Les pays européens de l'Ouest et de l'Est (dix-neuf au total) sont présents en force. En revanche, l'Afrique n'a que six représentants, le monde arabe quatre (comme l'Asie) et l'Amérique latine deux, ce qui constitue une déception pour les Algériens, toujours très soucieux de promouvoir les échanges entre pays du tiers-monde. Il est vrai que l'Algérie elle-même réalise la moitié de son commerce avec la C.E.E. (50,1 %) et le quart avec les Etats-Unis (24,8 %), ces derniers étant devenus depuis deux ans son premier client et son premier partenaire économique.

La nette augmentation du nombre des exposants français aussi bien que les efforts déployés pour présenter les matériels traduisent un net regain d'intérêt pour le marché algérien, qui pourrait faciliter une relance à la fois souhaitable et nécessaire des échanges commerciaux.

De notre correspondant

A l'entrée du pavillon français, M. Abdelghani a été accueilli par l'ambassadeur, M. de Commines, aux côtés de qui se tenait, selon une tradition maintenant bien établie, M. Paul Berliet. Les exposants français n'ont jamais été aussi nombreux : deux cent quarante-huit sociétés pour cent soixante-treize stands. Ils adhèrent, pour la majorité d'entre eux, à la Fédération des industries mécaniques, bien implantée en Algérie, où ses membres continuent à réaliser chaque année un grand nombre de petits marchés et d'importants chiffres d'affaires.

Le pavillon, qui reste de très loin le plus grand de la Foire, devant ceux de la R.F.A. et de l'Italie, a dû porter sa surface d'exposition à 13 600 mètres carrés contre 11 800 l'année dernière et faire face à l'afflux exceptionnel d'exposants. Ce rush a plusieurs causes. Sur le plan politique, le réchauffement des relations bilatérales, encore exprimé de façon significative de part et d'autre lors de la récente visite de M. François Poncet, à Alger, n'a pas manqué d'avoir des conséquences positives et de relancer l'intérêt des industriels pour les marchés algériens. Ceux-ci savent aussi qu'Alger, après deux années de *« pause »* et de bilan, va définir prochainement les orientations d'un nouveau plan de développement, quinquennal celui-là.

Les premières indications recueillies à ce sujet permettent de penser que celui-ci fera porter l'effort sur des secteurs trop négligés jusqu'à présent, tels que l'agriculture et le logement, et mettra l'accent en matière industrielle sur la création de petites et moyennes entreprises destinées à compléter les grands complexes construits ces dernières années. Il y a là des perspectives de marchés particulièrement adaptées aux possibilités de l'appareil de production français. Enfin, et cet argument n'a pas été le moindre, les exposants bénéficient cette année, pour la première fois, d'une assurance Coface. Ils sont assurés de rentrer dans au moins la moitié de leurs frais, au cas où leur participation à la Foire ne serait suivie d'aucun résultat commercial. Il n'y a rien d'étonnant donc à ce que la valeur du matériel exposé ait monté en flèche, atteignant 78 millions de dinars (1), contre 43 en 1978. Les productions de la régie Renault, à elles seules, présentées sur 1 200 mètres carrés, valent 4,5 millions de dinars.

La relance attendue se produira-t-elle ? Il serait grand temps si l'on veut enrayer une dégringolade des plus préoccupantes. La France reste certes le premier fournisseur de l'Algérie. Celle-ci lui a acheté en 1978 pour 6,6 milliards de dinars de marchandises, ce qui représente 19,17 % de ses importations. Paris devance ainsi d'une courte tête la R.F.A. et distance plus largement, dans l'ordre, l'Italie, le Japon et les Etats-Unis. Mais, en 1977, les achats algériens à la France se montaient à 7,1 milliards de dinars, ce qui représentait 24,1 % des importations totales. La même tendance se manifeste en ce qui concerne les exportations algériennes vers la France. Elles se sont établies en 1978 à 3,75 milliards de dinars, contre 3 l'année précédente.

Le logement et l'hydraulique

Premier partenaire de l'Algérie en 1976, la France a reculé en deux ans à la troisième place. Dépassée l'an dernier par les Etats-Unis, elle l'est aussi désormais par l'Allemagne fédérale, qui a enregistré une spectaculaire progression de ses ventes. Pourtant, les importations algériennes n'ont jamais été aussi importantes qu'en 1978. Elles se sont montées au total à 34,49 milliards de dinars, contre 29,5 l'année précédente, tandis que les exportations stagnaient, s'établissant à 24,3 milliards, contre 24 en 1978. Il en est résulté pour l'Algérie un déficit record de plus de 10 milliards de dinars, soit près du double de celui enregistré un an auparavant. La diminution des échanges franco-algériens a au moins un résultat positif : le déficit de la balance commerciale au détriment d'Alger ne s'élève plus qu'à 3,736 milliards de francs, contre 4,949 en 1977. Mais le réajustement se fait par le bas, et ce déséquilibre est passé au second plan dans le contentieux franco-algérien. Il peut d'ailleurs s'atténuer encore, la France ayant manifesté l'intention d'obtenir de nouveaux marchés de livraison de gaz liquéfié (G.N.L.).

1978 a donc été une année médiocre, et l'on n'a pas enregistré dans les premiers mois de 1979 de renversement de tendance, les ventes françaises se situant même à un niveau légèrement inférieur à celles de la période correspondante de l'année précédente, compte non tenu de la livraison de deux méthaniers, dont le paiement (3 milliards de francs) gonfle les statistiques, faisant ainsi illusion. Dans son rapport annuel, la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie est ainsi amenée à conclure que, *« dans l'attente d'une relance des investissements industriels que déciderait le IIIe Plan, c'est, pour les mois qui viennent, de la participation espérée des entreprises françaises aux secteurs du logement et de l'hydraulique que pourra résulter une amélioration significative et prochaine de la position française sur le marché algérien »* (2).

L'Algérie estime en effet qu'elle doit construire cent mille logements par an durant la prochaine décennie si elle veut répondre aux besoins qui s'expriment en ce domaine. Les entreprises françaises pourraient acquérir une part non négligeable de ce marché. Mais les choses vont lentement. Les autorités françaises et algériennes ont procédé en juillet dernier à un *« échange de lettres »* portant sur l'acceptation des *« conclusions d'un groupe mixte de travail chargé de définir dans leurs grandes lignes les conditions d'intervention des entreprises françaises »*. Il reste à se mettre d'accord sur les modalités financières de l'opération.

Des discussions ont été entamées à ce sujet et les points de vue doivent encore être rapprochés. Les autorités françaises ayant accepté cependant le principe d'un large financement par la Coface et ayant admis le principe de la création de *« groupements conjoints et solidaires »* entre sociétés françaises et algériennes, pour mener à bien les opérations projetées, rien ne paraît plus s'opposer fondamentalement à un accord, si ce n'est un éventuel refroidissement des relations politiques entre les deux pays. Beaucoup dépendra sans doute de l'évolution de l'affaire saharienne et de la politique du gouvernement français à l'égard de l'immigration algérienne.

La visite de M. Deniau qui présidera le 11 septembre la journée française de la Foire, constituera sans doute une nouvelle occasion d'examiner le dossier des échanges entre les deux pays. Elle se déroulera dans un climat détendu, les responsables algériens ayant apprécié l'effort fait par la France pour agrandir et rénover son pavillon lors de cette XVIe Foire internationale, et pour intéresser à cette manifestation un plus grand nombre de sociétés en facilitant leur venue.

DANIEL JUNQUA.

(1) 1 dinar = 1,20 franc.
(2) Rapport de synthèse de la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie, 1, rue du Languedoc, Alger.

Identification par rayons laser
Visite de la taillerie
DIAMA INVESTMENT
SPRL
DIAMANTS
Ex. 1 ct H pur 10 x : 28.200 FF
1 ct G pur 10 x : 35.200 FF
(Prix au 31 mai 1979)
B 7500 TOURNAI, Bd Léopold 35bis
Tél. 19_3269 221581 - Ouvert tous les jours de 15h15 à 18h15 sauf le samedi de 9h à 12h et de 14h à 17h ou sur R.V.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DE GUINÉE

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de son programme de développement du réseau de télécommunications, la Direction Générale des Télécommunications lance un appel d'offres ayant pour objet la fourniture du matériel de réseau et de génie civil et l'exécution des travaux de pose et de raccordement et de génie nécessaires à l'extension et à la modernisation des réseaux téléphoniques aérosouterrains de Bake, Faranah, Fria, Kindia, Labe, Mamou, N'Zerekore.

Cet appel d'offres est ouvert aux entreprises guinéennes et françaises. Le dossier d'appel d'offres peut être retiré tous les jours ouvrables et contre paiement d'une somme de 2.500 sylis ou 500 FF. Aux adresses suivantes :
— Ministère des postes et télécommunications de la République populaire de Guinée, à Conakry ;
— Ambassade de la République populaire révolutionnaire de Guinée, 24, rue Emile-Menier, 75016 PARIS ;
— SOFRECOM, 6, rue de Berri, 75008 PARIS.

Les soumissions devront parvenir au ministère des postes et télécommunications, à Conakry, au plus tard le samedi 3 novembre 1979, à 12 heures.

VILLARS Suisse

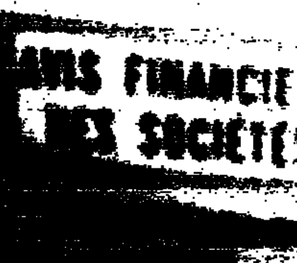
VILLARS

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 min. de Montreux.
A VENDRE, dans grand parc arborisé privé, avec environnement protégé.
APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.
Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes.
Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4¼%.
Directement du constructeur:
IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.
Case postale 62 – CH-1884 VILLARS-sur-OLLON
Tél. 025/35 31 41 et 35 22 06

(Publicité)

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

JURISTE ET ECONOMISTE SUISSE se rendant régulièrement en Chine accepterait encore quelques mandats dans les secteurs suivants :
— Import-export denrées alimentaires.
— Etudes et négociations préliminaires en matière de sous-traitances, de transfert de technologie et de joint-ventures dans le domaine de l'industrie légère.
Prochain voyage 7 octobre : Tokyo - Pékin - Shangaï - Canton - Hong-Kong - Singapour et Bangkok. Prière télexer Genève Tx N° 289696 CTEC CH en indiquant personne à contacter et numéro de téléphone.



...TICIPATION FRANÇAISE À LA FOIRE D'ALGER

... des échanges commerciaux ... deux pays aura-t-elle lieu ?

VILLARS Suisse

...PUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

LE PROJET DE BUDGET POUR 1980

A LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés jugent excessive la charge fiscale imposée aux salariés

Après le gouvernement, mercredi matin, et avant les journalistes, en fin d'après-midi, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait entendu M. Maurice Papon lui présenter le projet de budget pour 1980 ; le rapporteur général et les porte-parole des groupes avaient aussitôt fait connaître leurs réactions à la presse (*le Monde* du 7 septembre). Jeudi, ils se sont adressés directement au ministre du budget, que M. Fernand Icart (U.D.F.), rapporteur général, a interrogé sur la possibilité de soutenir l'économie par une réduction de la pression fiscale et sur la façon dont seront couverts les déficits de 1979 et 1980.

M. Papon a déclaré que les pays qui soutiennent leur activité économique par une baisse des recettes, comme la Grande-Bretagne, ont une fiscalité directe très lourde, ce qui n'est pas le cas de la France. Celle-ci, a-t-il dit, doit, dans un souci de justice fiscale, établir un meilleur équilibre entre les impôts directs et les impôts indirects. Le ministre a indiqué, d'autre part, que le financement du déficit budgétaire avait été assuré d'une manière croissante en 1977, 1978 et 1979 par le recour à l'emprunt à long terme, complété par les bons du Trésor pour le moyen terme. Pour le solde, la création monétaire, a dit M. Papon, n'est pas mécaniquement malsaine, dès lors qu'elle n'entraîne pas un dépassement des normes fixées pour la progression de la masse monétaire.

Le président de la commission, M. Robert-André Vivien (R.P.R.), a demandé quelles mesures spécifiques seront prises pour lutter contre l'inflation. M. Laurent Fabius (P.S.), après avoir rappelé les critiques d'ensemble faites par son groupe au projet de budget, a interrogé le ministre sur le financement du déficit et sur les conséquences économiques de la diminution des créations d'emploi dans la fonction publique, de la réduction de l'aide de l'État aux entreprises nationales et de la réduction des investissements publics. M. Fabius a également demandé des précisions sur le coût du chômage, sur le manque à gagner qui résulterait d'un alignement sur la hausse des prix, pour les plus basses tranches, du barème de l'impôt sur le revenu et sur les projets d'impôt sur la fortune et d'indexation de l'épargne mis à l'étude par le gouvernement.

M. Jacques Marette (R.P.R.) a déclaré que le gouvernement subit les événements au lieu de pratiquer une politique volontariste. Il estime que ce projet de budget manque d'imagination, et aussi de cohérence, puisque le pouvoir d'achat qu'il distribue est repris par les divers prélèvements obligatoires. M. Marette a constaté que, avec une augmentation de 7,5 %, les crédits d'investissements civils diminueront fortement en francs constants, et que les interventions sociales, qui augmentent de 17,6 %, agissent comme un euphorisant sans permettre un redressement de l'économie. Le député estime l'effort demandé au titre de l'impôt sur le revenu injuste, puisqu'il touchera en priorité les salariés, et anti-économique, puisqu'il frappe les catégories sociales qui dépensent le plus.

M. Roger Combrisson (P.C.) a mis en regard des arguments invoqués par le gouvernement — hausse du prix du pétrole et nécessité d'adapter l'économie — la stagnation de la facture pétrolière en raison de la chute du dollar, et celle des investissements, en dépit de l'accroissement des profits et d'un dispositif d'aide et d'une fiscalité particulièrement favorable aux entreprises. M. Combrisson a demandé des précisions sur le montant des importations de pétrole en 1977 et 1978, et, prenant l'exemple de l'arrêté du 28 juin, qui empêche les collectivités locales d'avoir recours à la procédure d'adjudication pour leurs fournitures de fuel, il a accusé le gouvernement d'organiser à la fois le rationnement et la hausse du prix des produits pétroliers.

M. Gilbert Gantier (U.D.F.) a regretté l'insuffisance de l'aide aux investissements les plus productifs et la ponction que la couverture du déficit va opérer sur le marché financier. Il aurait été préférable, a-t-il dit, de réduire les dépenses de l'Etat et de diminuer la pression fiscale, comme le fait le gouvernement britannique, alors que l'augmentation de celle-ci ne va peser en fait que sur les salariés, et plus particulièrement sur les cadres, en épargnant de nombreux titulaires de revenus plus importants. M. Gantier s'est prononcé d'autre part en faveur de l'attribution d'une part entière du quotient familial pour le troisième enfant. M. Jean Royer (non-inscrit) a pressé le ministre de faire connaître le taux de remboursement de la T.V.A. aux communes pour 1978.

Un endettement mesuré

Entre autres réponses, M. Papon a fait valoir que, si les crédits de paiement ne progressent que de 7,6 %, l'augmentation des autorisations de programme (+ 13,5 %) est, en définitive, plus significative du point de vue des commandes aux entreprises. Il a souligné que l'endettement de l'Etat demeure mesuré par rapport à celui des partenaires commerciaux de la France, et que celui des entreprises publiques est passé de 104 à 118 milliards de francs de 1977 à 1978.

Le ministre a indiqué que pour 13 700 000 contribuables, pour lesquels le barème est relevé de 8 %, l'écart par rapport à la hausse des prix correspond à une contribution de 1,3 milliard de francs. Pour 300 000 contribuables environ, dont les revenus étaient, en 1978, supérieurs à 22 600 francs par mois pour un couple marié avec deux enfants, les huit premières tranches étaient relevées de 8 % et les deux suivantes de 4 % ; leur contribution est de 475 millions de francs. Pour 120 000 contribuables à peu près, dont les revenus étaient, en 1978, supérieurs à 35 800 francs par mois pour un couple marié avec deux enfants, les huit premières tranches étaient relevées de 8 %, les deux suivantes de 4 % — les trois dernières n'étant pas relevées, — leur contribution est de 505 millions de francs. M. Papon a indiqué, d'autre part, que le projet de budget tient compte de certaines recommandations du rapport sur l'imposition des fortunes.

Le ministre a également indiqué que la France avait importé 117 millions de tonnes de pétrole en 1977, 115 millions de tonnes en 1978, 127 millions de tonnes en 1979 et qu'elle en importera 121 millions de tonnes en 1980.

● M. JACQUES CHIRAC a déclaré, devant les représentants d'organisations socio-professionnelles de la Réunion, au sujet de la politique économique du gouvernement :

« C'est la faute au pétrole, est un argument que je combats, c'est un argument faux. Le prix du pétrole n'est pas, en valeur industrielle, sensiblement supérieur à celui de la période 1973-1974. Seulement, la France n'a pas su profiter de la période de calme de 1977-1978 pour prendre les initiatives nécessaires dans ce domaine.

» A l'heure actuelle, nous mangeons notre blé en herbe, et le libéralisme mou laisse subsister le déficit. La note sera lourde quand il faudra la payer. Le comportement actuel du gouvernement est désastreux sur le plan psychologique. Il faut retrousser ses manches et non pas reporter la faute sur les autres. »

● M. EDGAR FAURE, député R.P.R. du Doubs, considère que c'est une erreur de s'obnubiler sur la question du déficit budgétaire. Il a déclaré à R.T.L., le 6 septembre : *« Un déficit de 30 à 40 milliards, ce n'est pas grand-chose. A mon avis, on pourrait même aller plus loin, mais je ne veux pas me montrer pousse-au-crime. Dans une période où il faut une incitation économique, on peut faire un peu plus de déficit. J'en ai fait l'expérience en 1955 et je me suis retrouvé en équilibre. »* Toutefois, M. Faure a protesté contre l'aggravation de la charge fiscale et a précisé qu'il demandera un *« assouplissement »* de 10 % des nouveaux barèmes.

● M. FRANÇOIS MITTERRAND, en visite aux Antilles, a déclaré à France-Inter :

« Je crois qu'ils viennent de battre le record cette fois-ci. Ils annoncent 30 milliards de déficit et puis le déficit finira à 40 milliards. Si c'était une façon d'inciter à un renouvellement de la croissance, si c'était une façon de payer une réforme des structures économiques, on pourrait dire : allons-y. Mais dans la réalité des choses, c'est un déficit pour rien. C'est un déficit qui signe un échec. Je ne peux pas m'en réjouir. Je constate que c'est la condamnation de la politique suivie par MM. Giscard d'Estaing et Barre. »

L'AMERTUME D'ELF-AQUITAINE

Trois groupes pétroliers, Elf-Aquitaine, Esso-SAF et Shell-France, sont concernés par la décision des pouvoirs publics d'effectuer, à l'occasion du budget 1980, un prélèvement exceptionnel sur le montant des provisions pour reconstitution de gisements (*le Monde* du 7 septembre). Cette mesure, qui devrait rapporter à l'Etat 500 millions de francs, coûtera près de 340 millions de francs à Elf-Aquitaine, 125 à 130 millions de francs à Esso-SAF et quelques millions à Shell-France.

Au siège d'Elf-Aquitaine, le groupe le plus touché, on ne cache pas une certaine amertume. Conscient de la nécessité de participer à l'effort national, on n'en déplore pas moins que *« les seules compagnies ayant consenti un effort important de recherche et d'exploration en France soit touchées »*. On rappelle à ce propos que, au cours des dix dernières années, Elf-Aquitaine a financé 55 % de l'effort de recherche sur le territoire national, Esso 25 % et Shell 15 %. On fait également remarquer que ce prélèvement exceptionnel n'étant pas déductible du bénéfice imposable, c'est en quelque sorte un double impôt qu'il faudra acquitter.

LES RÉACTIONS SYNDICALES

● **P.M.E. : « Où est le soutien ? »**

« Où est le soutien à l'économie ? », interroge la Confédération générale des P.M.E. dans un communiqué. La confédération, qui craint que *« l'important déficit budgétaire n'ait pas nécessairement l'effet de soutien à l'économie que lui attribue le gouvernement »*, s'insurge contre *« l'absence renouvelée de toutes dispositions tendant à réaliser l'égalité fiscale entre salariés et non salariés »* et *« dénonce la contradiction entre une bien timide et trop tardive volonté de relance et le renforcement annoncé de l'encadrement du crédit pour ralentir la progression de la masse monétaire »*.

● **C.F.D.T. : « Austérité à sens unique. »**

« Budget de classe, austérité à sens unique, un déficit affiché incapable de soutenir activement l'activité économique », telles sont, pour la C.F.D.T., *« les caractéristiques d'un projet gouvernemental provocateur... Aucune mesure n'est prise pour créer des emplois durables, pour développer les programmes sociaux et les équipements collectifs. (...) »*

» Les mesures dites de solidarité nationale seront sans effet sur l'inégalité profonde qui caractérise la répartition des revenus et des patrimoines dans notre pays. Le pouvoir d'achat des salariés même les plus modestes, par la progression de la fiscalité sur les salaires et sur les dépenses de consommation, va faire les frais de ces opérations. Les profits et le capital n'en seront pas affectés. »

● **C.G.T. : « Faire payer la crise par les travailleurs. »**

« L'axe essentiel [du budget] *est de continuer à faire payer la crise par les travailleurs, sans pouvoir négliger leur résistance, confirme la nécessité et l'efficacité de la lutte »*, estime de son côté la C.G.T. *« L'austérité est aggravée pour les travailleurs, tant du fait de l'impôt sur le revenu, qui opérera une ponction supplémentaire sur leur pouvoir d'achat... que du fait des augmentations des différents impôts de consommation, dont certaines particulièrement sensibles (augmentation des vignettes auto, création d'une vignette moto, augmentation de la redevance télé...).*

» Parallèlement, il n'est prévu aucune modification substantielle de l'imposition des profits, et aucune mesure d'imposition des fortunes, même pas à titre exceptionnel. Résultats : l'impôt sur le revenu augmente de 16,5 %, soit plus que la hausse des prix, mais l'impôt sur les sociétés progresse de 4,9 % seulement, ce qui signifie une diminution du poids de cet impôt, qui augmente beaucoup moins que les prix. »

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE POPULAIRE SOCIALISTE DE LIBYE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 8

SECRÉTARIAT MUNICIPAL
MUNICIPALITÉ DE TRIPOLI

La municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye invite les entrepreneurs internationaux spécialisés dans les travaux de construction de routes à soumettre leurs offres pour un projet international pour la réalisation du second tronçon de routes périphériques à Tripoli. Les soumissionnaires devront se conformer aux conditions, au cahier des charges, plans et documents divers concernant ce projet.

Les travaux comprendront la construction d'une route double d'environ 10 km de long et de croisements à différents niveaux. La nouvelle route croisera les voies existantes sur des ponts en béton armé de différentes largeurs.

Les soumissionnaires devront avoir une bonne expérience de la réalisation de routes et de ponts et de l'exécution de ce type de contrat de construction en général. Ils devront inclure dans leur offre un prix de base fixe conformément aux conditions contractuelles.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye contre la somme de 500 LD (cinq cents Dinars libyens) non remboursables. La date limite de soumission est le 9 Dhul - Qà da, 1399 Hegiras (1er octobre 1979) à midi. Les offres devront être accompagnées d'une caution initiale équivalant à 1 % (un pour cent) de la valeur totale de l'offre. Cette caution devra être valide pour une période d'au moins trois mois à compter de la date de l'offre, et elle sera présentée selon l'une des formes suivantes :

— en espèces, à la Trésorerie de la municipalité ;
— traite bancaire tirée sur l'une des banques opérant en Libye ;
— lettre de garantie inconditionnelle valide jusqu'à trois mois après la date de l'offre, à compter du dernier jour d'ouverture des enveloppes.

Le présent appel d'offres est considéré comme effectif et irrévocable pour une période de six mois commençant à partir de la dernière date limite désignée de remise des offres. La municipalité se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute offre sans avoir à donner aucune raison dans l'un ou l'autre cas, et sans aucun engagement de compensation.

La Municipalité de Tripoli.

SOCIAL

La C.G.T. envisage une nouvelle action « de très grande envergure »

M. René Buhl, secrétaire confédéral de la C.G.T., a indiqué jeudi 6 septembre, à Clermont-Ferrand que l'organisation d'une *« action syndicale de très grande envergure »* pouvant se traduire par une grève nationale interprofessionnelle était envisagée. Il a réaffirmé la nécessité de *« réaliser à cet effet le front syndical le plus large »* non seulement lors des discussions au sommet, mais également dans les entreprises.

Le secrétaire confédéral a affirmé que la C.G.T. était *« toujours prête à discuter »* avec le premier ministre *« à condition que ce ne soit pas du sexe des anges, mais des vrais problèmes. »* M. Buhl avait pris la parole, selon l'A.F.P., devant deux cents travailleurs de l'agglomération clermontoise, lors d'un rassemblement organisé par la C.G.T. dans le cadre de sa semaine d'action.

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a, lui, répondu par la négative à la concertation à cinq ou six, proposée à nouveau par la C.G.T. Interrogé par *Antenne 2*, jeudi 6 septembre, il a déclaré : *« Il faut laisser M. Séguy et ses déclarations. (...) Nous n'avons pas l'intention de nous engager dans des opérations de caractère interprofessionnel ni dans les journées d'action, qui ne mènent généralement nulle part. Si des difficultés existent*, a-t-il poursuivi, *les fédérations F.O. examineront la situation et la confédération « fera grève à sa manière »*.

C.G.C. : un nouveau « oui, mais » à la C.G.T.

Interrogé par TF1 jeudi M. Jean Menu, président de la C.G.C., a indiqué pour sa part : *« Nous disons oui à Georges Séguy. N'avons-nous pas été les premiers à proposer l'unité ? Mais une telle réunion se prépare, sinon elle va vers l'échec. Il faudra donc bien définir les objectifs. Pour nous, il s'agit de la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat des salariés. D'autre part, nous y mettons la condition de ne pas être seuls avec la C.G.T. Nous recherchons même d'autres moyens d'action car nous sommes persuadés que l'arsenal des moyens classiques — grèves, défilés, etc. — dans l'état actuel de la société, ne sont plus efficaces. »*

Quant à la C.F.D.T., qui doute de la volonté de la C.G.T. d'accepter ses propositions d'action, elle doit rencontrer les dirigeants cégétistes, la semaine prochaine pour tenter de rapprocher les points de vue.

LE DISCOURS DE RENTRÉE DE M. MAIRE A ROUEN

« La C.G.T. semble s'orienter vers une réponse négative aux propositions de la C.F.D.T. »

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a prononcé le « discours de rentrée » de son organisation, jeudi 6 septembre, à 15 heures, dans une salle des fêtes de Rouen.

« Si le souci de la C.G.T. est bien de la même nature que le nôtre — mener une action syndicale qui vise à obtenir des résultats revendicatifs aujourd'hui face à des interlocuteurs précis — alors l'action unitaire de nos deux organisations va se déployer avec une grande force. Et elle doit pouvoir s'élargir à d'autres, en particulier dans plusieurs secteurs professionnels. Malheureusement, le discours prononcé hier par le secrétaire général de la C.G.T. nous plonge dans l'inquiétude. Nous souhaiterions nous tromper, mais nous avons bien l'impression que la C.G.T. s'oriente vers une réponse négative aux propositions d'action faites par la C.F.D.T. La C.F.D.T. veut une action efficace qui débouche sur des progrès à court terme. Elle propose de retenir les deux priorités de la rentrée que sont les bas salaires et la réduction de la durée du travail (...).

» La C.G.T., au contraire, propose ce qui semble être une journée d'expression de tous les mécontentements, sur toutes les revendications mêlées, sans débouché possible.

» (...) Or le discours de la C.G.T. montre bien que si cette organisation se trouve contrainte d'accepter une rencontre avec la C.F.D.T., c'est de mauvaise grâce. D'avance, elle refuse de conclure cette rencontre par des décisions précises, sous le prétexte qu'elles seraient alors imposées aux autres organisations syndicales ! Comme s'il était réaliste d'attendre que F.O. se joigne à nous pour prendre des décisions d'action ! Comme si nous pouvions compter sur la C.G.C. pour accorder la priorité à l'augmentation massive des bas salaires et au rétrécissement de l'éventail hiérarchique !

» Le syndicalisme est, cet automne, au pied du mur. Notre pays s'enfonce dans la voie de l'aggravation du chômage et des inégalités, de la baisse du pouvoir d'achat des plus pauvres et de la récession économique. Nous n'avons rien d'autre à attendre de la politique gouvernementale et patronale. Les négociations prévues ne donneront rien s'il n'y a pas réveil du mouvement ouvrier.

» Voilà pourquoi la C.F.D.T. entend se mobiliser tout entière pour développer une pression continue et d'ampleur croissante.

» La C.F.D.T., ajoute M. Maire, *n'exclut pas des actions au niveau national à la condition qu'elles portent bien sur nos deux objectifs prioritaires, les bas salaires et la durée du travail et qu'elles reposent sur des processus d'action qui ne brûlent pas les étapes mais, au contraire, permettent le développement progressif d'actions de masse. »*

M. Maire dresse un bilan sans concession de la politique gouvernementale : *« Pour la C.F.D.T., c'est clair, la politique gouvernementale a conduit notre pays dans la voie de l'affaiblissement économique et de la régression sociale. Les mesures prises par le conseil des ministres la semaine dernière ne changent rien à ce constat. Si elles ont été décidées, c'est à cause de notre lutte contre les inégalités. Mais elles sont sans lendemain. (...) Ouvertement, ce gouvernement a fait le jeu du patronat et s'est appuyé sur lui, bloquant les salaires et libérant les prix pour augmenter les profits, et laissant en même temps les revenus des non-salariés à l'abri de toute austérité. Mais Barre a échoué, même de son propre point de vue, car l'investissement privé ne s'est pas développé, les profits ont été épargnés ou exportés. »*

Le leader cédétiste a été aussi sévère à l'égard de certaines propositions de la gauche, en insistant sur *« son opposition résolue à toute tentative de reconstitution d'un nouveau cartel des « non », d'une union dite de salut public, qui ne serait qu'une coalition des refus, et dont les travailleurs seraient inévitablement, une fois de plus, les dupes. »*

Travail manuel : M. Stoléru annonce « une rentrée active »

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé des travailleurs manuels, a annoncé jeudi 6 septembre, *« une rentrée active, nouvelle étape dans la revalorisation du travail manuel »*.

Le secrétaire d'Etat a déclaré que les deux millions et demi de travailleurs manuels des six branches prioritaires — textile, habillement, nettoyage, ameublement, bâtiment et réparation automobile — devraient constater à la fin de l'année une augmentation plus élevée d'un à deux points de pouvoir d'achat que pour la moyenne des Français. En haut de l'échelle, on s'efforcera *« d'aligner le salaire des ouvriers les mieux payés sur celui des cadres débutants »*. Quant au déroulement de carrière, M. Stoléru souhaite la définition, par voie contractuelle, d'un échelon de « maître ouvrier » correspondant à un haut niveau de salaire.

Dans le domaine des conditions de travail *« la priorité sera donnée à la participation »*, pour que les ouvriers puissent notamment *« s'exprimer sur leurs préoccupations avec la maîtrise et l'ensemble de la hiérarchie »*.

Par ailleurs, M. Stoléru espère une négociation contractuelle sur le temps de travail, qui pourra déboucher sur des avantages particuliers en faveur des travailleurs manuels, notamment dans les travaux pénibles (travail posté, travail de nuit, etc.). Enfin, M. Stoléru souhaite que l'effort accompli dans la lutte contre le travail noir se concrétise par la mise en place dans le système bancaire d'une vérification généralisée des factures des travaux immobiliers, lorsque ceux-ci seront effectués avec l'aide de prêts de l'Etat.

Dans le domaine de l'éducation, une nouvelle tranche d'ateliers de travail manuel sera ouverte dans les collèges le 13 septembre, pour les enfants de sixième, cinquième, quatrième et troisième. Mille stages de formation seront mis en place pour les jeunes titulaires du C.A.P. qui ont travaillé plusieurs années en usine, afin qu'ils puissent reprendre leurs études jusqu'au diplôme supérieur qu'ils souhaitent.

M. Stoléru a d'autre part annoncé qu'il allait *« ouvrir le dialogue sur le terrain »* par des discussions « systématiques » dans les usines, sur son programme d'action défini dans une brochure que ses services viennent d'éditer : *« Travail manuel, Horizon 85. »*

ÉQUIPEMENT

Soixante-sept stations thermales françaises sous la loupe

Les quatre-vingt-seize stations thermales françaises agréées par la Sécurité sociale ont réalisé en 1977 un chiffre d'affaires global de 1,516 milliard de francs. Pour la première fois, les aspects économiques du thermalisme ont fait l'objet d'une importante étude, commandée par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs à la Compagnie d'études économiques et de gestion industrielle (CEGI), et à laquelle le Syndicat national des établissements thermaux et la Fédération française du climatisme et du thermalisme ont apporté leur concours.

Ce dossier, qui s'inscrit dans la première estimation du compte satellite du tourisme qui doit être présenté au Parlement lors de la prochaine session budgétaire, devait être commenté ce vendredi 7 septembre, à Vittel, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, ds sports et des loisirs.

Réalisée en 1978, cette enquête porte sur un échantillon de soixante-sept stations, soit 69,8 % des stations agréées qui réalisent plus de 99,5 % du total des cures thermales dénombrées en France métropolitaine.

Si les ordonnances de 1967 qui limitèrent les prises en charge des cures par la Sécurité sociale avaient entraîné une baisse non négligeable du nombre de curistes, les établissements thermaux ont retrouvé depuis 1974 un rythme d'augmentation de leur fréquentation lent mais régulier. Pour l'année 1977, on a comptabilisé 502 675 curistes, mais les premières estimations des résultats de l'exercice 1978 laisseraient cependant apparaître, avec un total de 452 118 curistes, une baisse sensible.

Traditionnellement, trois stations dominent l'économie thermale : Aix-les-Bains, Dax et Luchon, qui, à elles seules, traitent plus de 110 000 curistes. Cette disproportion se retrouve sur l'ensemble des quatre-vingt-seize stations. En effet, les onze plus importantes traitent un peu plus de 53 % du total des curistes quand les trente-deux plus petites n'en accueillent ensemble que 2 %.

Les inactifs, majoritaires dans la société française, constituent pour 58,7 % la population curiste, dont la répartition entre les différentes catégories socio-professionnelles est semblable, à quelques exceptions près, à celle de la population française dans son ensemble. Les revenus modestes semblent cependant freinés par le coût des cures et l'insuffisance des remboursements de la Sécurité sociale. L'étude évalue à 41,77 % du coût total de la cure (transports, hébergement et frais médicaux) la part restant à la charge du curiste et comprenant les frais afférents à la personne l'accompagnant. Ce chiffre tombe à 31 % dans le cas d'un curiste seul.

Pour une durée moyenne de 21,6 jours (résultat de la médicalisation systématique des séjours thermaux), une cure coûtait en moyenne, en 1977, pour un curiste et la personne l'accompagnant, 3 576 F, se répartissant ainsi : 15,66 % en transports ; 62,46 % en frais de séjour ; 21,88 % en frais médicaux.

L'industrie hôtelière reste encore la grande bénéficiaire du thermalisme puisqu'elle compte pour 25,8 % dans le chiffre d'affaires total. Cette part atteint 43,82 % si l'on confond tous les modes d'hébergement auxquels ont recours les curistes, 22,2 % pour les commerces et services et tombe à 18,3 % pour les prestataires médicaux.

Chiffres logiques, puisque les hôtels et pensions de familles représentent 36,9 % des deux cent cinquante mille lits ou places individuelles, contre 29,2 % aux locations meublées, 14,9 % au camping-caravaning et 13,9 % aux résidences secondaires et autres (collectif, etc.). Le secteur hôtelier a cependant enregistré une baisse de 10,2 % depuis 1970, tandis que le camping a bénéficié d'une augmentation de 30,8 %.

Le taux de remplissage des stations est chiffré à 24,4 %, mais cette donnée n'est pas très significative puisque calculée sur l'ensemble de l'année, quelle que soit la durée effective d'ouverture des établissements.

Les stations thermales ne négligent pas cependant leur clientèle touristique, appoint important, notamment dans les stations bénéficiant d'une activité hivernale, évaluée par le document à 25 %. Mais l'un des problèmes du thermalisme demeure sa saisonnalité, la fréquentation atteignant bien évidemment son point culminant durant les seuls mois d'été.

Cette étude nous apprend enfin que 78,04 % des salaires et revenus créés par le thermalisme restent dans l'économie locale, et estime à soixante mille sept cent quatre-vingt-cinq le nombre d'emplois (permanents et saisonniers) dans les quatre-vingt-seize stations, preuve de l'importance de cette activité pour certaines économies régionales (Auvergne, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées).

MODIFICATION DU TRACÉ DE LA ROCADE A-86 DANS L'OUEST PARISIEN

Le tracé de la future rocade A 86 dans l'ouest parisien a été modifié dans la traversée de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Initialement, la rocade devait traverser Rueil en passant au milieu d'une cité de logements, le quartier Bellerive, puis devant les vigoureuses protestations des habitants, il fut modifié pour emprunter les rives de la Seine. Ce dernier projet ne respectant pas l'environnement, il a enfin été décidé de faire passer la rocade en tranchée couverte à proximité du quartier Bellerive.

Cette section de l'A 86, baptisée « *déviation de Rueil* », puisqu'elle permettra à plusieurs dizaines de milliers de véhicules d'éviter de traverser la commune, longue de 2 500 mètres, devrait être mise en service en 1985.

TRANSPORTS

Un Boeing-707 ou des Caravelle pour la desserte Nice-Ajaccio et Nice-Bastia

Dans une note au personnel d'encadrement, la direction générale d'Air France évoque la desserte de la Corse et plus précisément l'exploitation des lignes bord à bord entre l'île et le continent dont le gouvernement a récemment décidé que l'exploitation serait confiée, à compter du 1er janvier 1980, à une filiale commune d'Air France et d'Air Inter. On sait que le personnel de la compagnie nationale s'est ému d'une telle éventualité, la considérant comme une attitude « *d'abandon* ».

La direction générale précise, dans sa note, que le déficit des liaisons Nice-Corse et Marseille-Corse s'est élevé, l'an dernier, à 18,7 millions de francs pour Air Inter et Air France dont 8,5 millions pour la compagnie nationale à cause « *des prix de revient très élevés* ». Dans les mêmes conditions d'exploitation et compte tenu de l'aggravation des coûts et de la faible augmentation des tarifs, ce déficit pourrait atteindre 43 millions de francs en 1980 dont 28 millions à la charge d'Air France. « *Ce déficit n'est plus supportable* », jugent les responsables de la compagnie nationale.

S'intéressant au cas particulier de la ligne Nice-Corse, la direction indique que son exploitation avec des avions de cent places se solderait par un déficit de 12 millions de francs en 1980 à raison de deux allers et retours quotidiens respectivement sur Nice-Bastia et sur Nice-Ajaccio. Comme Air France ne possède pas d'appareil de cette capacité, elle serait obligée d'utiliser des avions de cent soixante-dix à cent quatre-vingts places, ce qui augmenterait de 17 millions de francs le déficit.

Aussi la direction générale propose-t-elle deux solutions. Si, d'une part, les Corses maintiennent leurs exigences de fréquence, la compagnie nationale se verrait dans l'obligation d'affréter des Caravelle à la compagnie régionale Europe-Aéro-Service. Si, en revanche, les insulaires se contentent de deux allers et retours quotidiens respectivement sur Nice-Bastia et sur Nice-Marseille, Air France mettrait en ligne un Boeing-707 en 1980 et, compte tenu de l'augmentation du trafic, un Boeing-737 en 1981-1982, ce qui permettrait de ramener le déficit global de cette ligne à 18 millions de francs (au lieu de 29 millions).

CIRCULATION

« M. MOTO » HOSTILE A LA VIGNETTE

Interogé, le 6 septembre, au micro de France-Inter, M. Yves Mourousi, qui joue auprès de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, le rôle de conseiller pour les problèmes intéressant la moto, a déclaré que, s'il était favorable aux projets concernant la réforme du permis moto (*le Monde* du 6 septembre), il était, en revanche, opposé à la création d'une vignette pour ces véhicules.

Selon M. Mourousi, l'instauration d'une telle taxe « *risque d'entraîner un supplément de dépenses pour des jeunes qui consacrent déjà une grande partie de leur budget à la pratique motocycliste* ». « Monsieur Moto » avait déjà rappelé la veille qu'un tel projet avait été repoussé voici trois ans par les députés et sénateurs, et souligné « *qu'il ne fallait pas perdre de vue que 65 % des utilisateurs de motos s'en servent pour leur travail et leurs transports quotidiens* ».

D'autre part, l'association Pratique sécurité moto (P.S.M.), a, dans un communiqué, taxé de « *mesure pénalisant gravement les grosses cylindrées* » la mise en place de la vignette. Hostile au projet de réforme du permis comme la vignette, P.S.M. aoute : « *Le gouvernement voudrait la suppression des deux-roues à moteur qu'il ne s'y prendrait pas autrement.* »

Enfin, l'Association des motocyclistes indépendants (A.M.I.) a invité les motards à venir nombreux, dans la soirée du 7 septembre, place de la Bastille, pour une manifestation de protestation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACIER-INVESTISSEMENT

Au 31 août 1979, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement était de 238,52 millions de francs, soit 136,29 F par action.

L'AMÉNAGEMENT DES HALLES

Une lettre de M. de La Malène

M. Christian de La Malène, sénateur, président de la Société d'aménagement des Halles, nous écrit à propos du point de vue de Jack Lang « Insignifiance architecturale » (le Monde du 5 septembre).

Ne peut-on craindre que les quelque trente-cinq mille termites qui, depuis quatre jours, se pressent dans les allées et les places du Forum des Halles ne soient incapables d'apprécier à sa juste valeur le style audacieux de M. Lang ni de mesurer la portée historique, sociologique, esthétique et philosophique de ses jugements.

Il est vrai que ces malheureuses bêtes, succédant aux brillants insectes qui, sous les pavillonns Baltard, se consacraient depuis un siècle à des échanges de la plus pure spiritualité, sont les produits d'un pays en voie d'acculturation et les victimes de la frivolité dévastatrice du goût public.

Et comment attendre quelque appréciation sensée de la conscience de ces milliers de « gogos » qui, avec ou sans l'invitation du maire de Paris, accourent à la découverte de ce triste temple de la vénalité, alors que si peu d'entre eux s'étaient déplacés jusqu'au nouveau palais de Chaillot, qu'ils ont laissé mourir.

Mais ne doit-on pas tout pardonner à des consciences que nulle « fulgurance » de feu, nulle incandescence de l'enfer ne traverse ?

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou Dép —		DEUX MOIS Rep. + ou Dép —		SIX MOIS Rep. + ou Dép —	
$ E.-U. ..	4,2245	4,2285	— 55	— 30	— 90	— 55	— 180	— 110
$ can. ...	3,6185	3,6225	— 40	— 15	— 55	— 15	— 110	— 40
Yen (100).	1,9140	1,9180	+ 50	+ 80	+ 120	+ 160	+ 410	+ 470
DM	2,3320	2,3355	+ 60	+ 80	+ 145	+ 175	+ 460	+ 525
Florin ...	2,1240	2,1270	+ 15	+ 35	+ 50	+ 80	+ 210	+ 260
F.B. (100) .	14,5480	14,5670	— 180	— 60	— 230	— 50	— 200	— 130
F.S.	2,5855	2,5895	+ 170	+ 200	+ 390	+ 425	+1100	+1170
L. (1 000) .	5,2010	5,2090	— 130	— 70	— 280	— 200	— 930	— 760
£	9,4930	9,5050	— 230	— 200	— 490	— 380	—1050	— 800

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	6 1/8	6 5/8	7 1/16	7 7/16	7 3/6	7 9/16	7 1/2	7 7/8
$ E.-U. ..	11 1/4	11 13/16	12	12 3/8	12 3/16	12 9/16	12 1/2	12 7/8
Florin ...	8 3/8	9	9 1/4	9 13/16	9 3/8	9 15/16	9 9/16	9 15/16
F.B. (100).	11 1/4	12	11 1/2	12 1/4	11 1/2	12 1/4	11 11/16	12 3/16
F.S. (100) .	3 3/8	3 7/8	2 1/8	2 1/2	2 1/4	2 5/8	2 7/8	3 1/4
L. (1 000) .	10 3/4	12 1/4	11 5/8	13 11/16	13 5/8	14 5/8	15	15 13/16
£	13 3/8	13 7/8	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 3/8	13 3/4	14 3/8
Fr. franç..	10 3/8	10 5/8	10 13/16	11 3/16	11 3/8	11 7/8	11 9/16	11 15/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Le redressement de Manufrance

Un pari qui peut être gagné

Lyon. — Les feuilles fanées des palmiers qui se dressent de part et d'autre de l'entrée principale de Manufrance ont été récemment coupées et les massifs de roses destinés à égayer un peu l'austère façade du cours Fauriel ont été désherbés. Ce n'est pas à de pareils signes que l'on peut juger la santé de l'entreprise stéphanoise, mais, après des mois de désarroi, ces détails ont quelque chose de revigorant, presque de symbolique. Il est prématuré, bien entendu, de dire que Manufrance est sauvée et même d'affirmer qu'elle le sera. Ceux qui le proclamaient au lendemain de la création de la Société nouvelle Manufrance, le 19 juin (1), manifestaient quelque légèreté. Du moins peut-on dire aujourd'hui que l'opération de redressement amorcée a quelques chances de réussir.

De notre correspondant régional

« *Je ne suis parvenu à être réellement confiant dans l'avenir que début juillet* », admet M. René Mestries, P.-D.G. de la nouvelle société. C'est-à-dire lorsque les fonds promis par les uns ou les autres ont été enfin versés. Car les obstacles se sont multipliés, alors qu'on pouvait croire — les difficultés politiques ayant été aplanies — que Manufrance entrait dans la ligne droite.

C'était par exemple le CIASI qui ne voulait pas débloquer le prêt du F.D.E.S. (2) avant le dépôt sur des comptes courants bloqués des 10,6 millions de francs apportés en principe par la MACIF et la FABIS, et vice versa. C'étaient encore des fonctionnaires trop zélés qui réclamaient à Manufrance le règlement des intérêts « *trimestriels et exigibles d'avance* » sur le fameux prêt des pouvoirs publics, avant même d'avoir versé le premier centime de celui-ci ! C'étaient encore les banques — nationalisées ou non, à l'exceptoin toutefois de la banque Stern — qui refusaient catégoriquement d'ouvrir un compte à Manufrance. Il fallut que le président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, M. Bouterand, usât de son influence et, en fin de compte, menace de porter l'affaire en justice pour que la Société générale accepte de prendre la Société nouvelle Manufrance comme client !

De la même façon, la MACIF dut faire pression sur la Caisse d'épargne pour que celle-ci consente à faire la paie. Aujourd'hui encore Manufrance ne parvient pas à obtenir l'ouverture des comptes bancaires dans les villes où elle possède des succursales. Les dirigeants de l'entreprise, MM. René Mestries et Blaise de Saint-Just, aussi bien que les responsables du comité d'entreprise, ne sont pas loin de penser que cette situation n'est pas sans rapport avec l'attitude de certains hauts fonctionnaires — du CIASI ou de la Rue de Rivoli — qui n'ont jamais vraiment souhaité le sauvetage de Manufrance, pour d'évidentes raisons politiques. « *La politique ne nous a d'ailleurs jamais quittés* », observe Mme Monique Garnier, secrétaire du comité d'entreprise, qui n'oublie pas sans doute que la municipalité stéphanoise, dirigée par M. Joseph Sanguedolce (P.C.), a mis, quant à elle, des mois à effectuer son désengagement du conseil d'administration de la société.

La guérilla politico-administrative n'a heureusement pas terni l'image de la société en Suisse. Malgré les pressions exercées sur lui, le groupement bancaire dirigé par la Banque genevoise Gutzwiller-Kurz-Bungener a honoré assez rapidement ses engagements : un prêt de 16 millions de francs suisses — soit 40 millions de francs français — au taux de 5,5 %, amortissable en douze ans. Il est vrai que les garanties exigées ne font courir à peu près aucun risque aux banquiers puisque, à leur demande, le conseil municipal de Saint-Etienne a dû s'engager à créer, en cas de besoin, « *une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des annuités* » (3). Lancé sur le marché européen, l'emprunt obligataire a été souscrit en juillet en moins de quinze jours et à raison de cent quatre-vingts demandes pour cent titres offerts.

Ainsi prêts et comptes bloqués représentent au total plus de 82 millions de francs. Ce n'est pas trop pour faire notamment face aux pertes d'exploitation que les dirigeants actuels comptent ramener à moins de 100 millions de francs pour les deux prochains exercices. Mais la société peut également s'appuyer sur d'autres « avantages ».

Elle a été autorisée, en effet, à racheter à crédit l'ensemble des stocks de l'ancienne société (valeur 130 millions de francs) pour seulement 28 % de leur valeur comptable, soit 40 millions de francs, payables en trois ans, avec une franchise de quinze mois. De même, en ce qui concerne les actifs de l'ancienne société (évaluation début 1979 : 140 millions de francs) qu'elle pourra acquérir pour 107 millions, non indexés et payables en cinq ans, la promesse de vente étant de surcroît valable pendant un délai de trois à quatre années.

Nous partons de zéro

En fin de compte, la Société nouvelle Manufrance dispose d'atouts que l'ancienne société n'a jamais eus ou avait perdus : un conseil d'administration débarrassé de la tutelle municipale ; une trésorerie suffisante pour plusieurs mois ; un effectif ramené à moins de deux mille personnes, alors qu'il dépassait quatre mille en 1976. Avec ses bases juridiques et financières rénovées, l'entreprise peut-elle « redécoller » sur le plan économique ?

Dans ce domaine, tout ou presque reste à faire. La situation a même continué à se dégrader singulièrement en juillet et en août, malgré une augmentation légère du chiffre d'affaires dans certains secteurs d'activité. Le célèbre catalogue avait, en effet, été diffusé proposant 40 % d'articles nouveaux, mais, faute de trésorerie, les commandes correspondantes n'avaient pu être passées à temps aux fournisseurs. Les retards excessifs enregistrés dans les délais de livraison ont entraîné une avalanche de protestations, par lettres et par téléphone. Un handicap dont la nouvelle société n'avait évidemment pas besoin.

« *Nous partons en réalité de zéro et, pour relancer Manufrance, des moyens importants sont mis en œuvre* », explique M. Mestries. Des cadres de haut niveau ont été recrutés pendant l'été aux postes-clés : vente par correspondance, fabrication, *Chasseur français*, personnel. Une campagne de publicité a commencé sur les postes radiophoniques dans les derniers jours d'août. A terme, entre les campagnes de chasse et de bricolage, les actions en faveur du catalogue et des magasins, des opérations ponctuelles, 11 millions de francs vont être consacrés dans les cinq mois à venir à relancer l'image de marque de l'entreprise.

Par la suite, en 1980, une réorganisation des magasins sera sans doute entreprise. 15 millions d'investissements sont programmés sur trois ans. Les ventes auprès des collectivités ou des pays francophones seront si possible développées. Enfin, les méthodes d'achat seront corrigées (recours accru à l'importation et limitation du nombre des fournisseurs). Cette bataille menée sur plusieurs fronts doit permettre à Manufrance de retrouver progressivement un crédit, notamment auprès de ses fournisseurs. En effet, après l'annonce en juin de la création d'une société nouvelle mettant un terme à trente mois de tergiversations essentiellement politiques, un tiers des fournisseurs a accepté des traites à trente jours. Mais, avec les réticences manifestées par les banques qui refusent d'escompter le « papier » Manufrance, ce nombre tend à diminuer alors qu'il devrait augmenter.

L'avenir de l'entreprise dépend donc de sa capacité à retrouver la confiance de ses clients et de ses fournisseurs. C'est le pari que fait la nouvelle équipe de direction. Elle a moins de deux ans pour le gagner.

BERNARD ÉLIE.

(1) La Société nouvelle Manufrance a été constituée avec un capital de 1 million de francs, apporté par une société mutuelle d'assurance, la Macif (30 %), le Comité d'expansion de la Loire (30 %), une société financière du groupe Rothschild Suisse - Equitas (30 %), et une société de vente par correspondance, la Fabis (10 %). Le Comité d'expansion et Equitas pourront céder leur place, à l'avenir, à des investisseurs désireux de s'associer au renouveau de Manufrance. L'objectif est de porter progressivement le capital de 1 à 40 millions de francs.

(2) Le gouvernement avait promis 20 millions de francs de prêts à l'ancienne société, or, 8 millions seulement avaient été débloqués. Le solde — 12 millions, auxquels s'est ajouté le prêt participatif de 10 millions proposé par M. Monory — est à la disposition de la Société nouvelle Manufrance. Sur ces 22 millions, 16 ont été effectivement versés. Le règlement des 6 millions restants est subordonné à l'augmentation du capital.

(3) L'emprunt est garanti par la ville de Saint-Etienne et, pour 25 %, contre-garanti par le département de la Loire.

Une nouvelle chance pour les plongeurs et scaphandriers de la Comex ?

De notre correspondant

Marseille. — La quasi-totalité du personnel technique (plongeurs et scaphandriers) de la société Comex-Services, l'une des cinq filiales du groupe marseillais Comex, fondé en 1962 par M. Henry Delauze, et longtemps chef de file mondial en matière de travaux sous-marins axés sur la recherche pétrolière off shore, a été licenciée après l'autorisation donnée par la direction départementale du travail pour trois cent treize salariés sur les trois cent quatre-vingts proposés par le plan de licenciement accepté le 20 juin 1979 par le conseil d'administration (*le Monde* des 21 juin et 11 août 1979).

Au moment de la décision du licenciement collectif, la direction du groupe avait laissé entendre que la majorité du personnel pourrait retrouver un emploi grâce à de nouveaux contrats. M. Delauze vient d'élaborer « *une solution internationale* », qui est détaillée dans un document interne à l'entreprise, rendu public par le quotidien communiste *la Marseillaise*, faisant état de la création de la société ComExper (Comex Expatriated Personnel).

Cette société propose aux plongeurs licenciés de la rejoindre volontairement.

Etant donnée la spécificité des activités de Comex, le document propose, au paragraphe « Structures d'accueil », que « *le personnel opérationnel de toute nationalité appelé à travailler hors de son pays d'origine soit intégré dans une seule société avec le statut d'expatrié* », puisque pratiquement 100 % des activités de Comex-Services sont réalisées et facturées hors de France. Au paragraphe « Garanties sociales », le document précise : « *Le statut d'expatrié implique la cessation de la couverture sociale nationale des agents concernés et leur couverture par les régimes sociaux des pays où ils sont amenés à travailler, dans la mesure où ceux-ci sont obligatoires* ».

En contrepartie, la direction de Comex s'engage à souscrire une assurance de groupe qui, à son avis, « *permettra l'obtention de garanties similaires à celles du régime social français* ». La précarité de ces nouveaux contrats, l'absence de garanties en cas de conflit social individuel ou collectif, font craindre au syndicat F.O. de l'entreprise que ce personnel international à vocation d'expatrié, soit exposé à l'arbitraire, sans moyens de défense. Le syndicat craint également que ce premier pas ne conduise la direction du groupe à un transfert progressif du siège social de l'entreprise vers un pays étranger.

En attendant que ComExper soit mis en place, c'est la société Cxisco (Comex Associated Corporation) dont le siège est à Panama, gérant actuellement le personnel international de Comex, qui prend en charge la gestion des actuels volontaires.

JEAN CONTRUCCI.

● *La société Les câbles de Lyon, filiale du groupe C.G.E.*, a fait connaître son intention de prendre le contrôle des Laminoirs, Tréfileries et Câbleries de Lens (L.T.C.L.) dont les actionnaires principaux sont les groupes Suez et Beckaert. Cette opération permettrait à la société Les câbles de Lyon d'accéder au marché des fils et câbles nus et de couvrir ainsi toute la gamme de produits du secteur.

I.B.M. s'attaque au marché des vidéodisques

I.B.M., numéro un mondial de l'informatique, se lance sur le marché de l'électronique grand public. La firme vient de constituer avec la société californienne M.C.A., premier producteur mondial de programmes audiovisuels, une filiale commune pour développer, fabriquer et commercialiser des vidéodisques.

Cet appareil, qui s'apparente à un électrophone, retransmet par l'intermédiaire d'un disque plat le son et l'image. Un simple branchement sur un téléviseur permet la diffusion audio-visuelle des images ou des informations stockées sur le disque (voir le Monde *du 21 avril 1979).*

La filiale commune (50-50) s'appellera Discovision. M.C.A. apporte ses compétences dans la fabrication des disques numériques et des programmes, et I.B.M. ses connaissances en matière de lecteur de vidéodisques ainsi qu'un apport en espèces.

Pour le géant de l'informatique, il s'agit là d'une importante diversification. Il est vrai que l'on croit chez I.B.M. au développement de l'« *ordinateur domestique* » à l'« *explosion de l'informatique* » et que, à ce titre, le vidéodisque peut être assimilé à un terminal.

Jusqu'à présent trois groupes s'étaient intéressés à la technique du vidéodisque : l'américain Radio Corporation of America (R.C.A.), le néerlandais Philips, qui s'est également associé — mais dès 1974 — avec M.C.A., et le français Thomson. Les Japonais seraient également sur le point de se mettre sur les rangs.

J.-M. Q.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
6 SEPTEMBRE

Le lingot à 48 900 francs

Comme on pouvait s'y attendre après la vente d'or du F.M.I. et le cours record enregistré dans la matinée à Londres (voir d'autre part), *le métal jaune vendu à Paris a une nouvelle fois pulvérisé tous ses précédents records ce jeudi au palais Brongniart. Le lingot s'est d'abord inscrit à 49 080 francs, avant de revenir à 48 900 francs, ce qui représente une hausse de 1 100 francs sur le cours de la veille. Exprimée en dollars, l'once française (31,1 grammes) vaut désormais — pour combien de temps? — 359,88 dollars, contre 340,85 dollars en Grande-Bretagne.*

Le napoléon a suivi une tendance identique, réalisant d'entrée un bond de 9,80 francs à 459,90 francs. Le volume global des transactions visibles sur ce marché a atteint 33,5 millions de francs contre 39,1 millions la veille.

Cette flambée persistante du métal jaune a fini par peser sur la devise américaine, le dollar valant 4,226 francs en fin de matinée.

En revanche, et contrairement à ce qui se passe à Wall Street (voir ci-contre), *le marché des actions est resté très actif, et globalement bien orienté. A l'issue de la séance, on comptait environ 85 hausses contre 70 baisses et 28 inchangées sur le marché à terme. Ce bilan a permis à l'indicateur instantané de terminer en progrès de 0,4 % environ.*

Deux compartiments se sont mis en évidence. Les pétroles d'abord, qui semblent se remettre très facilement de la taxe exceptionnelle décidée par le gouvernement. Les analystes financiers ont fait un rapide calcul : pour Aquitaine, le prélèvement représenterait entre 20 et 25 francs par action, le cours a monté de 5,6 % ce 6 septembre. Quant à Esso, en progrès de 1 % environ, il a déjà rattrapé le montant de ce prélèvement (environ 10 francs).

Les valeurs d'alimentation ont été moins gâtées, leur bilan global étant nettement négatif (Saupiquet — 3,7 %, St-Louis — 3 %, Guyenne et Gascogne — 2 %).

LONDRES

Les mines d'or se replient sur un large front vendredi matin au Stock Exchange, en liaison avec la baisse du métal. Les fonds d'Etat sont stables, mais les industrielles s'effritent lentement. Bristish Petroleum efface même une partie de ses gains de la veille en dépit de ses excellents résultats (voir ci-dessous).

Or (ouverture) (dollars) 331 75 contre 335 50

VALEURS	CLOTURE 6/9	COURS 7/9
Beecham	143 ...	141 ...
British Petroleum (1)	11 46	11 39/64
Courtaulds	89 ...	86 ..
De Beers	8 10	7 91
Imperial Chemical	374 ...	383 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	316 ...	385 ...
Shell	330 ...	328 ...
Vickers	160 ...	158 ...
War Loan 3 1/2 %	33 9/16	33 9/16
*West Driefontein	51 3/4	58 ...
*Western Holdings	35 3/8	32 1/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BRITISH PETROLEUM. — Le groupe, dont les actions seront prochainement divisées par quatre (le 8 octobre) annonce pour le premier semestre de l'exercice 1979 un triplement de son bénéfice net : 621,8 millions de livres contre 206,4 millions au 30 juin 1978. Le chiffre d'affaires, comprenant les recettes d'exploitation, est passé de 8,5 milliards de livres à 10,53 milliards.

Le dividende intérimaire a été fixé à 22 pence contre 7,795 il y a un an et le dividende global de l'exercice entier pourrait atteindre 55 pence.

ANGLO AMERICAN INVESTMENT TRUST. — Le semestre, qui se terminera le 30 septembre prochain, devrait se solder par un bénéfice net de 34,50 millions de rands contre 24,78 millions un an auparavant. Le dividende intérimaire serait inchangé à 230 cents environ (payable le 25 octobre 1979).
rentabilité provient d'une meilleure utilisation des capacités rendue possible grâce à l'augmentation des ventes.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/9	7/9
1 dollar (en yens)	220 75	220 85

NEW-YORK

Léger redressement

Après les fortes baisses enregistrées depuis le début de la semaine, les cours se sont légèrement redressés jeudi à Wall Street. La séance a été moins active que les précédentes, puisque 30,45 millions d'actions ont changé de mains contre 41,77 millions la veille, mais l'indice Dow Jones a terminé, à 867,32, en progrès de 1,19 point.

Sur 1 879 valeurs cotées au Big Board, 907 ont monté, 572 ont reculé et 400 sont restées stables.

Les investisseurs institutionnels restent à l'écart du marché : le 6 septembre, 373 « paquets » d'au moins dix mille actions ont été échangés contre 517 mercredi.

Ce sont surtout les opérateurs privés et les professionnels à la recherche de « bonnes affaires » qui sont à l'origine de la légère amélioration constatée jeudi.

Globalement, le marché reste préoccupé par les tensions sur les taux d'intérêts et l'envolée de l'or...

VALEURS	COURS 5/9	COURS 6/9
Alcoa	55 ..	55 1/2
A.T.T.	56 1/4	56 1/4
Boeing	46 3/4	46 3/8
Chase Manhattan Bank	41 ...	41 ...
Du Pont de Nemours	42 1/8	42 1/8
Eastman Kodak	55 3/4	55 3/8
Exxon	54 5/8	56 1/4
Ford	43 1/2	43 1/8
General Electric	52 1/4	52 1/8
General Foods	34 1/4	34 3/8
General Motors	59 ...	58 ...
Goodyear	15 1/4	15 1/4
I.B.M.	68 ..	67 1/2
I.T.T.	29 1/4	29 1/4
Kennecott	26 1/8	26 3/4
Mobil Oil	41 5/8	42 3/4
Pfizer	33 7/8	34 ...
Schlumberger	83 ..	83 ...
Texaco	28 1/8	28 3/8
U.A.L. Inc.	26 1/2	26 3/8
Union Carbide	42 3/8	42 3/8
U.S. Steel	22 3/4	22 5/8
Westinghouse	20 5/8	20 6/8
Xerox	64 3/4	65 ...

[illegible] QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	5 sept.	6 sept.
Valeurs françaises	116,7	118,2
Valeurs étrangères	129,8	129

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	103,2	102,8

BOURSE DE PARIS - 6 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	34 78	2 883	S.P.E.G.	255 70	265 20	Locabail	218 ..	219 ..	Immoinvest	... ..	151 40
5 %	61 48	2 986	U.A.P.	576 .	563 .	Locabail Immob.	369	388 ..	Cie Lyon. Imm.	163	163 ..
[illegible]						Loca-Expansion	158 60	156 .	UFIMEG	136	137 ..
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]		

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

SICAV

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]		

* Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 248	4 226	4 140	4 250
Allemagne (100 DM)	233 190	233 280	225 .	239
Belgique (100 F)	14 538	14 543	13 600	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	212 490	212 180	208	217
Danemark (100 krd)	80 315	80 820	78 .	83
Norvège (100 k)	84 785	84 580	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 530	9 481	9 250	9 750
Italie (1 000 lires)	5 208	5 201	5	5 400
Suisse (100 fr.)	266 780	267 350	256	263
Suède (100 krs)	100 720	100 580	97	102 500
Autriche (100 sch.)	31 875	31 893	30 950	32 450
Espagne (100 pes.)	6 423	6 395	6 200	6 600
Portugal (100 esc.)	8 638	8 615	7 600	9
Canada ($ can. 1)	3 632	3 617	3 620	3 750
Japon (100 yens)	1 918	1 916	1 850	1 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/9
Or fin (kilo en barre)	47500	48500
Or fin (en lingot)	47800	48900
Pièce française (20 fr.)	450 10	459 90
Pièce française (10 fr.)	310 .	342 .
Pièce suisse (20 fr.)	430	438
Union latine (20 fr.)	397	398 50
Souverain	493 80	498
Pièce de 20 dollars	2098 60	2098
Pièce de 10 dollars	1150	1050
Pièce de 5 dollars	660	680
Pièce de 50 pesos	1985	1965
Pièce de 10 florins	408 ..	414 80

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE


du jeudi 6 au lundi 17 septembre 1979 inclus
foire européenne de strasbourg

POIDS LOURDS

Daf Trucks et Chrysler-Talbot vont coopérer

Daf-Trucks, premier constructeur néerlandais de véhicules industriels, et Dodge Trucks Europe, division poids lourds de Chrysler-Talbot — donc filiale du groupe P.S.A.-Peugeot-Citroën, — ont décidé d' « étudier ensemble les possibilités de coopération technique et industrielle dans le domaine des véhicules industriels ». La coopération envisagée est assez large, puisqu'elle va de l'échange d'organes existants jusqu'au développement d'organes communs. Pour l'heure, affirment les deux groupes, aucune participation financière n'est envisagée.

La nouvelle ne surprend guère. P.S.A.-Peugeot-Citroën, qui a décidé de conserver et même de développer la branche poids lourds trouvée dans la « corbeille » de Chrysler Europe, cherchait depuis un moment déjà un partenaire. Sa division poids lourds, qui possède deux usines, en Espagne et en Grande-Bretagne, et a produit quatorze mille trois cent quatre-vingt-dix véhicules en 1978, est certes rentable, mais, à terme, trop petite pour concurrencer sérieusement au niveau européen des géants du secteur comme Mercedes-Benz, Iveco (groupe Fiat) ou même Volvo et Renault-Véhicules industriels. Pour développer cette branche, le groupe P.S.A. manque d'expérience technique et commerciale. Il a déjà entrepris plusieurs actions en ce sens : prise de participation majoritaire chez Camdic, importateur en France des camions Dodge, renforcement des réseaux en Belgique et au Danemark, investissement important en Grande-Bretagne et en Espagne pour développer sa game et la production de boîtes de vitesses. Il apparaissait cependant évident, que, à terme, P.S.A. — par l'intermédiaire de Chrysler-Dodoge — ne pouvait tenter seul le « pari » dans un secteur aussi concurrentiel que le poids lourd, où la compétence technique, la spécialisation des réseaux commerciaux, jouent un rôle encore plus crucial que dans l'automobile particulière.

DAF-Trucks, de son côté, essentiellement implanté dans le Benelux, a également une taille trop limitée pour rivaliser durablement avec ses puissants concurrents. La firme, qui emploie neuf mille cent salariés aux Pays-Bas, a produit en 1978 onze mille trois cents véhicules et ne couvre que 3 % environ du marché européen. L'essentiel de son chiffre d'affaires est consacré aux Pays-Bas, où elle assure près de 45 % des ventes. Elle est également l'un des principaux fournisseurs de l'armée néerlandaise et fabrique des trains d'atterrissage d'avions militaires. En 1972, elle avait tenté un rapprochement avec le géant américain du secteur, International Harvester, qui détient 33 % de son capital. Mais cette coopération, après plusieurs années de discussions, est demeurée limitée au domaine financier. DAF-Trucks — qui n'a plus rien à voir avec DAF-Automobiles, absorbée par Volvo, — ne vend que ses propres produits, à travers son propre réseau, International Harvester n'étant présent en Europe que pour le matériel agricole. A l'évidence, l'appui du groupe P.S.A.-Peugeot-Citroën pourrait permettre au petit constructeur hollandais de sauter le pas, en élargissant sa distribution en Espagne, en Grande-Bretagne et en France, où il ne détient pour l'heure que des positions limitées.

Cette coopération ira-t-elle plus loin que des accords techniques portant sur des organes ? Il n'est guère dans l'habitude de P.S.A. de ne pas consolider par des accords financiers des associations, si équilibrées soient-elles. Il est vrai que les réserves de la firme de Sochaux ont été sérieusement entamées par le rachat successif de Citroën et de Chrysler. Mais le « pari », ainsi tenté, est tel qu'on peut penser que P.S.A. est prêt à « mettre le paquet » pour réussir dans un domaine particulièrement difficile.

VÉRONIQUE MAURUS.

COUP D'ARRÊT A LA BAISSE DU DOLLAR

Après sa folle ascension du jeudi 6 septembre, avec un bond jusqu'alors inégalé, de 11,85 dollars, le cours de l'once d'or de 31,1 grammes a fléchi sous l'effet des ventes bénéficiaires. Déjà, dans l'après-midi de jeudi, il était revenu de 340,85 dollars (nouveau record historique) à 335,50 dollars, pour retomber à 330 dollars à New-York. Vendredi, il remontait légèrement au-dessus de 330 dollars dans un marché assez heurté.

La baisse du dollar, très sensible les jours précédents, a été enrayée à la veille du week-end par les interventions massives des banques centrales, notamment la Réserve fédérale des Etats-Unis et la Bundesbank. A Paris, le dollar valait, vendredi en fin de matinée, 4,2240 F contre 4,2260 F et, à Francfort, il se maintenait un peu au-dessus de 1,81 DM.

M. FÉLIX GUATTARI SERA ENTENDU PAR LA POLICE A PROPOS DE L'ENQUÊTE SUR M. PIPERNO

Le psychanalyste français Félix Guattari a protesté, jeudi 6 septembre, contre sa convocation par la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, chargée de l'enquête concernant M. Franco Piperno, l'ancien leader du groupe italien policiers, « bien que, a-t-il précisé, son de la Santé, et faisant l'objet d'une demande d'extradition du gouvernement italien.

M. Guattari, qui est un ami de M. Piperno et qui l'a hébergé à plusieurs reprises, s'étonne qu' « à la demande d'un juge d'instruction italien, dans le cadre d'une affaire italienne, la police française interroge des citoyens français, alors même que la cour de Paris vient de refuser l'extradition de M. Piperno ». M. Guattari a indiqué toutefois qu'il se rendra à la convocation des policier, « Bien que, a-t-il précisé, je n'aie rien d'autre à déclarer à la police française ».

● *Les cinq personnes impliquées dans l'affaire du pastis clandestin* de Montélimar (Drôme) ont été écrouées, jeudi 6 septembre, à la maison d'arrêt de Valence. Déjà, en septembre 1970, un trafic d'alcool méthylique avait provoqué la mort de quatre personnes dans la Drôme (*le Monde* du 10 septembre 1970).

● *Moins de bouchons sur les routes de l'été.* — Cet été, les bouchons sur les routes ont diminué de 30 % par rapport à 1978, souligne dans son bilan de l'opération Bison futé la direction des routes. Un million trois cent mille heures ont été perdues dans les embouteillages contre un million neuf cent mille heures en 1978.

Le numéro du « Monde » daté 7 septembre 1979 a été tiré à 570 938 exemplaires.

L'A.O.I.P. menacée d'éclatement

Quand les salariés occupent leur coopérative...

Le siège de l'Association des ouvriers en instruments de précision (A.O.I.P.), à Paris, a été occupé vingt-quatre heures, jeudi 6 septembre. La plupart des 1 100 salariés étaient en grève, 350 d'entre eux se pressant dans la cour de l'usine. C'est pourtant la plus importante coopérative ouvrière de production d'Europe, avec ses 4 700 employés, dont 1 600 en région parisienne, et les autres répartis entre divers établissements en province. C'est aussi une vieille dame, née en 1895 par la volonté de personnels menacés de licenciement (déjà !), et qui est la propriété actuelle de quelque 1 500 salariés-actionnaires.

Il est certain que les grandes manœuvres engagées depuis plusieurs mois dans le secteur du téléphone autour de Thomson et de la C.G.E. (1) font que l'A.O.I.P. apparaît comme un « *nain face à la volonté du gouvernement et des grands groupes* », selon l'expression de M. Paul Quilès, député socialiste de l'arrondissement, venu assister au meeting, comme Mme Gisèle Moreau, également député (communiste) du 13e. Un conflit exemplaire ? A bien des égards, semble-t-il.

En effet, si l'on en croit les déclarations de la direction de l'A.O.I.P. et la lettre adressée aux P.T.T. par les groupes intéressés, l'emploi serait préservé. Mais le comité de défense de l'emploi, créé dans l'entreprise en juin à l'initiative de la C.G.T. (largement majoritaire), est beaucoup plus réservé : une fois que les groupes intéressés auront absorbé la téléphonie publique, il ne restera dans cette « A.O.I.P. bis » qu'environ 1 500 personnes, essentiellement à Paris et à Béziers.

Certes, les groupes acquéreurs leur réserveraient l'installation des centraux URA 2 G, conçus par la coopérative, mais seulement pour une période de sept ans. De même, la téléphonie privée, qui représente actuellement environ 15 % du chiffre d'affaires de l'entreprise, lui resterait, mais sans l'appui de l'équipe d'ingénieurs et de techniciens de Toulouse, transférée aux groupes acquéreurs. Au surplus, l'évolution technologique semble condamner les O.S. de l'usine de Béziers, sauf à développer un plan de formation long.

Ce conflit est donc bien exemplaire, à la fois des risques d'une désindustrialisation hors de Paris et des menaces qui pèsent sur de nombreuses entreprises d'une branche en mutation technique et en voie de concentration.

Exemplaire également apparaît la lutte engagée à cette occasion pour le maintien d'avantages acquis dans une entreprise originale : la cinquième semaine de congés payés et la sixième semaine dont bénéficient les cadres âgés de plus de trente-cinq ans, des primes diverses et, surtout, un régime de retraite complémentaire particulièrement avantageux, qui permet le maintien du salaire d'activité après seulement vingt-cinq ans de cotisation. Or il ne semble pas que cet acquis pourrait être préservé.

Plus aisée à traiter à première vue serait la question du remboursement des salariés actuellement actionnaires ; les intéressés étaient admis à ce statut, sur leur demande, après un an d'ancienneté, à condition de verser chaque mois 5 % de leur salaire. Au lieu d'un placement leur rapportant, bon an mal an, des dividendes de 8 %, ils risquent désormais d'être payés en « monnaie de singe ». Toutefois, les grévistes conservent un espoir : les tractations en cours devront de toute manière recevoir l'aval de l'assemblée générale des actionnaires.

Pour renforcer leur action, syndicat et salariés entendent élargir leur mouvement, avec le soutien du P.C. et du P.S., qui ont préconisé tous les deux « l'union à la base ». Celle-ci serait-elle en train de naître à l'A.O.I.P., ce qui serait là encore exemplaire ? Pas exactement, car Mme Moreau précise qu'il faut pour l'union « *des bases claires* », qui ne lui semblent pas réunies « *quand on sait qu'un dirigeant socialiste est membre du conseil d'administration de la Thomson* ».

Certes, le P.S. dément, et les syndicalistes replacent rapidement le débat sur le terrain qui reste le leur. Mais on a le sentiment que l'on est en train de manquer quelque chose... d'exemplaire.

P. L.

A la S.N.C.F.

PRÉAVIS DE GRÈVE DES FÉDÉRATIONS C.G.T. ET C.F.D.T. POUR LA PÉRIODE DU 12 AU 15 SEPTEMBRE

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des cheminots ont décidé de déposer un préavis de grève pour la période du 12 septembre, à 20 heures, au 15 septembre, à 6 heures du matin. Ces fédérations avaient déjà déclenché un mouvement de grève en août — du 22 au 24 — afin d'obtenir l'anulation d'un arrêté ministériel modifiant certaines conditions de travail et notamment la suppression de l'un des deux agents à bord des trains de marchandises. Une telle décision, selon les syndicats, serait susceptible d'entraîner la suppression de dix mille emplois.

La Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) qui s'était associée au premier mouvement du 22 au 24 août, a refusé de participer à cette nouvelle grève estimant que la date proposée « *ne serait pas propice à l'action* », après le succès de l'arrêt de travail, en plein été. (La F.G.A.A.C. représente environ 30 % des agents de conduite.)

M. ROBERT BOULIN REGRETTE QUE LE R.P.R. N'AVANCE PAS DE PROPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Face aux difficultés économiques, « *M. Raymond Barre a élaboré une stratégie qui me paraît être la seule réponse possible (...). Je ne vois pas d'autre politique que celle préconisée par le gouvernement* ». A plusieurs reprises, M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, qui était, jeudi 6 septembre, l'invité de l'association des journalistes économiques et financiers, a insisté sur son accord avec les orientations du premier ministre, même s'il peut y avoir parfois de la part de certains ministres des souhaits ou propositions comportant de légères « *inflexions* ».

S'adressant aux partis de gauche, mais aussi à ceux de la majorité, y compris le R.P.R., il a ajouté : « *Je ne cesse de dire à mes amis politiques de mettre fin à la période des critiques pour entrer dans une phase de propositions constructives.* » Evoquant le plan de M. Michel Debré, qui a parlé en « *homme seul* » et avancé des suggestions comportant de nombreuses contraintes supplémentaires, il a ajouté : « *Je regrette de dire que je n'ai pas entendu ma propre formation politique annoncer : voilà une base de discussion.* »

« Le Monde Dimanche » va succéder au « Monde aujourd'hui »

Le supplément *le Monde aujourd'hui*, publié dans *le Monde* daté dimanche-lundi, fera place, à partir du 15 septembre, à une nouvelle formule : *le Monde Dimanche*.

Le Monde aujourd'hui avait commencé de paraître le 11 juin 1972, sous la responsabilité de Pierre Viansson-Ponté, qui y publia sans interruption jusqu'à sa mort, le 7 mai dernier, sa chronique hebdomadaire, « Au fil de la semaine ».

Le Monde Dimanche sera publié sous forme d'un cahier dans *le Monde* quotidien du dernier jour de la semaine. Il aura le même format et utilisera le même papier. Il comptera une vingtaine de pages largement illustrées, en noir et blanc. Dans une première partie sera traitée, sous forme d'enquêtes et de reportages, l'évolution des mentalités individuelles et collectives en France et à l'étranger. Viendront, ensuite, des études et des enquêtes sur l'évolution des technologies et ses effets sur les modes de vie.

Une troisième partie traitera de la vie des idées, notamment dans le domaine des sciences de l'homme.

Les programmes de radio et de télévision de la semaine y seront présentés et commentés.

Le supplément comprendra également une rubrique consacrée aux modes — et non pas seulement à la mode, — ainsi que des jeux et des chroniques.

Le Monde et son supplément hebdomadaire seront vendus conjointement 3 F.

Le Monde Dimanche sera expédié séparément dès le vendredi après-midi à l'adresse des abonnés du journal, afin qu'ils le reçoivent le samedi. Le tarif des abonnements reste inchangé.

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU demande une « action urgente » au sujet des disparus

L'ONU va s'occuper des personnes disparues dans différentes parties du monde, qui ne sont pas précisées, a décidé jeudi 6 septembre un de ses organes, réuni à Genève. La sous-commisison des droits de l'homme a pris cette décision à l'unanimité de ses membres, qui sont nommés à titre personnel et n'engagent par forcément leurs gouvernements.

La sous-commission constate « *des disparitions forcées ou involontaires de personnes à la suite d'actes illicites ou d'excès commis par les autorités chargées de l'ordre public et de la sécurité, ou par des organismes analogues* ».

Elle estime que « *l'action urgente qu'exige cette situation pourrait être confiée à un groupe d'experts, qui recevrait toutes informations permettant de localiser les disparus* ». Elle ajoute que, « *si le phénomène devait se poursuivre, sa gravité extrême justifierait la mise à l'étude d'une forme de recours d'urgence* » pour « *obtenir des autorités officielles qu'elles consacrent les moyens nécessaires à la recherche des personnes disparues* ».

Bien que le gouvernement argentin ne soit pas nommément visé, il a, comme celui de l'Uruguay, été souvent cité au cours des débats.

La commission interaméricaine enquête à Buenos-Aires

D'autre part, la commission interaméricaine des droits de l'homme, chargée d'enquêter en Argentine, est arrivée jeudi à Buenos-Aires. Ses membres, qui seront reçus par les dirigeants argentins, ont l'intention de s'informer notamment du sort des disparus. La commission a enregistré huit mille soixante-seize cas et compte enquêter à fond sur cinquante. De son côté, Amnesty International, dans un communiqué publié à Londres, estime que les disparitions en Argentine se montent à douze mille. Les disparitions n'ont pas cessé, précise l'organisation humanitaire, qui a relevé quatorze cas pour le seul mois d'août.

Deux nominations

M. FRANCIS JACQUEMONT NOUVEL ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DES TERRES AUSTRALES

Un décret, paru au *Journal officiel* de vendredi 7 septembre, nomme M. Francis Jacquemont administrateur supérieur du territoire des terres australes et antarctiques françaises en remplacement de M. Roger Barberot, qui exerçait ces fonctions depuis juillet 1973.

Les terres australes et antarctiques françaises sont les archipels Crozet et Kerguelen, les îles de la Nouvelle-Amsterdam et de Saint-Paul, et la Terre Adélie.

[M. Francis Jacquemont, sous-préfet, né le 1er novembre 1932 à Lestrem (Pas-de-Calais), était depuis 1974 secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Il avait précédemment appartenu à plusieurs cabinets ministériels.]

M. PIERRE BORVO SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'INA

M. Pierre Borvo a été nommé secrétaire général de l'INA en remplacement de Mme Nicole Briot, devenue directeur général le 11 juillet dernier.

[Né le 5 avril 1942, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Pierre Borvo était, depuis mai 1978, chargé de la section de l'audiovisuel au service juridique et technique de l'information auprès du premier ministre. Il est également membre du conseil d'administration de la S.F.P. et de celui de la Régie française de publicité (depuis 1978).]

● *La Française Pascale Trinquet* a remporté jeudi 6 septembre, à Mexico, le titre au fleuret de l'Universiade en battant en finale Cornelia Hanish (R.F.A.) et Mandy Dick (R.D.A.). C'est la première grande victoire internationale de Pascale Trinquet, qui s'était classée quatrième des championnats du monde en 1978.

A Budapest

LE CHANCELIER SCHMIDT RÉAFFIRME LE REFUS DE SON PAYS DE « PARTICIPER A UNE STRATÉGIE NUCLÉAIRE »

(De notre envoyé spécial)

Budapest. — Le chancelier fédéral allemand, M. Helmut Schmidt, a saisi l'occasion que lui offrait son voyage en Hongrie (*le Monde* du 7 septembre) pour rassurer ses partenaires est-européens quant à la position de son pays sur l'armement nucléaire. Sans se référer directement au débat sur une force franco-allemande, M. Schmidt a très nettement déclaré, le jeudi 6 septembre, à Budapest, que « *la République fédérale ne nourrit aucunement l'ambition de participer à une stratégie nucléaire* », l'allusion étant suffisamment claire pour être comprise par les dirigeants hongrois.

La réaffirmation par le chancelier fédéral après d'autres personnalités ouest-allemandes (*le Monde* du 6 septembre), du point de vue inchangé de Bonn dans cette question, devrait apaiser les inquiétudes que fait naître, non seulement ici, mais dans d'autres capitales communistes aussi, l'idée d'une alliance nucléaire entre la France et la R.F.A. Cette attitude fait partie de la volonté de l'Allemagne fédérale d'apparaître, selon l'expression de M. Schmidt, comme « *un facteur calculable, discernable, de la politique européenne* », dans la perspective de la poursuite de la détente à la continuation de laquelle Bonn a un « *intérêt vital* », a dit le chancelier.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement ouest-allemand souhaiterait aussi que la prochaine conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe se tienne à un niveau politique, par exemple, celui des affaires étrangères, afin de favoriser les chances de succès. Les pays du pacte de Varsovie restent encore très réservés à ce sujet.
— M. L.

pianos hamm
135 à 139 rue de Rennes Paris 75006
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66
vous proposent aussi les
pianos RAMEAU
héritier de la tradition française